

MASTER TOURISME

Parcours « Tourisme et Développement »

MÉMOIRE DE DEUXIEME ANNÉE

Ecotourisme, levier de développement et de préservation des cultures minoritaires, le cas de la Province de Luang Prabang au Laos.

Présenté par :

Carine Druot

Année universitaire : **2018 – 2019**

Sous la direction de : **Pierre Torrente**

Ecotourisme, levier de développement et de préservation des cultures minoritaires, le cas de la Province de Luang Prabang au Laos.

Dans quelles mesures l'écotourisme permet-il aux
minorités ethniques d'améliorer leurs conditions de vie et
de préserver leur identité culturelle ?

Ce mémoire a été réalisé dans le cadre d'un stage de recherche encadré par
Bernard Moizo, Directeur de l'Unité Mixte de Recherche Gouvernance,
Risque, Environnement, Développement (UMR GRED) au sein de l'Institut de
Recherche pour le Développement (IRD).



*« L'ISTHIA de l'Université de Toulouse Jean –
Jaurès n'entend donner aucune approbation, ni
improbation dans les projets tutorés et
mémoires de recherche. Les opinions qui y sont
développées doivent être considérées comme
propres à leur auteur(e). »*

Remerciements

Je tiens à remercier tout d'abord mon maître de stage Bernard Moizo, pour m'avoir donné l'opportunité d'effectuer une mission de recherche à l'étranger sous l'encadrement de l'IRD et m'avoir donné la chance de découvrir ce merveilleux pays qui est le Laos. Je le remercie également pour son accompagnement tout au long de mon stage, pour son soutien au cours de ma période de terrain et son investissement précieux dans les nombreuses relectures de ce mémoire. Je remercie, de même, mon maître de mémoire, Pierre Torrente, pour ses conseils afin de mieux orienter ma réflexion.

Je souhaite aussi exprimer ma gratitude à toutes les personnes qui m'ont apporté leur aide sur le terrain. Comme expliqué dans la suite de mon mémoire, il ne m'a pas toujours été facile de conduire cette recherche dans un pays que je ne connaissais que très peu. J'aimerais particulièrement remercier Eric Deharo, Représentant de l'IRD au Laos, et Antoine Blomqvist, Responsable de l'Antenne AUF de Vientiane, de s'être tous les deux mobilisés, dès mon arrivée, pour obtenir les supports officiels nécessaires à mon travail de recherche. Je remercie aussi le Dr. Kiengkay Ounmany, Responsable de la Division de Coopération Internationale de l'UNL, pour son intervention dans la réalisation des documents officiels. Un grand merci à Chansomone Sengsouly, Assistante de direction au sein de l'IRD à Vientiane, pour son énergie et son efficacité dans les nombreuses traductions que j'ai pu lui demander.

Ce travail n'aurait pu être effectué sans le soutien des merveilleuses personnes rencontrées qui m'ont volontairement aidé, auxquelles je témoigne ma reconnaissance pour leur générosité et leur humilité. Je pense notamment à Khamchean qui, avec plaisir, a pris le rôle de traducteur lors de mes interviews. Enfin j'aimerais infiniment remercier Phoudthassak Thammathong pour ses conseils, ses encouragements, sa patience et son soutien particulier dans la concrétisation de ce travail.

Sommaire

Remerciement.....	5
Introduction	9
 Partie I : Ecotourisme et stratégies de modernisation des espaces ruraux	14
Chapitre 1 : Cadre conceptuel de recherche	17
Chapitre 2 : Le Laos un pays pluriethnique récemment ouvert aux échanges avec l'extérieur.....	29
Chapitre 3 : L'écotourisme comme levier de développement des espaces montagnards...	59
 Partie II : Etude de l'activité de l'écotourisme sur la Province de Luang Prabang ...	73
Chapitre 1 : Questionner l'écotourisme et sa capacité à améliorer le bien-être des communautés.....	76
Chapitre 2 : La Province de Luang Prabang, une destination qui mise sur son potentiel écotouristique.....	90
Chapitre 3 : Etude de l'organisation écotouristique sur les trois zones identifiées dans la province	108
 Partie III : Enjeux socioéconomiques du développement de l'écotourisme dans la Province de Luang Prabang	131
Chapitre 1 : Ecotourisme et enjeux de développement des populations rurales de la Province de Luang Prabang	134
Chapitre 2 : Recommandations pour le développement de l'écotourisme	153
 Conclusion générale	165
Bibliographie	169
Table des annexes.....	180
Table des figures.....	192
Table des tableaux	193
Table des matières	194

Liste de sigles et abréviations

ANASE :	Association des Nations de l'Asie du Sud-Est
ANP :	Aires Nationales Protégées
ANTL :	Administration Nationale du Tourisme au Laos
AUF :	Agence Universitaire de la Francophonie
BAD :	Banque Asiatique de Développement
DDT :	Département du Développement du Tourisme
DP ICT :	Département Provincial de l'Information de la Culture et du Tourisme
ESRI:	Environmental Systems Research Insitute
FMI:	Fond Monétaire International
GIZ :	Agence de coopération internationale allemande pour le développement
GMS :	Grand Mekong
IDE :	Investissement Direct Etranger
IRD :	Institut de Recherche pour le Développement
ISTHIA :	Institut Supérieur du Tourisme de l'Hôtellerie et de l'Alimentation
IUCN :	Union Internationale pour la Conservation de la Nature
JICA :	Agence japonaise de coopération internationale
MICT :	Ministère de l'Information de la Culture et du Tourisme
NEPL :	Nam Et-Phou Louey
NME :	Nouveau Mécanisme Economique
NZAID :	Agence internationale d'aide au développement du Néo-zélandaise
NZE :	Nouvelles Zones Economiques
OMT :	Organisation Mondiale du Tourisme
ONG :	Organisation Non Gouvernementale
ONU :	Organisation de Nations Unies
ONU DC :	Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime
PED :	Pays en Développement
PENH	Projet d'Ecotourisme de Nam Ha
PIB :	Produit Intérieur Brut
PMA :	Pays les Moins Avancés
PN :	Parc National
RDP Lao :	République Démocratique Populaire Lao

SNV : Agence de Développement Hollandaise
TO : Tours Opérateurs
UE : Union Européenne
UMR GRED : Unité Mixte de Recherche Gouvernance, Risque, Environnement,
Développement
UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture
UNL : Université Nationale du Laos
WCS : Wildlife Conservation Society
WWF : World Wide Fund for nature

Introduction

Dans un monde globalisé, qui a encouragé la généralisation des échanges et contribué à une croissance économique sans précédent, les inégalités se sont aussi intensifiées notamment entre pays du Nord et pays du Sud. Ces derniers ont alors axé leurs économies sur des secteurs productifs en mesure de répondre au fort besoin de développement économique et social.

Le tourisme, activité économique mondiale ayant eu la croissance la plus rapide, est alors perçu comme une opportunité pour de nombreux pays du Sud disposant de patrimoines culturels et naturels remarquables. Il permettrait de répondre à de nombreuses problématiques de développement auxquelles ces pays sont confrontés : croissance économique, réduction de la pauvreté, baisse des inégalités, emploi, construction d'infrastructures, éducation, cohésion sociale ...

Cependant, l'activité touristique serait aussi à l'origine d'effets négatifs à la fois économiques et environnementaux : fuites des devises, dépendance économique, accroissement de la valeur foncière, perte des ressources naturelles, atteinte à la biodiversité, déforestation, érosion, dégradation des sols... Enfin concernant l'aspect social, une longue liste, à laquelle se rajoute toujours de nouveaux termes, mentionne les impacts néfastes du tourisme sur les populations : acculturation, muséification, folklorisation, théâtralisation, marchandisation, déterritorialisation... Il semblerait que cette économie, vantée pour ces mérites, n'apporterait pas les résultats escomptés et plongerait ces pays, en fort besoin de développement, dans une situation de fragilité économique et sociale encore plus grande.

Face à ce constat négatif il s'avère nécessaire d'effectuer des recherches, d'identifier les différentes dynamiques dans lesquelles s'intègre l'activité et l'ampleur de ses réels impacts. Sensibles aux transformations économiques et sociales induites, divers scientifiques s'intéressent à la question : dans quelles mesures le tourisme peut-il être favorable au développement ?

Dans un même temps, suite au rapport de Bruntland, émerge la notion de développement durable intégrant de façon équilibrée les dimensions économiques sociales et environnementales. Cette notion marque l'avènement d'un tourisme dit « alternatif » décliné sous plusieurs concepts : tourisme durable, tourisme responsable, tourisme solidaire, tourisme communautaire, écotourisme...

L'écotourisme représente l'une des formes les plus connues, il vise à contribuer à la conservation de l'environnement, au bien-être des communautés locales et au développement d'outils éducatifs pour les touristes et les communautés (Ross & Wall, 1999, p. 123-132). Depuis son éclosion, il n'a cessé de prendre de l'expansion et est perçu comme étant la branche de l'industrie touristique qui enregistre, depuis de nombreuses années, une des plus fortes croissances (Carrier & Macleod, 2005, p. 315-334). Il a été approuvé par les organisations internationales en raison de son impact positif sur les moyens de subsistance locaux. Autant d'arguments convaincants pour les pays en développement en quête de nouvelles sources de devises étrangères et de revenus complémentaires pour les populations impliquées.

Le Laos est considéré par les organismes internationaux, tels que la Banque Mondiale et l'Organisation des Nations Unies (ONU), comme l'un des pays les moins avancés au monde, son classement sur l'indice de développement humain des Nations Unies, qui se maintient autour de la 120^{ème} place, en témoigne, de même que le pourcentage de sa population vivant sous le seuil de la pauvreté (Roche, Paille, Mottet, 2011, p. 2). Les inégalités de développement qui se manifestent entre milieux urbains et ruraux sont aussi un enjeu majeur auquel l'Etat tente de répondre. Depuis la fin des années 1980 un certain nombre de stratégies sont mises en place pour développer ces espaces. Le monde rural lao est donc soumis à une modernisation qui génère de nombreuses perturbations sociales et culturelles. Ces espaces ruraux et montagnards sont majoritairement habités par des minorités ethniques qui sont fortement impactées par ces transformations.

Toutefois, le Laos est aussi un pays riche d'une biodiversité exceptionnelle et d'une diversité culturelle singulière, qui se présentent comme des éléments favorables au développement de l'écotourisme. L'activité est alors développée dans tout le pays et les autorités nationales promeuvent l'écotourisme comme outil vertueux permettant un

développement des espaces ruraux tout en préservant les ressources naturelles et les identités culturelles de ces communautés.

Cependant l'écotourisme, auquel aucune définition commune au niveau mondial n'a été officialisée (Higham, 2007, p. 4), s'avère également un concept idéologique mais qui, dans la pratique, peine parfois à montrer des résultats positifs. L'objectif de ce travail de recherche, effectué dans le cadre d'un stage de Master 2 Tourisme et Développement à l'Institut Supérieur du Tourisme de l'Hôtellerie et de l'Alimentation (ISTHIA) et encadré par l'UMR GRED et l'IRD, tente d'identifier les enjeux de développement pour les minorités ethniques liés à la pratique de l'écotourisme dans la province de Luang Prabang au Laos.

Cette recherche est issue d'un premier questionnaire, à savoir, en quoi les nouvelles formes de tourisme constituent-elles un levier de développement pour les minorités ethniques. Grâce au réseau de l'IRD développé dans une cinquantaine de pays et ses nombreux partenariats en Asie du Sud-Est, cette recherche a pu être menée sur un terrain d'étude idéal. La Province de Luang Prabang, principale destination touristique du Laos, reconnue pour sa diversité ethnique et culturelle et son patrimoine naturel, participe fortement au développement écotouristique du pays. Ce travail évalue ainsi, sur la Province de Luang Prabang, dans quelles mesures l'écotourisme permet aux minorités ethniques du Laos d'améliorer leurs conditions de vie et de préserver leur identité culturelle. Il s'appuie sur une méthodologie composée d'une recherche bibliographique et d'une mission de terrain au cours de laquelle différents outils de collecte de données et d'analyse ont été utilisés, tels que des entretiens exploratoires et semi-directifs avec différentes catégories d'acteurs ou encore une observation participante sur les principaux sites concernés.

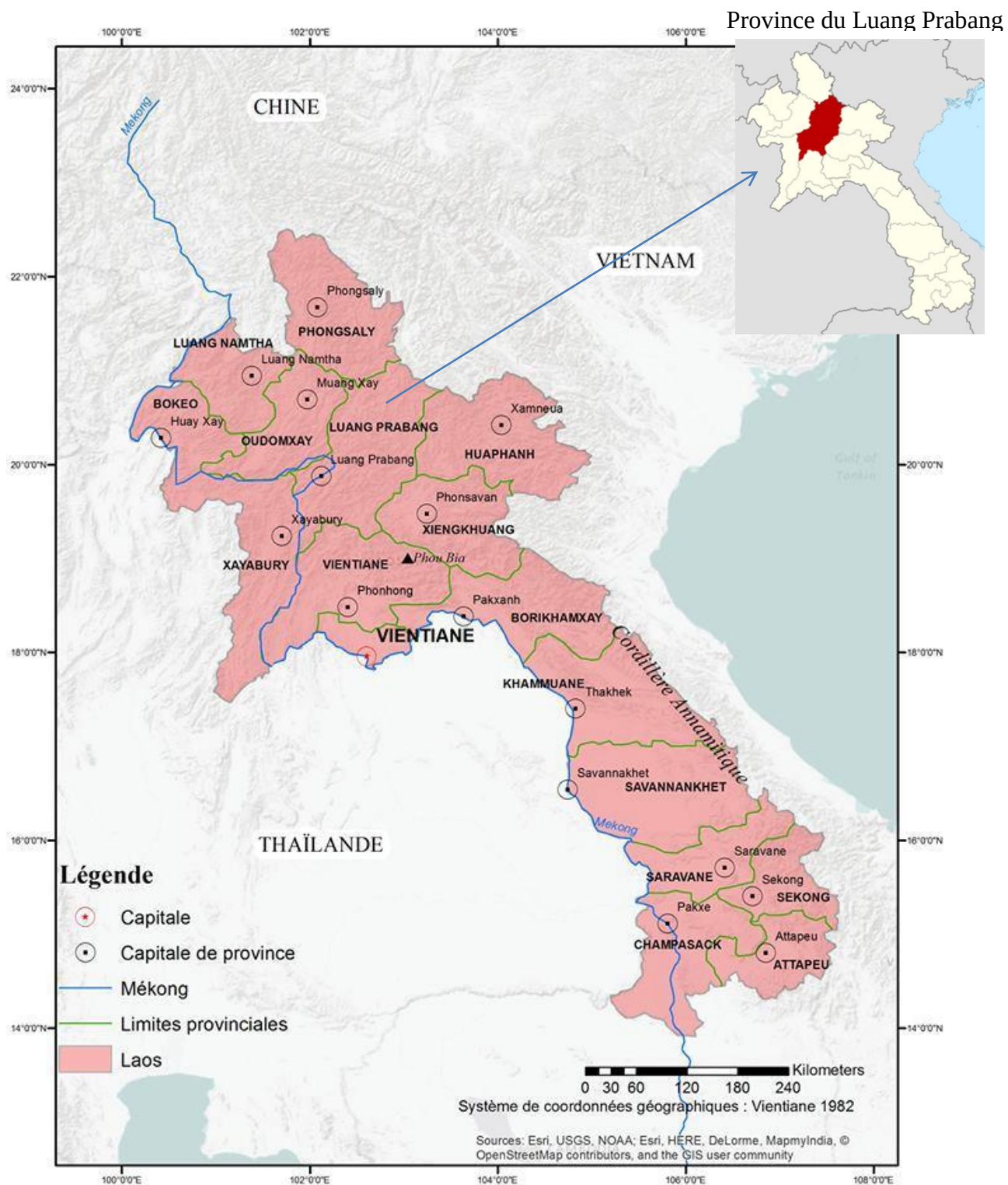
Afin de protéger l'identité des personnes interrogées, l'ensemble des entretiens, échanges informels évoqués et citations reprises font l'objet d'anonymat et ne comporteront jamais le nom des interlocuteurs. Afin de garantir une confidentialité, les fonctions et postes de certains interlocuteurs ne seront également pas mentionnés. Enfin pour préserver l'identité des chefs de village, la mention du lieu d'entretien se limitera au district et ne nommera pas les villages. Par ailleurs la majorité des citations ont été traduites de l'anglais au français par nos soins. Certaines citations ont été exprimées en lao et ont également été traduites du lao à l'anglais.

Ce mémoire est divisé en trois parties distinctes. Une première partie vise à repositionner le sujet dans son contexte, elle identifie les cadres théoriques dans lesquels s'inscrit la problématique. Elle présente aussi les difficultés relatives au sujet et au terrain d'étude et revient sur le contexte spécifique dans lequel s'opère cette mission.

Une deuxième partie présente l'ensemble du travail de réflexion et de raisonnement qui a permis d'aboutir à l'élaboration d'hypothèses. Elle intègre, par ailleurs, la présentation de la méthodologie et précise ensuite les différentes zones d'étude identifiées dans la province de Luang Prabang.

Une troisième partie expose et confronte les résultats obtenus grâce aux différents outils utilisés et apporte une analyse critique des potentiels de développement de l'activité écotouristique dans la province afin d'établir des recommandations pour les projets à venir.

Figure 1 : Carte du Laos, administration provinciale et hydrographie.



Source: *Environmental Systems Research Insitute (ESRI)*

Partie I :

Ecotourisme et stratégies de modernisation des espaces ruraux

Introduction Partie I

Le Laos est un petit pays pluriethnique enclavé d'Asie du Sud-Est, et caractérisé par un contexte très particulier. Tandis qu'il se présente comme un pays ancien, grâce à une succession de royaumes, cultures et traditions, sa construction en tant qu'Etat Nation est récente. Chronologiquement, elle débute en avril 1953, au moment de sa relative indépendance à l'intérieur de l'Union Française. Mais ce n'est qu'en 1975 que le gouvernement actuel obtiendra un contrôle total sur son territoire (De Koninck, 2012, p. 88-89). Après dix ans de politiques communistes, il a subi de plein fouet l'effet politique et économique de la chute de l'Union Soviétique, à la suite de laquelle il s'est trouvé fortement dépendant de l'aide internationale, absorbant cette dernière au point d'être décrit par certains comme un état « éponge », (Pholsena & Banomyong, 2004). Le pays est aujourd'hui confronté à un besoin urgent de développement, difficilement compatible avec la notion de durabilité, qui se traduit par une volonté gouvernementale très marquée de jouer sur les atouts du pays en vue d'accélérer la croissance et de réduire la pauvreté. Dénué d'industries, ces principaux atouts sont ses ressources naturelles, dont le pays dispose en abondance, et une agriculture qui est le pilier de son économie. Avec une couverture forestière dominante sur le territoire, le pays mise sur l'exploitation du bois, il développe également son exploitation minière. Enfin, depuis deux décennies, l'économie du Laos compte aussi de plus en plus sur l'exploitation du très riche potentiel hydro-électrique que représentent le Mékong et ses affluents (De Koninck, 2005, p. 287).

Face à la nécessité de tirer le maximum de son potentiel, le gouvernement laotien utilise aussi le tourisme, suivant en cela une tendance amorcée à l'échelle régionale au début des années 1990. Paradoxalement, en matière de tourisme, ce retard économique a eu un effet que l'on pourrait considérer comme bénéfique. Car le Laos a été pendant si longtemps un pays fermé et quasi dénué d'infrastructures qu'il n'a que peu été impacté par le tourisme de masse. De ce fait, lorsqu'il a commencé à ouvrir ses frontières aux touristes étrangers, il a offert un terrain propice au développement d'un « autre » tourisme. Le pays a donc su saisir cette opportunité et s'est rapidement positionné comme l'un des chefs de file du développement de ce qui est présenté comme de l'écotourisme.

Cependant sa définition précise semble avoir beaucoup de difficulté à faire consensus. Selon Ziffer (1989, p. 16), si l'écotourisme « *n'a pas encore fait l'objet d'une définition, c'est parce que c'est une notion complexe qui a pour ambition de décrire une activité, d'établir une philosophie et de s'ajuster à un modèle de développement* ».

On peut penser que le gouvernement laotien, en en faisant la promotion, y voit surtout une façon de valoriser son image. Il n'en demeure pas moins que de réels efforts ont été faits dans le sens d'un tourisme plus durable, que ce soit le fait d'initiatives étatiques ou d'organisations et agences étrangères implantées dans le pays.

Cette introduction permet de mieux comprendre comment l'écotourisme a émergé au Laos et pourquoi le pays s'est présenté comme une destination de prédilection pour y développer ce marché. L'investissement en écotourisme au Laos s'inscrit stratégiquement dans un contexte particulier rassemblant des enjeux de croissance économique, de développement et de modernisation des espaces ruraux. Ces caractéristiques spécifiques ont nécessité un travail de recherche approfondi sur le pays et sa population pour en ressortir les enjeux économiques, politiques, sociaux et environnementaux. Cette première partie reflète ce travail de contextualisation, elle se compose de trois chapitres. Le premier rappelle les différentes définitions attribuées à l'écotourisme afin d'exposer le cadre conceptuel, il présente ensuite le sujet, les objectifs et questions de recherche et les difficultés vécues pour concrétiser ce travail. Le deuxième chapitre retrace l'histoire du pays et rassemble l'ensemble des recherches bibliographiques effectuées sur les minorités ethniques et les stratégies de modernisation des espaces ruraux jusqu'à aujourd'hui. Le troisième chapitre intègre la dynamique touristique et expose l'évolution de l'activité au Laos jusqu'à nos jours afin de bien comprendre de quelle façon le pays cherche à se distinguer des autres pays d'Asie du Sud-Est en mettant en avant une image de destination touristique durable.

Chapitre 1 : Cadre conceptuel de recherche

Ce chapitre introductif a été effectué dans l'objectif de rappeler le contexte particulier dans le quel ce travail de recherche a été réalisé. Premièrement il précise le champ d'étude en rappelant les notions et définitions de l'écotourisme et exprime ensuite différentes questions de recherche. Deuxièmement il introduit l'expérience de terrain effectuée à l'étranger et évoque les freins rencontrés au cours de cette période.

1. Notions et définitions

1.1. Emergence de l'écotourisme

1.1.1. Un cadre propice à l'avènement d'un tourisme alternatif

Les fondements de l'écotourisme ont pris forme durant l'émergence du mouvement environnemental qui caractérisa les années 1980. Son apparition s'explique suite à une insatisfaction grandissante du tourisme de masse parmi les touristes et de ses impacts socio-environnementaux. Par ailleurs, les aspirations et désirs de la demande touristique évoluent. Le tourisme de masse a entraîné une standardisation et une banalisation du produit touristique qui ne correspond plus aux attentes de la clientèle à la recherche d'innovation et de produits personnalisés. Cette clientèle serait aussi attirée par des produits proches de ses convictions et plus respectueux de l'environnement.

Une nouvelle tendance touristique s'est graduellement instaurée, englobant ce qui est maintenant compris sous le terme générique de « tourisme alternatif ». Ce terme rassemble un grand nombre de catégories et de sous catégories qui se différencient par leurs concepts et objectifs de base. On y retrouvera les tourisms, responsable, durable, solidaire, équitable, à base communautaire ou pour les pauvres. Ces formes semblent rejoindre les définitions et principes de l'écotourisme.

1.1.2. Un secteur en évolution et une opportunité de développement

Le terme d'écotourisme aurait été introduit pour la première fois par Hetzer en 1965. Il a suggéré quatre principes pratiques de tourisme écologique: (1) minimiser les impacts environnementaux; (2) respecter les cultures d'accueil; (3) maximiser les avantages pour la population locale; et (4) maximiser la satisfaction des touristes (Ounmany, 2015, p. 7). En revanche il s'avère que le pionnier reconnu qui a inventé et popularisé le terme en 1983 soit Hector Ceballos-Lascurain, un environnementaliste mexicain.

Depuis son émergence, l'écotourisme traverse une période de croissance exponentielle. Il a connu une augmentation 3 fois plus rapide que celle de l'ensemble de l'industrie du tourisme (Blanguy & Mehta, 2006, p. 233-236). En 2000, il a engendré des recettes internationales d'une valeur de 154 milliards de dollars avec une croissance annuelle approximative de 20% comparativement à 7% dans le tourisme en général (Charbonneau, 2008, p. 3). Il reste toutefois important de rappeler que les activités touristiques incluses dans ces statistiques restent très vastes car l'écotourisme ne dispose toujours pas d'une définition officielle à l'échelle mondiale.

Ce nouveau type de tourisme, basé sur des expériences liées à la nature, s'est révélé néanmoins comme une solution aux incidences du tourisme de masse et aux besoins de développement économique des pays du Sud disposant d'un large patrimoine naturel. Il s'est rapidement répandu dans les pays en développement (PED), leur permettant de conserver leurs ressources à long terme

1.2. Définition de l'écotourisme

1.2.1. Un concept qui ne fait toujours pas consensus

Bien qu'il soit promu depuis plus de trois décennies, l'écotourisme a été l'objet de nombreux ouvrages et articles scientifiques, voire de conférences et colloques internationaux. Il fait aujourd'hui l'objet d'un large éventail de définitions et il n'existe toujours pas de définition standard à laquelle on peut se référer. Orams (1995, p. 5) évoque que toutes ces définitions doivent être comprises dans un continuum et qu'elles se situeraient entre la position passive, qui vise à minimiser les impacts, et la position active,

qui contribue à la conservation des ressources, penchant vers le pôle de responsabilité élevée.

L'ensemble des définitions semblent présenter des similitudes. L'écotourisme serait une *« forme de tourisme qui s'inspire avant tout de l'histoire naturelle d'une région, notamment de ses cultures autochtones, qui nécessite aussi une gestion active de la part du pays ou de la région d'accueil [...] »* (Ziffer, 1989, p. 8).

« L'écotourisme est un voyage souvent dans les PED vers de aires naturelles relativement non perturbées pour des fins d'études, de loisirs ou d'assistance volontaire. En lien avec [...] les écosystèmes de l'aire visitée aussi bien que la population vivant en périphérie. » (Swanson, 1992, p. 7).

Il correspond à :

« un voyage responsable sur le plan environnemental et la visite d'aires naturelles relativement non perturbées dans le but d'apprécier la nature (ainsi que toutes les manifestations culturelle [...]) promouvant la conservation, ayant un impact négatif limité et encourageant une implication socio-économique [...] des populations locales. » (Cabellos Lascurain, 1993, p. 20).

Honey (1999) précise que ce tourisme s'adresse à :

« des petits groupes, favorisant l'éducation des visiteurs générant des fonds pour la conservation, supportant directement le développement économique des milieux d'accueil et la prise en charge du développement par les communautés locales [...] ».

C'est un *« tourisme d'interprétation à impact minimal où la conservation, la compréhension et l'appréciation de l'environnement et des cultures visitées sont recherchées. »* (Wearing & Neil, 1999, p. 3). En somme, les caractéristiques décrites dans ces définitions découlent de trois principes de base que Blamey (2001, p. 5-22) présentent comme étant (1) un tourisme axé sur la nature, (2) possédant une composante éducative et (3) relevant d'une gestion durable.

1.2.2. Trois objectifs identifiés

Par ailleurs il est possible d'identifier clairement son objectif qui est de 3 ordres (Ross & Wall, 1999, p. 123-132) :

1. Les contributions à l'égard de la conservation de l'environnement naturel local
2. Les bénéfices en termes de bien-être pour les communautés ethniques locales
3. Le développement d'outils et d'opportunités éducatifs tant pour les touristes que la population avoisinante

Figure 2 : Evaluation du modèle de l'écotourisme



Source : Ross & Wall, 1999, p. 126

L'écotourisme rassemble ainsi des pratiques touristiques à caractère écologique qui visent à minimiser les impacts négatifs du tourisme sur l'environnement et sur les communautés locales et également à maximiser les retombées économiques, de même que leurs distributions équitables, au sein des populations concernées. Il est possible de présenter l'écotourisme comme le produit de la reconnaissance mondiale à l'égard des pratiques écologiques durables (Diamantis, 1999, p. 93-122).

Selon Schipani, cette activité implique des voyages en petits groupes dans des zones naturelles, ayant des retombées socio-économiques pour les gens du cru, contribuant à la conservation et à la protection de l'héritage culturel et naturel, et soucieux de minimiser les impacts négatifs pour les régions visitées (Schipani, 2002, p. 10).

Enfin pour l'Administration Nationale du Tourisme au Laos (ANTL), l'écotourisme est une activité touristique dans les zones rurales et protégées qui minimise les impacts négatifs et s'oriente vers la conservation des ressources naturelles et ressources culturelles, le développement socio-économique rural, la compréhension des visiteurs et leur appréciation des lieux qu'ils visitent (ANTL, Plan national de l'écotourisme, 2005–2010, p. 10.).

1.3. Autres catégories de tourisme alternatif

1.3.1. Tourisme durable et responsable

Comme l'écotourisme ne possède toujours pas de définition officielle, il s'avère pertinent d'évoquer les principes liés à des formes de tourisme alternatif complémentaires. Par exemple le tourisme responsable peut représenter la base de tous les tourisms alternatifs. La notion de responsabilité renvoie ici à une dimension de connaissance de la portée de ses actes et de faculté de jugement face au choix à prendre (Charbonneau, 2008, p. 6). Le tourisme durable est considéré comme un concept de développement positif respectant les trois piliers du développement durable. Selon l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT) il « *répond aux besoins des touristes actuels et des régions d'accueil tout en préservant et en renforçant les opportunités futures* » (OMT, 2002, p. 20)¹.

1.3.2. Tourisme communautaire, équitable et solidaire

Enfin le tourisme à base communautaire, qui repose sur les bases des tourisms solidaire et équitable, nécessite un engagement de responsabilité de tous les acteurs impliqués, fondé sur le respect des rythmes, valeurs, us et coutumes des habitants et de leur environnement ainsi qu'une redistribution équitable des bénéfices, il rejoint l'écotourisme, avec un accent particulier sur le renforcement des capacités et la prise en charge communautaire du développement touristique (Charbonneau, 2008, p. 10). C'est une forme d'écotourisme dans laquelle les populations locales ont un contrôle et un engagement important sur son développement et sa gestion, et où une grande partie des avantages restent dans la communauté.

¹Il s'appuie sur la Charte du tourisme durable instaurée en 1995, lors de la Conférence mondiale du Tourisme durable à Lanzarote.

2. Introduction et contextualisation du sujet

2.1. **Présentation du stage et de la structure encadrante**

2.1.1. L'Institut de Recherche pour le Développement

Ce présent travail de recherche est effectué dans la cadre d'un stage de fin de Master Tourisme et Développement à l'ISTHIA² au sein de l'Université Toulouse Jean Jaurès.

Encadré par l'IRD³ en la personne de Bernard Moizo, Directeur de l'UMR GRED⁴, ce stage a pour objectif d'étudier l'activité de l'écotourisme en milieu rural et montagnard, dans la province de Luang Prabang située dans la partie nord du Laos (cf. carte p. 13). Cette étude se divise en deux phases qui se composent d'un travail de recherche scientifique et d'un travail de terrain permettant de confronter la théorie et la pratique.

L'IRD, tel que son nom l'indique, vise à apporter une recherche pluridisciplinaire et partenariale au service du développement qui nourrit des décisions publiques et politiques. C'est un établissement public français placé sous la double tutelle des Ministères de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation et de l'Europe et des Affaires Étrangères. Son modèle est basé sur le partenariat scientifique équitable avec les pays en développement, principalement ceux des régions intertropicales et de l'espace méditerranéen.

Parce que ces zones cumulent les plus fortes vulnérabilités écologiques, sociales et politiques des modèles actuels de développement, les recherches menées par l'institut se retrouvent souvent en première ligne des débats majeurs. Les thématiques abordées sont variées : inégalités et pauvreté, mobilités et migrations, climat et changement globaux, biodiversité, écosystèmes et ressources... Enfin ses priorités s'inscrivent dans la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable adoptés en 2015 par l'ONU avec pour ambition d'orienter les politiques de développement et de répondre aux grands enjeux liés aux changements globaux, environnementaux, économiques, sociaux et culturels. Il porte, par son réseau et sa présence dans une cinquantaine de pays, 72 unités de recherche et 851 chercheurs.

² ISTHIA, Accueil [en ligne], Disponible sur <http://www.isthia.fr/accueil-50.html>

³ IRD, Accueil [en ligne], Disponible sur <https://www.ird.fr>

⁴ GRED, Présentation [en ligne], Disponible sur <https://gred.ird.fr/>

Au sein de l'IRD, l'UMR GRED déploie une large interdisciplinarité en sciences sociales, mais également en sciences de l'environnement et sciences de la vie. Les sciences sociales constituent toutefois le « cœur » de l'unité, à travers la problématique du rapport nature/société et autour des notions d'innovation, de gouvernance ou de vulnérabilité, de résilience et de risque.

L'IRD intervient au Laos depuis plus de 20 ans dans différents domaines dont l'écotourisme. La représentation de l'IRD au Laos est aujourd'hui encadrée par Eric Deharo. L'institut dispose d'une base de données considérable sur le pays grâce aux travaux de différents chercheurs comme Yves Goudineau, Olivier Evrard, Catherine Aubertin, Grégoire Schlemmer, Jean-Christophe Castella ou Bernard Moizo, dans le domaine des Sciences Humaines et Sociales.

2.2. Présentation du sujet d'étude

2.2.1. Définition du sujet

Le sujet est destiné à évaluer les potentiels de développement de l'écotourisme pour les minorités ethniques au Laos. Il se concentre sur l'objectif de bien être des communautés locales autant au niveau économique que social. Pour cela la première priorité doit être de limiter son impact négatif sur ces populations et dans un deuxième temps de réfléchir à des solutions pouvant leur apporter des bénéfices : revenu, emploi, formation, habitat, ouverture vers l'extérieur...

Tout acteur se qualifiant d'acteur écotouristique doit voir l'objectif de bien-être des communautés comme priorité, en veillant à ne pas perturber l'équilibre communautaire et minimiser les possibles impacts de son activité. La deuxième étape sera de chercher à faire profiter la communauté de cette ressource. Cette étape doit alors passer par l'implication de la communauté aux projets touristiques, elle peut varier d'une concertation à la gestion active de l'activité. Les avantages accordés aux communautés doivent avancer vers cet idéal pour maximiser les profits qu'elles peuvent en tirer, car plus ces communautés garderont le contrôle sur l'activité plus elles seront en mesure d'en conserver ses bénéfices. C'est également le seul moyen de rendre cette activité soutenable et de pérenniser les projets. Certains spécialistes évoquent même, que tout projet touristique, non supporté par la communauté et les autorités locales et ayant un degré d'implication très faible, sont

voués à disparaître. Nous verrons notamment au cours de cette analyse, que la multiplication des acteurs dans l'activité contribue à la perte de la maîtrise économique par la communauté. Les nombreux intermédiaires, pas toujours en accord sur les concepts, actions ou encore bénéfices peuvent facilement limiter les opportunités du tourisme pour les communautés. L'ensemble de leurs décisions ont un impact pour celles-ci et il s'avère donc important que toutes les parties prenantes avancent vers les mêmes objectifs.

2.2.2. Problématique, objectifs et questions de recherche

Suite aux nombreuses définitions, une incertitude persiste quant à l'identité propre de l'écotourisme. Ses objectifs peuvent également s'avérer incompatibles car la conservation des ressources naturelles impacte le développement des communautés et inversement. D'autre part il repose également sur le tourisme durable, lui-même sujet à controverse, appliqué au concept de développement durable sans débat entourant sa réelle signification dans la sphère touristique (Stabler & Goodall, 1996, p. 170-196). Quant au développement durable, il serait lui-même considéré comme « dangereusement vague » et donne lieu à une multitude de définition, de plus ses trois objectifs se révéleraient contradictoires (Schéou, 2009, p. 102).

Par ailleurs l'étude est effectuée dans un milieu particulier auprès de populations cibles qui sont déjà intégrées dans des processus de développement et de modernisation. L'écotourisme pratiqué au sein de ces espaces doit alors répondre à des objectifs de développement économique et social et de préservation des patrimoines naturels et culturels. L'étude porte sur la durabilité de l'écotourisme, mais plus précisément sur sa capacité à répondre à ses objectifs de départ, notamment celui lié à l'amélioration du bien-être des communautés locales. C'est-à-dire à savoir dans quelle mesure celui-ci peut contribuer à l'amélioration de leurs conditions de vie et à la préservation de leur identité culturelle.

Pour cela plusieurs questions seront posées :

- Comment les acteurs locaux et non locaux collaborent dans le plan de développement de l'écotourisme ?
- Comment facilitent-ils la participation des communautés au processus de développement de l'écotourisme ?
- Quelles sont les retombées économiques et sociales pour les communautés locales ?

- Comment les acteurs et communautés se partagent-ils les avantages et les inconvénients de l'activité ?
- Quelles sont les modifications éventuelles à apporter afin d'optimiser les opportunités de l'activité pour les communautés ?

3. Difficultés de recherche

3.1. Facteurs limitant la recherche

3.1.1. Adaptation culturelle

Le choix du sujet s'avère complètement en lien avec la formation suivie depuis deux années et représente une excellente opportunité de mettre à profit l'ensemble des techniques d'analyse des potentiels de développement de l'activité touristique. Par ailleurs la dimension anthropologique introduite grâce aux populations spécifiques étudiées, quoi que abordées de façon très générale, s'est présentée comme une opportunité d'acquérir de nouvelles connaissances.

Il s'est avéré toutefois difficile de se familiariser avec une discipline jamais étudiée auparavant et qui nécessite un apprentissage et des méthodologies spécifiques permettant d'obtenir les bonnes informations de la manière la plus efficace possible. Le terrain d'étude a également constitué une difficulté pour mener à bien un savoir acquis depuis deux ans dans ce qu'on peut qualifier « d'un monde à part ». Le manque de connaissances anthropologiques et plus particulièrement la barrière de la langue ont été des freins dans la mise en application des connaissances spécifiques au tourisme, sans évoquer le dépaysement et le choc des cultures qui nécessitent une période d'adaptation.

Il apparaît nécessaire d'identifier l'ensemble des parties prenantes de l'activité qui sont autant des potentielles richesses de savoir et d'expertise dans leur domaine et nous aideront à appréhender le terrain, à prendre de bonnes directions et plus spécifiquement à adopter les bons outils. En effet, dans un milieu complètement inconnu comme celui-ci, l'ensemble des compétences acquises et outils intégrés sont rendus caduques par la différence culturelle. Les méthodes de prise de contact, entretien, questionnaires, analyses, plan d'action sont à revoir et réétudier sans cesse au fur et à mesure de l'apprentissage de la culture, des échanges et usages de la communication. On pourrait penser qu'il serait même

favorable certaines fois d'oublier toutes ces techniques développées sous le regard occidental au risque d'entreprendre une trop forte formalisation ne permettant pas d'obtenir les bonnes données. Nous insistons sur cet aspect car en effet l'objectif étant de développer des outils adaptés aux cultures étudiées, il faut alors, nous même, nous adapter à cette culture et l'intégrer afin de comprendre l'ensemble des dynamiques mais aussi les freins et limites. En parlant de frein et limite, sur le terrain, on se retrouve rapidement face à la barrière culturelle (portes fermées, acteurs désintéressés sceptiques voir méfiants), qui nous laisse très vite comprendre qu'avant de solliciter des entretiens et effectuer des analyses spécifiques, méthodes auxquelles nous sommes familiarisées, il faudra avancer pas à pas et notre première mission sera d'appréhender ce nouvel environnement culturel et économique.

Face à de nombreux refus au préalable nous avons alors été mené à comprendre l'ensemble des normes culturelles pour progressivement entrer en contact avec les personnes cibles. De nombreuses personnes rencontrées ont par ailleurs facilité ce travail, grâce à leurs expériences, conseils, contacts locaux, astuces, anecdotes, qui ont été autant d'éléments précieux pour se familiariser au terrain.

3.2. Particularités de recherche en contexte laotien

3.2.1. Cadre réglementaire

Le Laos s'inscrit dans un contexte particulier qui peut parfois rendre les conditions de recherche difficiles. Celles-ci dépendent fortement des relations tissées et contacts. L'accès au terrain est notamment impossible aux chercheurs avant 1990 et après cette date, des restrictions étaient toujours en place. Tout étranger devait être muni des autorisations nécessaires et être accompagné de représentants gouvernementaux.

La demande d'autorisation est encore un élément requis, le pays est composé d'un système bureaucratique qui peut s'avérer être un facteur limitant. Il peut arriver d'attendre deux mois pour se voir accepter sa demande d'autorisation. Dans notre cas, l'accès au terrain a été facilité par la coopération entre la représentation de l'IRD au Laos, l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF) et l'Université Nationale du Laos (UNL), qui se sont mobilisées pour nous obtenir les autorisations préalables à l'enquête de terrain.

3.2.2. Difficultés du terrain

Par ailleurs, comme nous l'expliquons au cours du mémoire, la question ethnique est encore un sujet délicat dans le pays, impactant l'ensemble des recherches qui s'y intéressent comme dans notre cas. Les informateurs sont souvent prudents face aux questions et aux demandes d'entretien. En plus des autorisations officielles, nombreux ont exigé que leur soit envoyé des demandes d'entretien par écrit de la part de l'IRD. Nous avons rédigé l'ensemble de ces lettres, ensuite traduites par l'assistante du représentant de l'IRD au Laos. Non informé des protocoles institutionnels, cela a aussi pris du temps et a fortement retardé la prise de contact, spécifiquement avec les acteurs institutionnels qui n'a été possible que lors de nos dernières semaines de terrain. Par ailleurs, un nombre considérable d'acteurs n'ont pas souhaité être enregistrés ce qui a fortement limité la retranscription et l'analyse des entretiens dont beaucoup ce sont faites grâce à la prise de note.

D'un point de vue technique, il est également important de rappeler que les infrastructures et axe routiers dans le pays et notamment dans la Province de Luang Prabang restent limités et sont fortement endommagés lorsqu'ils sont existants. Malgré la faible superficie que recouvre le pays, les trajets en bus sont particulièrement longs, il faut à peu près quatre heures de bus pour effectuer le trajet de Luang Prabang à Nong Khiaw qui représente moins de 150 kilomètres. Les allers retours en bus ont aussi nécessité un temps considérable.

A cela s'ajoute d'autres difficultés d'accessibilité au terrain, des villages isolés ne disposent pas de route et sont de une à quatre heures de marche voir beaucoup plus dans certains cas. Pour pouvoir être mobile le plus efficacement possible nous avons eu l'occasion d'utiliser plusieurs moyens de transport : bateau, scooter, tracteur... Ensuite les villages, sont majoritairement composés de communautés Khmou ou Hmong qui connaissent la langue Lao mais qui pratiquent habituellement leurs propres langues. La situation nécessitait le recours à un traducteur et des guides dans certains cas. Ne disposant pas d'interprète nous avons, au fur et à mesure des relations tissées, été aidée par des guides et autres acteurs de l'activité touristique pour mener à bien nos entretiens. Plusieurs étant eux-mêmes d'ethnies localisées dans des villages de la province ou des provinces voisines, cela a été un élément crucial pour instaurer un climat de confiance et convivial

lors des entretiens. Les relations amicales nous ont permis de réduire cette méfiance du climat de chercheur, répondants.

Sur le terrain, ce sont finalement les acteurs locaux de l'activité touristique qui ont accepté d'accorder du temps à notre recherche et de s'investir afin que nous puissions mener notre enquête.

Conclusion Chapitre 1 Partie I

Grâce à ce premier chapitre, une clarification sur le cadre théorique, sur le stage et sur la mission confiée a été apportée. Ce chapitre a également permis de définir le sujet d'étude et revient sur les facteurs limitant la recherche. Plusieurs contraintes ont été rappelées. En outre il s'avère important d'ajouter que cette mission de terrain a été effectuée pendant la saison touristique basse impactant également la collecte de données.

Chapitre 2 : *Le Laos un pays pluriethnique récemment ouvert aux échanges avec l'extérieur*

Le Laos rassemble des caractéristiques historiques, géographiques, démographiques et ethniques particulières qui ont influencé son évolution. Du statut d'Etat tampon le pays est devenu un carrefour de communication et de mobilités économiques et humaines, néanmoins ce nouveau statut s'est aussi traduit par des enjeux économiques sociaux et environnementaux liés à la libéralisation du marché, à une exploitation des ressources naturelles et à une réduction de la pauvreté. Ce chapitre rassemble l'ensemble des recherches effectuées sur le pays afin d'avoir une connaissance précise de ses particularités et du contexte national.

1. Trois aspects intrinsèquement liés : le géographique, l'historique et le démographique

1.1. Caractéristiques géographiques

1.1.1. Etat tampon et axe de communication

Seul pays enclavé de l'Asie du Sud-Est, le Laos possède la particularité de partager ses frontières avec pas moins de cinq pays: au nord avec la Chine, au sud avec le Cambodge, à l'est avec le Vietnam, à l'ouest avec la Thaïlande et au nord-ouest avec la Birmanie. C'est également ainsi le pays d'Asie du Sud-Est comptabilisant le plus de pays voisins. Cet emplacement géographique est essentiel dans sa construction et son évolution, il présente à la fois des avantages et des inconvénients. Renforçant parfois son isolement, cette position lui donne un statut de carrefour au sein duquel s'opèrent et se sont opérées des mobilités économiques, matérielles et humaines. Cette localisation a constitué un facteur déterminant dans la construction de l'Etat laotien et dans les relations qu'il entretient avec les pays limitrophes. Entouré par de puissants voisins il se présente comme un axe de communication grâce auquel les différents pays de la péninsule s'échangent ressources et informations. Il est également un territoire où se confronte l'ensemble de ces pays de la péninsule du Sud-Est Asiatique parfois politiquement opposés. Par le passé, le pays a dû faire face à de nombreuses convoitises dans un premier temps par les pays voisins et ensuite par d'autres désireux d'agrandir leur puissance. Chargé d'une histoire tourmentée, au cours de laquelle se sont succédés guerres et régimes politiques variés, le pays a été

témoin de déplacements massifs de population engendrant un dépeuplement progressif au cours des siècles.

1.1.2. Un relief contrasté qui offre aux populations plus de défis que d'opportunités

Avec une superficie de territoire de 236 800 km², le pays s'étend sur plus de 1 000 km du nord au sud au cœur de la sous-région du Mékong, avec une géographie essentiellement montagneuse, le pays présente un relief accidenté et extrêmement variable selon les provinces. Il offre ainsi des paysages très contrastés, de la chaîne annamitique qui borde le sud et le centre et où se situe le point culminant du pays Phou Bia (2 817 mètres) s'oppose à l'ouest la vallée du Mekong et ses plaines où se concentrent la quasi-totalité des rizières, constituant ainsi la première région agricole du pays. La chaîne annamitique délimite à l'est l'essentiel de la frontière avec le Viêtnam tandis qu'en parallèle, le Mekong, axe de communication majeur du pays, délimite à l'ouest la plus grande partie du territoire sur 1 865 km. Les montagnes et les plateaux occupent plus de 70% du pays et plus de 56% du territoire est constitué de pentes supérieures à 35% (Pholsena, 2011, p. 17), enfin seulement 10% de l'espace national se trouvent en dessous des 180 mètres d'altitude (Kislenko, 2009, p. 1). Au cours des siècles, ce relief s'est présenté comme une opportunité auprès de diverses populations y ayant trouvé refuge lors de conflit ou guerre civile. Cependant le territoire montagneux est tel que seulement 4 à 6% des terres sont considérées comme arables (Banque Asiatique de Développement (BAD) et Programme des Nations Unies pour l'Environnement, 2004, p. 17) et il offre plus de défis que d'avantage sur le plan agricole impactant fortement les conditions de vie de ses habitants. Ce relief explique en partie la situation du pays qui se caractérise par une faible densité de population et un isolement qui a tout de même contribué à préserver son patrimoine naturel. Le potentiel agricole des sols est également très contrasté, obligeant les habitants à trouver des techniques de culture adaptée. Ainsi au centre et au sud, là où les pentes sont moins abruptes, et les sols plus fertiles et moins acides, la culture du riz inondé se présente comme la plus adaptée. Au nord, avec une élévation moyenne de 500 mètres, la topographie du terrain est majoritairement escarpée, avec des vallées fluviales étroites, et un potentiel agricole faible en raison de l'acidité des sols. La majeure partie de la population rurale a recours à l'agriculture itinérante pour survivre. Mais, selon certains, la forte dépendance de cette culture extensive à la distribution des pluies, dû au manque de

maîtrise de l'eau à l'inverse de la riziculture irriguée, peut représenter un risque pour les populations rurales (Trébuil & Hossain, 2000, p. 283).

Figure 3 : Vue sur les montagnes de Luang Prabang depuis le Mont Phousi



Source: *L'express*

1.2. Une histoire tourmentée

1.2.1. Un pays sous l'emprise de grandes puissances

Si les récits historiques s'accordent sur l'année 1353 comme date de naissance officielle du pays, lors de l'ascension de *Fa Ngoum* au trône de *Xieng Thong Xieng Dong*, capitale du royaume Taï de Xawa, auquel il va donner en 1357 le nom de *Lan-Xang Hom Khao* « pays aux millions d'éléphants et du parasol blanc ». L'histoire du pays est marquée par une invasion successive de différentes puissances et de la période féodale jusqu'au début de la colonisation française il conserve un statut de zone périphérique, servant de zone de protection au pouvoir de grands royaumes. Du II^{ème} au XII^{ème} siècle après J.C, il se présente comme une région vassale du Champa, du Founan, du Chenla ou encore du célèbre royaume d'Angkor. (Pacquement, 2015, p. 14). Au XIII^{ème}, dans un contexte où la Chine impériale poursuit son expansion, des populations Taï venant des provinces du sud, Guangxi, Guizhou et Yunnan, auraient migré vers la zone frontalière septentrionale du Laos et du Vietnam (Capelle, 2007, p. 8). Le Laos serait alors devenu une principauté

*Muang*⁵ des royaumes Taï qui ont émergé dans la zone nord du Vietnam (Pacquement, 2015, p. 15). De ce statut de *Muang* il maintiendra un statut d'Etat tampon stratégiquement convoité par ses voisins afin d'avoir un allié sûr à leurs marges, de manière à les séparer d'un ennemi potentiel (Rolland, 2017, p. 50). Du XIV^e au XVII^e siècle il subira des invasions des royaumes du Sukhotai et de l'Ayutthaya (situés anciennement sur les territoires nord de la Thaïlande). Le pays sera ensuite sous l'emprise Birmane jusqu'en 1637. Suite à des rivalités fratricides au trône du Lane Xang, le royaume est éclaté en trois parties en 1713, Luang Prabang au Nord, Vientiane au Centre et Champassak au Sud (cf. carte p. 13). Le royaume du Siam profite de ces rivalités pour étendre son emprise. En 1778, les Siamois prennent le contrôle de Vientiane et annexent les plaines fluviales de la rive droite du Mékong, amputant le principal support matériel rizicole, nécessaire au développement des Lao. Suite à la rébellion du prince de Vientiane *Chao Anu* (1826-1828), ils rasant Vientiane en 1830 et déportent une majeure partie de la population du Laos dans le royaume du Siam⁶ (Pacquement, 2015, p. 21). Provoquant un dépeuplement massif du territoire. De l'autre côté à l'est, le Vietnam exerce également une forte pression et contrôle les territoires formant la frontière orientale de l'ancien Lane Xang. Le Laos reste depuis un territoire fragmenté est confiné à l'intérieur de la région continentale.

C'est au cours de la colonisation française, que le pays se consolida progressivement grâce à la délimitation de frontières et aux premières tentatives d'administration du territoire. Le protectorat du Laos a été établi en 1893 dans un contexte de démembrement total. Tout comme le royaume du Cambodge, le Laos avait vu au cours des siècles précédents son unité menacée voir détruite par les ambitions de ses puissants voisins, la France se présentait alors comme protecteur d'un Etat tampon convoité par les pays riverains.

⁵ Le système de *Muang* (Mandala en sanscrit), cercles concentriques, définis l'organisation sociopolitique traditionnelle des peuples Taï. Les pratiques successorales dans les chefferies Taï impliquaient la création au profit des fils cadets des principautés désignées par le terme Taï de *Muang*, sur des terres nouvellement occupées. Cette organisation en Mandala, venant de la tradition Indienne, impliquant un centre entouré de périphéries serait même plus qu'un système d'organisation politique mais un réel modèle symbolique de la culture Taï, intégrés dans différentes sphères. Modèle cosmologique bouddhiste terravada, le Muang constitue le schéma directeur de l'organisation politico-religieuse de l'ethnie Taï Lao. Il s'agit également d'un concept présent dans l'architecture des plus grands monuments tel Borodobour ou Angkor, d'origine indo tibétaine. (Daviau, 2004, p. 36)(Pacquement, 2015, p. 17)

⁶ Les siamois considéraient que la puissance d'un pays était dans sa démographie, de cette façon leur objectif n'était pas tant la conquête de territoires qu'un « butin humain », en terme de populations ramenées de gré ou de force. Ils déplacent ainsi des villages entiers pour assurer un peuplement suffisant dans les régions peu peuplées du Siam. Si bien que de nos jours, il y a plus de Lao côté Thaïlande dans la région de l'Isan que de l'autre côté du fleuve (Pacquement, 2015, p. 21).

Le Laos reste cependant un ensemble disparate, auquel la puissance coloniale ne donne pas vraiment une organisation cohérente. Contrairement au Vietnam qui se présente comme un pôle économique colonial. Le Laos demeure une charge dans le budget de l'Indochine. En dépit d'impôts élevés et un système de corvée, la colonie ne parvint jamais à l'équilibre financier. Cette faiblesse décourage l'administration coloniale à développer les infrastructures du pays. Par ailleurs la France limite la présence effective des cadres français à quelques centaines et a recours plus favorablement à un encadrement Vietnamien. Suite aux exodes réguliers survenus avant la colonisation française, la population du Laos était estimée en 1900 à seulement 470 000 habitants. Environ 80% de la population lao vivait à l'intérieur des frontières du Siam, tandis qu'au Laos français, les Lao représentaient moins de la moitié des habitants, les minorités ethniques composaient le reste de la population. Les Français ont probablement légué aux Vietnamiens un rôle important dans l'administration et l'économie du protectorat du fait d'une certaine difficulté à appréhender les populations du Laos. C'est ainsi que s'est conclue cette période de colonisation au Laos, vécue et relayée comme une exploitation coloniale impopulaire et injuste (Pacquement, 2015, p. 24-28).

Lors de la Seconde Guerre Mondiale, qui fragilise la position de la France en Indochine, le pays se retrouve sous l'occupation japonaise et la Thaïlande⁷ récupère les territoires à l'ouest du Mekong. Pour contrer les Thaï et les Japonais, les français encouragent le patriotisme Lao mais cette stratégie à double tranchant se retournera ensuite très vite contre eux. En 1945, le premier ministre Pethsarat crée le *Lao Issara* (Laos Libre), mouvement nationaliste de résistance, dont l'objectif affiché est d'empêcher le retour du pouvoir colonial français. En 1946, le contexte international à nouveau favorable aux français leur permet de regagner le territoire, ils rétablissent une monarchie constitutionnelle et le gouvernement *Lao Issara* dû s'exiler à Bangkok. Les autorités coloniales favorisent l'indépendance progressive du royaume et donnent au Laos l'indépendance sous le statut d'état associé au sein de l'Union Française.

L'année 1946 est marquée par la Guerre d'Indochine et l'émergence du communisme. Au Vietnam, le Parti Communiste Indochinois fondé par Ho chi Minh en 1930 avait étroitement contrôlé le regroupement des forces indépendantistes de la ligue Viet Minh à partir de 1941. La promesse d'une amnistie provoqua le retour des dirigeants du *Lao*

⁷ Un nouveau gouvernement nationaliste à Bangkok, a rebaptisé le Siam sous le nom de Thaïlande en 1939 et vise à rassembler tous les peuples et ethnies Taï dans une même nation.

Issara, peu favorables à une indépendance sous la forme d'une solution française postcoloniale. Cependant ces derniers ne s'entendent pas sur les moyens de lutte pour l'indépendance, à ceux qui favorisent le cadre légal, s'opposent les membres supportant le communisme et une alliance avec le Viet Minh. Ces divergences ont provoqué la scission du *Lao Issara* et la création d'un nouveau mouvement appelé le *Pathet Lao* (Pays Lao) en 1950 soutenu par le Viet Minh (Pacquement, 2015, p. 27-29).

Après la défaite au Vietnam à Dien Bien Phu des troupes françaises, le Laos obtint l'indépendance totale à la conférence de Genève en 1954. Néanmoins son indépendance ne s'est pas traduite par un état pacifique, mais par la guerre civile la plus dévastatrice de son histoire, entre le Gouvernement Royal Laotien, le Pathet Lao et le mouvement neutraliste. Les deux décennies séparant la conférence de Genève des accords de paix de Paris en 1975, se caractérisent par une répétition de cycles, où l'on retrouve un cessez-le-feu, des négociations, un désarmement, un gouvernement d'union nationale éphémère, des dénonciations de violation, des accords conclus et une reprise des combats. Le Gouvernement Royal Laotien allié aux Etats-Unis, qui avaient rapidement supplanté la France en tant que principal bailleur de fonds, s'opposait au Pathet Lao provietnamien et anti-impérialiste. S'en suivirent des élections qui se soldèrent contre toute attente par un résultat en faveur du Front Patriotique Lao. Le Laos fut ensuite plongé dans une grave crise politique et financière lorsque les Etats Unis suspendirent leur aide en août 1958, à la suite de l'élection du Pathet Lao, à l'époque le Laos était presque entièrement tributaire des subsides américains. Le Laos devint alors rapidement un terrain d'affrontement des deux blocs de la guerre froide. L'intervention militaire américaine se caractérisa, dans un premier temps, par la « guerre secrète de la CIA » et ensuite par un bombardement massif en 1964, équivalent à 2 093 100 tonnes de bombes, qui aurait fait près de 200 000 morts et des milliers de blessés. Ils ont également poussé à l'exode de 750 000 personnes, soit le quart de la population du Laos à l'époque. Ces bombardements furent incapables d'arrêter la circulation des soldats nord-vietnamiens sur la piste de Hô Chi Minh. En 1973, face à de fortes contestations de l'opinion mondiale et une situation sans issue, avec un budget illimité pour les uns et la maîtrise du terrain pour les autres, les américains se retirent du Vietnam et les combats cessent ensuite au Laos, dont la majorité du territoire se retrouve aux mains des communistes.

1.2.2. Les réformes du parti communiste (1975-1985)

Le Pathet Lao, désormais au pouvoir, instaure la République Démocratique Populaire Lao (RDP Lao) et exerce une pression politique sur la droite. Entre 1963 et 1975 près de 414 000 personnes ont fui à l'étranger (Rolland, 2017, p. 18) et des centaines de fonctionnaires et militaires sont envoyés dans des camps de « rééducation politique ». S'en suivit une restriction de la liberté d'expression, une centralisation du pouvoir et la mise en place d'un parti unique. En 1975, le gouvernement communiste se retrouve aux commandes de l'un des dix pays les plus pauvres du monde dévasté par une forte colonisation et trente années de guerre civiles (Pholsena, 2011, p. 68-70).

Le processus d'unification territoriale, de transition politique et de nationalisation de l'économie orchestré par le gouvernement communiste s'accompagne rapidement d'un arrêt brutal de l'aide américaine et la fermeture de la frontière thaïlandaise. L'aide du bloc soviétique reste insuffisante pour compenser les versements américains qui s'élevaient à environ 50 millions de dollars par an entre 1955 et 1975 (Evans, 1988, p. 8). Par ailleurs, pour répondre à la forte inflation, le contrôle des prix fut imposé, en réaction environ 10% de la population fuit le pays, dont principalement des intellectuels et des entrepreneurs (Savada, 1994, p. 115-135). Cet exode a engendré à la fois une fuite massive de capitaux et une perte de ressource humaine qualifiée retardant le développement du Laos d'au moins une génération. Il a été rapporté que le Laos avait perdu 90% de sa classe intellectuelle après la création de la RDP Lao. Pour beaucoup d'autres membres de l'élite locale, leur sort fut d'aller travailler dans les champs (Pacquement, 2015, p. 28).

A ces difficultés économiques causées par des pressions externes s'ajoutent des difficultés internes liées à la politique économique menée par la RDP Lao. Le programme de centralisation de l'économie a transformé toutes les industries en entreprises publiques, fonctionnant comme des ministères. Des quotas de production ont été imposés aux dirigeants des entreprises d'état les empêchant de rentabiliser leur activité. Ces entreprises d'état ne servirent plus qu'à octroyer des prêts, même si elles n'étaient pas en mesures de rembourser leurs dettes ce qui mena à un déficit budgétaire énorme et une augmentation de la dette extérieure, passée de 64 millions de dollars en 1976 à 478 millions de dollars en 1985 (Ounmany, 2015, p. 46).

L'objectif majeur de la RDP Lao concernait la protection et la reconstruction du pays et pendant la période socialiste, le plan économique était axé sur deux objectifs principaux : abolir le féodalisme et le colonialisme et édifier le régime démocratique des peuples en élargissant le pouvoir administratif au niveau local. Pour atteindre ces objectifs, cinq tâches prioritaires : la normalisation de la vie des personnes en fournissant de la nourriture, des vêtements, du logement et la construction d'infrastructures économiques, renforcer le pouvoir du parti à travers le pays, renforcer les institutions de l'Etat, éliminer le régime de guerre et reconstruire la Nation en y intégrant les minorités (Yamada, 2013, p. 41).

Pour remédier aux difficultés économiques et au regard de l'orientation idéologique du nouveau régime, la collectivisation des terres et des biens apparaît comme la seule solution (Bouté & Pholsena, 2012, p. 58). Le programme de collectivisation a été mis en place en 1978, dans le cadre du programme de coopération, le gouvernement a pris le contrôle des terres agricoles et des autres moyens de production et les a redistribués sur la base de principes d'égalitarisme. En outre, les taxes imposées sur les produits agricoles ont découragé les agriculteurs d'augmenter leur production et ils ont réduit la taille de leur ferme pour éviter de payer des impôts. Cette politique responsable de la baisse de la production agricole et causant des difficultés économiques pour les paysans, qui constituaient 80% de la population totale à cette période, initia de nombreuses révoltes. Le programme est finalement suspendu en 1986. Ainsi les constats sur cette réforme de centralisation sont mitigés, de nombreux chercheurs affirment qu'il s'agit d'une politique qui a provoqué des catastrophes économiques. D'un point de vue politique elle a permis au pays de jouir d'une stabilité politique jusqu'à aujourd'hui et l'avènement d'une intégrité nationale jamais atteinte auparavant, des conditions préalables à l'ouverture de marché et au développement économique et social.

1.2.3. D'une économie centralisée à l'ouverture au marché

Afin d'apporter une solution à l'échec du programme de collectivisation, à l'endettement chronique et à une politique économique qui a du moins contribué à la marginalisation du pays, il fut nécessaire d'apporter de nouvelles réformes. Kaysone Phomvihane, président et grande figure du communisme laotien engage une transition économique qui passe par l'ouverture du pays à l'économie de marché, en suivant l'exemple de la Chine. Cette transition d'une économie planifiée et centralisée à une économie de marché s'est révélée particulièrement bénéfique. Elle a d'autant plus été

encouragée, à l'étranger, par la chute du bloc soviétique, la pression croissante des marchés, la prise de conscience environnementale et les objectifs de réduction de la pauvreté mondiale. Cette ouverture à la sphère internationale permet notamment à l'Etat d'introduire une série de programmes, grâce à une aide au développement internationale. Ainsi, après dix années de politiques procommunistes, les autorités laotiennes adoptent des réformes de grande envergure (Bourdet, 1992, p. 181-208). Pour Kaysone Phomvihane le développement sous le régime socialiste ne pouvait se réaliser que si les doctrines capitalistes étaient intégrées et qu'il était nécessaire de recourir à des économies non dirigées pour accroître la production de bien et améliorer les conditions de vie de la population (Evans, 2002, p. 237). Ainsi le "*Chintanakan Mai*" (Nouvelle Pensée), ou le Nouveau Mécanisme Economique (NME), introduit de nouvelles mesures économiques en novembre 1986 à la même époque du "*doi moi*" (Rénovation) au Vietnam. Ces mesures visent : la réhabilitation du rôle du marché dans l'économie, la rationalisation des entreprises dans le secteur public, la promotion du secteur privé, l'amélioration de la gestion financière économique et le contrôle de la monnaie et du crédit (Daviau, 2004, p. 24).

Le développement du libéralisme est également amorcé par l'adoption de la Constitution en août 1990. Les éléments à retenir de la constitution sont évoqués premièrement dans l'article 13 :

« Le régime économique en RDP Lao est un régime d'économie multisectorielle qui a pour objectifs le développement de la production, l'accroissement de la circulation et la transformation de l'économie de nature en une économie marchande, afin de développer progressivement la base économique du pays et rehausser sans cesse le niveau de vie matérielle et spirituelle du peuple pluriethnique ».

Par ailleurs, l'article 16 déclare la garantie de droits à la propriété privée : *« L'État protège et promeut toutes les formes de droits de propriété: investissements publics, privés, nationaux et étrangers, en RDP lao. »*. En outre, les investissements privés nationaux et étrangers ont été largement encouragés, comme l'indiquent respectivement l'article 14 : *« L'État encourage les investissements de tous les secteurs de l'économie nationale dans les productions, les entreprises et les services afin de contribuer à la transformation industrielle et à la modernisation de l'économie nationale, ainsi qu'à la développer et la*

renforcer. » Et selon l'article 15 : « *Les États favorisent les investissements étrangers en RDP Lao et créent des conditions favorables à l'injection de capitaux, à l'utilisation de la technologie et à l'introduction de modes de gestion modernes dans la production, les entreprises et les services.* »

Après la mise en place du NME et l'établissement de la constitution, de nombreuses lois sur l'investissement direct étranger (IDE), les entreprises, les banques, le budget national, les droits de douanes ou encore le droit foncier ont été adoptées afin de faciliter la libéralisation économique. Ces réformes ont permis de redresser l'économie, en 1989 un taux de croissance de 14,3% a été enregistré et de 1990 à 1996 le taux de croissance annuel moyen s'est maintenu à 6,4% (Menom & Warr, 2013, p. 1). Cette croissance a notamment été alimentée par les IDE, qui sont passés de 0,7% du Produit Intérieur Brut (PIB) en 1991 à 5% en 1995 et ont atteint 13,4% en 1998 (Ounmany, 2015, p. 48). Cependant, comme pour les autres pays d'Asie, la croissance fut interrompue par la crise économique de 1997. Le pays fortement dépendant des IDE et de l'aide étrangère fut extrêmement touché, la crise entraîna une baisse de l'IDE de 100 millions de dollars en 1998 à 18 millions en 1999. A partir des années 2000 l'économie se redressa avec un taux de croissance moyen de 7% par an. Malgré cette avancée, selon la classification de l'ONU, le Laos fait toujours partie des pays les moins avancés (PMA). L'Indice de développement humain a été enregistré à 0,569 en 2015 et le pays se classe au 138^{ème} rang sur 187 pays des Nations Unies (BTI, 2016, p. 2). En 2012, 26,4% de la population vivaient sous le seuil de pauvreté, avec un taux d'alphabétisation des adultes de 76% et une espérance de vie à la naissance de 67 ans, soit le plus bas de la région⁸.

Par ailleurs la réorientation de la RDP Lao modifia aussi les sphères sociales et culturelles. L'ouverture de marché favorisa également l'ouverture du pays et de sa population à la mondialisation et le retrait des restrictions sur les pratiques religieuses provoquèrent le retour du Bouddhisme, à nouveau officialisé comme religion d'état, et un renouveau des traditions (Lachapelle, 2007, p. 50).

Sur le plan politique, comme en Chine et au Vietnam, la libéralisation économique au Laos ne s'est pas accompagnée par « *une libéralisation politique équivalente et une*

⁸ UNDPLAO. *Medical Negligence Reduction United Nations Development Programme [en ligne]*, Disponible sur <http://www.undplao.org/> (Consulté le 02-08-2019).

démocratisation », car le Parti communiste maintient le monopole de son pouvoir politique (Fry, 2008 p. 788).

1.3. Caractéristiques démographiques d'un pays pluriethnique

1.3.1. Un creux démographique dans la péninsule Asiatique

Caractérisé par une faible démographie le pays compte, d'après le dernier recensement officiel effectué en 2015, 6 492 400 habitants. En 2005 la population était de 5 621 982 habitants.⁹ Par ailleurs, il s'avère que cette population n'occupe que très partiellement le territoire national, avec une densité de population de 27,4 habitants par km², le Laos représente, avec les provinces limitrophes du nord-est Cambodgien, un véritable creux démographique dans la péninsule indochinoise. Ce vide relatif apparaît comme significatif au regard de ces deux voisins la Thaïlande et le Vietnam respectivement 5 à 10 fois plus densément peuplés. Si la superficie du Laos compte entre 5 et 12% de celle de l'ensemble des pays de l'Asie du Sud-Est et de la péninsule, sa population n'y compte que pour quelque 1 à 3% (De Koninck, 2012, p. 280). D'autre part 67 % des habitants vivent dans des zones rurales et donc 33% en milieu urbain. Le Laos est le quatrième pays le moins peuplé de l'Asie du Sud-Est et le moins peuplé de l'ancienne Indochine (Taillard, 2000, p. 12). Le premier tiers de la population se concentre dans la vallée du Mekong, principalement dans quatre villes : Vientiane, Luang Prabang, Savannaket et Pakse (Kislenko, 2009, p. 5). Un autre tiers vit le long des rivières comme la Nam Ou, la Set Don et la Nam Seuang (Evans, 2002, p. 20-24). La faible densité de peuplement contraste toutefois avec sa forte complexité, au moins équivalente voir supérieure à celle des pays voisins car son ancien rôle de carrefour de communication a valu au Laos d'en être également au niveau du peuplement.

1.3.2. Un peuple multiculturel ; de la majorité des plaines aux minorités des régions rurales et montagnardes

Situé au cœur de la péninsule indochinoise le Laos occupe une position exceptionnelle que reflètent sa composition ethnique et sa diversité culturelle. Contrairement aux autres pays de la péninsule asiatique qui sont majoritairement dominés par une ethnie tel que les Kinh au Vietnam ou les Thaï en Thaïlande, les Lao, l'ethnie majoritaire du Laos, qui

⁹ Lao UNFPA, *Final Report [en ligne]*, Disponible sur <https://lao.unfpa.org/sites/asiapacific/files/pub-pdf/Final%20report-editing-English1.pdf> (Consulté le 03-08-2019).

appartiennent à la famille linguistique Tai-Kadai ne représentent lors du recensement de 1995 qu'un peu plus de 50% de la population. On se retrouve alors dans une situation étrange, où la population dominante se trouve majoritairement hors des frontières et où les groupes appartenant aux ethnies minoritaires forment presque la majorité de la population. Le pays est constitué de 68 ethnies selon les ethnologues. Néanmoins certaines listes scientifiques, établies par des linguistes, recensent près de 130 groupes ou sous-groupes ethniques différents. Il est difficile de dire combien d'ethnies cohabitent sur le territoire Lao, les spécialistes étant en désaccord sur la question. Des enquêtes ethnographiques à l'intérieur du territoire mettent en évidence des langues et traditions extrêmement diversifiées. Le premier recensement en 1985, laissant place à une question ouverte permettant aux familles recensées d'indiquer l'identité ethnique dans laquelle elles se reconnaissaient, fit apparaître, à côté de 68 ethnonymes officiels, plusieurs centaines d'autonymes. Face à ce constat le pays fit appel à des experts étrangers pour tenter d'endiguer la profusion d'ethnonymes. La classification fut plusieurs fois remise en question avec un chiffre de 38 minorités en 1990, 40 en 1991 puis 47, chiffre finalement utilisé dans le dernier recensement en 1995 auquel on ajouta une case supplémentaire « autre » qui reçut tant de réponses que l'on estime aujourd'hui qu'il convient de repenser cette typologie (Goudineau, 2000, p. 22).

Cette diversité ethnique est le reflet des nombreuses migrations qui ont eu lieu au cours des siècles, il s'avère que les premiers habitants de la région seraient austronésiens qui se mélangent à une population austro-asiatique lors du premier siècle de notre ère (Capelle, 2006, p. 5). Cette population vieille de 3 000 ans serait identifiée aujourd'hui aux Môn-Khmer, ils se répartissent en de nombreux petits groupes au sud et au centre (Katang, Makong, Xuay, Taoey, etc.) et sont principalement représentés par les Khmou au nord (en plus des Phong, des Lamed, etc.). Puis à partir du XI^{ème} siècle les populations Tai-Kadai (Tai, Puthai, Lu, Nhuane, etc.) arrivent depuis le sud de la Chine et forment le premier royaume au XIV^{ème} siècle. Cette famille ethnolinguistique inclut les Lao, peuple qui a donné son nom au pays. Les Tibeto-Birmans (Akha, Lahu, Phounoy, etc.) et les Hmong et Yao sont venus de Chine plus tardivement (majoritairement durant le XIX^{ème} siècle) et occupent souvent les sommets des montagnes. La majorité LaoTaï, formée des Lao et d'autres groupes Taï (Taï noirs, Taï rouges, etc.), représente aujourd'hui donc un peu plus de 50 % de la population totale ; tandis que les Austro-Asiatiques en forment environ 30

%, et les migrants les plus récents, Hmong-Yao et Tibéto-Birmans réunis, 12 % (Schlemmer, 2015, p. 6).

Hormis la pluriethnicité du pays composé de groupes minoritaires, parlant des langues autres que la langue nationale. Le Laos est aussi caractérisé par une césure culturelle et culturelle majeure, entre majorité LaoTaï, largement bouddhiste et qui pratique la riziculture inondée de plaine, et les autres populations, non bouddhisées et considérées comme « animistes » et pratiquant une riziculture « sèche » en milieu montagnard selon diverses méthodes de défriche-brûlis. S'oppose alors, une population des vallées avec une unité culturelle fondée sur une commune adhésion au bouddhisme theravada, et une population de « montagnards » présentant une grande diversité de structures sociales et de systèmes religieux. (Goudineau, 2000, p. 19).

Dans le cas du Laos, la notion d'ethnie véhicule un certain nombre de stéréotypes qui opposent le groupe dominant, « civilisé », intégré à l'Etat et à l'origine des premiers royaumes féodaux Taï aux ethnies minoritaires, organisées en tribus, associées à des systèmes « archaïques et primitifs ». La plus structurante de ces oppositions concerne celle entre plaines et montagnes, qui opposent, de ce fait, deux systèmes agricoles, la riziculture inondée à l'essartage. Ces deux méthodes d'exploitation des terres auraient influencé les processus de gestion et de contrôle du territoire et par cet intermédiaire les constructions étatiques et politiques. La riziculture permettant une forte productivité, mais nécessitant de même une organisation hydraulique parfois supra villageoise, entraînant une sédentarisation et une exposition aux menaces extérieures (razzias, pillages...) imposait une forme de centralisation et de contrôle, d'où la naissance des systèmes hiérarchiques Taï en principauté « *Muang* ». Cette gestion du territoire expliqua par ailleurs leur domination sur la région. A l'inverse, les populations rurales et montagnardes, vivaient de façon autonome grâce à des pratiques agricoles qui demandent une faible spécialisation du travail et ne requiert au mieux, qu'une certaine cohésion interne au niveau villageois. De même la pratique de l'essartage nécessitait un certain degré d'itinérance limitant la mise en place ou l'intégration à des systèmes politiques ou féodaux. (Schlemmer, 2015, p. 15).

Cette dichotomie, basée sur une réalité relative, que l'on se doit de nuancer, a encouragé l'émergence de généralisations diverses associées au couple majorité-ethnies, telles que civilisation versus ignorance ou modernité versus archaïsme. Ainsi, les minorités ethniques

sont réduites à une image de montagnards marginalisés et vivants dans des zones isolées, souvent frontalières, associées à des « *terres de sauvagerie* ». (Schlemmer, 2015, p. 5).

Si les nombreux recensements établis à partir des années 1970 donnent une vision d'ensemble et historique, Grégoire Schlemmer mentionne que cette tendance à la classification ethnique, par une somme de traits culturels spécifiques (langues, croyances, costumes, artisanat, pratiques, danses) est apparue avec cette propension affirmée des nouveaux états d'Asie du Sud-Est à établir des cartographies nationales bien établies (2015, p. 6). L'exercice taxonomique est peut-être, dans la région, lié à un héritage coloniale français. A côté de la volonté de délimiter des frontières et d'administrer le territoire, on retrouve, dans l'histoire coloniale de l'Indochine française (comme ailleurs, en Afrique, etc.), cette même tradition de classer des groupes ethniques précis, afin d'identifier et faire reconnaître les chefs tribaux, intermédiaires désignés du pouvoir colonial (Goudineau, 2000, p. 24).

La façon de classer les différents groupes dépend fortement de la manière dont les Etats perçoivent et appréhendent ces communautés qu'ils intègrent et elle est donc le résultat d'une longue histoire de rapports interethniques. Avant l'administration coloniale française, on retrouve une première classification dualiste entre Taï et Kha. Le terme Taï désigne les membres partageant un même mode de vie, fondée sur la riziculture inondée et une organisation politique en chefferie, les Kha représentent les autres qui vivent de l'essartage en montagne, inféodés ou potentiellement inféodables. Cette opposition fait ressortir les origines d'une vision actuelle entre majorité Lao et autres ethnies minoritaires.

Même si les populations Austro-asiatiques, arrivées avant les populations Taï, seraient considérées par ces dernières comme autochtones, les anciennes chroniques royales Taï évoquaient toutefois que certaines étaient intégrées dans le développement d'organisations étatiques d'anciens royaumes comme le Founan ou le Chenla. Ces chroniques faisaient également mention de « roi Kha » présent à leur arrivée. En prenant le contrôle du territoire les Taï auraient assimilées les populations rizicoles présentes antérieurement. Les autres se seraient réfugiées ou seraient restées dans les montagnes faisant des termes Taï et Kha des dénominations beaucoup plus basées sur des principes civilisationnels que des appartenances ethniques (Schlemmer, 2015, p. 12).

Ainsi cette persistance, à vouloir donner des ethnonymes et à classer les cultures minoritaires du pays, selon une conception qui éludent toutes les dynamiques de migrations et d'inter culturalités, pourtant caractéristiques du pays, se révélerait inappropriée. Les renouvellements réguliers des classifications ethniques jusqu'à aujourd'hui témoigneraient d'une certaine inefficacité de ce modèle à retranscrire cette présence multiethnique et sa diversité (Petit, 2008, p. 482).

1.3.3. La place des minorités à travers l'histoire du Laos

Lors la colonisation, les rapports interethniques ont été profondément modifiés et particulièrement durant la période qui s'étend de la guerre d'indépendance à nos jours les minorités ethniques ont subi d'importantes transformations qui ont façonné leur histoire. Premièrement, les espaces montagnards, en marge du territoire national et donc négligés par les autorités publiques, car difficile d'accès, sont devenu des espaces convoités et stratégiques. Les premiers à s'y intéresser étaient les colonisateurs français, ils voyaient ces espaces transfrontaliers comme des postes d'avant-garde permettant la sécurité du territoire « national » et d'établir un commerce extérieur et transfrontalier. Ils ont tissé ainsi des liens avec les populations minoritaires et montagnardes, également afin de contrer l'hostilité Taï. Pendant la guerre les zones périphériques montagneuses sont devenues centrales, transformées en ligne de front que les opposants cherchaient à conquérir et contrôler. D'abord pour y installer des zones de refuge lors des conflits et ensuite pour y marquer leur puissance par la maîtrise du territoire. Ces périphéries sont devenues l'axe même de la guerre, sur la frontière est, les territoires montagneux du nord abritaient le gouvernement révolutionnaire clandestin lao, le centre et le sud étaient traversés par la piste d'Ho chi Minh. Les minorités qui les habitaient sont devenues des acteurs essentiels de cet affrontement, dont les membres ont cherché le soutien qui s'avèrait indispensable. C'est au sein des populations montagnardes que furent principalement recrutés les soldats procommunistes ou proroyalistes et « *des gens de groupes différents vont se retrouver (le plus souvent sans l'avoir voulu) à se battre côte à côte, face à des ennemis qui pouvaient être du même groupe ethnique qu'eux, le cas des Hmong est le plus connu.* » (Schlemmer, 2015, p. 21).

A la fin des conflits, qui ont définitivement morcelé et déstructuré les anciens territoires d'Indochine, l'objectif des nouveaux Etats communistes est la reconstruction nationale. L'enjeu primordial demeure la constitution et la préservation d'une unité nationale, il s'agit

donc pour eux de s'approprier et de consolider leur territoire. La question ethnique devient alors une priorité. Les territoires montagnards, d'abord isolés et hors de portée, devenus des zones d'affrontement sont impérativement vus comme des potentiels foyers de danger pour la sécurité nationale. Enfin les populations minoritaires qui les habitent, vivant en marge et impliquées pendant la guerre, autant avec les partisans que les opposants à la résistance communiste, sont perçues comme une menace à l'unité nationale par les gouvernements.

Le Parti communiste lao, soucieux de préserver son unité territoriale et d'éviter une implosion sociale due aux divisions ethniques, prône l'unité du peuple (Ireson, 1991, p. 926). Cette unité passe par l'intégration des minorités ethniques jusque-là marginalisées et la mise en avant d'un discours sur l'égalité entre toutes les ethnies et la reconnaissance d'une diversité (Pholsena, 2009, p. 67). Mais conformément aux valeurs idéologiques du régime, cette unité se traduit par la création du « *Nouvel Homme Socialiste* », la référence identitaire à laquelle la population doit se conformer (Doré, 1982, p. 482 ; Daviau, 2011, p. 21). Ainsi, l'identité LaoTaï est activement promue comme la norme culturelle qui permettra d'unifier les différentes ethnies de la Nation (Michaud, 2009, p. 33). L'ethnographie laotienne a été profondément influencée par l'alignement du parti et une première classification distingue l'ensemble des minorités ethniques par trois strates écologiques, la terminologie de cette trinité est liée à l'espace écologique occupé par cette catégorie. Les Lao Loum (Lao « des plaines », dénomination correspondant aux LaoTaï), Lao Theung (Lao « des contreforts », censé regrouper tous les Austro-Asiatiques), Lao Soung (Lao « des sommets », appliqué indifféremment aux Hmong-Yao et aux Tibéto-Birmans) (Petit, 2008, p. 484).

Ces trois catégories incluent le terme «Lao». Le gouvernement soutient que, malgré une différence ethnique attestée, tous les groupes demeurent apparentés à l'intérieur de la grande famille lao : « *Cette stratification conçue par certains nationalistes dans les années cinquante dont l'un des buts avoués était de montrer que, quelle que soit la population considérée, l'on n'avait jamais affaire qu'à des « Lao».* » (Goudineau, 2000, p. 22). Cette classification a été fortement revendiquée car elle rassemble des communautés dans des groupes ethniques trop vastes. Elle est contestée également car la caractérisation par étagement topographique ne reflète pas les déplacements des populations et des villages entre montagnes et plaines. Cette trinité générique serait aussi la source d'incompréhension

et d'un usage mal compris qui mènerait à des constats complètement irréaliste comme celui : « [...] consistant à dire de quelqu'un qu'il parle Lao Thueng ou Lao Seung. » (Goudineau, 2000, p. 22). Cette classification contestée par le président Kaysonne pour son caractère non-scientifique est donc remplacée par l'Institut d'ethnographie du Laos où était affecté Yves Goudineau¹⁰, chercheur ethnologue, ayant été directeur de recherche pour l'IRD et membre du Conseil Scientifique. Une nouvelle classification ethnolinguistique est introduite par la Commission des Ethnies de l'Assemblée Nationale Lao en 2000, elle propose une subdivision en 4 catégories principales (les Thaï-kadai / les Austro-Asiatiques / les Môm Khmers, les Sino-Tibétains, les Hmong-Miens / les Miao-Yao). Cependant l'ancienne classification, officiellement abolie, mais qui a été l'objet d'une forte diffusion à partir de 1980, est, dans les faits, toujours en vigueur. Elle est toujours représentée sur des supports officiels nationaux (timbres, monnaie, panneaux...) par les 3 sœurs qui incarnent les 3 méta-ensembles culturels. Elle continue aussi d'être utilisée par de nombreux acteurs socio-économiques et également touristiques.

Figure 4 : Billet de 1 000 Kip (10 centimes €), représentation des trois sœurs lao, chacune représentant l'une des 3 grandes catégories artificielles promues par le Parti.



Source : Phoudthassak Thammathong

Si la classification tripartite Lao Loum, Lao Theung, Lao Soung est critiquée pour son caractère peu scientifique, il n'en reste pas moins qu'elle s'avère intégratrice, ce qui correspond aux orientations du gouvernement. Par ailleurs, elle fait ressortir un certain étagement par degrés de « développement culturel », correspondant à la littérature

¹⁰ Il est, depuis 2004, directeur d'études en "Ethnologie comparative de l'Asie du Sud-Est" de l'École française d'Extrême-Orient, de l'École Pratique des Hautes Etudes et de l'École des Chartes.

ethnographique des pays socialistes asiatiques qui sont eux-mêmes fidèles à un schéma d'évolution simplifié élaboré par Morgan et Engels (Goudineau, 2000, p. 23). Cette théorie marxiste des stades d'évolution et aussi reprise dans l'ethnographie soviétique. Elle consiste à évaluer les degrés d'arriération d'un groupe ethnique à savoir si celui-ci est resté à un stade féodal ou ancestral pour ensuite déterminer l'effort qui doit être fait pour mener cette communauté à rejoindre le développement socialiste. C'est sur la base de ces critères d'arriération, comme l'existence de l'écriture, le recours à des sacrifices, les familles nucléaires que le Front Lao d'édification nationale conçoit et adapte ses différents programmes destinés aux minorités ethniques en se basant toujours, selon une conception évolutionniste, sur la culture LaoTaï comme plus haut degré de « développement culturel ». En 1981, le président Kaysonne mentionne : « *La culture lao doit être la culture de base partagée par tous les groupes ethniques, et ce doit être cette culture qui permettra des échanges entre groupes différents. La langue lao, écrite et parlée, doit être la langue commune de la nation, et l'écriture.* » (Goudineau, 2000, p. 29). Par ces politiques intégratrices destinées aux minorités ethniques, le gouvernement se retrouve alors dans un paradoxe, qu'il conservera jusque-là, entre reconnaissance de la diversité ethnique et assimilation de la culture majoritaire Lao (Petit, 2008, p. 479).

Néanmoins, il parvient avec un certain succès à mettre en place cette stratégie basée sur une idéologie de la modernité. Premièrement, pour faire reconnaître sa prise en compte des particularismes ethniques, il utilisera des subterfuges, comme la mise en place de nouveaux ethnonymes, la suppression des anciens ethnonymes dégradants, la création de catalogues des ethnies. Cette prétendue prise en compte de la pluriethnicité passera aussi par la valorisation dans les médias des marqueurs culturels (danses, chants, costumes, traditions...) autant d'éléments appréciés par les minorités et jugés compatibles avec la modernité et le progrès socialiste mais sans réelle portée politique.

Deuxièmement les programmes visant à l'assimilation de la culture Lao dominante et l'intégration des populations minoritaires à la nation, plutôt qu'être présentés sous une forme d'imposition, ont été communiqués à la population selon des principes louables, jamais exprimés par les régimes précédents, d'égalité des peuples. Selon ces principes toutes les populations, des plaines comme des montagnes, devaient pouvoir bénéficier au même titre des services de l'état (santé, éducation,...), l'objectif mis en avant était la réduction des inégalités et l'amélioration de l'extrême précarité dans laquelle se

retrouvaient les populations montagnardes au lendemain de la guerre. Mais sous couvert de ce désir tout à fait honorable, l'ambition était également de réduire l'écart de « développement culturel » entre la majorité lao et les minorités. (Goudineau, 2000, p. 26)

Les programmes étaient composés de différentes mesures comme la lutte contre les « mauvaises » pratiques jugées archaïques (superstitions, sacrifices rituels, chaman, guérisseurs...), l'apprentissage de la langue lao pour tous, la scolarisation mais aussi la relocalisation des villages et la sédentarisation forcée (Goudineau, 2000, p. 7-15).

Les actions de relocalisation, imposées par l'Etat, des marges vers les axes de communication ont notamment constitué un élément majeur de cette dynamique de modernisation et de progrès promue par le gouvernement. Les arguments avancés par celui-ci étaient de faciliter l'accessibilité de ces minorités ethniques aux différents services. Le regroupement de villages dispersés, de minorités ethniques différentes, lui permettait aussi de rentabiliser les infrastructures construites dans les zones rurales (routes, hôpitaux, écoles...)(Evrard, 2003, p. 23-43). Grâce à ces relocalisations, l'Etat pouvait, par ailleurs, exercer un meilleur contrôle sur ces communautés.

A partir de 1986, la période de libéralisation économique est marquée par un relâchement de la surveillance militaire et politique, toutefois l'ouverture du pays à l'économie de marché induit de nombreuses transformations économiques et sociales qui vont également fortement impacter les minorités ethniques. L'intégration transnationale du pays, les politiques d'ajustements structurels dictées par les institutions multilatérales, la standardisation aux traités internationaux et l'ouverture aux IDE qui visent principalement les ressources naturelles abondantes en zone rurale, sont autant de nouveaux paramètres qui constituent l'arrivée d'une multitude de nouveaux enjeux pour ces minorités.

La transition économique engagée par Kaysone Phomvihane introduit également de nouvelles problématiques qui constituent autant de défis à mener par l'État. Sur le plan économique, il s'agit de trouver des ressources exploitables afin d'attirer les IDE, sur le plan environnemental, il s'agit de mettre en place des procédures de préservation afin de limiter la déforestation massive du territoire, sur le plan social la réduction des inégalités entre milieux urbains et ruraux, en situation d'extrême pauvreté, devient une priorité.

2. Contexte national, les nouveaux enjeux de la libéralisation économique

2.1. L'insertion nationale dans le système du Sud-Est Asiatique

2.1.1. L'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est et le Grand Mekong

Au cours de son ouverture à l'économie de marché, le Laos est passé du statut d'Etat-tampon (Taillard, 1989, p. 29-31) au statut de carrefour (Rigg, 2003). A la fin de la guerre froide, l'ensemble des pays d'Asie du Sud-Est ont pour objectif de favoriser les échanges commerciaux et de développer une économie transnationale. Avec sa position stratégique le pays se présente comme un territoire de transition pour le commerce et un carrefour de peuplement. Il a alors tout intérêt à engager une politique d'intégration au niveau continentale, ce qui explique son adhésion à l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) en 1997. Sa participation à cette institution multilatérale lui est bénéfique car elle lui permet aussi d'accroître sa visibilité à l'international et une meilleure stabilité nationale. En terme économique, sa contribution à l'ANASE est une réelle opportunité qui va renforcer son intégration régionale et favoriser des accords commerciaux. Considéré comme un territoire de passage d'échanges de biens manufacturés et de matières premières, le pays multiplie ainsi les partenariats avec ses voisins : la Chine, le Vietnam ou la Thaïlande.

A l'ANASE se rajoute, le Grand Mekong (GMS) projet d'intégration transnationale des pays d'Asie du Sud-Est continentale, qui vise à relancer les échanges commerciaux dans la péninsule afin de sortir les pays, tout comme le Laos, de leur isolement. Le GMS permet aussi au pays de devenir un axe principal d'échanges plutôt qu'une zone secondaire de transit (Pholsena et Banomyong, 2004, p. 143-144).

2.1.2. Le Laos, carrefour d'une économie transnationale

Ces projets ont pour objectifs d'améliorer les relations inter continentales et de consolider la paix avec l'idée de permettre aux pays d'Asie du Sud-Est de faire contrepoids face aux grandes puissances industrielles et émergentes comme la Chine par exemple. Dans une logique constructiviste, ils entretiennent une stabilité régionale, une stratégie qui permet au Laos, autrefois dominé par ses voisins, de s'affirmer et d'obtenir un statut égal face aux pays limitrophes plus puissants. Grâce à cette collaboration, la période de conflit

s'estompe et la cohésion nouvelle est aussi une occasion pour le pays de sortir de ce statut d'Etat tampon contraint de se rallier à un camp en raison de sa vulnérabilité.

Toutefois, les bénéfices de ces programmes transnationaux sont à nuancer, si le pays profite d'accords de commerce préférentiels avec ses partenaires du fait de son statut de PMA et qu'il a vu ses flux de capitaux étrangers augmenter, la demande venant du Vietnam et de la Chine a aussi fortement augmenté représentant un défi pour l'économie laotienne, dont la majorité des entreprises privées sont de taille réduite et ont une faible avancée technologique. Il est également nécessaire d'améliorer les infrastructures publiques et les réseaux de transport routier à l'échelle nationale très coûteux pour l'Etat. Finalement, face à une compétitivité de l'économie laotienne limitée, le secteur de l'exploitation des ressources naturelles apparaît comme la première solution.

2.2. Une économie qui repose sur les ressources naturelles

2.2.1. Agriculture commerciale et exploitation des ressources naturelles

Avec une couverture forestière qui domine sur la majorité du territoire, l'exploitation des ressources naturelles apparaît comme un atout économique et stratégique pour le pays. Par ailleurs son économie repose essentiellement sur l'agriculture qui occupe plus des trois quarts de la population active.

Entre 2000 et 2011, le Vietnam, la Chine et la Thaïlande sont respectivement les principaux investisseurs au Laos (Tertrais, 2014, p. 54-55). Ces investissements étrangers se répartissent dans plusieurs secteurs touchant prioritairement l'exploitation des ressources naturelles, principales richesses du pays (Delang, Toro, Charlet-Phommachanh, 2013, p. 151). Plus spécifiquement l'économie laotienne repose sur 3 grands secteurs : le secteur hydroélectrique, le secteur minier (argent, cuivre, gypse, etc.) et agricole (hévéa, café, thé, eucalyptus, canne à sucre etc.).

2.2.2. Les secteurs hydroélectriques, miniers et agricoles

Dans un premier temps le secteur de l'exploitation hydroélectrique est favorisé par le potentiel hydroélectrique du Mékong et de ses affluents. Ainsi le nombre de barrages et autres installations hydroélectriques se multiplient. Pour 2020, le Laos prévoit d'atteindre une capacité de production électrique supplémentaire d'environ 12 500 MW,

majoritairement destinée à l'exportation, et de fournir un accès électrique à 90% des foyers du pays (Banque Mondiale, 2010). Le principal client reste la Thaïlande, qui achète plus de 80% de la production. Les revenus tirés de la seule vente d'électricité ont permis de multiplier rapidement par 4,6 la valeur des exportations du pays, alors qu'elles sont passées de 24 millions de dollars en 1995 à 112 millions de dollars en 2000 (Pholsena, 2011, p. 162). Le secteur hydroélectrique pourrait rapporter, entre 2010 et 2025, une moyenne annuelle de 330 millions de dollars en revenus fiscaux pour l'État laotien (Banque Mondiale, 2010).

Concernant le secteur minier, les réserves minérales abondantes représentent une ressource économique considérable, ce qui entraîne le financement par des organismes internationaux de travaux de prospection. Le cuivre est le principal minerai exploité et exporté. Le Chine, le Vietnam et la Thaïlande représentent plus de 86% des investissements dans le secteur minier, dont 57% pour la Chine (Rolland, 2015, p. 46). Entre 2010 et 2025, le secteur minier pourrait rapporter une moyenne annuelle de 163 millions de dollars en revenus fiscaux pour l'État laotien (Banque Mondiale, 2010).

Enfin pour le secteur agricole, les cultures commerciales sont majoritairement représentées par le café et l'hévéa. Au sud du pays, sur le Plateau des Bolovens, la production de café représente 70 000 hectares en 2014, près de 95% de la surface totale des plantations de café au Laos (Rolland, 2015, p. 46) et la Thaïlande et le Vietnam en sont les principaux investisseurs. La culture de l'hévéa, introduit par la colonisation durant les années 1900, occupe des surfaces bien plus grandes, plus de 200 000 hectares en 2007 selon le Comité national de Planification et d'Investissement (Phimmavong, 2009, p. 502) et le principal importateur reste la Chine.

2.2.3. Les enjeux pour la population rurale

Ces ressources, étant majoritairement localisées en territoires ruraux, devraient alors être un avantage pour les ethnies minoritaires sur différents points. Premièrement les revenus provenant de l'industrie hydroélectrique et minière doivent permettre à l'Etat de renforcer sa stratégie de développement national et de réduction de la pauvreté. Sur le long terme l'objectif est de financer différents domaines comme l'éducation, la santé, les réseaux routiers et l'environnement. Par ailleurs, l'exploitation de l'hévéa se présente comme une alternative lucrative pour les populations montagnardes pauvres impliquées

dans des politiques de sédentarisation. En revanche, si les revenus de ces 3 secteurs majoritaires de l'économie laotienne devraient encourager le développement du pays et l'amélioration des conditions socioéconomiques de la population de façon durable, sur le court terme cela implique une transition agraire intense d'une agriculture d'autosubsistance à une agriculture commerciale et de même une transition d'un système artisanal à un système industriel pour l'exploitation minière. Enfin l'industrialisation des zones rurales s'accompagne d'une modernisation des modes de vie, au niveau social, qui nécessite une période d'adaptation de la part des populations rurales. La monétarisation a intensifié la concurrence pour l'accès à la terre (Sturgeon et al, 2013, p. 67) et a engendré un individualisme au sein de communautés (Pholsena, 2011, p. 169). Les projets hydroélectriques, miniers ou agro-industriels nécessitent également parfois des relocalisations ou un contrôle des terres par des agents extérieurs qui peuvent appauvrir les populations rurales.

Sur le plan environnemental, les projets industriels, représentent également une menace pour la biodiversité et les milieux naturels. L'extraction de minerais, le développement de la culture intensive ou encore la construction de barrages poussent à se poser des questions sur l'utilisation trop accrue des sols, sur la déforestation ou encore l'érosion. L'ensemble de ces éléments pourront dans un avenir proche fortement impacter les relations qu'entretiennent les populations rurales avec leurs habitats. Par ailleurs, l'économie du pays étant fortement dépendante des IDE et de l'aide étrangère, le territoire voit l'introduction de nombreuses forces extérieures sur lesquelles les populations rurales n'ont aucun contrôle.

3. Aide étrangère et protection de l'environnement

3.1. Une économie fortement dépendante de l'aide internationale

3.1.1. Un pays sous perfusion de l'aide au développement

L'aide étrangère au niveau économique, politique et social se présenterait au Laos comme un moyen pour assurer la pérennité du pouvoir politique (Daviau, 2004, p. 93). Dès son indépendance en 1954, le pays demeure sous assistance de l'aide étrangère dont la provenance a varié selon les stratégies politiques entreprises. Des aides françaises lors de l'indépendance, pour maintenir la continuité des ministères et administrations, aux aides

américaines attribuées au régime royaliste pendant la guerre du Vietnam. Le pays a ensuite bénéficié des aides du bloc soviétique lors de l'édification de la RDP Lao. Puis les réformes politiques et économiques de 1986 ont permis l'apport d'aides bilatérales et multilatérales.

Son statut de PMA, légitime en partie le recours à l'aide internationale, ainsi, la somme totale des Aides Publiques au Développement et des IDE est passée d'environ 402 millions de dollars en 1995 à plus de 1 136 millions de dollars en 2014, soit presque le triple en 20 ans. Parmi les aides bilatérales, on distingue deux groupes de pays. D'abord les pays voisins du Laos et de la région qui sont les principaux contributeurs le Japon (15,4%), la Chine (8,4%), la Corée du Sud (7,3%), la Thaïlande (6,5%) et le Vietnam (3,9%). Et ensuite les pays occidentaux : États-Unis d'Amérique, l'Allemagne, la France, l'Australie, la Suède, le Danemark, la Finlande et la Norvège (RDP Lao, 2014). Ces pays interviennent dans de nombreux domaines : environnement, agriculture, éducation, énergie, transport, développement rural, santé, réduction de la pauvreté, infrastructures publiques... Cependant ils ne se concentrent pas sur les mêmes domaines et investissent généralement dans des domaines qu'ils considèrent comme prioritaires pour eux. La Thaïlande, par exemple, s'est davantage investie dans le développement des infrastructures publiques, de l'énergie et des transports, dont elle bénéficie directement, les États-Unis ont apporté des aides, visant au déminage des régions rurales touchées par la guerre du Vietnam et à la réduction de la pauvreté et du narcotrafic (Phraxayavong, 200, p. 182-208). L'aide au développement au Laos rassemble aussi les institutions financières, telles que le Fond Monétaire International (FMI), la Banque Mondiale et la BAD et de nombreuses agences et programmes des Nations Unies. Jusqu'au début des années 2000, la communauté internationale couvrait plus de 80% des dépenses de projets pour le développement du Laos (Bourdet, 2002, p. 108).

3.1.2. Les limites de l'ingérence étrangère

Cette multiplication d'acteurs externes dans le processus d'ingérence étrangère serait également la source d'une intensification de rapports de force et de jeu de pouvoir dans les processus de développement. L'ensemble des acteurs, l'Etat comme les instances de développement pourraient chercher à défendre leurs convictions d'une part et d'aligner d'autre part les actions de développement à leurs différentes stratégies qu'elles soient politiques, économiques ou idéologiques. Les minorités ethniques seraient alors prises au

piège dans cette industrie du développement fortement reliée aux processus de modernisation des mondes ruraux. Par ailleurs, dans ce contexte, les possibles dégâts environnementaux de l'exploitation agricole par différentes techniques d'essartage seraient devenus un réel sujet de discussion. Le gouvernement lao et les bailleurs de fonds semblent s'accorder en matière d'environnement sur le sujet : brûlis équivaut à érosion et destruction des forêts et des ressources naturelles. (Daviau, 2004, p. 96).

3.2. Protection de l'environnement et éradication de l'essartage

3.2.1. La prise de contrôle sur l'environnement et les incidences pour les minorités ethniques

Sensible à la préservation de l'environnement depuis le rapport de Brundtland, l'aide étrangère s'alarme à propos des différents problèmes environnementaux auxquels est confronté le Laos et de façon plus générale l'ensemble de l'Asie du Sud-Est depuis 1960 : culture du pavot, pollution, déforestation, érosion. Les organismes internationaux font pression sur les instances étatiques pour que des mesures soient apportées. Le gouvernement a donc entrepris de mettre en place des zones protégées et restrictives et de prendre en charge les forêts, d'où le développement du réseau d'aires protégées durant les années 1990 et la mise en place de la nouvelle loi forestière. Ainsi à l'enjeu de développement territorial s'ajoute un enjeu de conservation de l'environnement, qui, malgré les divers bénéfices qu'il pourrait apporter, implique également des difficultés pour les minorités ethniques, en dépit du discours communément admis (Moizo, 2004, p 103-116).

Même si les stratégies de modernisation et de développement doivent progressivement permettre de réduire la dépendance aux forêts et d'augmenter les opportunités offertes par les marchés, les forêts restent cependant une réserve de produits non ligneux pour les populations rurales et pauvres. Les communautés qui pratiquent l'agriculture itinérante peuvent se retrouver face à une insuffisance de riz pendant six mois ou plus dans une année, une période dite de soudure (Chamberlin, 2001, p. 43). Durant cette période, les populations dépendent fortement des ressources de la forêt notamment par les pratiques de pêche, chasse, cueillette. Mais les mesures de protection de l'environnement limitent désormais l'accès aux forêts et rendent à la fois les conditions de vie de ces communautés vivant en autosubsistance plus difficiles (Moizo, 2008, p. 105).

Par ailleurs, ces préoccupations environnementales sembleraient être également un outil favorable à l'Etat pour poursuivre son intervention dans les régions montagneuses et périphériques. L'intégration de la variable environnementale dans la construction du territoire nourrit le dynamisme interne du pays et justifie la mise en place de politiques interventionnistes (Déry, 2008 p. 73-74). Dans ce cadre, la mise en place d'aires protégées agirait en complément des politiques de sédentarisation et de relocalisation et faciliterait la diffusion du discours gouvernemental sur la nécessité d'éradiquer la pratique de l'essartage présentée comme néfaste pour l'environnement (Moizo, 2006, p. 32-33).

3.2.2. La construction d'un discours justifiant la relocalisation

Les nouvelles mesures de protection de l'environnement sont tout à fait louables dans un PED où la modernisation peut facilement générer un surcroît de pression anthropique. Cependant ces mesures peuvent aussi être le fruit d'autres motivations économiques ou idéologiques et se présenter comme un avantage pour le gouvernement et sa stratégie de contrôle du territoire national et des minorités. La technique de l'essartage est plus particulièrement visée par les autorités comme étant destructrice pour l'environnement ce qui justifierait le recours à la relocalisation des populations montagnardes en direction des plaines, où elles pratiqueraient la riziculture irriguée. L'essartage nécessite de brûler régulièrement de grandes surfaces de forêts, néanmoins, son impact écologique reste à nuancer car cette technique agricole, pratiquée depuis plusieurs siècles, peut s'avérer durable dans les régions montagneuses, dans la mesure où, les densités de population sont faibles et les jachères longues, permettant au couvert forestier de se régénérer en partie. Mais le discours général tend à diaboliser cette pratique comme la principale cause de la déforestation pour justifier les déplacements de village. Toutefois de nombreux rapports internationaux ont tendance à rejeter cette affirmation, en mettant en avant l'industrialisation et les entreprises spécialisées dans la découpe du bois comme les acteurs majeurs de la réduction rapide et irréversible du couvert forestier.

Pour le gouvernement la suppression de cette pratique agraire et la relocalisation des minorités ethniques, limiterait l'éparpillement et la mobilité des villages, l'exploitation des ressources forestières, parfois la contrebande et les cultures interdites tel que le pavot à opium. Cette stratégie permettrait également une fixation des populations afin de mieux contrôler l'ensemble de leurs activités, la sécurisation des zones frontières mais également

plus de possibilités et de libertés pour développer ses activités agricoles et commerciales. Au travers de cette stratégie de relocalisation, le gouvernement promeut la création de conditions permanentes de subsistance pour les familles en difficulté et une approche réalisable et rentable pour améliorer le niveau de vie de communautés dispersées, éloignées et en mouvement qui ne pourraient pas être atteintes avec les ressources limitées disponibles. Les habitants sont alors envoyés dans des Nouvelles Zones Économiques (NZE) ou 'Focal Sites' (Bouapao, 2005) et regroupés dans de nouveaux villages plus grands, ressemblant plusieurs groupes ethniques, et à proximité des routes et des services publics progressivement mis en place par l'État (Daviau, 2011, p. 59-60).

Ces relocalisations massives sont néanmoins à l'origine d'un déracinement, entraînant un important phénomène d'acculturation (Goudineau, 2000). Avec le passage d'une agriculture d'autosubsistance à une culture de marché, les communautés sont progressivement déterritorialisées. Ceci, couplé aux phénomènes importants de migration vers les villages pluriethniques des plaines et la ville, a un effet déstructurant sur la cohésion sociale des villages. Avec pour conséquences, un éclatement du groupe et un développement des inégalités internes.

3.2.3. Le réseau des Aires Nationales Protégées (ANP)

Pour assurer une exploitation optimale de son riche potentiel en biodiversité et pour tenter de freiner la disparition accélérée de son capital forestier, l'État laotien élabore en 1993, un réseau de 17 aires protégées, sous le nom de « *National Biodiversity Conservation Areas* », principalement grâce au support financier de la communauté internationale (Bafoil, 2013, p. 2-18). A présent le réseau compte 21 aires protégées et deux corridors d'une superficie d'environ 3,4 millions d'hectares, représentant 14,3% de la superficie totale du pays. Il est reconnu comme l'un des systèmes du genre les mieux conçus du monde (Ounmany, 2015, p. 53). Aux aires protégées nationales viennent s'ajouter un certain nombre d'aires protégées aux échelons des provinces et des districts. Le réseau s'inscrit dans un cadre juridique et administratif principalement défini par le décret 164 promulgué en 1993 et complété ultérieurement par la loi forestière de 1996 (Roche, Paille, Mottet, 2011, p. 7).

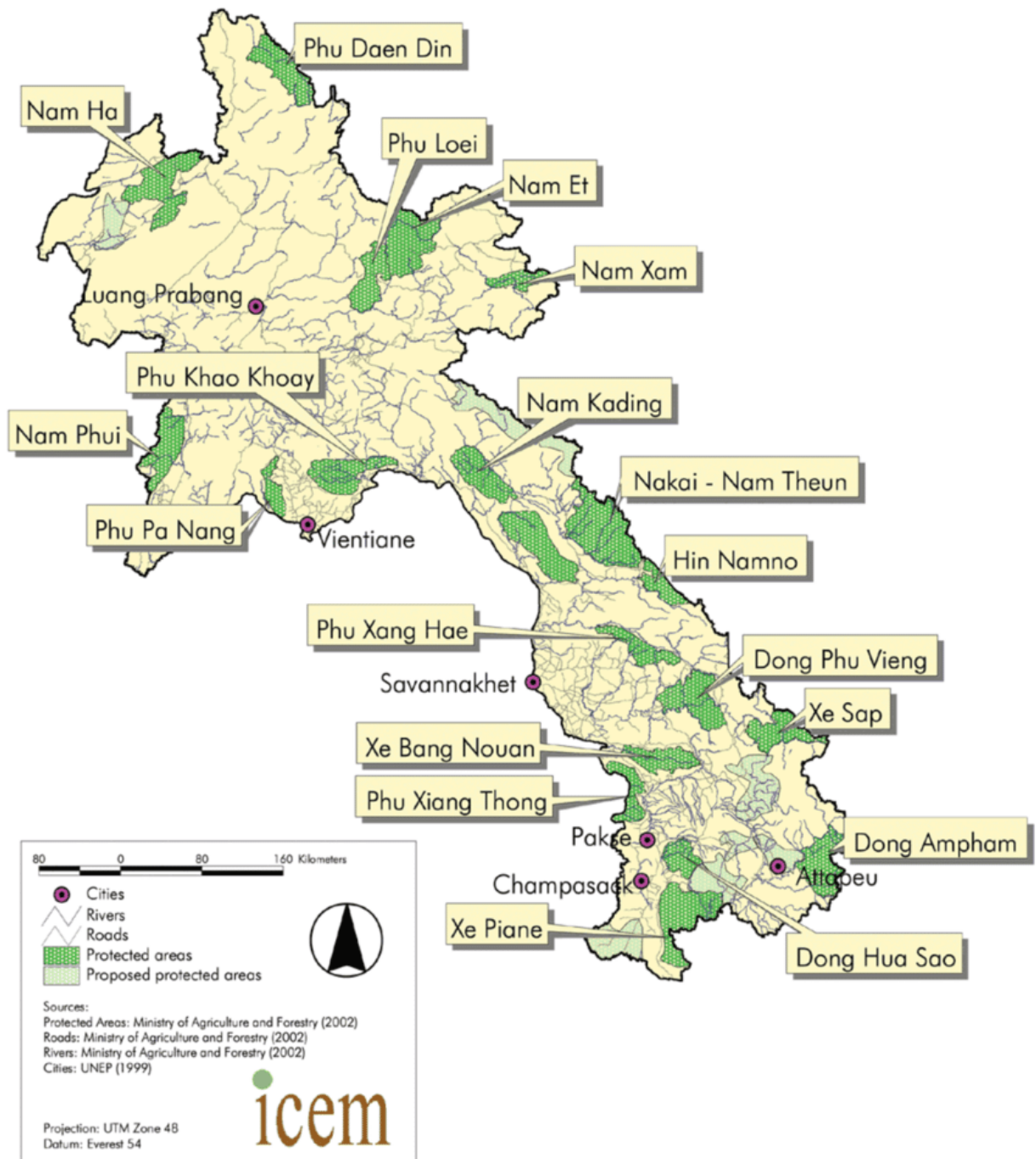
Les aires protégées lao ont été divisées en trois zones: zone interdite absolue, zone de gestion et zone de liaison. Dans la zone interdite absolue, aucune activité d'extraction n'est

autorisée et une autorisation est requise pour entrer dans la zone. Les zones de gestion sont les zones contiguës aux zones totalement protégées qui correspondent généralement à la zone d'utilisation contrôlée, dans laquelle une utilisation limitée et réglementée est autorisée. Les corridors sont les zones les plus éloignées reliant la zone protégée à d'autres zones protégées ou à d'autres types de forêts. Comme dans les autres zones, les activités extractives, telles que la chasse, l'exploitation forestière et d'autres activités qualifiées de destructrices ne sont pas autorisées.

Les espaces ainsi protégés sont très diversifiés, en fonction de la taille, du potentiel et de l'accessibilité. Ils sont gérés par des unités de gestion, qui relèvent du Département des Forêts. Ces unités produisent, avec l'aide de ce dernier, un plan de gestion pour chaque aire.

Néanmoins, plusieurs aires sont gravement menacées par la forte demande de produits forestiers et de terres arables (Ounmany, 2014, p. 55). Par ailleurs il serait possible que l'État laotien utilise, entre autre, les aires protégées pour territorialiser son espace. Cet outil lui permettrait, à la fois propriétaire de la terre et gestionnaire des forêts, de mieux contrôler les territoires marginaux et les populations qui y habitent, agissant en complément des politiques de sédentarisation. D'un point de vue économique, grâce au contrôle des territoires et des ressources naturelles qui les composent, l'Etat a la liberté de choisir quelles concessions forestières il accepte de céder et quelles activités il veut y développer. Ceci facilitant certains projets comme la construction de barrages, d'exploitation forestière ou de plantation d'hévéa, approuvés sur des territoires alors en partie protégés (Ovesen, 2004, p. 234-235).

Figure 5 : Réseau des ANP Laos



Source : Ministère de l'Agriculture et des Forêts

Les particularités géographiques, l'histoire complexe et la spécificité du contexte ethnique du Laos sont des éléments importants qu'il est nécessaire de prendre en compte dans la compréhension des enjeux actuels du pays. Afin de pouvoir quitter le statut précaire de PMA, le pays capitalise sur ces ressources naturelles pour stimuler la croissance économique. Enfin la modernisation des espaces ruraux, afin de réduire la pauvreté et les inégalités, est une priorité pour les instances gouvernementales. Les territoires ruraux et montagnards sont donc aujourd'hui face à de nombreuses transformations qui peuvent véhiculer des pressions sur l'environnement et les populations minoritaires qui y habitent. Autrefois marginalisées, ces zones rurales et généralement frontalières sont de plus en plus convoitées pour les richesses de leurs sols et de leurs écosystèmes. De nombreux investisseurs étrangers rachètent des terres pour y développer une activité commerciale. La Chine, principal investisseur au Laos, possède notamment les plus grandes entreprises du secteur minier et travaille sur de nombreux projets d'infrastructures et de construction de barrages. Toutefois la collaboration du Laos avec des organismes multilatéraux comme la Banque Mondiale, le FMI et la BAD tend à réduire l'exploitation des terres par la mise en place de mesures de protection environnementales. Néanmoins ces nouvelles réglementations peuvent également impacter les modes de vie des populations rurales et justifier les politiques de sédentarisation et de suppression de la pratique de l'essartage.

Chapitre 3 : *L'écotourisme comme levier de développement des espaces montagnards*

Le Laos se distingue grâce à son patrimoine exceptionnel. Le relief montagneux, les nombreux affluents et le climat tropical du pays offrent des paysages remarquables propices au développement d'un tourisme de nature. Son histoire riche et sa diversité ethnique lui permet aussi de promouvoir un tourisme culturel. Ces divers atouts offrent un cadre favorable à l'utilisation d'un écotourisme comme moteur de développement économique et social des espaces ruraux permettant à la fois de garantir la conservation des richesses naturelles et la revitalisation des patrimoines culturels. Ce concept vertueux permettrait de répondre aux nombreux défis de l'Etat.

1. Ecotourisme, un nouvel outil de réduction de la pauvreté

1.1. Le développement de l'activité écotouristique au Laos

1.1.1. L'avènement du tourisme en Asie du Sud-Est

Depuis que l'industrie du tourisme a pris un essor considérable à la fin du XXème siècle et qu'un développement des mobilités s'est opéré, les destinations se sont diversifiées. Pour les pays d'Asie du Sud-Est, cette activité représente une source de bénéfices conséquents, ils ont alors misé sur leur potentiel d'attractivité pour développer cette industrie. La fréquentation augmentant, les pays d'Asie du Sud-Est investissent et exploitent ce marché touristique de masse si bien que l'Asie du Sud-Est possède actuellement 6,2% des parts de marché mondial du tourisme selon l'OMT.

1.1.2. L'émergence du tourisme durable au Laos

Dû à un isolement du pays pendant de longues années jusqu'à son ouverture récente au marché datant de la fin des années 1980, le Laos a reconnu l'industrie du tourisme comme un outil de développement socioéconomique tardivement par rapport à son voisin Thaïlandais. Pays dans lequel le tourisme est encouragé depuis plus de 50 ans et reste l'un des premiers marchés économiques. Au Laos, le développement de l'activité touristique démarre simultanément avec les réformes de transition économique et l'accès du pays aux touristes étrangers s'effectue de manière progressive simultanément à l'ouverture des frontières. La fréquentation touristique est dans un premier temps très contrôlée et limitée

par un certain nombre de mesures imposées par l'Etat. Les touristes internationaux ne sont accueillis dans la RDP lao que depuis 1989 (Hall, 2000, p. 183). Le gouvernement charge le Ministère du commerce d'établir le premier Plan national de développement du tourisme visant à contrôler étroitement les touristes. À cette époque, l'accent était mis sur de petits groupes de touristes voyageant avec des forfaits bien contrôlés (Harrison et Schipani, 2007, p. 12). L'Etat se charge également de créer le premier voyagiste. Par la suite, le monopole du gouvernement sur le marché du tourisme est supprimé et neuf agences de voyages privées obtiennent des licences. De 1994 à 1995, le nombre d'arrivées de touristes a plus que doublé, passant de 146 155 à 346 460 visiteurs et les recettes sont passées d'environ 7,5 à 24,7 millions de dollars (Département du Développement du Tourisme (DDT), 2018, p. 5). La croissance touristique a été, par ailleurs, fortement influencée par la suppression de mesures restrictives. En 1994, l'obligation d'obtenir une autorisation avant de voyager a été supprimée et les touristes individuels ont pu se rendre dans d'autres provinces sans participer à des voyages organisés groupés. En outre, afin de faciliter l'arrivée des touristes, le gouvernement a autorisé les bureaux de l'immigration de l'aéroport international de Wattay et du pont de l'amitié lao-thaïlandaise à délivrer des visas aux visiteurs (Yamauchi & Lee, 1999 p. 7).

Face à cette forte croissance de la demande touristique, en 1995 l'importance du potentiel touristique est officiellement reconnu et le tourisme devient une des huit industries prioritaires de la Nation (Yamauchi & Lee, 1999, p. 7). Le deuxième Plan national de développement du tourisme est publié en 1998. Il distingue 4 grandes catégories de tourisme: touristes conventionnels, touristes d'intérêt particulier (par exemple, touristes écologiques et amateurs de tourisme d'aventure), touristes transfrontaliers et touristes nationaux ¹¹(Harrison et Schipani, 2007, p. 12). L'année 1999-2000 est déclarée officiellement « année du tourisme» au Laos et le nombre de visiteurs est passé de 614 278 en 1999 à 737 208 en 2000 et a généré plus de 100 millions de dollars pour l'économie nationale (TDD, 2018, p. 5).

Le Laos fait ainsi définitivement partie des pays en développement utilisant le tourisme comme outil de croissance économique et de réduction de la pauvreté. La stratégie touristique de la RDP lao favorise le développement du tourisme communautaire en faveur

¹¹ Ces 4 catégories étaient toutes perçues comme des sources de devises en apportant des avantages qui se propageraient à l'ensemble de la population et contribueraient à préserver l'environnement naturel et bâti.

des pauvres, l'amélioration d'infrastructures spécifiques liées au tourisme et la coopération sous régionale en matière de tourisme. Par ailleurs, s'il s'agit d'un pays pauvre, le Laos reste riche d'un patrimoine culturel et naturel vaste et diversifié. Il abrite un vaste réseau fluvial, dont le Mékong, qui coule du nord au sud et ses 13 affluents et conserve également une faune importante en dépit des nombreuses espèces menacées. Ce patrimoine lui offre l'opportunité d'avoir un fort potentiel sur le marché touristique, notamment en ce qui concerne le tourisme culturel et de nature.

Ainsi la RDP lao fait la promotion du tourisme au Laos sur des bases culturelles et environnementales et souhaite acquérir une renommée en matière de tourisme durable :

« Le Laos va devenir une destination mondialement reconnue, spécialisée dans des formes de tourisme durable grâce aux partenariats et à la coopération aidant à la conservation de l'héritage naturel et culturel, au développement socio-économique local et à la diffusion de la connaissance de l'héritage culturel unique du Laos dans le monde entier. » (ANTL, 2010, p. 6)

La BAD vise à orienter la stratégie de développement touristique vers le tourisme de moindre envergure, afin de ne pas reproduire des schémas de fréquentation touristique et type de tourisme néfastes identifiés dans les pays voisins. L'ANTL, aujourd'hui intégrée au Ministère de l'Information de la Culture et du Tourisme (MICT), est chargée de l'élaboration du nouveau Plan national de développement du tourisme. En 2005, la stratégie touristique 2006-2020 de la RDP Lao a été formulée et vise à renforcer et développer le tourisme afin qu'il devienne un secteur industriel générant des recettes et devises pour le pays ; fournissant plus d'emplois ; promouvant la conservation culturelle ; préservant les coutumes et les traditions de la nation et contribuant à la réduction de la pauvreté de tous les groupes ethniques (ANTL, 2005, p. 17). 7 plans d'action ont été décrits dans la stratégie¹², avec pour chacun un ensemble d'activités développées. Dans le plan d'action concernant la formulation du plan de développement du tourisme un programme spécifique est destiné au développement de l'écotourisme communautaire.

¹² (1) l'amélioration de l'organisation du tourisme; (2) formulation de plans de développement du tourisme aux niveaux des provinces et des districts; (3) publicité et promotion; (4) la réglementation des entreprises de tourisme; (5) développement des ressources humaines; (6) coopération internationale; et (7) promotion des investissements.

1.1.3. L'écotourisme et le développement des communautés rurales et minoritaires

Un certain nombre de cadres institutionnels ont influencé le développement de l'écotourisme au Laos. Notamment les Plans nationaux et quinquennaux de développement socioéconomique 2011-2015 et 2016-2020, le Plan directeur national du tourisme 2006-2020 et le Plan d'action national pour l'écotourisme 2005-2010.

- Concernant les Plans quinquennaux de développement socioéconomique 2011-2015 et 2016-2020 :

Alors qu'une grande partie de la population, en particulier dans les zones rurales, vit sous le seuil de pauvreté, le développement rural et la réduction de la pauvreté constituent la première priorité et le 7^{ème} Plan quinquennal de développement économique et social établit 4 objectifs de 2011 à 2015, dont maintenir la croissance économique à 8% par an, atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement en 2015 et sortir le pays du statut PMA en 2020, garantir la durabilité du développement en mettant l'accent sur le développement économique en même temps que le développement socioculturel et garantir la stabilité politique (RDP Lao, 2015, p. 2).

L'enquête sur les dépenses et la consommation au Laos (LECS5) a révélé que la pauvreté a diminué de 27,6% pour l'exercice 2007-2008 (LECS4) à 23,2% pour l'exercice 2012-2013, par rapport à l'objectif de 24% pour 2015. Si l'on peut en déduire que cet objectif a été atteint et même dépassé, le 8^{ème} Plan quinquennal de 2016 à 2020 évoque que le taux de disparité de la pauvreté est encore très large. La croissance économique rapide s'est maintenue aux dépens de l'inégalité croissante entre zones rurales et urbaines, de la dégradation de l'environnement et des problèmes sociaux.

- Concernant le Plan directeur national du tourisme 2006-2020 :

La stratégie est axée sur la réplique du premier projet d'écotourisme communautaire, Projet d'Ecotourisme de Nam Ha (PENH) lancé en octobre 1999 dans la province de Luang Namtha (cf. carte p. 13) qui visait à créer un modèle de développement de l'écotourisme économiquement viable qui aide à lutter contre la pauvreté et contribue à la

conservation et à la protection du patrimoine culturel et naturel. Au niveau international, PENH a reçu le prix du développement des Nations Unies en 2001 et a été hautement recommandé lors du prix du tourisme de demain de British Airways en 2002.

- Concernant Plan d'action national pour l'écotourisme 2005-2010 :

L'ANTL a élaboré le Plan d'action national pour l'écotourisme 2005-2010 en 2005 avec l'assistance technique de la SNV, l'agence de développement hollandaise, afin premièrement de renforcer la capacité des administrations nationales et provinciales ainsi que leur expertise concernant le secteur de l'écotourisme et coordonner le développement de l'écotourisme afin de s'assurer que les principes sont respectés. Puis de supporter les communautés locales et le secteur privé et s'assurer qu'ils ont suffisamment de liberté et d'assistance pour développer et promouvoir le secteur touristique.

1.2. Le Laos, fer de lance de l'écotourisme

1.2.1. Une multiplication des acteurs internationaux

Ce choix d'orientation stratégique sur le développement de l'écotourisme entrepris par l'état a poussé un grand nombre d'instances de développement à démarrer des projets d'écotourisme dans les différentes provinces du pays et à travailler conjointement avec le MICT. Au sein du MICT, le Département du développement du tourisme (DDT), successeur de l'ANTL¹³ a seize succursales dans les provinces et certaines dans des districts connus sous les noms de Département Provincial de l'Information, de la Culture et du Tourisme (DPICT) et l'Office de l'information de la culture et du tourisme du district. Les principales responsabilités du DDT comprennent la planification et la réglementation du tourisme, le marketing, le développement des ressources humaines et la coopération internationale. Il sert également d'intermédiaire entre les agences de développement international et les communautés. Au sein du DDT, une division écotourisme a été mise en place. Le DDT collabore avec des agences de développement internationales soit dans le cadre de coopérations internationales, ou de collaborations avec des organisations gouvernementales ou encore des Organisations Non Gouvernementales (ONG) dans le but d'obtenir des aides financières et techniques. Les plus connus sont, NZAID, l'agence

¹³ L'ANTL relevait du cabinet du Premier ministre. En 2012, l'ANTL intégré au MICT tant que département unique est renommé DDT.

internationale d'aide au développement du gouvernement Néo-zélandais¹⁴, SNV, l'agence de développement hollandaise¹⁵, Lux-Développement, l'agence d'aide et du développement du gouvernement luxembourgeois, JICA, l'agence japonaise de coopération internationale, GIZ, l'agence de coopération internationale allemande pour le développement et l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO).

1.2.2. La multiplication des projets d'écotourisme dans les aires protégées

A la base le réseau d'aires protégées n'avait pas vocation à être explicitement dédié au développement touristique, il offrait toutefois un cadre idéal pour de nombreux arguments touristiques. Le premier projet d'écotourisme, le PENH, a alors été mis en place en 1999. A la suite, de nombreux autres projets ont été engagés dans les différentes aires protégées du pays, et soutenus par de nombreuses ONG et organisations internationales. Parmi les plus connus on retiendra le *Gibbon Experience* dans l'aire protégée de Nam Khan (Province de Bokeo), le *Night Safari* dans le parc de Nam Et Phou Louey (Province de Houaphan), ou encore d'autres projets dans les aires protégées de Xe Pian (Province de Champassack), Him Nam No (Province de Kammouane), Nam Phouy (Province de Sayaboury) (cf. carte p. 13).

1.2.3. Un développement touristique qui participe à l'intégration transrégionale du pays

Presque simultanément, le Vietnam, le Laos et le Cambodge se sont ouverts aux touristes étrangers, venant concurrencer la Thaïlande qui avait longtemps été le seul Etat de la sous-région du grand Mékong à être ouvert aux occidentaux et qui avait ainsi su s'établir comme une destination touristique de premier plan. Cependant dans le cadre d'une

¹⁴ Principal donateur pour le développement de l'écotourisme à Luang Namtha depuis l'introduction du PENH en octobre 1999. NZAID a un bureau de représentation nationale dans le bâtiment DDT à Vientiane et des bureaux provinciaux dans les DPICT. NZAID mène des projets dans quatre provinces, à savoir Luang Namtha, Xieng Khuang, Bolikhamsay et Khammuan. et sélectionne des villages pour l'écotourisme communautaire. Les activités de développement de NZAID comprennent une assistance financière et technique et la mise en réseau des communautés avec le secteur privé. Par ailleurs avec un engagement d'un million de dollars par an jusqu'en 2010, la Nouvelle-Zélande devient le principal donateur dans le pays (Harrison et Schipani, 2007).

¹⁵ La SNV a conseillé l'ANTL et le DPICT de Luang Prabang, Khammouane et Savannakhet dans le développement de l'écotourisme et a fourni également une assistance technique et un service de conseil.

consolidation transnationale, la BAD a pour objectif d'étendre cette activité. Le tourisme figure ainsi parmi les 8 grandes priorités du GMS. La BAD développe même spécifiquement l'aspect touristique en créant le « *Mekong Tourism Development Project* » et finance à ce titre certaines infrastructures du Laos comme l'aéroport de Luang Namtha. Elle précise d'ailleurs dans un rapport consacré à ce projet, que le tourisme dans la sous-région du grand Mékong se doit absolument de dépasser les limites nationales et de s'appuyer sur la coopération régionale. Seule cette dernière peut en effet permettre le développement d'une industrie touristique accueillant de plus en plus de touristes, générant plus de revenus tout en respectant et protégeant l'environnement culturel et physique. Les objectifs affichés de ce projet de développement touristique du Mékong de la BAD sont d'ailleurs, tout en contribuant à la croissance économique et à l'emploi, de réduire la pauvreté et de promouvoir la conservation de l'héritage naturel et culturel des pays impliqués (BAD, 2002).

2. Ecotourisme, un nouvel outil de développement économique et social

2.1. Quels bénéfices socioéconomiques pour les communautés

2.1.1. Une source de revenu et une intégration à l'économie du pays

Dans le cadre du développement de projets d'écotourisme au Laos de nombreux bénéfices socioéconomiques pour les communautés ont été mis en avant, cette activité leur permettrait d'obtenir de nouvelles sources de revenu, elle favoriserait également la création d'emploi dans des zones économiquement marginalisées et limiterait la migration vers les zones urbaines. Elle contribuerait à freiner la relocalisation des villages, en y apportant une activité économique elle serait un moyen de mieux les intégrer à l'économie nationale. Elle se présenterait comme une nouvelle activité rentable contribuant à l'amélioration de leurs conditions de vie dans un contexte de transition économique, leur permettant d'acheter les aliments ou autre produits qu'elles ne peuvent plus se procurer. L'écotourisme leur permettrait par ailleurs de vendre leurs produits. Dans un contexte de modernisation des espaces ruraux, et de nouvelles restrictions en matière de protection de l'environnement, l'écotourisme se présenterait comme une alternative économique adéquate garantissant dans un même temps développement et préservation.



Figure 6 : Artisanat local destiné à la vente touristique, village Hmong et Khmou

Source : *Khamchean*

2.1.2. Préservation d'un patrimoine culturel menacé

L'écotourisme serait aussi un moyen de revitaliser et de préserver la culture locale, par la promotion du patrimoine culturel. Ces minorités ethniques sont caractérisées par des cultures orales et possèdent majoritairement un patrimoine immatériel qui englobe un certain nombre d'éléments comme la langue, la religion mais aussi les chants, les danses, traditions, costumes. Les modes de vie traditionnels font aussi parti de leur culture et ils englobent de nombreux critères comme l'habitat, les techniques de pêche ou de chasse... L'ensemble de ces caractéristiques culturelles sont fortement menacées par la modernisation. Progressivement les communautés abandonnent leurs modes de vie traditionnels au profit d'un style de vie différent et il est possible d'observer dans les villages de nombreux signes de modernité. L'amélioration des axes de communication et infrastructures de transport ont permis à ces communautés d'accroître les échanges avec l'extérieur. Leurs déplacements en zone urbaine, notamment pour vendre leurs produits

agricoles et artisanaux, leur a également permis de se procurer des produits d'agrément du quotidien considérés comme plus pratiques. Par exemple, dans leur grande majorité, les communautés ont remplacé l'habit traditionnel, par des vêtements modernes. Les téléviseurs ont aussi fait leur apparition dans plusieurs villages. Par ailleurs, avec la multiplication des échanges, les jeunes générations se sont construites à travers de nouvelles références culturelles perçues comme plus modernes au détriment de la pérennisation de la culture traditionnelle. Le patrimoine immatériel des communautés est alors confronté à une importante problématique de transmission. L'écotourisme se présenterait comme une alternative à ce risque de perte. Par la valorisation du patrimoine local il serait un moyen de le préserver et également une opportunité de redonner aux communautés une certaine fierté de leur identité culturelle. Souvent stigmatisées, ces communautés pourraient par l'intermédiaire du tourisme se réapproprier leur culture et en être à nouveau fières.



Figure 7 : Danse traditionnelle
Hmong

Source : *Chang Mai News*

2.1.3. Education et construction d'infrastructures

Le développement du tourisme au Laos a eu des effets positifs sur l'éducation de populations à différentes échelles, du niveau national au niveau communautaire. Au niveau national, plusieurs agences de développement international ont aidé le pays à développer des ressources humaines dans les secteurs de l'hôtellerie et du tourisme. Parmi les principaux acteurs figurent Lux-Développement, GIZ, ou NZAID. Lux-Développement a financé la création de l'Institut national laotien du tourisme et de l'accueil à Vientiane, tandis que la GIZ a financé la construction de collèges professionnels dédiés au tourisme et à l'accueil dans plusieurs provinces du nord du pays. Au niveau local, l'activité de l'écotourisme permet souvent de financer la construction d'écoles dans les villages. Des cours d'anglais peuvent aussi être dispensés. Certains projets d'écotourisme forment également des guides locaux. Contrairement à l'industrie, comme l'exploitation minière ou le secteur de l'hydroélectricité dans lesquels les emplois proposés aux communautés sont majoritairement précaires et peu qualifiés, l'écotourisme permet l'acquisition de nouvelles compétences diversifiées. Par ailleurs, l'accueil de touristes nécessite également dans les villages un investissement en infrastructures et les différents acteurs de l'activité, agences de développement, tours opérateurs (TO), instances gouvernementales profitent de cette occasion pour installer l'accès à l'eau, à l'électricité etc...

2.2. Des opportunités limitées

2.2.1. Une source de revenus fortement instable

L'ensemble des bénéfices attribués à l'écotourisme au Laos sont, en fonction de la situation sur le terrain, à nuancer. Il est important de rappeler que l'écotourisme est une activité de niche et qu'elle demeure limitée par de nombreuses conditions. Elle impose une faible fréquentation, impliquant des petits groupes de personnes (Schipani, 2002, p.10). Ceci limite également fortement les bénéfices qu'elle génère. Par ailleurs il s'agit d'une activité saisonnière, impliquant des flux de clientèle très aléatoires.

L'activité touristique au Laos est fortement saisonnière avec deux saisons qui s'opposent, la saison haute d'Octobre à Mars et la saison basse d'Avril à Septembre correspondant à la saison des pluies. L'écotourisme dans la région est fortement impacté par ce paramètre, offrant aux communautés qu'une possibilité de revenu instable. Ainsi,

cette activité ne peut être qu'une activité annexe apportant un revenu supplémentaire. Elle ne peut se substituer aux autres apports de ressources existants dans les villages et ne doit être qu'une activité complémentaire. Même si la complémentarité du tourisme avec d'autres activités est fortement recommandée par les spécialistes, dans le cas du Laos, elle se traduirait progressivement par un abandon des projets au profit d'activités plus lucratives offrant de meilleures opportunités aux villages (Roche, Paille, Mottet, 2011, p. 8)

2.2.2. Des apports non durables

Au Laos, la majorité des projets d'écotourisme sont engagés et financés par l'aide étrangère. Dû à leur faible rentabilité, ces projets sont fortement dépendants de l'aide qui leur est attribuée. Ne garantissant pas d'apports durables ces projets ont tendance à disparaître lorsque cette aide se retire. Ce constat a notamment été observé lors de la phase II du PENH. Après le succès de la phase I conduite par l'organisation NZAID, la phase II du projet prônait le retrait de l'aide et la privatisation des activités. Ceci a généré divers problèmes, par manque d'apports durables certaines activités ont graduellement disparu. Dans d'autres cas la reprise des activités par des TO locaux a engendré des conflits internes consécutifs à l'inégalité de la répartition des bénéfices. Ces TO censés respecter la distribution équitable des bénéfices n'auraient pas respecté ce contrat, conservant le monopole des bénéfices (Roche, Paille, Mottet, 2011, p. 8).

2.3. Une activité fortement contrôlée

2.3.1. Le contrôle de l'activité par des structures privées

Il serait difficile pour les communautés locales de commercialiser elles-mêmes leurs produits, faute de savoir-faire et de capital. Par conséquent, la participation du secteur privé est nécessaire car les opérateurs du tourisme connaissent les marchés et savent comment traiter les divers intervenants. La participation des opérateurs privés est un élément essentiel pour pérenniser l'activité. Outre le financement et l'appui technique au développement de produits, les voyagistes jouent un rôle clé dans le marketing, créant des liens dans l'économie locale, responsabilisant les populations locales et favorisant le développement du tourisme dans l'ensemble du pays. Plusieurs destinations fonctionnent encore, bien que les projets se soient terminés il y a longtemps, grâce à la présence d'opérateurs privés. Au contraire, un certain nombre de destinations sont en déclin ou ont

disparu du fait que le secteur privé n'a pas été impliqué. Par ailleurs, la plupart des TO tentent d'engager la population locale en lui donnant accès à plus d'emplois possibles, forment et sensibilisent les communautés au tourisme : ses avantages et impacts.

Cependant, certains TO se concentrent uniquement sur le profit de l'activité au détriment des communautés locales. S'appuyant sur la promotion de l'écotourisme dans le pays, ils intégreraient le marché, utiliseraient ce terme comme élément publicitaire et prendraient le contrôle de l'activité en conservant l'ensemble de ses bénéfices. Dans ce cadre les communautés seraient faiblement intégrées avec un degré d'implication minimal. L'objectif n'étant pas de leur en faire bénéficier mais de se servir d'elles afin de pouvoir conserver ce statut d'acteur écotouristique (Roche, Paille, Mottet, 2011 p. 2).

Dépendante des subventions allouées des organisations donatrices, par manque de budget et de ressources humaines, les autorités ne pourraient pas mettre en place des mécanismes de contrôle étroit. Cet enjeu expliquerait aussi l'arrêt de nombreux projets à la suite du transfert aux autorités locales en raison du fait qu'elles ne disposent pas d'un budget suffisant. Lors d'un entretien avec un responsable à l'UNL, celui-ci évoquait la situation comme suit:

« Perçu comme un marché permettant de répondre aux problèmes de pauvreté, l'écotourisme a été très encouragé par de nombreux organismes de l'aide étrangère. Cependant aujourd'hui beaucoup d'entre eux ont suspendu leurs aides et non pas renouvelé les contrats et beaucoup de projets ont été abandonnés. » « Ce retrait des organisations internationales peut s'expliquer par la période de crise économique, celles-ci préfèrent aider les pays voisins européens plutôt que le Laos. » (M. X, entretien exploratoire n°3, 22/04/2019, Vientiane)

2.3.2. L'écotourisme comme nouvel outil de contrôle du territoire

Les motivations de l'Etat à promouvoir l'écotourisme pourrait aussi intégrer les autres stratégies de modernisation des territoires ruraux comme déjà évoqués précédemment. Nombre de projets d'écotourisme étant soutenus par l'aide des ONG étrangères, leur développement pourrait être aussi une manière, pour l'Etat, de soigner son image et créer un climat de confiance afin de recevoir plus d'aide. Ensuite le développement du tourisme étant fortement sous le contrôle de l'Etat, même si ce dernier soutient l'activité

d'organismes, leurs démarches s'inscrivent dans un cadre strict. L'Etat définit aussi les sites prioritaires des provinces et par ce biais les déplacements des touristes et les renseignements auxquels ils ont accès. L'écotourisme peut aussi s'avérer être un outil supplémentaire du renforcement de l'emprise étatique sur le territoire et faciliter une plus forte ingérence au niveau des communautés. L'activité touristique agirait également comme un moteur de changement dans les sociétés hôtes et contribueraient à leur modernisation.

Conclusion Chapitre 3 Partie I

Avec 1 318 sites naturels, 596 sites culturels, 294 sites historiques recensés (TTD, 2018, p. 33) et 21 aires protégées, le Laos possède un fort potentiel en matière de développement écotouristique. Le Plan national du développement du tourisme favorisent un tourisme durable communautaire en faveur des pauvres et souhaitent faire du pays une destination de réputation mondiale en termes de tourisme durable. Cette ressource devrait prioritairement bénéficier aux communautés locales en apportant de nombreux avantages (création de revenu, création d'infrastructures, éducation, préservation des patrimoines culturels). Par ailleurs, le modèle de l'écotourisme serait aussi incitatif à la préservation de l'environnement et limiterait les pressions subies par les écosystèmes. Ses objectifs de préservation environnementale, d'amélioration du bien-être des populations locales et d'éducation environnementale permettent d'apporter une solution compatible aux enjeux actuels de modernisation des espaces ruraux. Toutefois 20 ans après le lancement des premiers projets d'écotourisme, plusieurs spécialistes constatent que l'activité peine parfois à montrer des résultats positifs, qu'elle est limitée par une très forte saisonnalité et qu'elle est en concurrence avec d'autres secteurs jugées plus rentables.

Conclusion Partie I

Au Laos le tourisme représente le troisième secteur économique le plus rentable en 2018 avec 811 millions de dollars de revenus. Le premier étant le secteur minier et le deuxième le secteur hydroélectrique comptabilisant chacun plus d'un milliard de dollars de revenus (DDT, 2018, p. 34). Par ailleurs, depuis que le tourisme est l'une des huit priorités des programmes socioéconomiques de développement du gouvernement, la fréquentation a augmenté à un rythme effréné. Avec 14 400 visiteurs en 1990, le pays a ensuite dépassé le million de visiteurs en 2005 pour atteindre 4 684 429 visiteurs en 2015. Les projections du gouvernement sont donc très positives et évaluent une fréquentation à hauteur de 5 571 000 visiteurs en 2025, sous la direction du MICT et au sein du DDT, la division de recherche en tourisme prévoit également que la filière dépasse le milliard de revenus (DDT, 2018, p. 31). En misant sur un tourisme durable et communautaire, l'Etat y voit une opportunité d'utiliser ce secteur comme un levier de développement des espaces ruraux. Grâce à l'écotourisme les populations rurales pourraient bénéficier d'une source de revenu complémentaire ou encore d'une création d'emplois encourageant une montée en compétences. L'économie touristique se présenterait alors comme une alternative aux emplois peu qualifiés proposés par les secteurs de l'industrie. Par ailleurs, l'écotourisme permettrait d'apporter en partie une solution aux nombreux conflits environnementaux et sociaux existants et permettrait de réduire les tensions entre l'Etat et les communautés liées au contrôle du territoire et à la mise en place d'aires protégées. Cette activité serait un moyen de valoriser l'identité culturelle des minorités et ainsi de redonner une fierté à ces populations minoritaires souvent discriminées, stigmatisées et persécutées au cours de l'histoire. Le Plan d'action national pour l'écotourisme élaboré en 2005 par l'ANTL prouve une réelle volonté de la part du gouvernement d'orienter sa politique touristique vers un tourisme respectueux de l'environnement et des populations. Seulement le caractère saisonnier et peu compétitif de l'écotourisme rivalise difficilement les marchés hydroélectriques ou miniers qui offrent une forte rentabilité à court terme. Plus encore il est concurrencé par un tourisme transfrontalier venant de la Thaïlande et de la Chine. On remarque par exemple dans le nord du pays à la frontière chinoise l'ouverture de plusieurs casinos et complexes hôteliers autorisés par le gouvernement.

Partie II :

Etude de l'activité de l'écotourisme sur la Province de Luang Prabang

Introduction Partie II

L'écotourisme ambitionne à la fois au développement des communautés locales et à la conservation des patrimoines culturels et naturels ; il pourrait alors être considéré comme un concept vertueux permettant aux PED, comme le Laos, de répondre aux enjeux auxquels ils sont confrontés, dans leur grande majorité. Ces pays en pleine transition économique et face à un développement fortement accéléré, sont victimes d'une modernisation qui, suite à la multiplication des échanges, est aujourd'hui ressentie même dans les zones les plus reculées. Le Laos en est la preuve, les stratégies de développement de milieux ruraux impliquent de fortes transformations économiques et sociales pour les populations qui les habitent, ayant un impact sur leur patrimoine et leur identité culturelle. De plus les mesures de protection de l'environnement ont induit de profonds changements aux populations minoritaires vivant en autosubsistance. Les politiques conversationnistes, destinées à préserver les espaces naturels ont rendu, leurs modes de vie plus difficiles nécessitant de trouver des alternatives. L'écotourisme qui viserait à la préservation de l'environnement tout en impliquant les communautés locales se présenterait comme une solution efficace permettant de répondre aux conflits entre autorités, communautés et environnement.

Cependant la mise en place de projets d'écotourisme en PED est en général engagée, soutenue et financée par l'aide étrangère. La multitude d'acteurs impliqués dans les projets tendrait à réduire l'efficacité de l'écotourisme pour atteindre ses objectifs. Ne disposant toujours pas de définition officielle, le concept serait alors face à une multitude d'interprétations. L'un des obstacles au développement d'une définition commune est *«la nature intrinsèque de l'écotourisme, en tant que phénomène complexe, interdisciplinaire et multisectoriel»* (Ceballos-Lascuráin, 2002). Les acteurs auraient alors tendance à privilégier leurs propres orientations au lieu de collaborer sur les principaux problèmes et y remédier plus rapidement. Tant qu'il n'existera pas une entente entre tous les acteurs du tourisme, il sera difficile de mettre en place des projets écotouristiques économiquement viables et, par conséquent, ceux qui réussiront à s'implanter ne pourront se développer que très lentement.

Par ailleurs si l'écotourisme est présenté comme un concept vertueux, il s'avère qu'il n'a pas toujours pu montrer des résultats positifs, toutes les formes de tourisms combinent impacts positifs et négatifs sur les milieux dans lesquels elles s'implantent. Cependant l'optimisation des effets positifs et la minimisation des impacts négatifs dépendent fortement de la capacité des acteurs à collaborer entre eux.

Nous avons pu constater, grâce au chapitre précédent, qu'au Laos les bénéfices attribués à l'écotourisme ne sont pas automatiques et que ce modèle est confronté à certaines limites remettant fortement en question son efficacité. Ainsi, au cours de cette seconde partie, sera présenté l'ensemble des recherches effectuées sur le concept de l'écotourisme afin de mieux identifier ses bénéfices et possibles impacts et développer des hypothèses adaptées. Le premier chapitre résume ce travail de recherche jusqu'à l'élaboration des hypothèses. Le second chapitre se concentre ensuite sur la présentation du terrain d'étude et des considérations méthodologiques. Enfin le troisième chapitre permettra d'étudier plus en détail les différentes zones touristiques identifiées dans la province et fera une comparaison des différents modèles d'organisation touristique observés.

Chapitre 1 : Questionner l'écotourisme et sa capacité à améliorer le bien-être des communautés

Concept dangereusement vague et qui ne fait toujours pas consensus, l'écotourisme englobe un nombre important de pratiques ayant des degrés de responsabilité différents. En conséquence, cette situation mène à plusieurs désaccords entre les collaborateurs de l'activité. Les recherches exploratoires sur le sujet nous mènent à deux hypothèses principales ; premièrement la diversité des acteurs impliqués dans l'activité écotouristique peut freiner sa capacité à répondre à son double objectif de développement-conservation ; deuxièmement la coopération des acteurs dans le développement des circuits d'écotourisme implique des enjeux sociaux et économiques pour les communautés.

1. Une efficacité qui dépend fortement de la coopération des acteurs

1.1. L'écotourisme un outil garantissant à la fois développement et conservation

1.1.1. Liens entre communautés locales et aires protégées

Les problématiques telles que la pollution, la dégradation des écosystèmes, la perte d'habitats, la diminution de la biodiversité ou encore l'érosion poussent les nouvelles politiques de développement à s'orienter sur la gestion de l'environnement. La montée de la conscience environnementale planétaire et la nécessité d'une gestion plus contrôlée des ressources transforme les priorités de l'aide et les domaines d'intervention. Un certain nombre d'espaces fut alors considérés comme constitués d'écosystèmes rares et fragiles justifiant que des mesures de protection leur soient attribuées. Le nombre d'aires protégées en PED se multiplient, mais les programmes de conservation se confrontent rapidement à des difficultés de financement d'une part et à des problématiques de gestion du territoire d'autre part.

Il s'avère que nombres de ces zones protégées, sont habitées depuis des milliers d'années par des populations autochtones ou vivant en autosubsistance grâce aux ressources qu'offrent ces espaces. La création d'aires protégées a irrémédiablement donné lieu à des conflits entre gouvernement et communautés. Souvent stigmatisées pour leur mode de vie et leur exploitation des terres qualifiée de non durable (chasse, cueillette,

technique agricole de défriche brûlis) ces communautés se sont vu dans certains cas obligées de quitter leurs terres ancestrales suite à la mise en place d'une restriction d'accès aux ressources forestières. Elles ont été parfois déplacées et relocalisées, parfois disloquées, provoquant un déclin des étendues forestières encore plus vaste. Par ailleurs, la réintroduction d'espèces a également causé des dommages aux récoltes des communautés et l'installation de poste de contrôle et de surveillance a généré des problèmes d'abus de pouvoir. A cela s'ajoute une réduction des financements destinés aux aires protégées des PED (Norris, 1992, p. 33-34) qui poussent les gouvernements à développer de nouveaux mécanismes de financement à long terme (Vaughan, 2000, p. 283-297).

1.1.2. L'écotourisme un outil permettant de relever les défis des aires protégées

Ainsi cette approche de « conservation de la forteresse » a engendré une multitude de problèmes territoriaux. En réaction à l'échec de l'approche protectionniste, un changement de paradigme en matière de conservation appelé « approche de conservation » ou « approche centrée sur les personnes » a eu lieu (Ounmany, 2015, p. 12). Des projets intégrés de conservation et de développement ou de gestion communautaire des ressources naturelles ont été introduits dans les années 1980 par le *World Wide Fund for Nature* (WWF), afin que les communautés puissent bénéficier de la conservation plutôt que d'en supporter les coûts. En outre, dans une optique de justification des dépenses publiques et d'augmentation du rapport coûts / bénéfices associé à la conservation, le besoin des aires protégées de justifier leur viabilité financière pousse également les gouvernements à examiner la possibilité d'instaurer de nouveaux types d'activité. L'écotourisme permettrait de répondre aux défis des spécialistes de la conservation en PED, d'implantation de stratégies permettant de protéger les milieux naturels dans les régions dominées par la pauvreté et caractérisée par une forte richesse biologique.

1.1.3. Une activité qui génère des avantages et des inconvénients

L'écotourisme gagne ainsi en popularité, il se présenterait comme une issue viable permettant de répondre aux différents problèmes sociaux et environnementaux. L'activité touristique permettrait de rentabiliser les dépenses publiques et de réduire les tensions entre communautés et autorités. Les opportunités économiques et sociales offertes par cette activité permettraient un développement des communautés et serait par ce moyen incitatif à

la conservation. L'activité stimulerait le développement des industries locales, générant des opportunités d'emploi pour les résidents, elle conduirait à l'amélioration des biens publics tels que l'éducation, les soins de santé et autres services. Cette activité génératrice de nombreux avantages et basée sur les ressources naturelles devrait contribuer à une éducation environnementale de communautés, en agissant sous la forme d'un cercle vertueux. Contrairement au tourisme de masse, dont la majeure partie des profits retourne dans les pays développés, l'écotourisme doit voir ses infrastructures être la propriété de membres de la population locale et ses revenus leur être redistribués. Toutefois, toutes les formes de tourisme génèrent des impacts positifs et négatifs sur les destinations d'accueil, si certains font valoir que l'écotourisme produit des impacts moins négatifs par rapport à d'autres formes de tourisme, un certain nombre d'études indiquent que l'écotourisme génère des avantages et des inconvénients. Au niveau économique, certains spécialistes suggèrent que l'écotourisme ne crée que des emplois non qualifiés et peu rémunérés pour les habitants de la localité et que les bénéfices qui reviennent à la communauté seraient limités. Au niveau socioculturel, l'écotourisme serait la source de possibles incidences diverses comme la perte d'organisations communautaires, l'acculturation, l'alcoolisme, la criminalité, la toxicomanie et la prostitution. Dans certains cas, le développement de l'écotourisme facilite l'accaparement des terres, en particulier dans les régions moins développées (Zoomers, 2010, p. 429-447).

1.2. Gouvernance et collaboration des parties prenantes

1.2.1. Des projets qui rassemblent une multitude d'agences de développement

Le développement de l'activité et souvent confronté à une problématique récurrente, la plupart des projets écotouristiques étant situés dans des aires protégées en PED ils se retrouvent souvent face à un manque de ressources financières et humaines. Ces projets nécessitent par ailleurs un certain nombre de compétences en analyse territoriale, montage de projet, planification qui ne sont pas toujours disponibles dans les PED. De nombreux projets ont alors recours à une collaboration avec des organismes publics extérieurs ou privés, des ONG ou organisations multilatérales. En fait, l'écotourisme est né des initiatives d'ONG internationales. Ces agences de développement peuvent être l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (IUCN), la *Nature Conservancy*, la *Wildlife Conservation Society* (WCS), Conservation International, le Sierra Club, WWF... Le rôle

principal de ces agences de développement est de fournir un soutien financier et technique. Les projets d'écotourisme sont donc parfois menés à rencontrer les mêmes limites que l'ensemble des projets communautaires soutenus par l'aide au développement : ingérence étrangère, dépendance, inégalités, manque de coordination...

Tout d'abord les agences étrangères doivent travailler en coopération avec les instances nationales contrôlant le foncier, les relations entre ces deux acteurs, poussés par des motivations parfois opposées, peuvent fortement limiter le bon développement des divers projets. Dans le cas du Laos, par exemple, il semble que les organisations internationales ne soient pas toujours en accord avec les stratégies de l'Etat qui a tendance à favoriser le développement et la modernisation au détriment de la conservation.

Ensuite il est possible que la gouvernance de certains projets soit partagée par plusieurs organisations publiques et ONG. La multiplication des acteurs dans les rouages de décisions favorise également les désaccords, la décentralisation des responsabilités et la fragmentation des processus de gestion. Il s'avère possible dans certains cas que cela puisse mener à un éparpillement des ressources financières grevant les budgets alloués aux acteurs locaux et communautés. Halpenny (2001, p. 479-496) a classé les organisations liées à l'écotourisme en trois groupes, ces organisations opèrent à trois niveaux: international, national et régional, régional et local.

Tableau 1 : Classement des organisations de l'aide au développement

Organisations gouvernementales	ONG membres	ONG non-membres
-International ONU, UNESCO, OMT	-International Tourism Concern, International Ecotourism Society	-International WCS, WWF, The Nature Conservancy
-National MICT, GIZ, NZAID	-National Acteur du Tourisme Durable Agir pour un Tourisme Responsable	-National Ligue de protection des oiseaux, Société Nationale de Protection de la Nature
-Régional et local DPICT	-Régional et local Tetraktys ¹⁶	-Régional et local France nature environnement Auvergne-Rhône-Alpes

Source : *Adapté de Halpenny, 2001, p. 781*

Kennedy et Dornan (2009, p. 183-200) examinent le rôle des organisations liées à l'écotourisme, ils ont classé les ONG en trois catégories, à savoir l'éducation et le plaidoyer, les organisations de tourisme volontaire et les agences de voyage avec des fondations. Les ONG d'éducation et de plaidoyer aident les PED en construisant des programmes de formation, des consultations, des recherches et des certifications pour le tourisme durable et l'écotourisme. Cela implique que ces ONG jouent un rôle actif dans l'optimisation des produits d'écotourisme et le maintien de normes de qualité. Les organisations de tourisme volontaire, par exemple *Global Volunteer*, *Cross Cultural Solutions*, encouragent l'apprentissage interculturel entre les participants et les communautés hôtes. Les fondations financent des projets ou ont pour rôle de monter des projets durables.

Au niveau local cette multiplicité des acteurs en jeu se traduit par différents impacts : directives non adaptées aux réalités du terrain, conflits d'usage, manque de rentabilité, projets non durables, prise de contrôle de l'activité par des forces extérieures, partage inégal des bénéfices...

¹⁶ Tetraktys-association. *Association d'intérêt général | solidarité internationale [en ligne]*, Disponible sur <http://tetraktys-association.org/lassociation/> (Consulté le 03-05-2019).

1.2.2. Un manque de rentabilité

La décentralisation des pouvoirs de décision résultante d'une diversité toujours plus importante d'instances internationales qui s'impliquent dans l'activité écotouristique, constitue une limite au niveau local au bon fonctionnement des projets. Les conséquences sont diverses, premièrement les acteurs locaux se plaignent parfois de conditions d'application ou de restrictions qui ne correspondent pas aux réalités du terrain. Un acteur local de l'activité touristique dans la Province de Luang Prabang cite par exemple :

« En terme d'applicabilité, les ONG interdisent strictement le travail des mineurs. Mais quand un villageois ramène son fils au travail pour qu'il participe et qu'il argumente ceci en disant que c'est pour lui un moyen de le surveiller et d'éviter qu'il soit influencé par les menaces extérieurs, trafic, drogue, délinquance. C'est une situation délicate à gérer et les ONG n'y apportent pas forcément de réponses... » (M. X, entretien acteur économique n°1, 3/05/2019, Luang Prabang)

D'autre part l'écotourisme reste une activité de niche et une filière récente. C'est un secteur peu lucratif car limité, comprenant majoritairement des petites entreprises, même lorsqu'elles présentent une réussite économique, elles peuvent difficilement s'agrandir au risque de basculer dans un tourisme de masse. Certains chercheurs pensent même que l'écotourisme joue un rôle d'éclaireur, localisant les sites naturels exceptionnels comme site écotouristique, qui se laissent envahir, par la suite, par le tourisme de masse. Ce phénomène commence tout juste à menacer le Laos, notamment sur la zone de Vang Vieng non loin de la capitale où l'écotourisme a laissé place à une manne touristique assez peu responsable (Roche, Paille, Mottet, 2011, p. 5). Peu compétitif, l'écotourisme, s'inscrit rarement de façon directe dans une logique de marché à court terme et peine parfois à remplir ses objectifs. Certaines initiatives dans l'aire protégée de Nam Ha (Province de Luang Namtha) en sont la preuve, bien que prometteuses, elles ont finalement cessé leurs activités comme le célèbre projet Akha Experience par exemple (Roche, Paille, Mottet, 2011, p. 10).

La difficulté d'obtenir des statistiques qui permettraient d'évaluer la capacité d'un projet écotouristique à se maintenir dans le temps serait un obstacle. Les investisseurs nécessitent des chiffres fiables pour évaluer les coûts, les besoins en logistique et le

nombre prévu de visiteurs, la pénurie d'informations pertinentes explique qu'ils prennent parfois de mauvaises décisions (Denais, 2007, p. 34). De plus, l'activité serait facilement instable et dépendante d'une clientèle aléatoire, très influencée par les médias, qui change de comportement plus rapidement que dans toute autre industrie en fonction de facteurs politiques, économiques ou environnementaux.

1.2.3. Des conflits d'usage des terres

Ce manque de durabilité a d'autres incidences, l'activité serait fortement concurrencée par d'autres marchés plus lucratifs pour les communautés, comme l'agriculture commerciale ou l'exploitation des sols (Schipani, 2007, p. 194-230). Au Laos un nombre conséquent de villageois travaillent dans les plantations d'hévéa, l'exploitation minière ou même la construction de barrages. Cette concurrence se traduirait également par des conflits d'usage du sol. Les activités écotouristiques ont besoin d'un cadre naturel considéré comme attractif par les touristes et le maintien de massifs forestiers demeure crucial (Roche, Paille et al. 2016, p. 10). Or les plantations d'hévéa au Laos exercent une pression sur les espaces forestiers et constituent une menace pour l'écotourisme. Plus rentable économiquement, ce marché bénéficie d'un appui officiel qui rend le conflit d'usage particulièrement déséquilibré (Roche, Paille et al. 2016, p. 10)

2. Impacts socioéconomiques pour les communautés

2.1. Impacts économiques de l'activité

2.1.1. Prise de contrôle de l'activité par des agents extérieurs

La réduction des impacts négatifs de cette activité et le renforcement de ces bénéfices dépend fortement des réponses locales apportées. Dans les différents travaux de recherche sur le tourisme l'une des tendances est de considérer les communautés comme passives plutôt qu'actives dans le processus touristique (Wood, 1993, p. 56). Le contrôle de l'industrie touristique serait détenu par des agents extérieurs tels que le gouvernement (Harrison, 2003, p. 128) ou des entreprises privées (Harrison, 2003, p. 68). Ces groupes extérieurs à la communauté réussiraient à s'infiltrer et à développer une emprise sur l'industrie locale : *«L'un des problèmes est la tendance inquiétante des agences, qui agissent généralement au sein de l'élite locale, à contrôler le processus de développement en leur faveur.»* (Nash, 1996, p. 26).

«[...] Des études dans d'autres régions ont montré qu'un début de développement touristique endogène est souvent suivi par la pénétration de puissants intérêts économiques extérieurs qui ont l'initiative et les moyens de développer une industrie touristique intensive. » (Cohen, 1996, p. 143).

Ainsi certaines entreprises écotouristiques pourraient utiliser ce terme à des fins publicitaires pour atteindre leur objectif de « *green washing* ». Honey (2008) a classé l'écotourisme en deux types, à savoir « écotourisme authentique » et « écotourisme limité ». Le premier implique l'application des principes de l'écotourisme avec des sous-secteurs du tourisme tels qu'une unité d'hébergement, un TO, une zone protégée, etc., tandis que le second évoque l'abus du terme sans changements fondamentaux par rapport à l'industrie touristique traditionnelle.

2.1.2. Inégalités du partage des coûts et bénéfices

Il a également été observé lors de plusieurs études que l'écotourisme peut fortement augmenter les inégalités suite à un partage des coûts et des bénéfices qui serait inéquitable. He et al. (2008, p. 1017-1025) examinent la répartition des avantages économiques découlant de l'écotourisme dans la réserve naturelle de Wolong pour les pandas géants, en Chine. L'étude indique que l'avantage est inégalement réparti entre les parties prenantes. Il existe deux niveaux d'inégalité: l'inégalité entre les habitants des zones rurales et les acteurs externes. La répartition des avantages et des charges dépend également de la dimension spatiale. Il semble que les citadins sont en mesure de tirer plus d'avantages que les résidents des régions éloignées. Au sein même des sites touristiques, les résidents vivant à proximité des principales attractions ou à l'entrée des parcs auront probablement plus d'avantages que les autres. Dans certains cas, les femmes ont été exclues du développement du tourisme; ce qui par conséquent, créer des inégalités entre les sexes.

2.2. Impacts sociaux de l'activité

2.2.1. Marchandisation de la culture locale

L'un des impacts culturels majeurs de l'écotourisme est la marchandisation de la culture locale et a parfois conduit à une grave violation des droits de l'homme (Hemingway, 2004, p. 275-304) comme ce fut le cas à Paduang, dans le nord de la Thaïlande. En 1996, un

homme d'affaires thaïlandais a procédé à l'exploitation de 34 femmes Karen. Les femmes ont été retenues dans un «village touristique» sans accès aux infrastructures d'éducation et de santé. Elles étaient connues pour l'empilage d'anneaux de cuivre qui allonge leur cou et leur mode de vie traditionnel, qui attirent l'attention des visiteurs. Les visiteurs devaient payer 4 £ chacun pour voir les femmes, ce que des reporters internationaux ont décrits comme « un zoo humain »¹⁷.

Même si ce dernier cas est extrême, les relations entre touristes et hôtes sont au cœur d'un système impliquant souvent une relation interculturelle caractérisée par une différence de statut puisque l'un est au travail et l'autre est en période de loisir (Nash, 1981, p. 462). Nash envisage le tourisme en tant que processus. Ce processus débute par l'émergence de touristes au sein de leur propre société, qui se poursuit par leurs déplacements vers une destination quelconque où ils entreront en contact avec la population locale porteuse d'une autre culture. Résultant de concessions mutuelles, cette rencontre affectera le touriste et l'hôte impliqués ainsi que leurs sociétés respectives. Ainsi 3 perspectives générales sont mises en évidence lorsqu'il est question de tourisme : le touriste et sa culture, le visité et sa culture et les transactions entre ces deux parties (Michaud, 2001, p. 18).

2.2.2. Sociétés traditionnelles, perception de l'authenticité et théâtralisation

Dans le cadre du tourisme communautaire, l'opposition entre sociétés modernes et sociétés traditionnelles est largement employée. La vision occidentale a tendance à s'approprier une image des sociétés dites traditionnelles, qui par leur isolement auraient échappé à l'influence de la modernité et auraient ainsi pu conserver leurs traditions et rythme de vie originel. Néanmoins cette tendance à envisager la culture et la tradition comme statiques peut mener à un manque de compréhension global et influencer des actions et projets inadéquates aux réalités du terrain. L'idée d'une culture « intacte » s'avère être une vision occidentale romantique : *«Ces questions trahissent un ethnocentrisme et un romantisme occidentaux, dans leur désir de «préserver» les cultures. On présume simplement qu'il vaut mieux préserver les formes culturelles que de les changer »* (Wood, 1980, p. 564). Malgré les idées préconçues émises sur les sociétés traditionnelles, la culture et la tradition sont intégrées dans des processus dynamiques en

¹⁷ Chiang Mai News. *Les Femmes Girafes Padaung Karen* [en ligne] Disponible sur <http://www.chiangmai-news.com/femmes-girafes/> (Consulté le 12-08-2019).

permanente évolution : *«Ce qui est défini comme culture traditionnelle, à la fois dans le passé et le présent, est constamment reformulé»* (Wood, 1993, p. 58).

La vision commune qui oppose sociétés traditionnelles aux sociétés modernes aurait par ailleurs nourri un désir d'authenticité. La modernité jugée comme instable et superficielle, dénuée de toutes ses valeurs traditionnelles et culturelles, serait considérée comme inauthentique poussant l'être moderne à mener une quête d'authenticité. Cette perception le mènerait à rechercher une forme de pureté intacte, encore présent dans certaines régions du monde. Le touriste serait alors motivé par cette quête d'authenticité qu'il pourrait achever hors de la vie inauthentique qui caractérise le quotidien. Cette quête va progressivement pousser le touriste à associer les sociétés dites traditionnelles à l'image qu'il se fait de l'authenticité. MacCannell suggère donc le concept de *«staged authenticity»* traduit par *« authenticité mise en scène »*. Ce concept se présente comme une analogie entre l'avant et l'arrière scène. Le touriste en quête d'authenticité tente de pénétrer l'arrière scène de l'endroit visité (le lieu où se situe l'authenticité), mais il s'avère qu'à l'avant-scène tout est mis en place pour donner l'impression que l'arrière a été pénétré. *« Les touristes font de brèves sorties depuis leur hôtel, espérant peut être, avoir une expérience authentique, mais leurs sorties peuvent être tracées à l'avance, par des petits arrangements et ce qu'est pour eux une apparente authenticité est offerte par des attractions touristiques.»* (MacCannell, 1973, p. 602). Dans cette quête de différence culturelle, que le touriste perçoit comme exotique et authentique, il sera continuellement à la recherche de sentiers inexplorés.

2.2.3. L'imaginaire touristique et l'exotisme ethnique

La mise en scène des communautés afin de répondre au mieux à cette demande touristique en quête d'authenticité peut en retour et de façon progressive transformer partiellement les communautés en produits touristiques. L'imaginaire touristique de ces communautés est réinterprété par celles-ci qui vont peu à peu modifier leur quotidien afin qu'il soit plus conforme aux attentes des touristes. Le tourisme communautaire intègre non seulement la relation interethnique mais aussi la recherche d'exotisme ethnique. Pour Van den Berghe l'acteur local devient, lorsqu'il entre en contact avec le touriste et qu'il en modifie le comportement, le *« tourré »*. *« En tant qu'objet de curiosité, le «tourré» est exposé, qu'il le veuille ou non; il doit se mettre en scène. »* (1994, p. 9). Pour évoquer ce phénomène de *« folklorisation »*, Sylvie Brunel parle de *« disneylandisation »*, la

mondialisation touristique tendrait à transformer le monde en un gigantesque parc d'attraction pour les touristes. La « *disneylandisation* » s'apparente à la transformation des sociétés et des cultures locales, par la présence de touristes et pour répondre à leurs attentes, elle peut aussi être une muséification en ce qu'elle fige les paysages et pratiques afin de correspondre aux représentations attribuées à un espace ou à une population (Brunel, 2012, p. 1-7).

Toutefois selon certains chercheurs, le tourisme est profitable pour une communauté puisque cette activité lui permet de préserver sa culture ou son identité dans un contexte où l'assimilation est une menace. Par exemple, les travaux de Michel Picard sur le tourisme au sein de la société balinaise présentent le tourisme comme une opportunité pour la communauté balinaise de conserver sa culture et sa religion face à la diffusion agressive de la culture javanaise. Michel Picard évoque « *la touristification* » comme processus par lequel une société devient un produit touristique. Au lieu d'évoquer les impacts du tourisme sur une société, approche qui : « [...] réduirait le milieu récepteur à n'être que le lieu d'application venues d'ailleurs [...] » (2001, p. 119), Picard propose d'appréhender les sociétés locales comme des agents actifs plutôt que passifs dans le processus touristique. Elles sont en mesure de construire les représentations de leur culture destinées aux touristes, et ces représentations sont : « *fondées à la fois sur leurs propres systèmes de références et sur leur interprétation du désir des touristes* » (2001, p. 120). Pour Picard il s'agit de comprendre le tourisme dans une perspective dynamique plutôt qu'en considérant le tourisme d'un côté comme facteur externe et de l'autre, les communautés locales. Elles seraient donc en mesure de mettre en place des stratégies qui leurs sont propres face à la rencontre du tourisme. Ainsi les réponses locales apportées au développement de l'industrie du tourisme sont extrêmement diverses et varient en fonction des contextes socioculturels. Si dans certains cas les populations hôtes sont progressivement écartées pour devenir des agents passifs dans d'autres cas celles-ci se retrouvent bien au contrôle du tourisme, ou si la main mise leur échappe, arrivent tout de même à profiter de cette industrie économique.

2.3. Des conditions requises à la durabilité des projets d'écotourisme

2.3.1. Complémentarité et diversification de l'activité

Premièrement, afin d'augmenter les chances de réussite d'un projet, il est nécessaire de proposer des attractions variées, plus l'offre d'activités sera concrète et variée plus les touristes resteront longtemps sur les lieux et plus ils seront susceptibles de revenir. Ensuite le caractère saisonnier de l'activité peut amener une économie de dépendance si l'écotourisme n'est pas utilisé comme un tremplin pour générer d'autres activités économiques à même de fonctionner hors des périodes d'affluence touristique (Denais, 2007, p. 31). L'écotourisme ne permet pas de se substituer aux activités déjà présentes il ne peut constituer qu'un élément d'appoint et doit toujours être rattaché à d'autres activités économiques. Dans un autre cadre, il apparaît aussi important de multiplier les activités pour les communautés afin de leur apporter toutes les chances de capitaliser sur toutes les ressources possibles et de gagner en indépendance. De même, il sera important de donner un rôle à chaque membre de la communauté afin que tous puissent profiter des ressources équitablement et que l'intégration d'une économie ne soit pas la source de nouvelles marginalisations et inégalités.

2.3.2. L'implication des communautés locales

Les communautés locales doivent être impliquées dès les premières étapes de la planification du tourisme afin d'en atténuer les effets négatifs. Les connaissances, les expériences et la compréhension des communautés locales constituent le fondement de la gestion des impacts socioculturels. De plus, la participation permet aux communautés locales d'avoir un plus grand contrôle et de tirer un meilleur profit du tourisme. Il a été suggéré que les aspects socioculturels suivants : impacts sur la structure de la population ; transformation des types de professions et des valeurs ; influence sur le mode de vie traditionnel et modification des modes de consommation soient pris en compte lors de la planification de l'écotourisme. L'un des principaux défis est la perte de recettes touristiques pour les économies locales due au manque de participation de la population locale. En outre, le faible niveau d'éducation et le manque de capital financier pour l'investissement constituent les principaux obstacles à une participation effective aux avantages du tourisme. Comme pour d'autres formes de planification du développement, la planification de l'écotourisme constitue deux approches principales, à savoir un système de planification

officiel ou «*approche descendante*» et une planification participative ou «*approche ascendante*». La première vise à surmonter les obstacles physiques et pratiques pour apporter des avantages économiques aux populations locales, tandis que la seconde se concentre sur les impacts naturels du développement de l'écotourisme (Ounmany, 2015, p. 22). Un certain nombre de recherches indiquent que la participation de la population locale à la planification et à la gestion de l'écotourisme fait toujours défaut (Tosun, 2000, p. 613-633). Selon Garrod (2003, p. 33-53), les populations locales ont été considérées comme des bénéficiaires plutôt que comme des partenaires essentiels pour atteindre les objectifs de développement.

Par ailleurs, la participation locale doit être associée à l'autonomisation. Scheyvens (1999, p. 245-249) propose quatre dimensions d'autonomisation locale, à savoir l'autonomisation économique, l'autonomisation psychologique, l'autonomisation politique et l'autonomisation sociale. L'autonomisation économique implique que les populations locales obtiennent des avantages économiques par le biais de l'emploi et que les revenus soient répartis équitablement dans les communautés. L'émancipation psychologique apparaît lorsque le développement de l'écotourisme entraîne une augmentation de l'estime de soi chez les membres de la communauté, ce qui stimule la nécessité de s'améliorer. L'émancipation sociale fait référence au développement, à l'intégrité sociale et à la solidarité (éducation, santé publique et autres services sociaux...). Lorsque les communautés locales participent activement à la prise des décisions elles ont un pouvoir politique. Néanmoins, si l'écotourisme n'est pas planifié correctement, le développement pourrait avoir des conséquences négatives telles que des inégalités «*désempowerment économique*», des frustrations «*désempowerment psychologique*», des conflits «*désempowerment social*» et une autocratie «*désempowerment politique*» (Ounmany, 2015, p. 22).

Ce chapitre apporte plus d'informations sur le champ d'étude dans l'objectif de ressortir les possibles incidences observées dans le cadre des projets de développement écotouristique. Cette recherche a rendu possible la construction d'hypothèses et relève différents risques socioéconomiques liés à la pratique de l'écotourisme. Ces risques identifiés sont à considérer par les autorités gouvernementales et les organismes internationaux d'aide au développement dans leur gouvernance du territoire et des projets. Par ailleurs, ce chapitre se conclut en expliquant que les opportunités offertes par l'écotourisme dépendent fortement d'une diversification de l'offre et d'une implication forte des communautés locales.

Chapitre 2 : La Province de Luang Prabang, une destination qui mise sur son potentiel écotouristique

Après la précédente présentation du cadre théorique et du contexte dans lequel s'effectue cette mission de stage, ce chapitre introduit le terrain d'application. Il expose également le déroulement du stage et la méthodologie avec les différentes méthodes de collecte de données utilisées. Aux entretiens exploratoires et semi-directifs s'ajoute une observation participante qui a fortement contribué sur le terrain au travail d'analyse.

1. Considérations Méthodologiques

1.1. Choix du terrain et populations à l'étude

1.1.1. La zone d'étude : Province de Luang Prabang

La province de Luang Prabang s'avère être l'une des destinations majeures du pays, avec plus de 576 000 visites en 2018 elle comptabilise l'un des plus haut taux de fréquentation touristique avec la province de Savannaket. Elle dispose de 114 sites naturels, 77 sites culturels et 33 sites historiques (DDT, 2018, p. 33). Elle offre donc de nombreuses opportunités pour le développement de l'écotourisme, divers TO proposent des circuits de trekkings, vélo, kayak en incluant des nuits chez l'habitant, c'est-à-dire dans les différents villages de la province. Son territoire est dominé par des montagnes et rivières et elle abrite également un grand nombre de minorités ethniques qui ont conservé leurs modes de vie. Elle présente également l'une de plus haute croissance touristique. Alors que le Laos observe une baisse de sa fréquentation touristique depuis 2015, la fréquentation touristique de la province de Luang Prabang a augmenté de 52% depuis 2014 (DDT, 2018, p. 33). D'autre part avec son statut de site classé au patrimoine mondial, la ville de Luang Prabang est devenue une plaque tournante du tourisme dans le nord et s'est développée comme un site durable, naturel, culturel et historique. La ville a connu une forte augmentation du nombre d'arrivées de touristes internationaux après son inscription sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO en 1995. Un aéroport international, ou des vols directs en provenance des pays voisins en particulier la Thaïlande ont été exploités. Capitale historique de l'ancien royaume de Lane Xang. Les arrivées totales à Luang

Prabang ont représenté 6,3% des arrivées de visiteurs internationaux jusqu'en 2014, atteignant 7,6% en 2015 et 9,5% en 2016. Luang Prabang est désormais la troisième province la plus visitée par les voyageurs étrangers en 2016 après Vientiane et Savannakhet (Tarrieux, 2018, p. 1).

1.1.2. Déroulement du stage

Afin de se familiariser avec le sujet, une première période des recherches exploratoires a été effectuée au sein de l'UMR GRED pendant un mois et demi. Ce travail consistait à se renseigner sur l'axe thématique et ses enjeux, c'est-à-dire sur le champ de l'écotourisme et l'ensemble des dynamiques qui l'entoure. L'objectif était également d'identifier les études ayant été faites auparavant sur le sujet permettant de mieux cerner les potentiels de développement de l'activité mais également ses impacts environnementaux, sociaux et économiques. L'étude portant sur les enjeux d'amélioration des conditions de vie des minorités ethniques, un travail de recherche axé sur la relation écotourisme – communautés locales était également nécessaire. D'autre part cette période a également servi à se familiariser au terrain en élaborant une première phase de contextualisation du sujet. Ce travail a permis de mieux évaluer le rôle que joue l'écotourisme au sein des stratégies d'intégration au Laos. Par ailleurs des entretiens exploratoires avec des chercheurs et universitaires ont été menés. Au terme de cette période exploratoire une problématique et des hypothèses ont été définies. Des axes méthodologiques et outils d'analyses ont été pensés pour vérifier les hypothèses. Cette phase exploratoire a aussi constitué à établir les premiers questionnaires et grilles d'entretien.

Une période de terrain de trois mois a ensuite été réalisée au cours de laquelle plusieurs phases se sont succédées. Les deux premières semaines passées à Vientiane ont servi à mener d'autres entretiens exploratoires permettant d'interroger divers acteurs liés à l'activité, responsables de TO, prestataires d'activité, chercheurs, professeurs, agences d'aide au développement. Le reste du stage s'est déroulée dans la Province de Luang Prabang avec une première phase de balisage afin de mieux cerner les principaux sites touristiques et la fréquentation. Un travail de prospection a ensuite été effectué pour identifier les différents acteurs locaux. Une prise de contact a été engagée et les acteurs économiques ont été les premiers interrogés. Elle nous a permis de construire des relations et d'accéder progressivement aux autres acteurs. Elle nous a également permis de participer à des circuits organisés nous permettant d'observer les touristes au cours de

l'expérience et plus précisément leurs comportements une fois arrivés dans les villages, lorsqu'ils étaient hébergés chez l'habitant. Ceci a été l'occasion d'étudier les relations construites et entretenues entre touristes et communautés et de mesurer également la valeur et l'intensité de l'échange.

Grâce aux contacts avec les acteurs économiques et en particulier un TO. Nous avons ensuite eu l'opportunité de nous rendre sur le terrain au sein des villages avec lesquels il travaillait. N'ayant pas de traducteurs, le responsable de la coordination avec l'ensemble des villages s'est mobilisé pour assumer ce rôle. Nous avons ensuite été invitée à rejoindre les membres de l'équipe du TO dans le cadre de leurs missions au sein des villages. Cette occasion a constitué un outil fort utile nous permettant d'accompagner nos entretiens d'une observation participante et de comparer les données obtenues des deux méthodes. Cela nous a aussi permis d'en apprendre plus sur les processus de collaboration entre acteurs locaux de l'activité et communautés et de mieux évaluer le niveau d'implication de ces dernières. Ces relations nous ont aussi permis d'interroger des guides et d'en savoir plus sur la façon dont sont présentées et introduites les communautés. Comme évoqué plus haut la prise de contact avec les acteurs institutionnels s'est faite dans un second temps. Divers acteurs de l'aide au développement ont également été interrogés ainsi que plusieurs touristes. Ce travail s'accompagne, par ailleurs, d'une observation sur les différents sites touristiques et dans plusieurs villages afin de mieux comprendre comment les communautés locales sont intégrées à l'activité et quels bénéfices elles en retirent. Tel qu'il a été exposé dans la première partie, des axes méthodologiques ont été déterminés avant la période de terrain, mais c'est sur le terrain qu'elle a été finalisée en l'adaptant aux différentes situations consécutives aux rencontres occasionnelles et aux entretiens exploratoires. Une nouvelle période d'un mois et demi au sein de l'UMR GRED a ensuite été consacré à l'analyse des données et à la rédaction du rapport.

1.2. Collecte de données et méthodes d'analyse

1.2.1. Exploration du sujet et méthodologie utilisée

Ainsi la recherche se décompose en différentes phases et divers outils d'analyse ont été utilisés :

- Une phase exploratoire composée d'une recherche bibliographique, d'entretiens exploratoires permettant une élaboration de la problématique, des hypothèses et des objectifs de recherche, d'une réflexion sur les outils méthodologiques et de la construction des premiers questionnaires.
- Une mission de terrain où plusieurs outils ont été employés :
 - Une enquête préliminaire destinée à :
 - Identifier les sites touristiques de la province et repérer les zones pertinentes pour la phase d'observation
 - Etablir une cartographie des acteurs afin de repérer les cibles à interroger

Tableau 2 : Cartographie des acteurs

Catégories	Acteurs
Acteurs économiques	TO, prestataires d'activité, ecolodge, chambres d'hôtes, restaurants...
Acteurs de l'aide au développement	Organisations publiques et gouvernementales, ONG membres, ONG non membres...
Acteurs institutionnels	Maison du Patrimoine, DPICT, Département de l'Agriculture et des forêts, Office du Tourisme ...
Acteurs socio-professionnels	Guides employés, guides indépendants, agents de coordination, responsables de musée...

Source : Carine Druot

- Une enquête qualitative composée de deux méthodes d'analyse
 - Des entretiens semi-directifs avec 3 groupes distincts
 - Acteurs pour chaque catégorie identifiée
 - Touristes

- Chefs de villages et villageois
- Une observation participante ayant divers objectifs
 - Identifier quelles sont les différentes formes prise par l'activité écotouristique dans la province
 - Observer les comportements touristiques lors de la mise en contact touristes –communautés
 - Evaluer les impacts de la fréquentation touristique sur les communautés
- Une enquête quantitative sous la forme d'entretiens avec 37 touristes

1.2.2. Les entretiens exploratoires et semi-directifs

Les entretiens exploratoires ont été effectués sous la forme d'entretiens libres où différents thèmes ont été abordés : le parcours professionnel de l'acteur interrogé, sa relation avec l'activité touristique, ses connaissances sur l'écotourisme et le marché de l'écotourisme au Laos et sa perception des impacts et bénéfices de l'écotourisme pour les communautés rurales. Au total 6 entretiens exploratoires ont été effectués.

Les entretiens semi-directifs auprès des acteurs étaient composés d'une série de questions adaptées à chaque cible interrogée. Ils ont offert la possibilité d'ajuster l'ordre et le contenu des sujets. Ils étaient élaborés à partir des principales questions de recherche, allant de questions générales à des questions spécifiques. Au fur et à mesure de la période de terrain, parce que la recherche se précisait et en raison de la diversité des acteurs et de leur rôle variable, les guides d'entretiens ont ensuite été personnalisés. Les questions ont été adaptées en fonction des tâches des répondants dans le secteur du tourisme. Au total 39 entretiens ont été effectués avec les divers acteurs. Concernant les entretiens effectués auprès des touristes, ils ont été faits au cours des circuits organisés ou dans les villages lorsqu'ils y passaient la nuit. Divers questions leurs ont été posées dans le but d'en savoir plus sur leur expérience touristique, à savoir si ils avaient été satisfait, ce qu'ils pensaient de leur échange avec les communautés et quelles étaient leurs connaissances du pays et de sa diversité culturelle. Cet échange s'accompagnait d'une observation de leurs comportements et de leurs interactions avec les communautés pendant deux à trois jours. Ce format particulier mélangeant à la fois entretiens et observation a permis de récupérer un certain nombre de données sur la relation entre touristes et communautés locales. Au

total 17 touristes ont été interrogés. Pour finir les entretiens avec les chefs de village, ont été réalisés dans des villages offrant un hébergement chez l'habitant, les entrevues portaient principalement sur leurs motivations à s'impliquer dans l'activité touristique, le partage des bénéfices, les relations entretenues avec les différents acteurs économiques et institutionnels, 7 chefs de villages ont été interrogés. Pour finir 5 membres de villages ont aussi été interrogés, dans ce cadre, dû à la barrière culturelle et à la nécessité d'une traduction, les questions ont été fortement simplifiées et réadaptées.

1.2.3. L'observation participante

Une approche de type observation participante a accompagné les entretiens. Elle a constitué la majeure partie de la méthodologie et était destinée à i) mieux cerner caractéristiques générales des communautés, ii) comprendre l'ensemble de l'organisation de l'activité touristique. L'observation participante est un support incontournable dans les cas où les entretiens ont été limités par divers facteurs comme exposé auparavant, dû à la complexité du contexte et à la barrière linguistique et culturelle. De nombreux acteurs ne se sont sans doute pas totalement confiés évitant certains sujets, et comme c'est le cas dans toute recherche lorsqu'un traducteur est nécessaire, cette médiation linguistique amoindrit la qualité du contenu des entretiens et des données. Pour notre part, le responsable de coordination ayant assumé le rôle d'interprète ne nous a pas semblé omettre des informations ou biaiser la traduction. Cependant, du fait qu'il ne soit pas traducteur professionnel, la reformulation des réponses en anglais a pu constituer par moment une réinterprétation des réponses de villageois données directement en Lao, qui, le plus souvent n'est pas leur langue maternelle.

En principe, l'observation participante se déroule en trois étapes : l'observation descriptive, l'observation focalisée et l'observation sélective. L'observation descriptive a pour objectif de donner une image d'ensemble du domaine, ce qui aide le chercheur à comprendre la complexité et à développer des questions de recherche plus spécifiques. L'observation focalisée consiste à attirer l'attention sur des problèmes à étudier et l'observation sélective a pour finalité de collecter des données supplémentaires (Spradley, 1980, p. 34).

Dans un premier temps, l'observation descriptive nous a permis d'identifier les zones et sites touristiques et écotouristiques de la province pour ensuite y passer plus de temps et y

engager une observation focalisée. **A l'issue de l'observation descriptive trois sites ont été retenus : la zone entourant Luang Prabang¹⁸, le district de Ngoi dans le nord de la province¹⁹ et l'aire protégée de Nam Et-Phou Louey²⁰**, devenu récemment Parc National (PN), majoritairement située dans la province voisine de Houaphan mais fortement connectée à celle de Luang Prabang dû à son attraction touristique. Une observation focalisée a ensuite été menée sur les trois sites selon des modalités différentes. Sur la zone de Luang Prabang la participation à 2 circuits organisés par 2 TO nous a permis d'étudier dans quel cadre s'exerce la mise en relation entre touristes et communautés, et le degré d'implication de ces dernières. Les entretiens et visites des villages avec lesquels ces TO travaillent ont permis d'affiner l'observation. Dans le district de Ngoi, plus précisément sur la zone entourant la ville de Muang Ngoi, l'observation a été effectuée grâce à plusieurs jours d'hébergement dans les villages. Ne disposant pas de traducteurs. Les échanges effectués avec les membres des villages ce sont limités aux personnes parlant l'anglais. Néanmoins, nous avons pu observer, avec surprise, que de nombreux villageois parlaient l'anglais dans cette zone contrairement aux autres lieux touristiques. Une mise en contact a d'abord été effectuée avec les propriétaires de maisons d'hôtes et les chefs de village. Un chef de village nous a ensuite accompagné dans les autres villages afin de nous y introduire et d'expliquer notre recherche. Les habitants étant peu familiarisés aux entretiens, les échanges avec les communautés dans cette zone ce sont plus faits par l'intermédiaire d'échanges informels. L'observation au sein du PN de Nam Et-Phou Louey, plus limitée dans le temps et moins approfondie s'est faite par l'intermédiaire du *Nam Nern Night Safari Tour*²¹ auquel nous avons pu participer seule avec 3 guides dont 2 locaux.

L'enquête quantitative effectuée auprès des touristes, n'a pas été exploitée en totalité suite à des contraintes de temps, cependant elle reste un outil annexe qui nous a permis d'obtenir d'autres données que celles mises en avant lors des entretiens avec les touristes

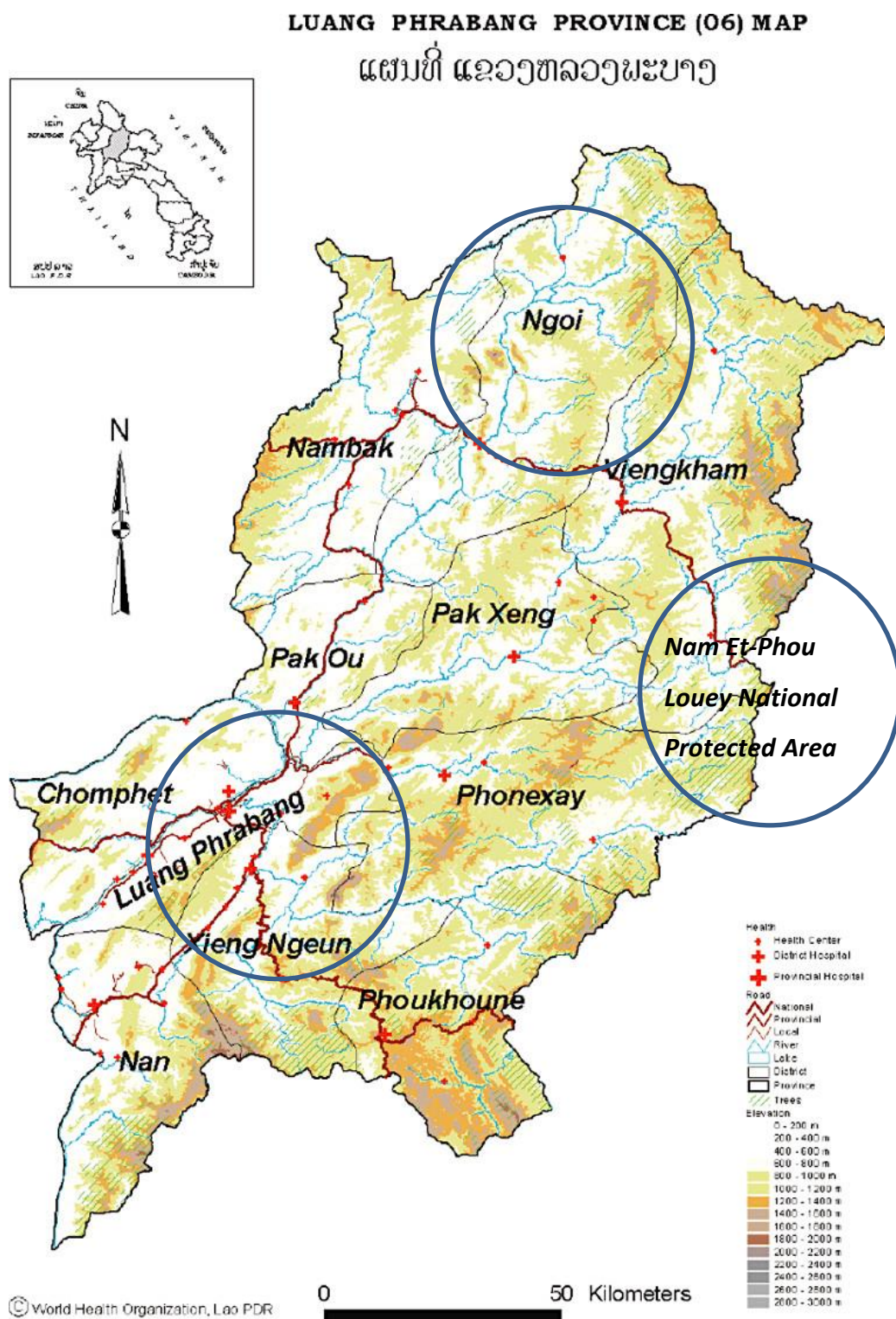
¹⁸ Ecotourism Laos, *Luang Prabang Province* [en ligne], Disponible sur <http://www.ecotourismlaos.com/index.php/travel-guide/provincial-highlight/190-luang-prabang-province> (Consulté le 04-04-2019).

¹⁹ Blog Trotting, *Nong Khiaw & Muang Ngoi*, 2018, [en ligne]. Disponible sur <https://www.blog-trotting.fr/voyage/laos/4469-nhong-kiaw-muang-ngoi> (Consulté le 29-08-2019).

²⁰ Nam Et-Phou Louey, National Protected Area. *Namet* [en ligne], Disponible sur <http://www.namet.org/wp/fr/> (Consulté le 25-05-2019).

²¹ Nam Et-Phou Louey, National Protected Area. *The Nam Nern Night Safari* [en ligne], Disponible sur <http://www.namet.org/wp/nam-nern-night-safari/> (Consulté le 02-05-2019).

Figure 8 : Carte de la Province de Luang Prabang, identification des trois zones d'études



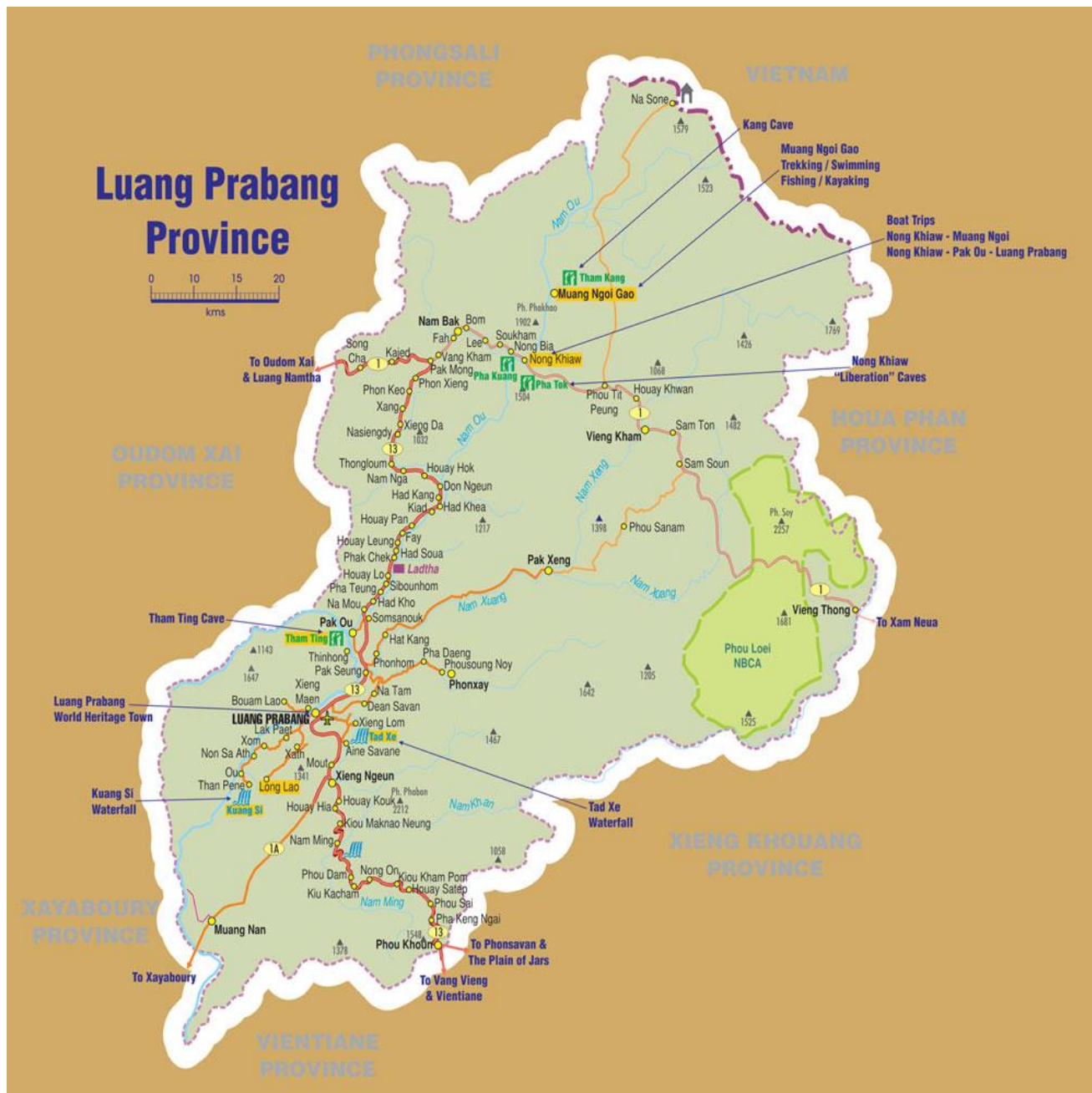
Source : RDP Lao

2. La province de Luang Prabang

2.1. Contexte régional

2.1.1. Caractéristiques régionales et économiques

Figure 9 : Carte touristique de la province de Luang Prabang



Source : Lonely tour

La province de Luang Prabang se situe au centre de la partie nord du pays et possède une surface de 16 875 km²². Elle est limitrophe à la province de Phongsaly au nord, des provinces vietnamiennes de Diên Biên et Son La au nord-est, de la province de Houaphan à l'est, de la province de Xieng Khuang au sud-est, des provinces de Xaisomboun et Vientiane au sud, de la province de Sayaboury au sud-ouest et de la province d'Oudomxay au nord-ouest. Le territoire provincial est divisé en 11 districts (Luang Prabang, Xieng ngeun, Nan, Pak ou, Nambak, Ngoi, Pakxeng, Phonxay, Chomphet, Vieng kham, Phoukoun). La province est traversée par le Mekong et ses affluents, le fleuve s'écoule d'abord vers l'est en suivant la frontière avec la province d'Oudomxay et se dirige ensuite vers le district de Pak Ou où la Nam Ou, après avoir traversé une grande partie de la province, du nord au sud, s'y jette. Après un virage à 180 degrés, le Mékong longe la ville de Luang Prabang, où le deuxième affluent majeur de la Province, la Nam Khan, y conflue en plein centre-ville. Il coule ensuite vers le sud en suivant la frontière avec la Province de Sayaboury. Comme dans le reste du pays, le Mekong est un axe majeur de communication et de navigation. Dans cette géographie, le fleuve Mekong, « *grande artère indochinoise* » (De Koninck, 2012, p. 287), est un symbole incontournable du Laos. S'étirant sur plus de 4 350 km, avec un bassin versant de 795 000 km² et un débit annuel moyen de 14 700 mètres cubes par seconde à l'embouchure, il s'agit, de loin, du plus grand fleuve d'Asie du Sud-Est (De Koninck, 2012, p. 38). Le Nam Ou était un axe important de communication entre les provinces de Phongsaly au nord et celle de Luang Prabang, mais les constructions successives de plusieurs barrages ont réduit les parties navigables. Il existe aujourd'hui 8 barrages sur la Nam Ou dont 4 situés dans la Province de Phongsaly et 3 dans celle de Luang Prabang. 2 barrages ont également été construits sur la Nam Khan. Ce qui montre bien que l'industrie hydroélectrique domine dans la province, logique au regard du nombre de voies navigables. L'agriculture de marché est également fortement présente notamment par les plantations d'hévéa intensives et l'exploitation minière y est aussi fortement représentée. Enfin, le commerce du Teck, arbre tropical exploité dans tous les pays de l'ex-Indochine, constitue une économie importante pour la province.

2.1.2. Préservation du territoire

Second pôle économique après Vientiane, la province est aussi marquée par une utilisation accrue des sols. Une diminution des ressources environnementales se fait

²² Laotourism. Destination : province de Luang Prabang [en ligne], Disponible sur <http://www.laotourism.org/luangprabang.htm> (Consulté le 16-08-2019)

ressentir par la perte d'une couverture forestière toujours plus rapide et une érosion due à de nombreux projets de construction (barrages, voies ferroviaires, hôtels...). Afin de minimiser l'exploitation environnementale, des zones de protection forestière ont été imposées et sont gérées par le Département Provincial de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche. Néanmoins aucune aire protégée n'a été délimitée. Seule le PN de Nam Et-Phou Louey de la province voisine, débordant sur l'Est de la Province de Luang Prabang, permet de préserver une faible partie du territoire. Un projet de Parc Naturel Régional, situé sur le bassin versant de la Nam Khan a été développé au cours des années 2000. Il a ensuite été transféré au Département Provincial des Ressources Naturelles et de l'Environnement mais le projet n'a pas abouti. La zone naturelle entourant la ville de Luang Prabang de 13 hectares est cependant protégée sous l'égide de la Maison du Patrimoine et l'UNESCO, enfin la cascade de Kuang Si, site touristique majeur de la province, est protégée en tant qu'aire naturelle provinciale. Toutefois, une réelle déficience en matière de protection environnementale subsiste dans cette province, contrairement aux autres qui possèdent, dans leur grande majorité, au minimum une aire protégée (cf. carte réseau des ANP, Laos p. 57.). Ceci laisse une très grande liberté aux diverses industries de s'implanter et de s'appropriier le territoire, on observe notamment une implantation chinoise très importante et en forte croissance. Cette absence en matière de préservation du patrimoine naturel contraste avec les mesures de protection de l'héritage architectural et culturel de la ville de Luang Prabang, menées par la Maison du Patrimoine et l'UNESCO. Son classement au patrimoine mondial de l'UNESCO dès 1995 est la reconnaissance d'un patrimoine historique remarquable. Mais si la ville de Luang Prabang et sa province se distinguent par un passé historique riche et unique, elles sont aussi devenu l'axe central de l'ancien royaume de Lane Xang pour des raisons géographiques. Premièrement la configuration exceptionnelle de la ville de Luang Prabang au confluent du Mekong et de la Nam Khan, qui forme une longue péninsule, la prédisposait à devenir un lieu privilégié. La ville est née du fleuve, tout comme Angkor. Ancienne étape des routes de la soie et principauté reconnue de royaumes comme le Nan Chao, Dali, Hou Li elle est aussi le territoire des 15 rois Nagas (Capelle, 2006, p. 102). Elle apparaît dans les récits historiques dès le VII^{ème} siècle dans la légende de Khun Lo²³ et est ensuite devenu la capitale du Lane Xang en 1353 pendant deux siècles jusqu'à l'avènement de Vientiane en 1563. Toujours considérée

²³ Le mythe de Khoun Boulom, fils du roi des dieux Indra, évoque qu'il serait descendu du ciel à Na Nōi Oī Nou (région de Dien Bien Phu, nord-ouest du Vietnam) pour gouverner le monde. Une fois sa mission accomplie, Khoun Boulom aurait envoyé ses 7 fils régner dans les différentes contrées de la péninsule indochinoise. L'aîné, Khoun Lo, aurait fondé le royaume de Xawa ou Java dans la région de l'actuelle Luang Prabang (Pacquement, 2015, p. 15)

comme la capitale historique du Laos, elle reste la deuxième ville la plus importante du pays et témoigne d'une histoire riche de près de deux mille ans. Au XVIII^{ème} siècle, la cité royale disposait de 65 monastères, il n'en reste aujourd'hui 22 localisés dans le périmètre sauvegardé (Capelle, 2006, p. 102).

2.1.3. Luang Prabang, centre économique de la région Nord du Laos

Les Plans quinquennaux de développement socioéconomique divisent le territoire en trois grandes parties : le nord, le centre et le sud. La province de Luang Prabang est le centre économique de la partie nord du pays composé des provinces de Phongsaly, Luang Namtha, Bokeo, Oudomxay, Houaphan, Vientiane, Sayaboury, Xiengkhouang. La région du nord est considérée comme en retard en termes de développement des infrastructures en raison du fait que plus de 90% des zones sont montagneuses. L'agriculture représente 42% de l'activité économique, alors que l'industrie et les services y contribuent respectivement à 34% et 27%. Le réseau de transport n'ayant pas été bien développé, le développement futur des infrastructures de transport, voies navigables, terrestres et aériennes est la priorité numéro 1. Le projet le plus ambitieux est la construction d'un chemin de fer à grande vitesse, passant par Luang Prabang de 7 milliards de dollars reliant Kuming, sud de la Chine, à Singapour, il est financé par le gouvernement chinois. L'aéroport de Luang Prabang a également été amélioré, (allongement des pistes et modernisation du terminal), pour pouvoir accueillir 1,2 million de passagers par an. Le deuxième aéroport de la province est celui de Luang Namtha plus au nord (Ounmany, 2015, p. 60).

2.2. Caractéristiques démographiques

2.2.1. Démographie

En 2015, la province était peuplée de 431 889 habitants²⁴ et la densité de population était de 26 habitants par km². Le district de Luang Prabang est le plus densément peuplé avec 90 313 personnes, arrive ensuite le district de Nambak avec 68 863 personnes, les autres districts se partagent le reste de la population allant de 20 à 30 000 personnes par districts. 32,3 % des habitants vivent en zone urbaine, 55,2 % dans des zones rurales accessibles par la route et 12,4 % dans des zones non ou difficilement accessibles (Lao Statistics Bureau). La province est dominée par un relief montagneux et une population

²⁴ Statoids, *Province de Luang Prabang* [en ligne], Disponible sur <http://www.statoids.com/ula.html> (Consulté le 18-04-2019)

rurale, de nombreuses minorités ethniques cohabitent sur le territoire, dont les Lu Mien, les Phunoi, les Lamet etc. appartenant à la famille austro-asiatique. Cependant, les deux groupes les plus importants de la province sont les Khmou et les Hmong (famille Hmong Yao).

2.2.2. Caractéristiques ethniques

Les Khmou, sont classés dans le groupe de Lao Theung²⁵, et sont probablement les premiers habitants de la région. Bien que l'on retrouve des Khmou dans le sud de la Chine, dans le nord du Vietnam et dans le nord Thaïlandais, la plupart d'entre eux vivent dans le nord du Laos (Tayanin, 1992, p. 10). Ils font partie de la famille linguistique Austro-asiatique, qui représente celle avec le plus de variations au niveau de l'organisation sociale, allant des petits groupes aux royaumes Môn et aux empires Khmer ou Vietnamien. Divisée en sous-groupes, cette famille intègre la branche Môn-Khmer. Elle est constituée de groupes linguistiques importants comme le Khmer et le Vietnamien, mais aussi d'un agglomérat de groupes linguistiques anciens comme le Palaungique, Katuïque, Banharique, Khmuïque, etc. (Michaud, 2006, p. 34-35). Les Khmou font partie de la branche khmuïque du groupe Môn-Khmer (Proschan, 1989, p. 28). Les Khmou, avec plus d'un demi-million de personnes est le groupe ethnique majoritaire sur le territoire du Laos (Goudineau, 2003, p. 131). Au sein des Khmou, on distingue différents sous-groupes, en fonction des particularités linguistiques, vestimentaires ou encore géographiques : les Khmou Leu, Khmou Khouenn, Khmou Rok, Khmou Yuan, Khmou Ou, etc. Ils vivent de diverses activités, telles que la culture itinérante, l'élevage, la chasse, la pêche et l'animisme domine leur vie religieuse²⁶. Par ailleurs, ils sont réputés pour leur vannerie et leurs productions artisanales ainsi que pour la production du lao hai (vin de riz). Malgré leur statut de premiers habitants du Laos, ils ont rapidement été vassalisés par des systèmes sur lesquels ils avaient peu de contrôle (Proschan, 1989, p. 53) et cet élément de domination est resté une constante dans leur relation avec les autres groupes ethniques. Sous le royaume de Lane Xang, ils étaient englobés sous l'appellation discriminante Kha (que l'on peut traduire par esclave ou sauvage), utilisée par les Thaï pour les ethnies minoritaires considérées comme « moins avancées » et ont graduellement été déplacés vers les

²⁵ Selon la typologie artificielle et idéologique du gouvernement qui en comprend 3 : Lao Loum, Lao Theung et Lao Seung, cf les 3 sœurs sur le billet de 1 000 kips p. 45.

²⁶ Il existe de nombreux types d'esprits : les esprits ancestraux, de maison, de village, de forêt, etc. Des sacrifices animaliers peuvent être pratiqués pour diverses occasions, comme la maladie, le début de la saison de plantation, la récolte, le nouvel an, etc.

montagnes. Ils ont alors été écologiquement désavantagés, vivant dans des zones plus exposées aux maladies à vecteur comme le paludisme et peu exploitables du fait de la densité du couvert forestier et du pourcentage des pentes.

Les Hmong, classés dans le groupe Lao Seung, font partie de la famille linguistique des Miao-Yao, ils sont arrivés au Laos en provenance de la Chine à partir du XIX^{ème} siècle. Ils sont les derniers occupants du territoire, ce qui les força à habiter les montagnes ou les zones qui avaient été négligées par les autres groupes ethniques (Ovesen, 2004, p. 4). On compte 315 465 Hmong au Laos, ce qui représente 6,9% de la population (Taillard, 2000, p. 33). Dans la province de Luang Prabang, les Hmong représentent 13,6% de la population. Il existe plusieurs sous-groupes Hmong. Au Laos, on retrouve surtout les Hmong Blanc et les Hmong Lay, mais aussi les Hmong Noirs, les Hmong Rouges et les Hmong à manche galonnées. Ils se distinguent les uns des autres par certains traits culturels, tels que la langue, l'architecture des maisons, l'habillement quotidien, les rituels, les styles des bijoux portés et l'organisation sociale. Ces différents groupes utilisent des langues proches mais pas nécessairement mutuellement intelligibles. Ces langues appartiennent au groupe Miao-Yao de la famille de langue Sino-Tibétaine (Lemoine, 1972, p. 18). Une division clanique s'opère ensuite en fonction du patronyme et de l'ancêtre mythique et par lignage et sous-lignage, les Hmong sont animistes et pratiquent le culte des ancêtres²⁷. Il est important de rappeler que les Hmong au Laos, en plus de l'ensemble des éléments déjà évoqués, ont évolués dans un contexte politique particulier depuis la guerre du Vietnam. L'implication de certains groupes Hmong aux côtés des Américains lors de la « guerre secrète de la CIA » a poussé le gouvernement communiste Lao à les considérer comme une menace pour l'unité nationale. Ils ont alors connu et subi répression et persécution. Un grand nombre d'entre eux se sont alors exilés en Thaïlande, aux Etats Unis, au Canada, en France, en Argentine ou encore en Guyane française. Ces dernières années, la stabilisation politique a encouragé certains à retourner s'établir au Laos, mais la diaspora Hmong reste majoritaire.

²⁷ Généralement trois clans sont représentés dans chaque village Hmong afin de permettre els mariages et les relations socio-cérémonielles avec les villages voisins.

2.3. Caractéristiques touristiques

2.3.1. Un pays confronté à des enjeux touristiques majeurs

Après une croissance forte de la fréquentation touristique jusqu'en 2015, on observe une diminution ces dernières années et le pays souffre d'un déficit en comparaison avec ses voisins thaïlandais, vietnamien ou même cambodgien. En termes de fréquentation touristique les plus importants marchés sont ceux de : l'ANASE avec 68,96 % des visiteurs en 2018, l'Asie pacifique avec 25,21% et ensuite l'Europe avec 3,96% de visiteurs et les Amériques avec 1,65% de visiteurs (DDT, 2018, p.10). Cependant, en termes de dépenses et de durée moyenne de séjour, le marché international est nettement plus important que celui de l'ANASE. La persistance d'un tourisme frontalier caractérisé par des séjours de très courte durée et de faibles dépenses alimenté par la Thaïlande (46% des flux en 2018) et le Viêt Nam (20,72%), ne permet pas au pays d'exploiter pleinement les potentialités qu'offre son territoire. Par ailleurs, en raison de son emplacement géographique, la RDP Lao est considérée comme une « destination complémentaire » qui s'ajoute à un séjour comprenant plusieurs pays d'Asie du Sud-Est, limitant fortement les durées de séjour. Enfin, l'activité touristique est marquée par une très forte saisonnalité, qui implique des pics de fréquentation et des périodes creuses très peu rentables, qui menace sa viabilité.

2.3.2. Une province compétitive au niveau national mais peu à l'échelle transrégionale

Contrairement au pays, la Province de Luang Prabang se distingue par une bonne croissance touristique. Elle a fait face à une baisse de sa fréquentation entre 2016 et 2017 de 643 à 472 000 visiteurs, mais elle a augmenté de nouveau en 2018 (DDT, 2018, p. 5). En matière d'origine des touristes, la province se démarque aussi par une majorité de visiteurs venant d'Europe, (37,34 %) arrive ensuite le marché touristique de l'Asie Pacifique (29,78 %) et celui de l'ANASE (14,71 %) (DDT, 2018, p. 27). Elle est toutefois confrontée aux mêmes problématiques que le reste du pays.

Premièrement, la province est fortement dépendante d'une saisonnalité qui oppose deux périodes touristiques. Cette saisonnalité impose à l'ensemble des acteurs vivant du tourisme de baisser les prix voir de les brader pendant la période creuse, à l'inverse les prix augmentent durant la haute saison. Cette irrégularité peut constituer une réelle difficulté

dans un pays où la majorité de la population est en situation de pauvreté, où l'activité touristique est dominée par des petites entreprises familiales et où les contrats de travail sont globalement précaires.

Deuxièmement la fréquentation touristique de la province se caractérise par des petits séjours, pour deux raisons majeures. D'abord les touristes frontaliers, majoritairement venant de Thaïlande, restent en général pour le week-end ou 4 à 5 jours maximum. La proximité par voie aérienne (Il faut environ 1h30 d'avion pour rejoindre Luang Prabang depuis Bangkok, et 45 minutes depuis Chiang Mai) leur donne l'opportunité d'aller passer quelques jours au Laos. Néanmoins, l'enquête quantitative nous a permis d'observer qu'ils viennent généralement à plusieurs reprises à Luang Prabang. Ensuite pour la majorité des touristes internationaux, leurs voyages en Asie du Sud-Est sont souvent couplés avec plusieurs pays : le Laos est souvent une destination annexe ajoutée au Cambodge, à la Thaïlande ou au Viêtnam. Bien que la Province de Luang Prabang s'affiche comme l'une des premières provinces visitées au niveau national, elle se place comme destination secondaire en Asie du Sud-est, positionnée en fin ou milieu de voyage, avec un temps limité sur place. L'enquête quantitative nous a également permis d'observer que les touristes ne restent en moyenne pas plus d'une semaine dans la province.

Enfin en termes de budget il est possible de distinguer 3 catégories de touristes : important, moyen, et petit budget limité (Bourque, 2007, p. 54). Les touristes jouissant d'un budget important, soit plus de 100 \$ par jour, voyagent habituellement dans des tours organisés et ne représentent que 10% des touristes étrangers. D'autre part ils seront intéressés par les attraits culturels et naturels si l'infrastructure est bien développée, si les sites sont facilement accessibles et s'ils ne manquent pas de confort. Les touristes qui disposent d'un budget moyen de 20 à 30 \$ par jour, voyagent régulièrement de façon autonome, mais se joignent parfois à des tours organisés. Ils vont tout de même consommer des produits et services de qualité. Ils représentent environ 50% des voyageurs qui se rendent à Luang Prabang. Les voyageurs à petit budget, généralement appelés sur place les « *backpackers* », dépensent entre 5 et 10 \$ par journée et représentent 40% du marché. Ils peuvent se satisfaire d'un confort matériel limité mais ne représentent pas une forte part de marché car ils ont souvent tendance à restreindre leurs dépenses. L'ensemble de ces contraintes se matérialisent par une rentabilité réduite, des investissements en infrastructures limités et un manque à gagner pour la province et à plus grande échelle le

pays. L'enjeu prioritaire à l'heure actuelle est de trouver des stratégies d'optimisation du potentiel touristique pour pouvoir assurer les coûts d'infrastructures, augmenter les investissements et réduire la dépendance à l'aide étrangère.

2.3.3. La place de l'écotourisme

Au Laos, comme en Asie, le tourisme culturel apparaît comme le plus recherché (Wood, 1980, p. 573). Lors de l'enquête quantitative, de nombreux touristes ont cité la visite de temples et monastères, comme premier centre d'intérêt. Arrivent ensuite les tourisms sportifs de nature et ethnique. La stratégie de développement du tourisme communautaire durable engagée par l'Etat laotien est donc judicieuse car elle permet de répondre à une demande touristique, cependant elle s'avère fortement limitée par l'ensemble des éléments évoqués précédemment. Dans un premier temps, l'aspect fortement saisonnier de l'activité nécessite de réfléchir à des alternatives durant la saison creuse. Ensuite le positionnement du pays en tant qu'escale ou seconde destination réduit fortement la durée du séjour sur le territoire et impacte le marché de l'écotourisme ; les visiteurs pressés par le temps se cantonneraient aux visites des grands sites touristiques standards et ne s'attarderaient pas à effectuer des excursions de plusieurs jours pour se rendre dans des villages difficilement accessibles ou participer à des activités écotouristiques. Enfin, arrive la question du budget, lors de nos entretiens, un touriste nous évoque que les gammes de prix pratiquées par les TO, pour des excursions de 2 à 3 jours, s'élèvent de 100 \$ à 150 \$ et ne correspondent pas du tout au budget de la plupart des visiteurs de la province. Il serait nécessaire de repenser leurs offres afin de proposer des prix plus abordables. Par ailleurs, ce même touriste mentionne que : « [...] *les voyageurs se prêtent globalement à deux, voire trois, excursions durant leur voyage mais ils privilégient la Thaïlande ou le Vietnam, proposant des produits de meilleure qualité à des prix plus compétitifs.* » (M. X, entretien touriste n°14, 05/06/2019, Luang Prabang). Ce témoignage pointe un élément important, le Laos, considéré comme destination secondaire, est alors fortement concurrencé par les pays voisins, où l'activité écotouristique a déjà été développée il y a bien longtemps, et qui proposent des prestations plus qualitatives avec un meilleur service. L'écotourisme, activité de niche, s'avère donc restreint, dans la province de Luang Prabang, par les tendances touristiques observables sur le terrain.

Cette présentation du terrain d'application et des outils méthodologiques met en évidence les premières observations du contexte régional et des problèmes spécifiques de l'activité écotouristique sur la province. Deux éléments majeurs doivent être pris en considération. Premièrement la Province de Luang Prabang, pôle économique et commercial, dispose d'un important potentiel hydroélectrique et minier attirant de nombreux investisseurs. Ce contexte pourrait expliquer une faible réglementation en matière de préservation environnementale et induire des conflits d'usage des terres avec l'activité écotouristique. La relocalisation de village dans des NZE ou '*Focal Sites*' liée à la construction des barrages sur la Nam Khan et la Nam Ou, tend à rendre plus difficile le travail des opérateurs touristiques contraints de modifier très régulièrement leurs circuits et parcours de randonnée, vélo, kayak etc.²⁸

Deuxièmement, la fréquentation touristique de la province, aléatoire et caractérisée par des séjours courts et un budget réduit, limiterait fortement les potentiels de l'écotourisme.

²⁸ Information évoquée lors de plusieurs échanges informels avec des directeurs de TO, guides et guides indépendants

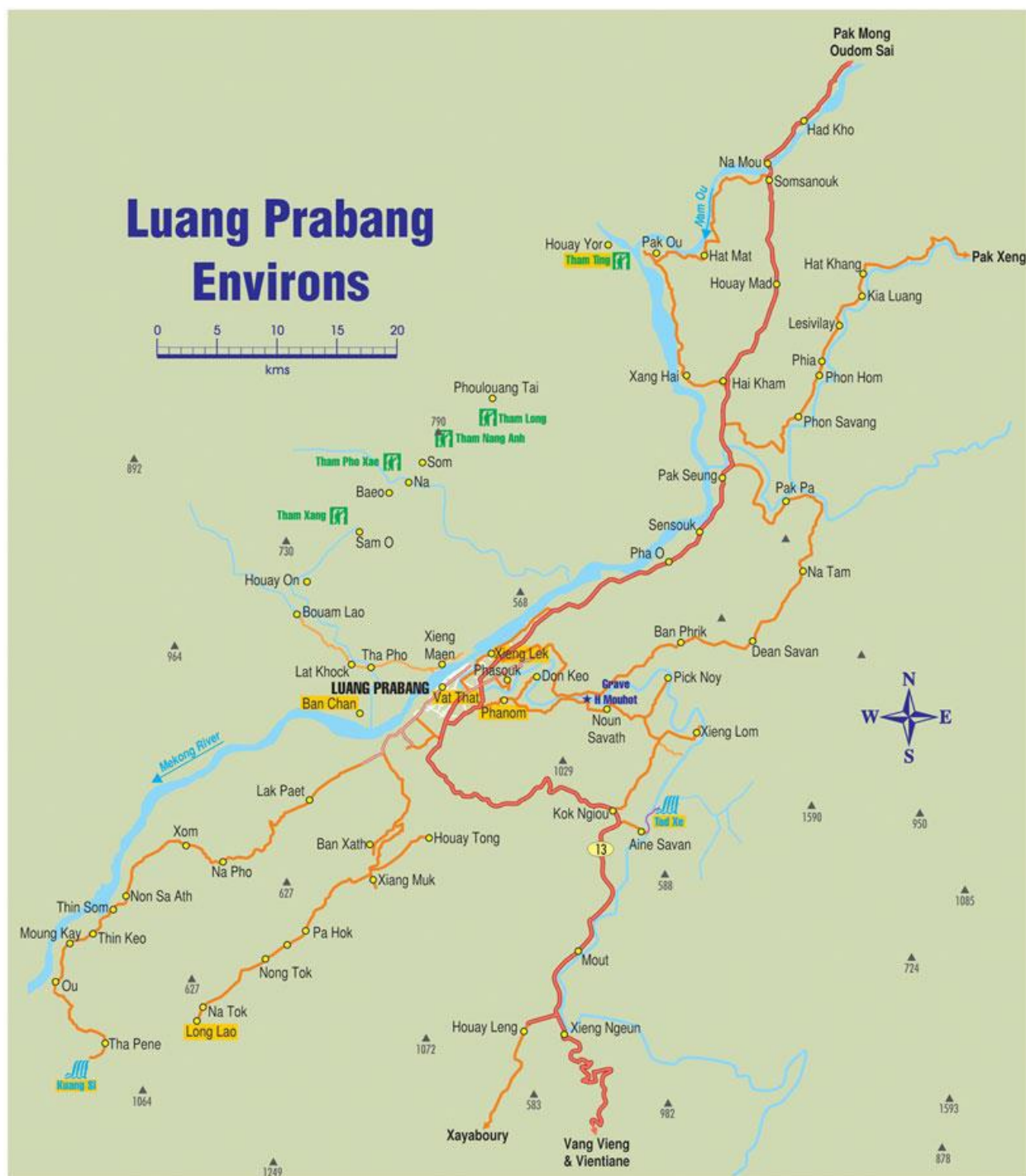
Chapitre 3 : Etude de l'organisation écotouristique sur les trois zones identifiées dans la province

Grâce à l'observation descriptive, trois grandes zones touristiques dans la province ont été identifiées. Les modèles d'organisation écotouristiques appliqués sur ces trois zones sont très différents, une observation focalisée sur chaque zone a ensuite permis de récupérer différentes données et de comparer les bénéfices apportés par chacun de ces modèles.

1. La zone proche de Luang Prabang : Un modèle d'écotourisme dominé par les structures privées

Comme déjà mentionné, la ville de Luang Prabang est l'une des destinations majeures du pays, attractive par son relief montagneux et de nombreux villages Khmou ou Hmong, elle a offert la possibilité à divers TO de développer de nombreux circuits organisés incluant des activités sportives de pleine nature comme la randonnée, le VTT, le kayak. Ces circuits, d'une à quatre journées, proposent des nuitées dans les villages qualifiés de traditionnels. Les circuits sont organisés autour de trois sites naturels et touristiques : la cascade de Kuang Si, celle de Tad Sea et la grotte de Pak Ou. Ces trois sites sont mis en avant par l'offre touristique et promus par les opérateurs touristiques comme des symboles autour desquels sont construits les circuits.

Figure 10 : Carte touristique de la zone proche de Luang Prabang



Source : *Lonely Tour*

1.1. Présentation des acteurs impliqués dans l'activité

1.1.1. Le Département Provincial de l'Information de la Culture et du Tourisme

Le DPICT, succursale régionale du MICT représente le cadre institutionnel qui contrôle le développement touristique à l'échelle provinciale. Il supervise également chaque succursale de District de l'Office de l'Information de la Culture et du Tourisme et travaille en relation avec la Maison du Patrimoine. Celle-ci est, au niveau national, sous la direction du Comité National du Patrimoine intégré au MICT. Ensembles ils collaborent sur diverses questions comme la capacité de charge, l'évènementiel, la pression foncière, la gestion des déchets, la communication des événements traditionnels en basse saison comme le Pi Mai (Nouvel an Lao) en Avril, l'élaboration de circuits touristiques axés sur le patrimoine culturel et artisanal (tissage, papier Saa, cuisine Lao...). La Maison du Patrimoine est prioritairement focalisée sur le patrimoine architectural. Toutefois elle s'est récemment investie, avec l'aide du DPICT sur un projet destiné à identifier les « Patrimoines communs immatériels » ou « *Intangible Community Heritage* », dont 12 catégories ont été ciblées pour lesquelles on a constaté des dangers potentiels liés à leur préservation et leur transmission, le tout recensé dans un plan de sauvegarde pour chacun, en évaluant leur potentiel touristique. « *L'idée est de montrer au gouvernement que le patrimoine immatériel représente aujourd'hui un sujet important qui nécessite d'être pris en compte de façon urgente.* » (M. X, entretien acteur institutionnel n°4, 10/07/2019, Luang Prabang)

Le département a également travaillé avec différents organismes de l'aide au développement, comme par exemple JICA, ou encore GIZ, sur le projet « *Handle with Care* »²⁹, financé par l'Union Européenne (UE) qui visait à accroître les capacités locales de mise en œuvre des activités durables d'un point de vue socioculturel, environnemental et économique. Il aidait également le secteur du tourisme privé à Luang Prabang à développer de nouveaux produits de tourisme durable, à l'adaptation aux normes de tourisme durable de l'ANASE et à la sensibilisation aux pratiques durables dans l'objectif de lutter contre la forte empreinte écologique du tourisme. Le DPICT a identifié 4 districts à prioriser pour le développement touristique parmi lesquels Nambak, Pak ou, Chomphet et Ngoi (entretien acteur institutionnel n°2/3, 03/07/2019, Luang Prabang). Dans ces districts

²⁹ GIZ, *Project Luang Prabang – Handle with Care [en ligne]*, Disponible sur <https://www.giz.de/en/worldwide/38618.html> (Consulté le 12-06-2019)

il travaille à la promotion de produits artisanaux de villages spécifiques comme la vente de vin de riz à Ban Xang Hai sur la route de Pak Ou et la promotion du tissage dans le village de Ban Nayang dans le district de Nambak avec l'aide de GIZ. Par ailleurs, le département a également collaboré avec la BAD par l'intermédiaire du « *Mekong Tourism Development Project* » pour la construction d'une route allant à la cascade de Kuang Si et desservant les villages environnants, leurs permettant de bénéficier des flux touristiques³⁰. Il travaille aussi sur un projet d'écotourisme communautaire avec le village de Long Lao situé non loin de la cascade au sud de Luang Prabang (entretien acteur institutionnel n°2/3, 03/07/2019, Luang Prabang). Au sein de ces projets ont été développés des circuits touristiques de randonnée, kayak ou vélo, incluant des visites ou nuitées dans des villages traditionnels Khmu ou Hmong. Ces circuits ont ensuite été organisés et commercialisés par l'intermédiaire des TO comme, Tiger Trail, Green Discovery...

1.1.2. Les tours opérateurs et excursionnistes

L'activité écotouristique sur la zone proche de Luang Prabang est donc majoritairement gérée par des TO et autres structures privées. Ces TO travaillent en collaboration avec les communautés afin de les intégrer au développement de ces circuits et de leur apporter une opportunité de rémunération. Plusieurs TO s'investissent dans différents projets communautaires comme la construction d'école, de maisons communes et autres infrastructures, maisons d'hôtes, douches, toilettes. En outre, afin que les villages puissent apporter un service minimum aux touristes, ils investissent la plupart du temps pour y installer l'eau, l'électricité et autres commodités. Parmi les différents TO présents on en distingue deux grands nationaux : *Green Discovery*³¹ et *Tiger Trails-Outdoor Adventure*³². *Green Discovery* a son siège social à Vientiane et sept succursales réparties dans six provinces du pays. La société propose une gamme de produits basés sur la nature tels que le trekking, le kayak, le rafting, le vélo de montagne, etc. *Tiger Trails-Outdoor Adventure* basée à Luang Prabang, à l'instar d'autres opérateurs, collabore à la fois avec des agences de développement international et des communautés locales pour développer des produits d'écotourisme. En 2010, par exemple, la société a investi de 2 à 3 000 \$ dans le cadre d'une collaboration avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC)

³⁰ Témoignage Steven Schipani 07/ 2019, échange informel. Les investissements de la BAD portent sur les infrastructures et sur le renforcement des compétences locales.

³¹ Green Discovery. *Greendiscoverylaos [en ligne]*, Disponible sur <https://www.greendiscoverylaos.com/> (Consulté le 18-03-2019).

³² Tiger Trails-Outdoor Adventure, *Sustainable Adventure Travel in Laos [en ligne]*, Disponible sur <https://fr.laos-adventures.com/> (Consulté le 18-03-2019).

pour organiser une tournée intitulée «Vivre avec les Akkha», dans le but de réduire la consommation de drogue à Meuang Khua, dans la province de Phongsaly. Elle dispose d'autres succursales dont *OffRoad Laos*, *Explore-Laos*, *Biking-Laos*, *Exclusive-Laos*, et *Fair Trek*. *Fair Trek*³³ rassemble particulièrement les produits écoresponsables et travaille de près avec les communautés pour les impliquer au maximum dans les tours organisés, elle réalise actuellement divers projets avec 7 villages et a développé un programme d'Eco bungalow avec 3 autres villages. Par ailleurs *Fair Trek* œuvre avec des ONG d'envoi d'étudiants volontaires comme Global Volunteer dans le cadre d'installation de différentes infrastructures dans les villages, comme l'aménagement de point d'eau. A ces deux TO nationaux, s'ajoutent des TO locaux, comme *Lonely Tour*, *Orlatours*, *White Elephant Adventures*, *Buffalo Tours*, qui eux aussi collaborent avec des villages et s'investissent dans des projets de développement comme la construction d'écoles ou autres. Aux alentours de Luang Prabang, les TO jouent un rôle clé dans le développement des compétences des communautés et leur éducation. S'il s'agit d'un nouveau village qui n'a jamais été confronté au tourisme auparavant, les opérateurs privés tentent d'y sensibiliser la population ainsi qu'à ses avantages potentiels pour le village. En outre, les entreprises tentent de tisser des liens avec les populations locales, les former à l'accueil des touristes et pérenniser la promotion des produits touristiques sur le marché.

Il est également possible de mentionner d'autres types d'entreprises commerciales ou familiales qui ne se labélisent pas forcément écotouristique mais qui jouent cependant un rôle important dans la préservation des patrimoines culturels et artisanaux ainsi que dans l'amélioration des conditions de vie des communautés. Par exemple, *Ock Pop Tok*³⁴, une entreprise relevant de la catégorie « développement équitable » pour la valorisation des techniques du tissage traditionnel, travaille avec des tisseuses locales, en développant des nouveaux motifs originaux mieux adaptés à la demande touristique. Plusieurs fermes communautaires existent également et proposent des activités touristiques destinées à la promotion des savoir-faire artisanaux et agricoles, comme la ferme *Living Land*³⁵ qui offre des circuits axés sur la découverte des techniques et outils utilisés pour la riziculture. Des restaurants offrent aussi des cours et ateliers de cuisine Lao traditionnelle. D'autres petites

³³ Fair Trek, *Tourism Benefiting communities [en ligne]*, Disponible sur <https://fairtrek.org/> (Consulté le 18-03-2019).

³⁴ Ock Pop Tok. *Ock Pop Tok: Home [en ligne]*, Disponible sur <https://www.ockpoptok.com/> (Consulté le 03-05-2019).

³⁵ Living Land. *LivingLandLao [en ligne]*, Disponible sur <https://www.livinglandlao.org> (Consulté le 03-05-2019).

structures privées comme *Bamboo Experience*³⁶ ou la *Pottery House Lao Food*³⁷, par exemple, conduisent des ateliers basés sur l'apprentissage des techniques artisanales de fabrication d'outils en bambou pour l'un et la fabrication de poterie pour l'autre. Plusieurs autres petites structures ou artisans offrent, aux alentours de Luang Prabang, diverses activités destinées aux touristes comme des cours de tissage, des ateliers de techniques traditionnelles de teintures vestimentaires. Ces petites entreprises sont bénéfiques pour la population locale car elles permettent de créer de l'emploi et elles peuvent être porteuses d'initiatives contribuant au développement local et à l'amélioration des conditions de vie de la population. C'est le cas du restaurant *Khaiphaen*, par exemple, qui offre des formations en cuisine et restauration aux jeunes des villages alentours. Ou le magasin *LaLa Laos*³⁸, qui s'engage pour payer les frais universitaires et les locations à des étudiantes en difficultés venant des villages plus éloignés, cette activité est principalement destinée à faciliter l'accès aux études des jeunes filles venant des villages, qui sont en général défavorisées par rapport aux garçons. L'association *Big Brother Mouse*³⁹ effectue également différentes actions dans les communautés environnantes afin d'améliorer l'apprentissage de l'anglais auprès des enfants et adolescents. Elle a racheté un local en ville et en a fait un lieu de rencontre entre touristes et étudiants afin de multiplier les opportunités, pour les étudiants, de pratiquer l'anglais. Elle a communiqué ce concept en collant affiches et disposant prospectus dans l'ensemble des hôtels, chambres d'hôtes, auberges. Ces initiatives s'appuient toutes sur l'attractivité touristique de la région pour développer de nouvelles idées destinées aux communautés locales afin de contribuer à l'amélioration de leur bien-être via l'écotourisme. Il est important de ne pas minimiser ce rôle joué par ces petites entreprises dans le développement socioéconomique local. Elles peuvent contribuer à l'émergence d'une dynamique entrepreneuriale et au développement de concepts innovants permettant d'optimiser les bénéfices de l'activité touristique à destination des communautés. Ces initiatives montrent, qu'au niveau local, l'écotourisme peut prendre une multitude de facettes, la zone entourant Luang Prabang bénéficie d'un tissu riche et diversifié de petites entreprises qui gagnerait à être valorisé, encadré, mieux structuré et renforcé.

³⁶ Bamboo Experience *THE BAMBOO EXPERIENCE* [en ligne], Disponible sur <https://bambooexperience.org> (Consulté le 03-05-2019).

³⁷ Pottery House Lao Food. *Potteryhouselaofood* [en ligne], Disponible sur <https://www.potteryhouselaofood.com/> (Consulté le 03-05-2019).

³⁸ LaLa Laos. *Lalalaoslp* [en ligne], Disponible sur <https://www.lalalaoslp.com/> (Consulté le 03-05-2019).

³⁹ Big Brother Mouse. *Visit us in Laos* [en ligne], Disponible sur <http://www.bigbrothermouse.com/visit.html> (Consulté le 03-05-2019).

1.1.3. Des difficultés de collaboration entre acteurs

Toutefois, les entretiens menés auprès des acteurs économiques ont permis d'établir un constat global sur des difficultés relationnelles entre acteurs institutionnels et économiques. Ces derniers ont formulé différentes critiques à l'encontre des institutions, un responsable de TO affirme par exemple, au cours d'un échange informel, « *On ne sait rien de ce que font les institutions dans la province* » (M. X, échange informel acteur économique, 25/05/2019, Luang Prabang). Des tensions sont également palpables. Ce même acteur nous explique que le TO avait auparavant en charge un fonds commun à plusieurs villages dans lequel 10 000 Kip (1 €) par touristes logés étaient épargnés, le département du tourisme provincial a ensuite exigé que ce fonds lui soit reversé pour le gérer. Mais quand le responsable du TO a voulu récupérer l'argent du fonds, on lui a répondu qu'il n'y en avait plus car tout avait été utilisé sans aucun retour vers les communautés. Un autre responsable de TO nous explique que les institutions ralentissent son travail et lui apporte des difficultés, « *Lorsque l'on veut travailler avec un village il faut automatiquement effectuer une demande au district et à la province, c'est très contrôlé, le problème c'est qu'on met des fois plus d'un mois à avoir un retour.* » (M. X, entretien acteur économique n°18, 10/06/2019, Luang Prabang). Les acteurs économiques porteurs de bonnes initiatives seraient alors impactés par des faiblesses de bonne gestion territoriale et de gouvernance de la part du DPICT qui n'arriverait pas à remplir son rôle de cellule coordinatrice. On se retrouve alors dans le cadre d'une activité écotouristique atomisée où chaque partie prenante agit de façon autonome, effectue ses propres projets avec les communautés. Ce manque de gouvernance et de coopération encadrant l'activité écotouristique sur la zone a diverses incidences pour les communautés : la création d'inégalités, des privilèges accordés à certains villages, le développement de zones ultra-fréquentées au détriment de zones négligées. Il s'avère nécessaire d'établir une structure de coordination régissant le travail des TO et leurs actions pour les communautés en établissant des diagnostics territoriaux permettant un développement équitable et équilibré pour l'ensemble des communautés sur le secteur.

1.2. L'Implication des communautés et la mise en contact avec les touristes

1.2.1. Un modèle dominé par les circuits organisés

Même s'il s'avère que les TO apportent du savoir-faire professionnel aux communautés en partageant avec elles leur expertise, ce modèle a aussi ses limites. En ayant le monopole sur le développement de l'activité ces TO peuvent fixer des prix et des rémunérations sans qu'aucune surveillance, ni contrôle ne soient effectués. Leur monopole sur l'activité peut aussi contraindre les communautés à répondre favorablement à leurs exigences. En prenant le contrôle de l'activité les communautés n'auraient guère d'autres choix que de se tourner vers les structures privées quand elles voudraient démarrer une activité touristique.

Par ailleurs, le recours à un guide en tant qu'intermédiaire entre touristes et communautés impacterait la nature de la rencontre qui serait alors régulée et gérée par le guide. Placé au centre de la relation touristique il pourrait avoir tendance à minimiser les échanges entre touristes et communautés qui seraient contraints de passer par son intermédiaire pour communiquer. Lors de la participation aux circuits organisés, nous avons observé que les familles hébergeant les touristes restent généralement très discrètes, elles ont pour habitude de cuisiner pour leurs hôtes mais les échanges sont quasi inexistantes, lors du repas elles préfèrent manger de leur côté et se positionnent généralement en retrait par rapport au guide. Ce retrait peut s'expliquer par la barrière de la langue, mais aussi par le fait que les communautés jugent que le guide, ayant plus d'expérience, soit plus légitime à échanger avec les touristes. Ce phénomène aurait tendance à progressivement écarter les communautés du processus de gestion écotouristique. Lors d'un circuit organisé, durant un repas, un guide nous traduisit par exemple que l'hôte était très surpris qu'on essaie d'échanger avec lui, la plupart du temps les touristes ne discutent pas avec lui, mais qu'il apprécie de partager avec nous sur son expérience. On s'aperçoit alors que, du côté des touristes, l'échange n'est pas sollicité non plus. Les apports en matière d'échange interculturel seraient alors fortement limités pour les communautés, la valorisation de leur identité culturelle serait également quasi inexistante. Dans ce contexte il apparaît que le guide joue donc un rôle important d'intermédiaire et de catalyseur d'échanges il devrait alors s'efforcer d'intégrer les communautés dans l'échange en valorisant par exemple, certains traits culturels ou savoir-faire.

1.2.2. Une implication limitée des communautés

Ce modèle écotouristique assez standardisé et dépendant des TO se traduirait par des opportunités limitées pour les communautés. Grâce à notre observation, nous avons pu remarquer que leur implication s'arrête souvent à l'offre d'hébergement et de repas dans le cadre des circuits. Cette implication, leur permettrait de pouvoir récupérer une partie de l'argent payée par les touristes pour l'excursion, en moyenne 100 à 200 000 kips (10 à 20 €). La problématique du produit standardisé basé sur des circuits sportifs et de nature comme le trek, le kayak, le vélo, constitue une forte limite à l'implication des communautés. Il est important de réfléchir à la diversification des produits touristiques afin de multiplier les chances des communautés d'obtenir des bénéfices. Lors d'un de nos entretiens exploratoires, un acteur économique, responsable d'une agence locale réceptive, s'exprime sur le sujet comme suit :

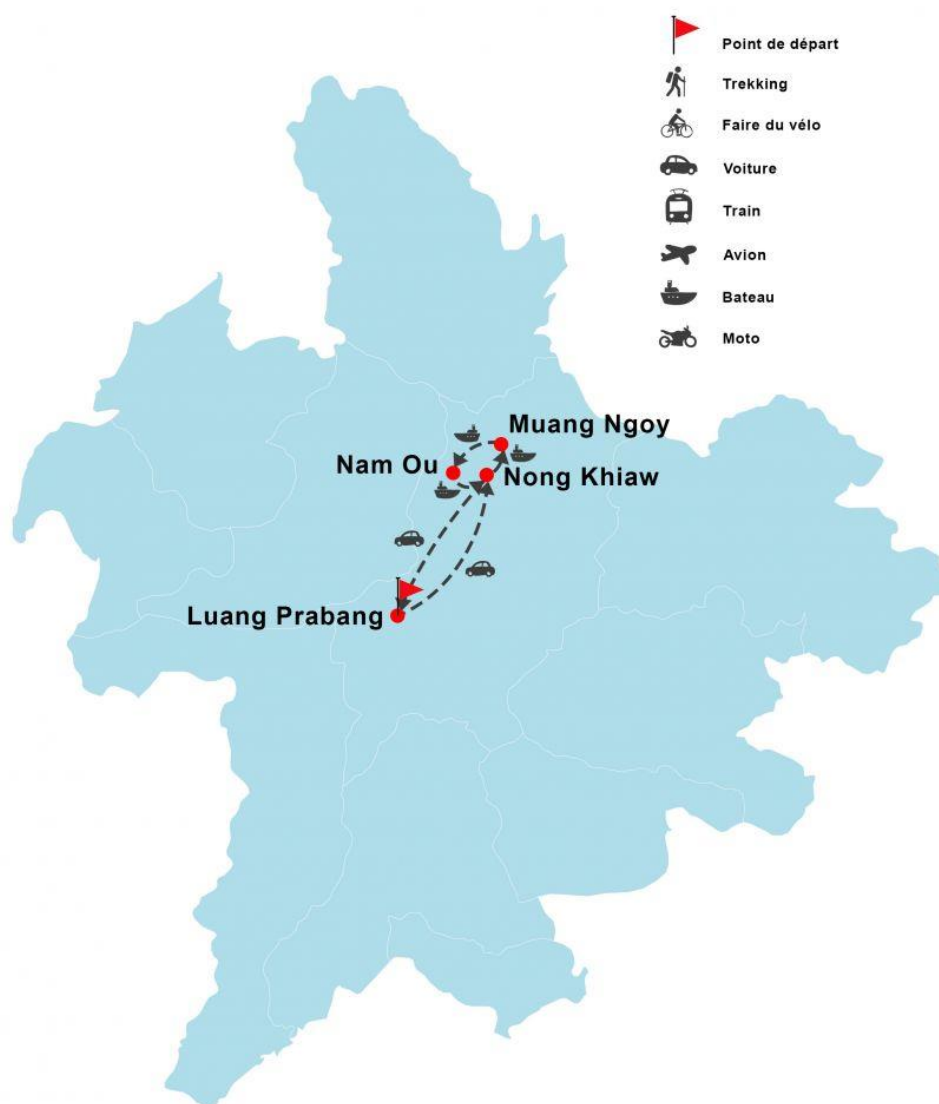
« On vend les mérites de l'écotourisme au Laos partout à l'international, mais quand on arrive sur place on s'aperçoit au final, que les bénéfices pour les communautés sont vraiment limités. Je ne sais pas vraiment si elles y gagnent quelque chose réellement économiquement parlant ou socialement parlant, les produits écotouristiques tournent toujours autour de la même chose, des randonnées, des randonnées, des treks, des randonnées, il n'y a pas de développement d'autre prestations, de nouveaux produits, d'innovation cherchant à vraiment optimiser l'implication des communautés. On est face à un produit banal qui en plus n'apporte pas plus que ça aux villages. Ça fait 20 ans que j'entends parler d'écotourisme au Laos et d'objectifs de développement communautaire, mais quand on se rend dans les villages on s'aperçoit que pratiquement rien n'a changé. On est toujours au même stade et les TO et institutions parlent toujours des mêmes choses, grâce au tourisme elles ont réussi à installer l'eau et l'électricité dans les villages, mais ça fait maintenant 10 ans qu'elles disent ça ». (M. X, entretien exploratoire n°6, 03/05/2019, échange téléphonique)

« Les T.O disent toujours qu'ils vont faire tout un tas de choses mais au final on s'aperçoit qu'ils ne sont en fait bons qu'à faire la même chose. » (M. X, entretien acteur de l'aide au développement n°7, 06/07/2019, Luang Prabang). Un membre de TO évoque lui-même « Au cours des circuits les touristes font un trajet de 3 à 4 heures dans la journée, et quand ils arrivent au village ils n'ont en effet rien à faire, il faudrait alors trouver des

idées pour agrémenter leurs visites » (M. X, entretien acteur économique n°4, 08/05/2019, Luang Prabang). Ceci peut se traduire par la valorisation de l'artisanat ou la promotion de la culture locale. C'est ici que les entreprises locales jouent un rôle primordial, par la création de partenariats avec les TO, celles-ci pourraient alors inclure leurs activités dans les circuits proposés. Cette création de valeur permettrait de diversifier l'offre touristique et d'engager une coopération multi-acteurs créant une dynamique locale axée sur l'objectif premier d'implication des communautés.

2. La zone nord de la province, le district de Ngoi et l'activité écotouristique de Muang Ngoi

Figure 11 : Carte retraçant le trajet Luang Prabang, Nong Khiaw, Muang Ngoy



Source : Phoudthassak Thammathong

Le rayonnement touristique de la ville de Luang Prabang permet également au reste de la province d'en profiter, le district de Ngoi, au nord, est le second lieu le plus fréquenté. Après s'être rendus à Luang Prabang de nombreux touristes s'aventurent à visiter la ville de Nong Khiaw, plus grande ville du district, populaire pour ses paysages naturels et sauvages, elle est également entourée de villages que les touristes peuvent avoir l'opportunité de visiter lors de treks organisés. La plupart des touristes qui se rendent au nord partagent les mêmes motivations, ils veulent voir le « Laos authentique » tel qu'ils l'évoquent. Leur objectif est de s'éloigner de Luang Prabang et de se rendre dans des lieux un peu moins accessibles. Le village de Muang Ngoi, situé à l'extrême nord de la province au bord de la Nam Ou à 1h30 de bateau de la ville de Nong Khiaw a parfaitement analysé et saisi l'opportunité de cette demande : il s'est transformé en site d'accueil privilégié pour les touristes. De nombreuses maisons d'hôtes ont été construites en bordure de la rivière et le village bénéficie d'une arrivée journalière grâce à 2 bateaux qui partent matins et après midi en direction du village. Une fois à Muang Ngoi des sentiers mènent à des villages Lao et Khmou, qui ont également profité de l'arrivée touristique pour proposer de l'hébergement chez l'habitant.

Figure 12 : Village de Muang Ngoi



Source : *Mrlinh's Adventures*

2.1. Présentation des acteurs impliqués dans l'activité

2.1.1. Une activité amorcée par la Banque Asiatique de Développement

La ville de Nong Khiaw, située à trois heures de route de Luang Prabang par la route nationale 13, principal axe routier du pays⁴⁰, aurait été la première à bénéficier d'une attractivité touristique. Sa facilité d'accès et ses attraits naturels lui ont permis de développer une micro industrie touristique. Plusieurs agences locales se sont implantées sur place proposant des excursions (trek, vélo, randonnée...) du même type que les plus grands TO de Luang Prabang. Tiger Trail a notamment installé une succursale à Nong Khiaw. Une activité de tubing, qui consiste à descendre les cours d'eau dans une bouée de type chambre à air, s'est aussi développée.

Dans le cadre du « *Mekong Tourism Development Project* », la BAD a engagé des travaux d'aménagement dans cette zone au cours des années 2000, notamment sur le petit port de Nong Khiaw permettant de multiplier les allers retours par bateaux pour Muang Ngoi⁴¹. Un flux touristique s'y est développé grâce à une meilleure accessibilité depuis Nong Khiaw, et de nombreux villageois ont investi dans la construction de petits hôtels, restaurants, bungalows, permettant d'accueillir les touristes afin de prolonger leur séjour à Muang Ngoi. La communication sur ce petit village, dans les réseaux sociaux, les blogs et forums et son référencement dans des guides touristiques tel que le Guide du Routard ou le *Lonely Planet* ont ensuite amorcé une activité touristique qui est devenue actuellement la première source de revenus d'une grande partie de la population.

Depuis le village de Muang Ngoi, d'autres villages sont accessibles grâce à des sentiers passant également par des sites naturels tels que des cascades ou des grottes. Les habitants de Muang Ngoi ont profité de ce cadre favorable pour y développer une activité écotouristique. Sur les sentiers plusieurs panneaux artisanaux ont été installés indiquant la direction vers les différents villages. Des habitants ont commencé à proposer des petits circuits guidés en affichant sur leurs portes ou dans les chambres d'hôtes et restaurants leurs noms et coordonnées.

⁴⁰ Il s'agit également de la route la plus importante du point de vue économique, partant du poste-frontière de Boten, à la frontière Chinoise dans l'est de la Province de Luang Namtha elle traverse ensuite le pays en passant par les villes les plus importantes pour ensuite rejoindre le Cambodge.

⁴¹ Témoignage Steven Schipani 07/ 2019, échange informel.

2.1.2. Une gestion autonome

Cette zone est trop éloignée de Luang Prabang et dispose d'une activité touristique trop marginale pour les grands TO comme *Tiger Trail* ou *Green Discovery*, ceux-ci s'en sont désintéressés et une activité touristique s'est développée sous une autre forme. Elle a démarré à l'initiative des communautés et n'a pas été initiée ou influencée par des agents extérieurs comme à Luang Prabang. Le contexte dans lequel elle a émergé a permis le développement d'une autre dynamique, les communautés se sont emparées de l'activité pour l'autogérer.⁴² Positionnées en tant qu'initiatrices elles ont été impliquées dès les premières phases. Cette autogestion leur a également permis de développer leur propre modèle économique et social. Ce modèle écotouristique, pouvant être associé à un circuit court, n'impliquant aucun intermédiaire, a contribué à un investissement plus important de la part des communautés, qui ont été confrontées à des responsabilités nouvelles. L'apprentissage de la gestion de l'activité s'est développé au fur et à mesure de leur propre expérience. Cette professionnalisation par l'expérience du terrain a encouragé une réflexion plus aboutie et cohérente. On remarque par exemple que plusieurs villages ont réfléchi à des ateliers afin d'agrémenter la visite des touristes dans les villages. Ces ateliers pouvaient consister en une initiation aux techniques de pêche locales ou de tissages et avec l'apprentissage de motifs spécifiques. On note une prise d'initiative beaucoup plus importante, par exemple un chef de village nous a donné des cartes de visites, qu'il a faites lui-même à la main, présentant son village et invitant les touristes à y séjourner pour en apprendre plus sur la culture locale. D'autres villages ont ouvert des petits restaurants. Les observations effectuées sur cette zone nous ont permis de constater que la prise de contrôle des activités par des agents extérieurs n'est pas toujours la solution la mieux adaptée, même si les communautés ont besoin de certaines formations complémentaires dans le domaine de l'accueil touristique, l'apport de compétences externes pourrait les inciter à se placer dans un rôle plus passif. A Muang Ngoi, l'autonomie des communautés a sans aucun doute favorisé leur implication, les encourageant à engager une réflexion beaucoup plus approfondie sur la gestion de l'activité et son développement.

⁴² Plutôt qu'endosser le rôle d'exécutantes dans un modèle dominé par les TO et structures privés comme à Luang Prabang.

2.2. L'Implication des communautés et la mise en contact avec les touristes

2.2.1. Une relation directe entre touristes et communautés

La zone réduite sur laquelle s'est développée la fréquentation touristique à Muang Ngoi et la facilité d'accès aux différents villages ont aussi permis une plus grande autonomie des touristes, libres de circuler sans guides. L'accueil des touristes se fait alors de manière beaucoup plus spontanée, en opposition à la zone de Luang Prabang, dans un contexte où les communautés sont informées à l'avance de la venue des touristes. Ici, les communautés n'ont aucun moyen de prévoir la fréquentation journalière et hebdomadaire. Cette incertitude leur impose un autre modèle de gestion, elles doivent faire preuve d'une plus grande capacité d'adaptation. Cette autre organisation touristique, plus alternative et spontanée, a influencé l'établissement d'un autre rapport entre touristes et communautés. Il est indéniable qu'elles sont davantage investies dans l'échange, qu'elles portent plus d'intérêt aux touristes présents et posent plus de questions. Elles partagent également les repas avec les touristes et sollicitent l'échange d'expériences. Cette curiosité plus importante peut aussi s'expliquer par une meilleure maîtrise de l'anglais. Beaucoup de villageois aux alentours de Muang Ngoi parlent mieux l'anglais que dans les autres villages, où la maîtrise de cette langue est très rare. Lors de nos échanges informels avec un chef de village celui-ci évoque que sa femme et lui ont appris l'anglais par eux-mêmes au fur et à mesure de leurs échanges avec les touristes. Le degré d'implication, nettement plus important a donc contribué au renforcement de l'expérience et à un développement socioculturel. La suppression du guide comme intermédiaire aurait tendance à renforcer la création de liens plus authentiques et d'échanges interculturels plus approfondis.

2.2.2. Un développement touristique et professionnel

Ainsi dans plusieurs villages tels que Ban Na, Huay Bo ou Huay San, l'hébergement chez l'habitant s'est transformé et ont été construites des chambres d'hôtes rudimentaires permettant aux villages de loger plusieurs touristes à la fois et de leur apporter les facilités nécessaires à leur confort. On observe une nette évolution dans l'aménagement et le confort des installations touristiques.

Figure 13 : Chambre d'hôtes, village de Huay San



Source : Carine Druot

Figure 14 : Panneaux indiquant la route pour Ban Na et Huay San



Source : Carine Druot

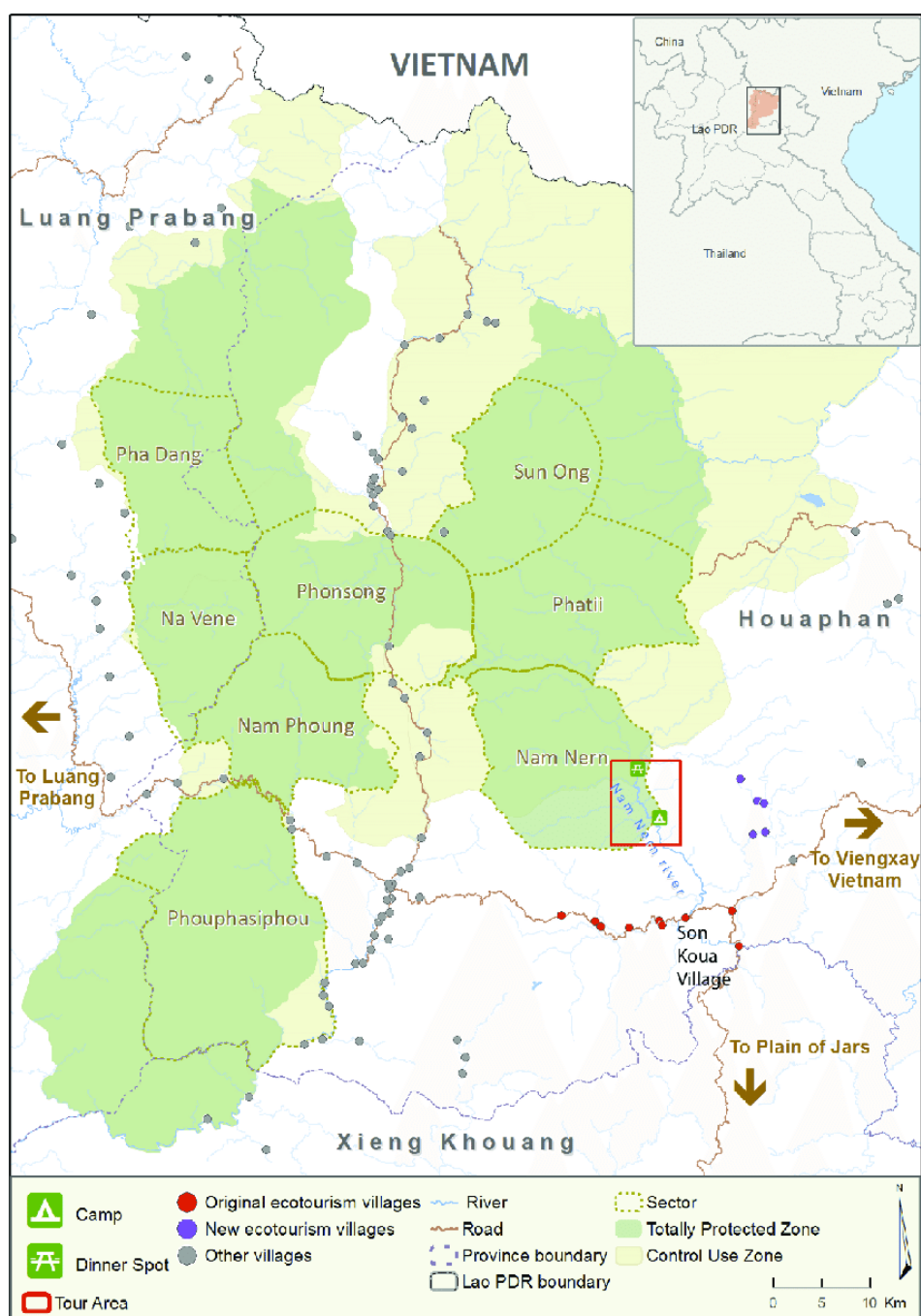
Figure 15 : Panneau indiquant le restaurant et la chambre d'hôtes de Huay San



Source : Carine Druot

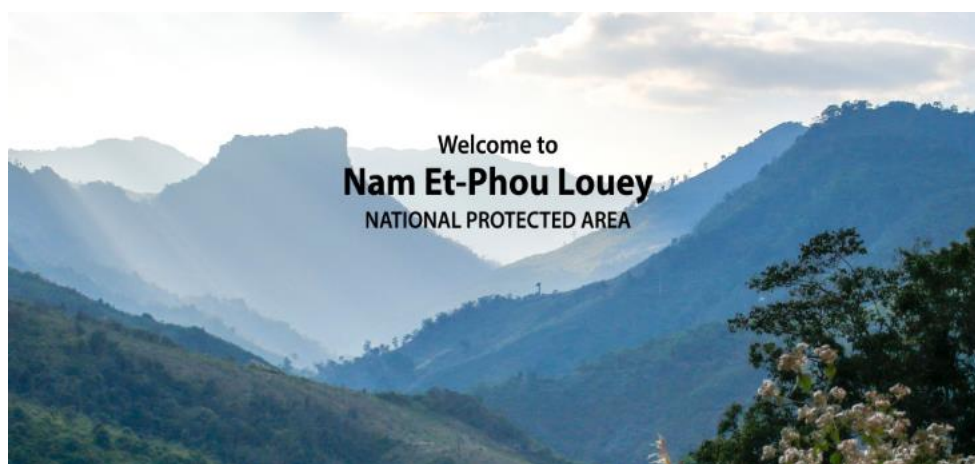
3. Le projet d'écotourisme du PN de Nam Et-Phou Louey

Figure 16 : Carte du PN de Nam Et-Phou Louey



Source : NEPL ANP

Figure 17 : Affiche commerciale du PN de Nam Et-Phou Louey



Source : *NEPL ANP*

Le modèle d'organisation écotouristique dans le parc de Nam Et-Phou Louey est encore d'une autre nature. Le contexte dans lequel a démarré l'activité écotouristique s'est caractérisé par des vives tensions entre autorités et communautés suite à la délimitation sans concertation d'une aire protégée. Les communautés vivant au sein de cet espace se sont vu privées de leurs droits d'accès et d'usage des sols et des écosystèmes forestiers avec un impact direct sur leurs conditions de vie. Une activité écotouristique a alors été initiée par une ONG afin de compenser en partie ces pertes et d'apporter une nouvelle source de revenus aux différents villages impactés.

3.1. Un modèle vertueux permettant de répondre au double objectif de développement – conservation

3.1.1. Une collaboration forte entre la Wildlife Conservation Society et l'unité de gestion du PN de Nam Et-Phou Louey

Le PN de Nam Et-Phou Louey est situé dans le nord-est de la RDP lao et constitue la plus grande aire protégée du pays d'une superficie de 410 720 hectares (WCS Laos, NEPL APN, 2018, p. 1). Couvrant neuf districts dans trois provinces (Houaphan, Luang Prabang et Xieng Khouang), la zone protégée est marquée par une topographie montagneuse escarpée, avec une altitude de 336 à 2 257 mètres. Le PN est remarquable pour la richesse en biodiversité de sa faune avec une large gamme d'espèces, dont malheureusement beaucoup sont en voie de disparition, comme les tigres, les léopards, les chats dorés où les gibbons. Au total, il existe 19 espèces carnivores, dont 6 de chats sauvages, une

cinquantaine d'espèces de mammifères et 299 d'oiseaux. 30 000 villageois de 98 communautés vivent dans le parc ou à proximité immédiate, dans une zone dite de corridor. Le parc englobe les districts les plus pauvres du pays et les populations locales dépendent fortement des ressources naturelles, notamment en période de soudure, celle où les réserves de riz sont épuisées. Pour mieux équilibrer entre protection de la biodiversité et besoins des communautés locales, la zone protégée est divisée en 2 zones principales : la première, dont l'objectif principal est la conservation, zone interdite d'accès et où aucune activité n'est autorisée, et la seconde où de nombreux villageois peuvent pratiquer l'agriculture et y travailler.

La WCS a contribué au développement des produits d'écotourisme depuis 2009. Actuellement 26 villages (plus de 2 000 ménages) participent au projet d'écotourisme et 4 villages sont directement engagés dans la fourniture de services lors des circuits ou des visites.

Le WCS offre une assistance technique à l'unité de gestion du parc depuis 2003. Au cours de cette période la WCS et l'unité de gestion ont acquis une expérience précieuse dans diverses activités de conservation. Les activités d'écotourisme au PN de Nam-Et Phou Louey, sont conçues pour créer un lien direct entre conservation et développement, dans l'objectif d'encourager les populations locales à protéger les espèces menacées. Le projet a été un succès grâce à la participation active des communautés et à la création d'incitations financières liés à la conservation. Les principaux objectifs du modèle touristique sont les suivants:

- Créer des revenus supplémentaires pour les populations locales
- Générer un financement durable pour la gestion de l'aires protégée
- Sensibiliser la population locale et les visiteurs à l'importance de la conservation de la faune

3.1.2. Les différents produits écotouristiques proposés

Le projet propose 2 produits d'écotourisme: le *Nam Nern Night Safari* et une série de trekkings. Le *Nam Nern Night Safari* a été commercialisé dès 2009, le circuit dure 24 heures et inclut une randonnée et une descente de la rivière Nam Nernn par bateau traditionnel à longue queue afin d'observer la faune sauvage. Le Night Safari a acquis une visibilité internationale, il a remporté le «*World Responsible Tourism Award*» en 2013 et 2014. Le projet emploie actuellement environ 40 familles et implique 14 villages.

Figure 18: Nam Nern Night Safari Tour



Source : Carine Druot

En 2016, deux circuits de randonnée avec des itinéraires de 2 à 5 jours ont été ouverts: *The Nest* et *The Cloud Forest Climb*. Ces tours intègrent 12 villages environnants et offrent aux visiteurs une occasion de pister les espèces sauvages telles que les léopards ou les ours en utilisant des caméra-pièges installées le long du sentier et entretenues par la communauté. Les données de ces caméras sont intégrées au programme de surveillance de la faune dans le PN.

Figure 19: Léopard pris par la caméra-piège



Source : NEPL ANP

3.1.3. Un modèle basé sur l'implication des communautés et une valorisation de leurs connaissances

Un engagement efficace et significatif avec les communautés est l'un des piliers du programme d'écotourisme de la WCS. L'augmentation et la diversification des revenus doivent encourager des pratiques favorables à la conservation par les villageois. L'objectif est donc de limiter par exemple la chasse ou d'autres activités impactant la faune et la flore dans le parc. Le deuxième objectif est de valoriser les connaissances locales, lors des randonnées, afin d'intégrer au maximum les communautés en capitalisant sur leurs compétences et leur connaissance du territoire. Le renforcement des liens et de la confiance qui peuvent être noués avec les communautés locales participent au soutien d'un plus large éventail d'objectifs de gestion du PN. Des groupes de services écotouristiques ont été créés dans quatre villages pour générer des emplois. Tous les sites, sentiers et infrastructures d'écotourisme ont été développés et sont actuellement cogérés par des habitants. La plupart de ceux qui participent aujourd'hui à des activités touristiques en tant que guides et bateliers sont d'anciens chasseurs, voire braconniers. La WCS s'est engagée à donner un rôle à chaque membre des communautés en priorisant les familles à faibles revenus. Afin de répartir équitablement les avantages et bénéfices du tourisme dans les villages, chaque famille participe à tour de rôle. Tous les salaires et les primes des prestataires de services sont distribués aux villageois juste après la visite et en présence du visiteur. Pour bénéficier des avantages liés au tourisme, tous les membres et leurs familles doivent adhérer aux conditions du contrat et les respecter. Les ménages pris en violation de la réglementation risquent de perdre leurs emplois.

Pour créer une incitation directe à la conservation, le projet fournit non seulement aux villages un montant fixe pour chaque touriste mais une prime supplémentaire est prévue en fonction du nombre et de la variété d'animaux sauvages rencontrés par les visiteurs. Ils doivent remplir un formulaire destiné au comptage et à la surveillance de la faune à la fin du voyage. Toutes les informations collectées sur la faune sont enregistrées dans une base de données en ligne et sont intégrées dans le programme de surveillance de la faune de la WCS. En plus de ces incitations positives pour la conservation dans la conception de la stratégie d'écotourisme, l'accord de distribution des avantages souligne également des mesures dissuasives. Par exemple, si un membre est surpris en train de violer l'accord les bénéfices pour le village sont réduits, il y a donc une sanction collective à des actes

malveillants individuels, ce qui renforce le contrôle au niveau communautaire et consolide le pouvoir local .

Conclusion Chapitre 3 Partie II

Les trois zones touristiques identifiées dans la Province de Luang Prabang et présentées précédemment exposent des modèles de développement écotouristique distincts. En évoluant dans des contextes différents, l'activité écotouristique a pris des formes diverses. L'on remarque que ses avantages et inconvénients varient selon les zones touristiques étudiées. Dans la zone proche de Luang Prabang, où la fréquentation touristique est importante, l'activité écotouristique est majoritairement sous le contrôle d'agents extérieurs tels que des TO ou autres structures privées, laissant peu d'opportunités aux populations locales. Sur la zone de Muang Ngoi, les communautés gèrent de façon autonome l'activité, dans ce contexte, aucun agent extérieur ne s'est infiltré dans l'économie écotouristique, laissant pleinement les populations locales profiter de ses bénéfices. Cette autogestion se traduit par un niveau d'implication plus important et un apprentissage par l'expérience. En autogérant l'activité les communautés se forment dans différents domaines que ce soit en accueil, en gestion des comptes, services... En opposition au modèle écotouristique de la zone de Luang Prabang où les communautés sont majoritairement positionnées en tant qu'exécutantes, à Muang Ngoi elles sont initiatrices, elles ont donc été responsables de la planification et contrôlent la gestion de l'activité. Ce modèle leur a donné la possibilité d'améliorer leurs qualifications et d'en acquérir de nouvelles. Dans le PN de Nam Et-Phou Louey, la gestion écotouristique se présente encore sous un autre modèle, ce ne sont pas des TO qui gèrent l'activité mais l'unité de gestion du parc accompagnée d'une ONG. Dans ce contexte la WCS s'applique à mettre en place des processus afin de multiplier la participation locale, de capitaliser sur les connaissances locales et ainsi d'augmenter les opportunités pour l'ensemble des villageois.

Conclusion Partie II

Lors de cette deuxième partie, les risques et limites de l'activité observés dans le cadre de divers projets d'écotourisme ont été évoqués de façon générale dans l'objectif d'apporter une meilleure compréhension des enjeux spécifiques à l'écotourisme. Concept développé afin de limiter les conflits entre autorités et communautés suite à la mise en place d'aires protégées, il permet d'apporter une solution à l'échec de l'approche protectionniste en intégrant les communautés aux dispositifs de préservation de l'environnement et en leur offrant la possibilité de bénéficier de la conservation plutôt que dans supporter les coûts. L'écotourisme est perçu comme une solution idéale et il est valorisé par de nombreuses organisations internationales de l'aide au développement. Néanmoins, après plusieurs années d'application, des projets d'écotourisme semblent montrer des défaillances (apports non durables, inégalités, conflits d'usage...). Ce modèle générerait également des inconvénients, en effet, ne disposant pas d'une définition officielle, il ferait l'objet de nombreuses interprétations et de désaccords. Pour les communautés cela se traduirait par des impacts économiques et sociaux, ces impacts relevés dans le premier chapitre de cette seconde partie, ont aussi pu être observés sur le terrain de recherche grâce à une observation sur trois zones touristiques distinctes. L'on observe sur ces trois zones des modèles de gestion écotouristiques qui semblent s'opposer, en revanche, ces trois modèles reproduisent les schémas d'écotourisme évoqués dans la partie théorique. Sur la zone proche de Luang Prabang, par exemple, l'activité est majoritairement sous le contrôle d'agents extérieurs tels que des TO et subsiste un manque de gouvernance de la part des institutions, ce qui se traduit par des opportunités limitées pour les communautés. A Muang Ngoi, la gestion indépendante apparaît comme plus complexe et possède d'autres inconvénients, mais elle impose plus de responsabilités et engage ainsi un niveau d'implication plus élevé. A Nam Et-Phou Louey, le partage des connaissances entre la WCS, l'unité de gestion du parc et les communautés serait un modèle efficace permettant de répondre aux trois objectifs de l'écotourisme. Pour conclure, cette deuxième partie met en évidence que les potentiels de développement attribués à l'écotourisme dépendent fortement de la coopération des différents acteurs et de leur investissement pour impliquer au maximum les communautés et multiplier ainsi leurs chances d'en tirer des avantages économiques et sociaux.

Partie III :

Enjeux socioéconomiques du développement de l'écotourisme dans la Province de Luang Prabang

Introduction Partie III

Suite à une recherche exploratoire sur les possibles impacts et bénéfices de l'écotourisme pour les communautés et une expérience de terrain qui nous a permis d'observer quelles opportunités de développement ce concept apporte à la population locale de la Province de Luang Prabang, nous avons pu relever plusieurs conditions nécessaires à l'appréciation d'un modèle d'écotourisme vertueux. Tout d'abord, conformément à la première hypothèse, les nombreux acteurs impliqués dans l'activité, occupant des rôles et fonction variés, doivent faire preuve d'une entente sur les principes définitionnels de l'écotourisme afin d'être en mesure de collaborer et de remédier aux divers problèmes plutôt que de favoriser leurs propres orientations. Ensuite, sans une participation forte des communautés locales, ce modèle ne peut garantir que des retombées minimales pour celles-ci. Elles doivent être impliquées dès la phase de planification, elles possèdent une source de données sur le territoire et peuvent apporter une aide précieuse lors de la sélection des sites, sentiers de randonnées et parcours touristiques. Grâce à leur expertise, elles peuvent aussi repérer les zones menacées et à éviter, et peuvent également partager leurs connaissances lors des excursions. Elles possèdent de nombreux atouts qui peuvent être valorisés au cours des circuits touristiques. Ces atouts pourraient aussi être utilisés afin de diversifier l'offre et créer de nouveaux produits, de nouvelles prestations, avec pour conséquence, la satisfaction d'une plus large clientèle et une augmentation des opportunités de bénéfices. Cette stratégie permettrait aussi d'impliquer un plus grand nombre de villageois et donc de limiter les problèmes d'inégalités. Enfin les communautés doivent être impliquées avec une finalité précise. Cette implication doit mener à une autonomisation économique, psychologique et sociale, seul moyen d'accès à l'indépendance financière. Sans cette condition, les retombées économiques que percevront les communautés seront limitées, en outre, leur développement culturel et social sera presque inexistant et la valorisation de leur identité culturelle caduque.

L'activité écotouristique dans la Province de Luang Prabang est fortement limitée par différents facteurs : saisonnalité, petits budgets, courts séjours, statut de destination secondaire... Les conséquences pour les communautés se traduisent par une création de revenus sporadiques et aléatoires qui peuvent, comme observé sur le terrain, avoir progressivement des impacts néfastes. Par ailleurs, même-si la création d'une alternative

économique est souvent mentionnée comme premier argument au lancement de projets d'écotourisme en zone protégée ou rurale, cette nouvelle ressource économique n'engage pas automatiquement un développement. Dans cette troisième partie nous exposerons, d'une part, les impacts particulièrement négatifs de l'écotourisme identifiés dans la Province de Luang Prabang. Nous démontrerons, d'autre part, que la création de revenu n'induit pas toujours un développement économique et social et une incitation à la protection de l'environnement, tel qu'il est supposé dans l'écotourisme. Afin d'avoir un réel gain sur l'amélioration des conditions de vie des populations locales, l'écotourisme ne doit pas se limiter à l'apport d'un revenu complémentaire mais doit aussi encourager une amélioration des qualifications locales par la création de dispositifs de formation et de transfert de compétences. Puis son incitation avérée à la protection environnementale par les communautés n'est pas si évidente et doit passer par la construction d'une fierté locale redonnant une valeur aux patrimoines culturels et naturels. Le premier chapitre de cette partie traitera des enjeux socioéconomiques de l'activité pour ensuite, lors du deuxième chapitre, recommander des préconisations pour le développement écotouristique, à l'échelle nationale, provinciale et locale.

Chapitre 1 : Ecotourisme et enjeux de développement des populations rurales de la Province de Luang Prabang

Ce chapitre souligne les impacts socioéconomiques de l'écotourisme observés sur les trois zones d'étude de la Province de Luang Prabang. Au niveau économique, on remarque une intensification des inégalités provoquée par l'intégration d'une nouvelle ressource économique. Au niveau social, l'écotourisme communautaire peut avoir tendance à transformer les villages en attraction touristique avec pour conséquences une marchandisation de la culture locale.

1. Les risques liés à l'intégration d'une nouvelle ressource économique

1.1. Le tourisme comme revenus complémentaires un bénéfice pour les communautés ?

1.1.1. Une diversification économique comme première source de motivation au sein des communautés

La création d'une source de revenus supplémentaires apparaît comme la première motivation commune à la plupart des villageois et chefs de village interrogés. Cet élément s'est présenté comme une constante dans tous les entretiens effectués. Lors de nos questions portant sur les bénéfices recherchés par les répondants, au développement d'une activité d'écotourisme, la plupart a évoqué la recherche d'un revenu complémentaire comme première motivation. Certains d'entre eux, mais le nombre reste assez limité, ont évoqué l'échange interculturel et l'apprentissage de nouvelles compétences en tant qu'aspect secondaire. Comme l'évoque un chef de village :

« On a décidé de s'investir dans le tourisme car cela donne plus d'opportunité aux familles de s'enrichir, c'est un moyen complémentaire pour elles d'avoir une autre source de revenus, de plus l'activité demande moins d'efforts que de travailler aux champs ou d'aller vendre des produits sur le marché, elle peut permettre aux familles d'avoir une situation plus confortable ». (M. X, entretien chef de village n°1, 28/05/2019, Luang Prabang)

Une autre membre du village mentionne : *« On est toujours pauvre, mais grâce au tourisme on a quand même une meilleure situation »* (Mme. X, entretien membre de village n°1, 28/05/2019, Luang Prabang). Pour de nombreuses familles l'argent supplémentaire distribué par le tourisme représente une opportunité de pouvoir construire des habitats plus confortables. Les maisons traditionnelles en bois ou bambou sont progressivement remplacées par des maisons en dur faites de béton, ce qui pour eux représente un signe de modernité. Une modernisation de l'habitat qui peut s'effectuer au détriment de la préservation de patrimoine architectural et artisanal. Toutefois cette source de revenus annexe ne signifie pas toujours développement économique et social et peut s'avérer avoir aussi des effets négatifs au sein des communautés.

1.1.2. Des retombées sporadiques limitant les bénéfices de l'écotourisme

Premièrement, nous avons pu remarquer que l'activité n'apporte que des revenus sporadiques aux communautés, lors de nos échanges informels avec différents chefs de village, ceux-ci ont regretté à plusieurs reprises le manque de clientèle surtout en saison basse et ne pas pouvoir compter sur cette alternative économique pour investir dans des projets de développement. L'ensemble des témoignages expriment que la fréquentation, trop basse, ne permet pas de répondre à son objectif d'économie alternative. Dans un premier village, les chefs mentionnaient qu'ils n'avaient pas vu de touristes depuis un mois. Dans un autre village, certes moins accessible, l'enjeu s'avère encore plus important car il n'avait reçu que 16 touristes en deux ans. Du côté des TO la fréquentation pendant la saison basse est effectivement très faible et présente une contrainte. Le plus grand TO de Luang Prabang n'avait compté que 15 clients pour le mois de Juin. Cette irrégularité de fréquentation a plusieurs conséquences au sein des villages, qui finissent par se décourager et délaisser ce secteur, comme l'évoque le responsable d'un TO :

« La plus grande difficulté de notre travail est d'arriver à gérer les attentes des communautés. Quand elles sont sollicitées pour démarrer une activité touristique, elles ont tout de suite de fortes attentes, dans l'espoir que cette activité les sorte de leur précarité et apporte une nouvelle prospérité au village. Quand elles finissent par s'apercevoir que la demande est minime, elles entrent ensuite dans un mécanisme de rejet et leur déception les poussent à s'opposer au projet. Il est important que les TO fassent comprendre clairement aux communautés dans quelles dimensions

l'écotourisme peut leur apporter un bénéfice. » (M. X, entretien acteur économique n°4, 08/05/2019, Luang Prabang)

1.1.3. Une création de revenu qui ne se traduit pas par un développement économique et social

Par ailleurs, cette création de capital, même minime, n'est pas automatiquement synonyme de développement, ce surplus peut avoir des effets plus ou moins négatifs sur les communautés. Un acteur économique interrogé nous rappelle que, dans le cadre de retombées sporadiques ou aléatoires, les apports de cette activité ne sont pas toujours investis et peuvent être dépensés de différentes sortes. Les bénéfices peuvent participer à l'achat de produits de première nécessité ou être utilisés en cas d'urgence (maladie, hospitalisation, décès, rentrée scolaire). Dans d'autres cas elle peut servir à l'achat d'alcool voire de drogue :

« Je travaille avec plusieurs villages, dans le cadre des tours que j'organise, j'embauche les personnes comme accompagnateurs, assistants ou porteurs. Ceci leur permet d'obtenir une source de revenus complémentaires. La veille d'un tour, j'appelle le chef de village pour savoir si des membres veulent participer. Mais je ne saurais pas dire si mon action est réellement bénéfique. La plupart du temps je m'aperçois que l'argent est dépensé le soir même en alcool, en bière pour faire la fête. Ca fait environ 15 ans que je vis au Laos maintenant et que j'ai monté mon entreprise et je ne saurais pas dire si le tourisme apporte vraiment une aide aux communautés. Je suis conscient que j'apporte peut être un regard négatif, mais avec l'expérience de terrain, je m'aperçois juste qu'en 15 ans la consommation de tabac ou d'alcool a augmenté. » (M. X, entretien exploratoire n°4, 25/04/2019, Vientiane)

1.2. Ecotourisme et renforcement des inégalités

1.2.1. Une inégalité existante entre acteurs économiques et communautés

La première inégalité observable est la répartition inéquitable des bénéfices du tourisme entre les différentes parties prenantes, notamment entre les excursionnistes et les communautés. Un professeur de l'UNL, qui a fait sa thèse sur le partage des charges et bénéfices de l'écotourisme au Laos, l'avait noté et il ajoute : *« Après l'étude, il s'avère que ce sont les excursionnistes qui récupèrent l'ensemble des bénéfices, les opportunités*

destinées aux communautés sont très minimes. » (M. X, entretien exploratoire n°3, 22/04/2019, Vientiane)

Même si cette observation a pu être confirmée en partie sur le terrain, il a cependant été remarqué que de nombreux TO s'organisent pour apporter des avantages aux communautés. La période de terrain n'a pas été assez longue pour permettre un suivi sur une saison de la répartition de l'ensemble des bénéfices directs mais aussi indirects.

Toutefois nous avons pu aussi noter une inégalité de statut au sein du secteur qui peut ensuite se traduire par des conséquences, souvent négatives. La plupart des employés et guides embauchés dans les TO sont majoritairement sous contrats, à ces guides s'ajoutent parfois des prestataires *freelance*. Le contrat de travail offre aux guides une garantie de revenus et par là une certaine sécurité pendant la saison basse. Les communautés, majoritairement rémunérées à la prestation, sont, elles, dépendantes de la fréquentation ou des TO quand ceux-ci monopolisent l'activité, dans ce cas ils peuvent choisir les communautés jugées les plus attractives et favoriser certaines au détriment d'autres.

1.2.2. Une inégalité spatiale

Il est important de rappeler, en effet, que l'écotourisme au sein des villages est fortement conditionné par un certain nombre de critères qui peuvent s'avérer contraignant pour l'activité en tant que levier de développement. Au Laos, particulièrement, le tourisme est très influencé par le cadre institutionnel, qui délivre des autorisations avant de démarrer un partenariat avec un village en fonction des demandes. Le développement écotouristique dépend alors fortement des bureaux de districts et de leur capacité, en matière de gouvernance, à gérer le territoire.

Hormis ses conditions légales et politiques, les villages doivent aussi répondre à des critères esthétiques et géographiques pour être considérés attractifs au niveau touristique. Ces conditions incluent une relative accessibilité, même si les touristes sont à la recherche de villages isolés, ils vont rarement accepter de faire deux jours de marche pour voir un village qui ressemble fortement à d'autres situés à seulement deux heures de route. Ensuite il est important de prendre en compte la qualité paysagère des villages, ils seront sélectionnés en fonction des paysages que les touristes pourront contempler au cours de leur excursion. Ainsi, dans le cadre de Luang Prabang, les villages les plus sollicités sont

ceux situés à proximité des sites naturels et touristiques et l'on se retrouve donc avec des zones ultra-fréquentées dans lesquelles les villages vont travailler avec plusieurs TO et vont recevoir jusqu'à 25 touristes par nuitée en saison haute⁴³. A ces zones s'opposent d'autres moins attractives selon ce critère et de ce fait défavorisées. Un expert en développement écotouristique au Laos, interrogé au cours de la période de terrain, s'exprime sur le sujet :

« Quand j'ai travaillé avec la BAD, dans le cadre du « Mekong Tourism Development Project » dans la province de Luang Prabang ont a conçu des circuits touristiques, certains ont fonctionné et sont toujours exploités aujourd'hui, d'autre non, ils ont été abandonnés car il n'avait pas assez de demande, sans doute qu'ils n'avaient pas les attraits naturels et culturels recherchés par la clientèle. Il faut alors se demander avant de développer les circuits si ceux-ci répondent aux caractéristiques recherchées et c'est là qu'on a peut-être échoué sur certains circuits avec la BAD. »
(M. X, entretien acteur de l'aide au développement, 05/07/2019, Luang Prabang)

A Muang Ngoi, les villages les plus sollicités sont les plus proches et les plus accessibles par les sentiers. Après Muang Ngoi, trois villages situés à même distance se partagent la fréquentation touristique. Les villages situés plus loin qui voudraient pourtant profiter de cette ressource économique ne le peuvent pas en raison de leur éloignement et leur isolement. Comme le souligne un chef de village interrogé dans la zone de Muang Ngoi lors d'un échange informel, au cours d'une visite d'un autre village :

« Ils sont contents que je ramène de nouveaux touristes, ils m'expliquent que les derniers touristes qui sont passés ici étaient 3 et c'était il y a un an maintenant, en même temps qui va venir ici, c'est trop loin, il y a personne et rien à voir, les gens sont pauvres et personne ne peut entretenir le village ». (M. X, échange informel chef de village, 16/05/2019, Muang Ngoi)

L'observation, les témoignages au cours des entretiens et les différents échanges informels, nous amène à postuler que le processus de développement touristique est

⁴³ Données obtenues grâce à plusieurs échanges informels avec des guides salariés et indépendants opérant sur le Province de Luang Prabang et grâce à l'enquête préliminaire qui a permis d'identifier les sites et villages intégrés dans les circuits organisés.

fortement inégalitaire, ceci est aussi valable pour l'écotourisme, car on note une inégalité spatiale qui subsiste entre zones centrales et zones périphériques. Premièrement, l'écotourisme contribuerait au renforcement des inégalités existantes, il pourrait également en créer d'autres et induire une hiérarchisation dans les relations de pouvoir entre les villages. Deuxièmement, cet élément vient décrédibiliser en partie la théorie d'un tourisme comme levier de développement. En se concentrant sur des villages plus ou moins accessibles et ayant des atouts attractifs, l'écotourisme se focaliserait alors sur des espaces ayant déjà d'autres opportunités de développement en n'apportant pas de réelle réponse aux communautés éloignées, isolées et sans ressources. L'introduction de l'écotourisme pourrait parfois tendre à les marginaliser un peu plus. Le choix de villages peut également se faire en fonction de caractères esthétiques et ce critère sélectif peut s'avérer, dans certains cas, discriminatoire. Les villages les plus recherchés doivent être attrayants. Les villages les plus pauvres et moins bien entretenus seraient alors pénalisés par rapport aux villages prospères qui, grâce à leur meilleure santé économique, peuvent plus facilement gérer l'entretien des habitats et espaces communs.

1.2.3. Une inégalité interne à la communauté

Au sein des villages, un même processus va opérer : ce sont les individus bénéficiant généralement des meilleures situations et ayant certaines fois par conséquent les plus hauts niveaux de responsabilités qui vont se voir attribuer le rôle d'hôtes. Le risque de l'écotourisme est de favoriser les élites locales au détriment de la participation des autres membres de la population (Ounmany, 2015, p. 191). Les conditions nécessaires intrinsèques à l'écotourisme (espaces ou pièces supplémentaires attribuées aux visiteurs) vont avoir tendance à favoriser les villageois ayant de meilleures situations aux membres ne disposant pas des conditions nécessaires pour accueillir des touristes, ceux-ci peuvent alors rapidement se trouver exclus de l'activité. C'est une situation que nous avons pu observer notamment à Muang Ngoi, où la plupart des chambres d'hôtes sont tenues par les chefs de village. Un chef de village nous explique que c'est notamment afin d'atténuer ce problème que les villageois ont mis en place des activités pour que tout le monde puisse bénéficier de la ressource touristique y compris ceux qui n'ont pas la possibilité de proposer un hébergement chez eux. Toutefois, nous avons aussi observé que les touristes venant séjourner aux villages et participer aux activités payent généralement directement le chef du village à la fin de leur séjour. Suite à nos questions concernant la répartition des

revenus celui-ci nous explique qu'il y a une répartition effectuée après leur départ. Après plusieurs questions sur la redistribution de l'argent celui-ci nous répond :

« Il n'y a pas une redistribution par factures et tarifs comme tu as l'habitude de voir chez toi, la répartition de l'argent se fait autrement, lorsqu'on offre des activités aux touristes pour nous tous c'est aussi une façon de s'impliquer pour le village. La répartition se fait ensuite à différentes occasions, hier il a fallu accompagner une femme enceinte à Luang Prabang car sa grossesse avait des complications, toutes les personnes qui pouvaient aider l'on fait. Aujourd'hui je vais donner une partie de l'argent à mon neveu [...] il est revenu depuis Vientiane avec sa copine pour nous la présenter. » (M. X, échange informel chef de village, 16/05/2019, Muang Ngoi)

Dans les deux autres cas, à Luang Prabang et dans le PN de Nam Et-Phou Louey, la répartition des bénéfices est gérée autrement car ce sont des acteurs extérieurs qui régulent la gestion et le contrôle de l'activité.

Tout d'abord, des fonds renouvelables par village et alimentés par les recettes du tourisme sont créés afin de sécuriser l'apport des bénéfices pour l'ensemble de la communauté. Ces fonds peuvent être gérés par les autorités du village ou par l'opérateur local en fonction de la situation. La fonction principale du fonds renouvelable de village est de servir de mécanisme de micro financement aux villageois, qui ont besoin de capitaux pour investir dans l'agriculture ou d'autres activités. Outre la fonction de micro finance, les fonds servent de système de couverture sociale, permettant aux villageois d'emprunter pour faire face aux soins médicaux ou autres. Ce fonds est aussi utilisé pour payer des impôts, acheter des terres et d'autres activités de développement. Il peut être utilisé pour la rénovation de l'école par exemple ou l'installation d'autres facilités. De même, le fonds du village est utilisé pour des activités culturelles et sociales, par exemple, pour l'organisation de festival ou cérémonies.

Ensuite, des dispositifs de rotation des tâches sont mis en place afin de garantir l'implication de chaque membre de la communauté. Pour les familles qui peuvent loger les touristes une rotation s'opère à chaque visite. Pour les autres, d'autres fonctions leurs sont attribuées comme la cuisine ou l'entretien et la gestion des habitats touristiques quand les touristes y dorment, avec un système de rotation par familles également.

2. Une activité perturbatrice qui peut s'expliquer par un manque d'implication des communautés

2.1. Impact de l'écotourisme sur l'équilibre communautaire

2.1.1. La visite de villages vécue comme une attraction touristique

En dehors des enjeux concernant la répartition des bénéfices, l'écotourisme, par la visite de village, peut aussi avoir d'autres impacts sur l'équilibre communautaire pour différentes raisons. La première concerne le principe même de la visite, qui implique dans ce cadre un visiteur et un visité. Cette notion de visite peut facilement donner lieu à des dérives transformant les communautés en attraction touristique. La régulation qui entoure la pratique de l'écotourisme dans les villages au Laos tend à limiter cet impact négatif. Par exemple, lors de notre entretien avec un chef de village dans la zone de Luang Prabang, celui-ci nous explique qu'un TO japonais, selon lui, fait venir des groupes de touristes dans le village, qu'ils prennent des photos et s'en vont ensuite, ceci le dérange fortement car ils n'ont pas demandé d'autorisation au préalable et ne s'acquittent d'aucun paiement pour leur venue. Quand nous approfondissons le sujet il répond : « *Je vais prévenir le directeur du district demain ainsi que la police du tourisme afin qu'ils remédient à la situation* ». (M. X, entretien chef de village n°3, 8/06/2019, Xieng Gneum district). En effet toute visite de village ou collaboration avec un village doit être autorisée au préalable par le district et la province.

Dans le cadre des circuits organisés, qui selon les itinéraires peuvent durer de un à plusieurs jours et inclure différentes activités (tyrolienne, tubing, trek, visite de camp d'éléphants), les excursions comprennent généralement des visites de villages ou des repas, pour chaque cas, une autorisation du chef de village, du directeur du district et du département de la province sont nécessaires. D'abord, ce contrôle très strict et réglementé, peut impliquer certains inconvénients, mais il présente l'avantage de limiter les éventuelles dérives propres au tourisme communautaire et ethnique qui peut avoir tendance à parfois transformer les villages en « zoo humain ». Dans un deuxième temps, la pratique écotouristique au Laos, souvent orientée sur des excursions de deux jours minimum, tend aussi à réduire cet effet pervers. Les nuitées aux villages sont une solution leur permettant d'obtenir un peu plus de bénéfices, d'avoir un rôle plus actif et d'être un peu plus

impliquées directement dans l'économie touristique. Ce modèle génère une pratique plus responsable, même si les échanges avec les communautés restent assez limités. Il permet à minima de diversifier les ressources grâce à l'hébergement d'une part puis l'alimentation, les repas, l'achat par les touristes d'artisanat et produits de première nécessité dans les boutiques villageoises. Des excursions d'une journée permettent la visite de villages mais dans ce cadre aussi une autorisation doit être accordée et des frais d'entrée seront payés au chef de village, mais les bénéfices obtenus par la communauté seront alors plus réduits.

Les différentes observations effectuées lors des séjours terrain notamment en résidant dans les villages et en participant aux excursions nous ont permis de comprendre de quelle façon la pratique de l'écotourisme s'organise sur les différentes zones retenues pour notre étude. L'introduction des communautés aux touristes s'effectue de façon différente selon la spécificité de la situation. Dans les deux premiers cas sur la zone autour de Luang Prabang et sur celle de Muang Ngoi, les modèles, quoique différents, s'appuient sur une pratique similaire qui consiste à visiter ou à « explorer » des villages Khmou ou Hmong. L'objectif principal est de pouvoir partager, pour un temps réduit, la vie authentique des communautés et cohabiter pour une nuit dans le village en se prêtant au jeu de la vie traditionnelle. Cette pratique, associée à un imaginaire touristique comme nous avons pu l'évoquer, peut toutefois avoir une certaine tendance, sur le long terme et en cas de pression touristique forte, à transformer graduellement les villages en attraction. Une fois arrivés au village, les comportements touristiques sont différents, si certains touristes préfèrent s'isoler dans leurs chambres ou dans leurs espaces réservés, de nombreux autres souhaitent visiter le village. Elle débute par les espaces publics : la place centrale, la source d'eau, la boutique rudimentaire vendant boissons et nourritures. L'objectif est d'observer la vie quotidienne de la communauté. Encouragés par une certaine curiosité, mais considérée par certains spécialistes comme du « voyeurisme », les touristes vont poursuivre cette exploration dans les villages prenant des photos des villageois en train d'effectuer des tâches communes, journalières telles que réparer des filets de pêche, tisser, recoudre les sacs de ciment, cuisiner, confectionner des outils en bambou ou voire encore se laver à la fontaine... Plusieurs touristes demandent également à visiter l'école pour voir dans quelles conditions les enfants étudient. Dans le contexte de circuits organisés sur la zone de Luang Prabang, où la majorité des échanges passent par l'intermédiaire du guide, cette tendance à la « muséification » des villages est plus marquée. La nuit passée en hébergeant chez l'habitant ou dans une pièce séparée peut réduire ce phénomène mais pour

les excursions d'une journée, c'est un risque qu'il convient de ne pas négliger. Néanmoins nous n'évoquerons par le terme de « folklorisation » dans le cadre de cette expérience de terrain car nous n'avons jamais observé ou ressenti les communautés se mettre en scène uniquement dans le but de satisfaire la demande touristique.

Plusieurs témoignages de touristes, basés sur leur retour d'expérience, nous ont laissé entendre qu'ils se sont parfois ennuyés et certains disent avoir été déçus par la visite du village. Une touriste l'évoque ainsi : *« Ça manque de spontanéité, il n'y a rien pour agrémenter la visite, ils vivent leur vie de tous les jours et nous ont les regarde faire, ça peut limite être perturbant. »* (Mme X, entretien touriste n°13, 06/06/2019, Luang Prabang). Une autre touriste ajoute :

« J'aurais aimé en apprendre plus sur leur culture, leurs traditions, leur histoire, mais il n'y a rien qui est mis en place pour qu'on ait l'occasion d'en savoir plus. Ils sont exposés à nous, c'est peut-être ce que certains cherchent, mais ce n'est pas mon cas, moi je voulais vraiment avoir plus d'informations, en savoir plus sur eux et sur leur vie. » (Mme X, entretien touriste n°12, 30/05/2019, Luang Prabang)

Un autre touriste interrogé mentionne :

« Nos échanges sont vraiment limités à mon goût, en arrivant nous avons pris une photo avec notre hôte, le chef du village et le guide, et puis c'est tout, il n'y a pas eu plus d'interactions. Quand on est arrivé au village sur le chemin une dame portait du bois avec un sac accroché sur la tête, le guide la désigne en nous disant. Ah voilà les personnes locales, ça veut dire qu'on arrive, est-ce que vous voulez la prendre en photo ? J'aurais du mal à imaginer cette situation à Paris sur le chemin de mon travail, un guide avec des touristes qui s'arrêtent devant moi en disant. Ah voici un vrai parisien, est-ce que vous voulez prendre une photo de lui ? J'ai trouvé ça absurde. » (M. X, entretien touriste n°4, 17/05/2019, Luang Prabang)

Ces différents propos montrent que le principe de circuits organisés, implique une notion d'exigence. Les touristes payent pour une prestation, de 90 € à 200 €, ce qui peut leur sembler parfois cher au regard du coût de la vie locale. Comme tout produit touristique, les principaux concernés ont alors des exigences, des attentes par rapport à

l'ensemble de l'excursion dont le service, les compétences du guide, la qualité des paysages, la qualité de l'accueil au village etc... Il ne faut pas négliger cette différence très fréquente et classique dans le tourisme communautaire entre les attentes (parfois imaginées et 'exoticiées') et la réalité (plus pragmatique et moins exotique). Un responsable au sein d'un TO l'évoque comme suit :

« Il est vraiment dur parfois de gérer les attentes des touristes, ils s'imaginent beaucoup de choses à propos de leurs excursions, [...] certains veulent rencontrer l'autochtone conforme à l'image qu'ils se sont construit au cours des années dans leur esprit, si le circuit ne répond pas à leurs espérances, ils ont tendance à ramener ça à la qualité de service, pour eux plus ils payent cher plus ils vont avoir l'opportunité d'aller dans des endroits isolés et voir de vraies communautés authentiques, non influencées par les outils modernes. [...] pour d'autres, le prix justifie une qualité de confort, ils veulent partir à l'aventure avec un certain degré de confort auquel ils ne peuvent pas se passer. » (M. X, entretien acteur économique n°4, 08/05/2019, Luang Prabang)

Au cours des circuits organisés plusieurs touristes se sont plaints pour diverses raisons à propos de la qualité de service, des guides et des conditions de logement dans les villages. Par exemple lors du premier tour, un touriste a demandé à ce qu'on coupe le générateur situé à proximité de sa chambre pour qu'il puisse dormir, ce qui était impossible à moins de priver l'ensemble du village d'électricité. D'autres touristes trouvaient inconcevable que des porteurs ne soient par là pour porter leurs bouteilles d'eau et leurs sacs à dos en disant : *« Ce serait pourtant une bonne chose au moins ça donnerait du boulot aux gens du coin »*. (M. X, échange informel touriste, 28/06/2019, Luang Prabang)

Il est important de bien évaluer les impacts du modèle de circuits organisés sur la population locale. Par sa vocation, l'écotourisme peut entraîner, dans un même temps, une course aux espaces naturels, rares, de plus en plus protégés et donc d'accès restreint. La communication sur la préservation de l'environnement et des espaces menacés serait favorable au marché de l'écotourisme qui bénéficierait d'une demande toujours plus importante motivée par une crainte de ne jamais pouvoir profiter de ses lieux rares et uniques dont la valeur immatérielle, ajoutée à la valeur monétaire pour l'activité, serait de plus en plus élevée.

Les enquêtes de terrain ont permis d'observer qu'à côté de la Province de Luang Prabang, dans celle d'Oudomxay, une autre forme d'écotourisme, se rapprochant de l'écotourisme de luxe, commence à se développer. Des complexes de type 'resorts' ou 'ecolodges' de luxe ou hôtels 4 étoiles font la promotion des mêmes circuits organisés à des prix bien plus élevés qu'à Luang Prabang, en se vantant d'offrir « une vraie rencontre authentique avec les ethnies au cœur de la montagne ». L'objectif serait de se distinguer de l'écotourisme classique et standard de Luang Prabang pour attirer un autre segment clientèle. Cette stratégie de distinction / imitation est courante dans le domaine marketing et très largement utilisée dans celui du tourisme depuis de nombreuses années. Elle commence à émerger dans le tourisme alternatif, au fur et à mesure que le marché s'accroît, et surtout dans l'écotourisme où des circuits à des prix prohibitifs sont proposés aux quatre coins de la planète dans les zones les plus reculées et les plus fermées. Parmi celles-ci sont incluses par exemple les excursions dans les îles Galapagos ou à la rencontre d'ours blanc au Pôle Nord. Dans le cadre de l'activité écotouristique développée dans le nord du Laos, il apparaîtrait important d'étudier ce nouveau phénomène entre la Province de Luang Prabang et celle d'Oudomxay et également d'analyser quels sont les enjeux futurs du développement de ce marché écotouristique de luxe au niveau local et communautaire. Car cette nouvelle pratique pourrait induire et amplifier des conséquences négatives autres que celles déjà rencontrées. Par exemple la marchandisation de « l'ethnicité » liée à une certaine conception de niveau ou degré d'authenticité.

Dans la zone de Muang Ngoi, le modèle axé sur la visite de village a des conséquences proches, toutefois l'absence de tours organisés ou de guides aurait tendance à réduire cet aspect de muséification, il serait aussi atténué par les ateliers proposés par les villageois. L'implication des communautés dans la gestion touristique et la relation avec les touristes permettrait de stimuler un meilleur échange, même minime et même si de nombreux touristes passent seulement dans les villages, parfois les traversent et s'en vont de suite.

2.1.2. Ecotourisme et impacts sur l'équilibre communautaire

Néanmoins ce modèle écotouristique autogéré présenterait d'autres limites comme nous avons pu l'observer sur le terrain. Dans la zone de Muang Ngoi, où les touristes peuvent aller et venir dans les villages toute la journée, sans régulation de la fréquentation, un autre problème se pose, car le passage des touristes pourrait avoir tendance à perturber la vie locale et communautaire. En effet, si les TO apportent certains inconvénients au niveau de

l'implication locale et peuvent avoir tendance monopoliser l'activité, en revanche et s'ils respectent strictement les objectifs de l'écotourisme communautaire, leur présence s'avèrent utile notamment afin de réguler l'activité. De manière générale, la saison haute touristique s'oppose à la saison agricole ce qui permet une complémentarité et une autorégulation des deux activités. Toutefois, hors saison agricole, la vie communautaire continue, la visite non planifiée de touristes dans les villages peut avoir certaines conséquences négatives quand elle coïncide avec des événements particuliers au sein de la communauté telle qu'une cérémonie funéraire ou une fête religieuse. La fréquentation touristique peut aussi influencer sur le temps destiné aux autres tâches, aux relations communautaires, aux festivités... Le temps accordé par les hôtes à leurs invités peut grever celui habituellement consacré au renforcement des liens communautaires. Par exemple, lors de notre arrivée dans un village, le chef de village qui nous accueillait a dû prendre en charge 9 touristes le premier soir ce qui inclut l'accueil, la présentation des lieux, du logement et des autres facilités, la cuisine, l'animation etc... Pendant ce temps il n'a pas pu participer au repas de rassemblement qui avait lieu pour l'annonce d'un mariage.

Certains touristes, lors de nos échanges, ont évoqué le sentiment d'avoir l'impression de déranger, de priver le chef de village de son temps destiné à la communauté. Les touristes rencontrés sur la zone de Muang Ngoi ont notamment évoqué d'autres éléments concernant la répartition des rôles dans le village dans l'activité touristique. Un touriste le relate ainsi :

« Dans chaque village ce sont ou le chef de village ou un membre de sa famille proche qui s'occupe des touristes, les autres membres du village ont l'air d'être exclus du 'business' [...] dans le village de [...], personne ne nous parlait à part le chef du village, c'était assez bizarre [...] on a regardé une tisseuse travailler et elle semblait dérangée par notre présence, comme si elle était gênée ou elle avait peur. » (M. X, échange informel touriste, 31/05/2019, Muang Ngoi)

Ainsi la présence des TO serait utile dans le contexte où l'activité a besoin d'être régulée, ils permettraient de mieux gérer les flux touristique et de réduire l'impact sur l'équilibre communautaire en limitant la fréquentation quand c'est nécessaire. Les TO développent également un certain nombre d'outils pour réduire les enjeux du tourisme comme les fonds attribués par village ou les systèmes de rotation. Lors d'un entretien, un

responsable de TO nous évoquait qu'il avait utilisé la méthode de Peter Richard dans les villages avec lesquels il travaillait qui consistaient à établir des tableaux périodiques⁴⁴. L'objectif était d'identifier les périodes les plus adéquates pour l'activité touristique. Le travail des TO est aussi important dans le cadre de la mise en relation des touristes et communautés, quand celles-ci ne se trouvent pas en mesure de gérer l'activité elles-mêmes par manque de temps, de compétences ou même de la maîtrise de l'anglais. Les TO permettent également d'apporter plus d'informations aux communautés sur la façon d'accueillir et de loger les touristes. Comme la nourriture à servir, ou à éviter, la conduite à adopter, les notions d'hygiène et de promiscuité etc... Leurs actions permettent de mieux réguler l'activité et de mieux encadrer la rencontre communautés-touristes. Par exemple à Muang Ngoi, l'autogestion de l'activité par les communautés a néanmoins pu parfois mener à des complications ou des malentendus avec les touristes (Lévy, 2004, p. 123-136). La présence des TO s'avère alors pertinente même si elle limite parfois l'implication des villages.

Toutefois beaucoup de travail reste encore à faire pour optimiser les potentiels de l'écotourisme par exemple la valorisation des identités culturelles est quasi inexistante dans les différents modèles présentés. Cependant, ce dernier point reste important parce qu'il permettrait aux communautés de s'impliquer davantage dans les projets.

2.2. Participation locale et valorisation des savoir-faire

2.2.1. L'implication des communautés comme réponse aux difficultés observées

De manière générale l'ensemble des acteurs interrogés évoquent que, dans les projets d'écotourisme, l'implication des communautés est un vrai challenge. Un membre du MICT, dont les fonctions visent au renforcement de la participation locale, l'évoque comme suit : « *C'est vraiment très difficile d'impliquer les communautés dans les projets, elles ne sont pas toujours volontaires, des fois elles n'en voient pas l'utilité.* » (M. X, entretien acteur institutionnel n°6, 11/07/2019, Vientiane). L'un des principaux obstacles à cette participation est le manque de connaissances des communautés locales. Il leur est donc assez difficile de saisir les avantages potentiels du tourisme. Il arrive souvent qu'elles

⁴⁴ Les tableaux périodiques étaient destinés à identifier les différentes saisons agricoles, les grands événements, les fêtes religieuses et autres éléments importants. L'objectif était d'identifier les périodes les plus adéquates pour l'activité touristique.

perçoivent les activités de développement comme initiées par l'Etat, et hésitent à y participer. Par conséquent, une meilleure connaissance et compréhension mutuelles est essentielle, car l'absence de participation locale implique moins d'avantages pour les communautés.

Dans un premier temps, la participation locale est généralement difficile dans les villages car les avantages économiques du tourisme ne sont pas immédiatement visibles, les résultats de l'écotourisme s'observent sur le long terme. Les villageois considèrent le tourisme comme une contrainte supplémentaire plutôt qu'une opportunité et sont réticents à allouer du temps et des ressources pour travailler dans le secteur au détriment des activités traditionnelles telles que la riziculture ou l'élevage. Cependant les communautés locales constituent un élément central des produits écotouristiques puisque l'un des objectifs principaux de la visite est de faire l'expérience du mode de vie local. Les touristes veulent voir différents aspects de la vie rurale au quotidien. Dans de nombreux cas, les images de minorité ethnique et de leurs habitats figurent dans les supports publicitaires des voyagistes et des administrations publiques du tourisme. En outre, les noms de certains groupes ethniques tels que «*Khmu*» et «*Akkha*» ont été détournés pour devenir des noms de produits, par exemple «*Expérience Akkha*» à Meuang Sing et «*Khmu Travel*» à Luang Namtha. Cependant, rien n'indique que les communautés aient été consultées sur la manière de commercialiser leur patrimoine culturel et de savoir si elles ont tiré profit de sa marchandisation. Elles devraient être autorisées à contrôler la commercialisation de leur image. De plus, elles doivent tirer une part équitable des avantages de cette commercialisation (Ounmany, 2015, p. 191). La marchandisation de ces actifs devrait être effectuée pour assurer un revenu régulier aux communautés⁴⁵. La commercialisation des cultures locales ne génère pas seulement des avantages économiques, mais restaure aussi fierté et estime de soi, ce qui peut renforcer la protection du patrimoine culturel. Les

⁴⁵ Selon la réglementation d'accès et de partage des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles associées (APA) dans le cadre du Protocole de Nagoya adopté en 2014, un cadre juridique international reposant sur 3 volets a été adopté : (1) l'accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles associées en vue de leur utilisation : les Etats peuvent décider de soumettre ces accès à leur consentement préalable en connaissance de cause ou à celui des communautés traditionnelles concernées ; (2) le partage des avantages : il doit être juste et équitable et est soumis à des conditions convenues d'un commun accord entre l'utilisateur et le pays fournisseur ou la communauté traditionnelle concernée ; (3) la conformité : Les États parties doivent adopter des mesures pour s'assurer que l'accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles associées, utilisées sous leur juridiction, sont conformes aux réglementations internes d'accès et de partage des avantages des pays fournisseurs. De plus le Laos a signé la Déclaration des droits des peuples autochtones des Nations Unies garantissant leurs droits à l'autodétermination

communautés devraient être la clef de voûte de la planification et du développement de l'écotourisme.

En fait, l'ensemble des problèmes évoqués pourraient se résoudre par une participation plus en amont et plus forte des communautés dans la planification des projets, la prise de décisions, la mise en place d'axes stratégiques, l'élaboration des plans de développement. Les communautés locales ont été considérées comme des protecteurs et des défenseurs de l'environnement. L'écotourisme dépendant d'un environnement naturel bien préservé, les communautés locales jouent un rôle essentiel dans le maintien des activités des opérateurs d'écotourisme en particulier et de l'industrie dans son ensemble. Dans cette perspective, les communautés locales devraient être considérées comme des partenaires de développement à part entière plutôt que de simples bénéficiaires du processus de développement et de planification de l'écotourisme.

Le problème largement répandu et observé est que les acteurs professionnels de l'activité mettent en avant une implication locale, comme argument majeur des avantages apportés aux projets d'écotourisme. Toutefois de nombreux résultats de recherches liées à des thèses ou des projets montrent que cette implication se cantonne à des tâches simples, limitant les communautés locales au rôle d'exécutante et n'encourageant en aucun cas leur autonomisation économique, psychologique, politique ou sociale. Dans la plupart des cas, les résidents locaux sont uniquement responsables d'apporter une assistance mineure, fournir de la nourriture et du bois de chauffage, aller chercher de l'eau, surveiller les véhicules et faire le ménage. De ce fait, le tourisme ne contribue pas à renforcer les compétences des villageois ni à les autonomiser, alors qu'ils sont l'élément central pour mieux tirer parti des avantages de certaines formes de tourisme auxquelles ils contribueraient. Seule une participation locale qui se ferait dans l'objectif d'autonomisation des populations permettrait une durabilité et une pérennité des projets ainsi qu'une avancée vers une meilleure rentabilité et une indépendance financière. Ceci permettrait d'éviter l'abandon des projets suite à l'arrêt de l'aide étrangère. Le cas de Muang Ngoi, où l'activité est complètement autogérée par les communautés, a été stratégiquement mis en avant au cours du mémoire et parfois opposée à l'organisation touristique de Luang Prabang pour démontrer que l'implication des communautés dans les processus de planification et de gestion touristique permet par la suite une amélioration des

compétences locales et une prise d'initiative favorable à la réflexion, à l'innovation et au développement social et culturel.

2.2.2. L'importance de mettre à profit les connaissances locales

Cette participation locale est indéniablement un bénéfice pour les communautés en matière d'apprentissage et de développement économique et social. Toutefois elle ne doit pas être perçue comme un don fait aux communautés par les différentes parties prenantes comme les TO, les agences de développement ou les autorités. Cette implication doit toujours être considérée comme un échange, une coopération mutuelle, un partenariat. Les projets d'écotourisme mettent en exergue les ressources économiques et aussi professionnelles qu'ils apportent aux communautés. Présentées comme bénéficiaires et passives, comme dans le cas du Laos autour de Luang Prabang, les communautés ne seraient alors pas valorisées pour leur culture, leur mode de vie et leurs multiples savoir-faire. Même si les agents extérieurs apportent un certain nombre d'avantages aux populations locales, celles-ci disposent aussi de compétences qui, utilisées dans le développement des circuits écotouristiques, pourraient contribuer à les rendre plus attractifs et moins stéréotypés. Au cours de la planification elles peuvent fournir des connaissances sur l'environnement biophysique, sur les zones forestières où se trouvent des espèces rares de plantes et d'animaux, utiles lors de la sélection des sites touristiques. Leurs connaissances peuvent aussi être valorisées pendant les excursions car elles contribuent à l'apprentissage des touristes (termes vernaculaires, toponymie, histoires de la zone et mythique) et améliorent leur expérience d'un autre type d'environnement à travers les yeux des locaux. De même, elles connaissent des zones dangereuses ou menacées dans les forêts, où des mesures préventives peuvent être planifiées en amont. Elles peuvent également intervenir dans la collecte de données pour surveiller les espaces naturels, le comportement des touristes et les guides touristiques provinciaux. Les acteurs externes ont des connaissances techniques dans divers domaines souvent théoriques alors que les populations locales en possèdent dans un domaine plus empirique, et applicable dans le contexte local. Cela génère une «coproduction de connaissances».

Cette stratégie est parfaitement représentative du modèle d'écotourisme encouragé par la WCS et l'unité de gestion du PN de Nam-Et Phou Louey, qui repose sur la valorisation des connaissances locales. La WCS apporte une expertise externe sur divers aspects soit dans la gestion territoriale, les techniques de protection de la biodiversité, la recherche de

financement ou la recherche d'opportunité de rentabilité financière dont fait partie l'écotourisme. Elle travaille étroitement en collaboration avec l'unité de gestion du parc qui dispose d'une compétence de terrain forgée à partir d'une expérience de plus de 20 ans. Ensemble ils s'appliquent à capitaliser sur les connaissances des communautés locales, vivant sur les lieux depuis plusieurs générations, et disposant d'un savoir unique sur la forêt. Cette stratégie ne se limite pas au domaine du tourisme mais est utilisée pour toute la gestion du PN, par exemple, de nombreux locaux sont formés à la profession de garde forestier, les communautés sont aussi consultées lors de la mise en place des caméras-pièges, de l'ouverture des sentiers, des infrastructures ou des zones interdites d'accès etc... Dans le cadre du projet d'écotourisme, ce dernier s'appuie d'une part sur une co-gestion avec les habitants et d'autre part il est entièrement basé sur l'objectif de valorisation des connaissances locales que les guides locaux et bateliers partagent avec les guides provinciaux et touristes. Cette stratégie promeut une reconnaissance et une fierté locale qui ont été observées sur le terrain et ceci à tous niveaux. Les populations du PN de Nam-Et Phou Louey sont par exemple extrêmement fières de la faune rare et endémique encore présente sur les lieux, on y trouve notamment l'une des dernières populations de tigres d'Asie du Sud-Est.

Ce dernier modèle s'oppose aux modèles standards de visite de village, en capitalisant sur les connaissances des communautés locales il permet une autre approche encourageant la valorisation de leurs savoirs et de leur identité. Même si le pays est aujourd'hui dans une phase de transition qui impacte la préservation des patrimoines naturels et la transmission des patrimoines culturels, ce modèle peut largement être répliqué et il est déjà utilisé dans plusieurs aires protégées du pays. En outre ce modèle peut être transposé à d'autres domaines qui permettront de valoriser l'identité culturelle et sa transmission comme les patrimoines intangibles (chants/ danses/ traditions) ou encore l'artisanat local (tissage, forge et ferronnerie, produits locaux, spécialités culinaires).

Les observations de terrain ont permis de relever des conséquences plus ou moins négatives liées à la pratique de l'écotourisme dans la Province de Luang Prabang. Les résultats de ces observations, entretiens et échanges informels sont retranscrits dans ce chapitre. On remarque, par la même occasion, que les impacts observés sont similaires à ceux exposés lors de la présentation du cadre théorique. Sur le terrain d'étude, l'écotourisme, peu compétitif et offrant des revenus limités est aussi, dans certains cas, facteur d'inégalités entre opérateurs touristiques et communautés d'une part et d'autre part entre les différentes communautés à l'échelle spatiale et ensuite entre les membres des communautés. Par ailleurs, l'écotourisme communautaire, par la visite de villages peut encourager un risque de « muséification » et perturber la vie locale. Enfin, même si ce point n'est pas traité dans le cadre de cette recherche car il n'a pas pu être relevé sur le terrain, il est important de mentionner que d'autres articles et travaux universitaires mentionnent que l'écotourisme peut aussi avoir un impact sur l'équilibre hiérarchique des villages et modifier les rapports communautaires. En effet il a été relevé que l'intégration de cette nouvelle économie peut également être synonyme de transformations et perturbations sociales en accordant plus de responsabilités à certains membres. Ces paramètres plus ou moins néfastes de l'activité sont à prendre en compte par l'ensemble des acteurs régulant l'activité ; MICT, DDT, agences donatrices de développement à l'échelle nationale ; DPICT à l'échelle provinciale et acteurs intermédiaires de l'activité au niveau local. Pour finir, cette analyse a permis d'identifier deux conditions nécessaires à la mise en place d'un écotourisme favorable au bien être des communautés locales. Premièrement ces dernières doivent être intégrées et plus souvent consultées lors de la conduite des projets. Leur participation ne doit pas s'arrêter à l'exécution de tâches données par des directives d'agents extérieurs, elle doit engager un partage mutuel d'apprentissage et une délégation forte des responsabilités. Deuxièmement il est important de mettre en valeur leurs connaissances et savoir-faire dans les différentes prestations proposées.

Chapitre 2 : Recommandations pour le développement de l'écotourisme

L'analyse des enjeux observés dans la Province de Luang Prabang liés à la pratique de l'écotourisme a permis d'identifier trois grands axes à partir desquels des recommandations à l'échelle nationale, provinciale et locale sont développées. Ces trois axes concernent ; la coopération des acteurs ; la diversification de l'offre produit et l'implication des communautés locales. En raison du contexte, les préconisations données restent simples cependant elles sont nécessaires afin d'optimiser les potentiels de développement futurs de l'écotourisme. La priorité est d'encourager une synergie d'acteurs afin d'éviter la prolifération d'initiatives autonomes sans coordination nationale ou provinciale. Cette nouvelle dynamique permettra au pays de passer à l'étape supérieure, la structuration de l'activité apportera la possibilité d'améliorer les produits existants et de renforcer l'innovation.

1. Au niveau national

1.1. Un investissement en formation et recherche

1.1.1. Développement de programmes de formation à l'écotourisme

L'éducation est l'une des composantes principales de l'écotourisme. Le DDT devrait collaborer avec les établissements d'enseignement pour développer et inclure l'écotourisme et le tourisme durable dans les programmes d'enseignement tertiaire et professionnel. Le Laos a un avantage certain dans le tourisme culturel et de nature, mais la formation spécialisée dans ces domaines est encore limitée. A l'heure actuelle des formations en management touristique sont dispensées à l'UNL à Vientiane. De nouvelles formations axées sur les pratiques de tourisme durable, responsable et écotourisme commencent à être développées, notamment par l'AUF et le Pôle Francophone pour l'UNL à Vientiane. A Luang Prabang le Département de l'Agriculture et des Ressources Forestières, dispense également une formation en écotourisme au sein de l'Université Souphanouvong, antenne délocalisée de l'UNL. Au regard de l'importance du marché touristique au Laos et de la gamme de produits axée sur les attraits culturels et naturels du pays, il est important de créer des programmes de formation dédiés à ce secteur productif

et créateur d'emplois. Ces programmes permettront à l'avenir de disposer d'une jeune génération qualifiée et compétente pour exercer différents postes nécessaires aux projets d'écotourisme comme par exemple en tant que Chargé de mission, Consultants, Chargé d'affaires... Cette qualification de la jeune génération laotienne favorisera également fortement la participation locale, ce sera aussi une opportunité pour les étudiants de trouver un emploi dans leur province d'origine, limitant la migration intérieure vers les zones urbaines.

Mise à part les formations universitaires, le DDT devrait aussi s'investir pour des formations professionnelles destinées à plusieurs fonctions intégrées dans l'activité touristique : guide, éco guide, gestion hôtelière, création d'entreprise, restauration.... Dans l'objectif de professionnaliser la filière dans son ensemble et mieux préparer les populations qui travaillent dans le domaine

1.1.2. Une promotion de la recherche scientifique

L'élaboration de nouveaux programmes de formation doit s'accompagner d'un investissement en recherche. Le DDT et les agences de développement devraient coopérer avec les établissements d'enseignement supérieur, nationaux régionaux et internationaux, et d'autres parties prenantes pour renforcer les capacités en recherche. De nombreux travaux en recherche appliquée sont également nécessaires pour évaluer l'impact des projets au niveau local, les limites rencontrées, les besoins identifiés, les opportunités de marché. Ces travaux permettraient d'apporter une aide pertinente à la prise de décision, à la recherche de solutions alternatives ou innovantes... Ces travaux représenteraient une source d'informations clés pour le développement de produits. Ils apporteraient également une meilleure compréhension de l'activité et de ses enjeux. Une unité de recherche rassemblant des disciplines liées à la préservation de l'environnement au développement économique et social et à l'amélioration des capacités internes devrait être constituée dans l'objectif de favoriser l'innovation et l'amélioration des dispositifs actuels.

1.2. La nécessité d'une normalisation de l'activité à l'échelle nationale

1.2.1. Elaboration d'un code du tourisme durable spécifiquement dédié au pays

Cadre de référence pour le tourisme durable, le Code mondial d'éthique du tourisme (OMT, ONU, 2001) est un ensemble de principes dont l'objectif est de guider les principaux acteurs du développement touristique. Le code s'adresse aussi bien aux autorités publiques, qu'aux professionnels du tourisme, communautés et touristes, il vise à maximiser les effets bénéfiques du tourisme tout en limitant à un minimum toute incidence potentiellement négative sur l'environnement, le patrimoine culturel et les sociétés. Il a été adopté en 1999 par l'Assemblée générale de l'OMT. A celui-ci s'ajoute la Charte mondiale du tourisme durable établie en 1995 par l'OMT, l'UNESCO et l'ONU (OMT, UNESCO, ONU, 1995). L'objectif du gouvernement laotien est de faire du pays une destination de réputation mondiale en termes de tourisme durable et de promouvoir une image de marque, fondée sur un tourisme communautaire durable. Néanmoins il a été observé dans divers contextes locaux et sur différents terrains que les objectifs d'un tourisme communautaire durable ne sont pas atteints. La mise en place d'un code destiné au tourisme responsable et durable à l'échelle nationale se présenterait comme un guide de conduite à suivre pour les professionnels du tourisme et cela tendrait à responsabiliser les parties prenantes des projets et tous les acteurs impliqués dans la filière, touristes compris.

1.2.2. Création d'une certification en écotourisme

Le DDT devrait collaborer avec le secteur privé et d'autres parties prenantes pour élaborer un programme de certification en écotourisme. La certification permettrait de promouvoir des pratiques responsables par l'application de principes d'écotourisme nationaux. Un label national pourrait également être attribué aux TO et autres structures privées ainsi qu'aux collectifs gérant des initiatives de tourisme communautaire cela permettrait de valoriser les initiatives locales et de mettre en avant des gros projets mais aussi des petits projets qui manquent de moyen de communication et qui pourraient fortement bénéficier à l'image de marque du pays. De nombreuses structures privées se dotent aujourd'hui du label *Travel life*⁴⁶ pour faire valoir leurs actions en faveur d'un tourisme durable. Mais ce label pouvant s'adapter à tout type d'entreprise, reste trop

⁴⁶ Travel life. *Welcome to Travel life [en ligne]*, Disponible sur https://www.travelife.org/Hotels/landing_page.asp (Consulté le 31-08-2019)

général pour vraiment mettre en avant les projets soutenables en écotourisme. Si le gouvernement laotien souhaite se présenter comme précurseur et porteur d'une image de marque du tourisme durable et communautaire il se doit de certifier et référencer les projets mis en œuvre sur son territoire. Même si des améliorations restent nécessaires, plusieurs projets d'écotourisme ont reçu à ce jour des prix internationaux. Une collaboration avec l'ensemble des équipes et experts, travaillant sur ces projets, pourrait être envisagée dans l'objectif de mettre en place une certification. Cette certification pourrait aussi s'ajouter aux normes recommandées par l'ANASE.

1.2.3. Evaluation de la mise en œuvre de la politique d'écotourisme

Afin d'évaluer la capacité des projets d'écotourisme à répondre à leurs objectifs, une unité au sein du DDT spécifiquement dédiée à l'évaluation du respect des chartes et certifications en écotourisme devrait être constituée. Cette unité permettrait à l'échelle provinciale d'engager des missions d'évaluation par province, district et projet. Cette division permettrait également de vérifier si tous les besoins des communautés locales sont pris en compte dans la stratégie nationale, elle contribuerait à donner aux communautés locales les moyens de participer davantage aux activités d'écotourisme. La création d'une Fédération nationale en écotourisme pourrait aussi être une solution envisageable permettant de rassembler l'ensemble des acteurs impliqués dans l'activité à chaque échelle nationale, provinciale ou locale. Elle pourrait être constituée de représentants pour chaque catégorie d'acteurs en donnant ainsi plus de pouvoir aux communautés locales dans la prise de décision et dans l'identification des besoins locaux.

Des rassemblements une à deux fois par an seraient également nécessaires pour effectuer un bilan annuel, identifier les difficultés et les axes d'amélioration. Pour cela le DDT devrait collaborer plus régulièrement avec d'autres organismes gouvernementaux, tels que le Ministère de l'agriculture et des forêts, le Ministère des ressources naturelles et de l'environnement ou autre, afin d'échanger les informations sur leurs différents domaines d'expertise. Il apparaît incontournable de mutualiser l'ensemble des données en possession de chaque département car elles s'avèrent fortement complémentaires et permettraient d'optimiser l'efficacité des projets et de pallier à la rétention ou la duplication de données comme c'est le cas actuellement.

Ces trois dispositifs devraient également être accompagnés d'un déblocage de fonds au niveau national pour financer dans chaque province des unités de gestion servant de cellules régissantes à l'ensemble des acteurs concernés et permettant de créer une dynamique provinciale, par la mise en commun des données et connaissances, le renforcement de l'entrepreneuriat et la création de formations pour les communautés locales.

2. Au niveau provincial

2.1. Renforcement des capacités locales et amélioration des produits écotouristiques

2.1.1. Création de programmes de formation

Le DPICT de Luang Prabang devrait coopérer avec d'autres parties prenantes pour dispenser des formations supplémentaires portant sur des compétences de base telles que l'anglais, la cuisine, l'orientation, la production artisanale, la micro finance et la gestion d'installations. Cela permettrait aux communautés locales d'acquérir des qualifications professionnelles et de participer davantage aux activités touristiques dans l'objectif de gérer elles-mêmes le fonds de roulement des villages. La création d'un centre de formation au tourisme devrait être financée et des programmes relatifs à l'écotourisme devraient être élaborés et régulièrement proposés au personnel public et aux personnes travaillant dans l'industrie du tourisme. Le centre pourrait coopérer avec l'UNL et le DPICT pour des échanges universitaires.

2.1.2. Mise en place de dispositifs encourageants l'innovation

Le DPICT devrait travailler en collaboration avec l'UNL et les différents centres de formation pour créer des outils stimulant l'innovation et permettant d'apporter des alternatives pouvant répondre aux divers enjeux auxquels l'activité dans la province doit aujourd'hui faire face. Par exemple, des séminaires, des ateliers de terrain, des cellules d'innovation ou des concours universitaires pourraient être développés sur différentes thématiques pour apporter des solutions aux problèmes actuels auxquels sont confrontés les acteurs économiques comme la saisonnalité, le manque de rentabilité des projets d'écotourisme, la standardisation des produits touristiques, la participation locale... Ainsi en Juillet dernier la première Université d'été a été organisée par l'Ecole Normale

Supérieure de Luang Prabang avec le soutien de l'AUF sur le thème des métiers du tourisme francophone⁴⁷.

Une collaboration entre les établissements d'enseignement supérieur et les acteurs économiques devrait également être mise en place afin de renforcer la dynamique locale de professionnalisation et multiplier les opportunités d'embauches. Malgré le vaste réseau d'acteurs économiques et socio-professionnels du tourisme dans la province de Luang Prabang, aujourd'hui, il n'y a pas de partenariats existants entre l'Université Souphanouvong de Luang Prabang et les différents acteurs professionnels (TO, agences réceptives, hôtels, chambres d'hôtes, restaurants...). Pourtant ces partenariats pourraient renforcer le partage d'expérience et le transfert de compétences, par exemple en planifiant des interventions de professionnels à l'université. A l'inverse, les étudiants pourraient apporter des idées novatrices, de nouvelles méthodes bénéfiques aux professionnels du tourisme. Cette dynamique pourrait également stimuler l'entrepreneuriat local en limitant le plus gros problème auquel fait aujourd'hui face l'industrie du tourisme dans la province de Luang Prabang progressivement dépossédée de l'activité par des sociétés étrangères.

2.2. Amélioration de la gestion et du contrôle de l'activité

2.2.1. Un besoin de renforcement en gouvernance urgent

Comme les provinces sont responsables de la planification et de la réglementation du tourisme, le DPICT devrait s'efforcer de développer un inventaire des ressources touristiques et une cartographie des projets en cours.

Premièrement, il est important que la collecte et la gestion systématique des données soient développées avec l'aide du DPICT, du MICT et des organisations donatrices. Les informations sont vitales pour les études de marché et l'estimation de la demande afin de déterminer la capacité de charge des sites touristiques.

Deuxièmement, il est urgent est nécessaire d'inventorier tous les acteurs économiques et les communautés avec lesquelles ils travaillent. Il faut également référencer toutes les

⁴⁷ AUF. *Université d'été 2019 à Luang Prabang (Laos) : Les métiers du tourisme francophone*. 30/07/2019 [en ligne] Disponible sur <https://www.auf.org/nouvelles/actualites/universite-dete-2019-luang-prabang-laos-les-metiers-du-tourisme-francophone/> (Consulté le 12-08-2019)

actions effectuées dans les villages que ce soit l'installation de l'eau courante, l'aménagement d'infrastructures, la construction d'écoles etc...Le département se doit d'avoir une vision claire sur tous les projets de développement engagés sur le territoire. Ce recensement doit aussi s'accompagner de diagnostics territoriaux pour bien identifier les besoins de développement de chaque communauté sur le territoire afin de pouvoir ensuite orienter les initiatives de développement des opérateurs privés et limiter la création d'inégalités entre communautés.

Le DPICT doit aussi occuper une place de structure référente et de pilier de communication entre chaque acteur touristique. Il doit multiplier les rassemblements interprofessionnels, réunions, comités, congrès pour intensifier les projets coopératifs, effectuer des bilans sur l'activité touristique, identifier les enjeux globaux, les besoins de chaque acteur et les différents problèmes rencontrés. Son rôle de structure coordinatrice permettrait également de relier les communautés locales au DDT et de remonter les besoins des communautés locales au MICT afin qu'ils puissent être pris en compte dans le programme de développement du tourisme au niveau national.

2.2.2. Réglementation des itinéraires, circuits et produits écotouristiques

Au niveau provincial, le développement de produits écotouristiques devrait être surveillé. Le principal problème est que la plupart des produits écotouristiques sont identiques et l'offre standardisée, offrant peu d'opportunités aux communautés. Le DPICT devrait travailler avec les TO locaux pour rajeunir les produits touristiques et créer une gamme plus variée d'activité et plus adaptée à la demande touristique. Pour cela une étude de marché approfondie identifiant les tendances touristiques doit être effectuée afin d'opérer au développement de produits plus proches des attentes de la clientèle. Par la suite une étude d'opportunité devrait être effectuée pour identifier tous les potentiels de développement touristique de la province en s'appuyant sur les patrimoines naturels, immatériels, artisanaux et les connaissances locales. Cette étude doit se traduire au niveau local par un inventaire de tous les savoir-faire, compétences et artisanats (tissage, vannerie, travail de forge...). Ce recensement permettrait également le repérage de nouvelles zones favorables au développement écotouristique pour diversifier l'offre et réduire la pression touristique sur certains sites. Il apportera aussi une vision claire de l'organisation de l'activité sur la province, des dynamiques territoriales et pourra être utilisé comme outil de

contrôle et de réglementation des itinéraires et circuits évitant la création de produits similaires, peu avantageux pour les communautés et peu compétitifs.

2.2.3. Création d'une association de voyagistes locale

Le regroupement des acteurs professionnels locaux au sein d'une association serait favorable à la mise en place de règles et de pratiques standards d'exploitation touristique. Assistée par le DPICT, celle-ci pourrait élaborer un cahier des charges réglementant les activités dites écotouristiques afin de garantir une implication locale et de limiter les dérives du secteur comme la prise de contrôle de l'activité par des structures privées ou l'augmentation des inégalités inter villageoises. Ce cahier des charges pourrait aussi réglementer d'autres aspects non évoqués mais tout autant importants pour le bon fonctionnement de l'activité comme la gestion des déchets ou le partage des ressources équilibré entre touristes et communautés.

3. Au niveau local

3.1. Une optimisation de la participation locale

3.1.1. Renforcement d'un leadership communautaire

Il est important que les chefs de village et leaders communautaires se rassemblent autour de la thématique touristique car ils jouent un rôle de premier plan dans la collaboration avec les acteurs externes, la distribution des avantages, l'application des règles, etc... Ce rassemblement favorisera aussi la solidarité et les actions collectives dans les communautés, afin que chacun profite au même niveau de l'économie touristique, ce procédé améliorera également la transparence et la justice entre les membres des communautés. Par ailleurs une coopération inter villageoise serait favorable à la recherche de moyen de réduction des inégalités liées à l'activité et à une meilleure planification touristique. Ceci renforcerait également la prise en compte des opinions locales lors de la planification de projets touristiques.

3.1.2. Un transfert de compétences

Les résidents locaux ayant un niveau de compétences relativement faible les programmes de formation devraient, au départ, être axés sur l'apprentissage de connaissances tacites plutôt que sur l'enseignement de connaissances explicites. Cela

implique un apprentissage par la pratique et un échange entre les membres de la communauté. Les guides touristiques provinciaux pourraient faire participer les villageois à de plus en plus de tâches. Cela réduirait la dépendance à long terme du secteur public et des organismes donateurs. Lors de nos entretiens avec plusieurs guides, tous se sont dit favorable avec plaisir à la transmission de leurs compétences. Par ailleurs suite à notre question portant sur leur crainte de perdre leur emploi dans le contexte de mise en place de guides locaux. Aucun des guides provinciaux ne craignent perdre leur emploi et voient ce partage de connaissances comme une complémentarité. Par exemple un guide répond :

« Bien sûr que je suis favorable à la formation de guides locaux et que je suis prêt à faire partie de la construction de l'exécution des programmes de formation, je suis moi-même issu d'un village, je pense avoir dans un premier temps été embauché en tant que guide accompagnateur pour mes connaissances du terrain, j'ai ensuite pu avec un peu d'argent passer la licence de guide provincial. Tout comme moi d'autres doivent avoir l'opportunité développer leur potentiel et c'est à mon tour de donner la chance à d'autres membres de pouvoir évoluer dans l'activité, par exemple je pars maintenant en trek avec un jeune guide assistant. Il ne faut pas croire que les guides locaux n'ont rien à apporter ils en savent bien plus que nous sur la spécificité de l'environnement local, faune et flore, ils peuvent également échanger avec les touristes sur les fonctions de chaque plante [...] Je ne crois pas que cela représente un risque que je perde mon emploi, les fonctions sont complémentaires. » (M. X, entretien acteur socio-professionnel n°8, 31/06/2019, Luang Prabang)

Dans un deuxième temps, les membres des communautés devraient avoir la possibilité d'acquérir des compétences en anglais afin de permettre une communication plus directe avec les touristes. Les touristes pourraient être invités à assister aux cours. Idéalement, certains membres des communautés devraient également être qualifiés pour travailler comme guides touristiques provinciaux.

3.1.3. Une valorisation des connaissances locales

Certains héritages culturels, tels que des cérémonies ou festivités pourraient intéresser les touristes. Un développement et une promotion plus poussés sont nécessaires pour générer des revenus supplémentaires pour les communautés et revitaliser ce patrimoine. Les produits locaux tels que les plats locaux, l'artisanat doivent être développés et

commercialisés afin de générer des revenus supplémentaires pour les villageois. Les organisations donatrices, le secteur public et les TO locaux peuvent aider les communautés à cet égard. En outre il est important de valoriser l'ensemble des patrimoines immatériels, rites, coutumes, croyances pour redonner une fierté aux communautés et une valeur à leur identité culturelle.

3.2. Une structuration de l'offre touristique

3.2.1. Plus d'interactions avec les visiteurs

Étant donné que les visiteurs s'attendent à davantage d'interaction avec les cultures locales, les interactions entre visiteurs et résidents locaux devraient être encouragées. Les communautés locales et les visiteurs peuvent ainsi optimiser les avantages sociaux des échanges interculturels. Les résidents locaux ne maîtrisant pas l'anglais, les guides touristiques provinciaux doivent jouer un rôle de facilitateur dans le processus d'interaction. Les organisations donatrices devraient travailler sur l'organisation d'activités ne nécessitant pas de communication verbale comme la préparation des repas, la confection d'outils etc...

3.2.2. Amélioration des infrastructures et des biens publics

L'amélioration de l'accès aux villages est nécessaire pour développer l'activité touristique, il serait favorable pour les communautés de faciliter l'accès à leurs villages par l'aménagement de routes afin de multiplier les échanges et favoriser une plus grande fréquentation. Par ailleurs, les intervenants de la province devraient travailler ensemble pour améliorer les services publics dans les communautés, notamment l'éducation des jeunes générations.

3.2.3. Diversification des produits touristiques

Afin d'intensifier les potentiels de développement dans le futur, de nouvelles activités touristiques devraient être élaborées pour compléter les attractions existantes et ceci doit se faire en collaboration avec les communautés. Une gamme d'attraction plus diversifiée permettra également de proposer différents prix adaptés à tous types de budgets et d'avoir des prestations adaptées à tous types de clientèles plutôt que de se concentrer sur un seul type de clientèle intéressée par les sports de nature. La diversification des produits comprenant activités de nature, activités culturelles ou même des activités ludiques pour

les enfants permettra d'élargir la clientèle et d'augmenter les opportunités de développement pour les communautés.

Conclusion Chapitre 2 Partie III

Ce dernier chapitre offre plusieurs préconisations dans le double objectif de répondre aux problèmes existants et d'optimiser les opportunités futures de l'activité écotouristique. Au niveau local diverses difficultés ont pu être observées nécessitant la création de dispositifs destinés à minimiser les effets négatifs de l'activité. Actuellement des structures de l'aide au développement, ONG ou TO développent des outils pertinents afin de réduire les risques de déséquilibre communautaire ou de création d'inégalités. Toutefois si une collaboration des acteurs et une mutualisation des données, ressources et idées ne sont pas encouragées aux échelles nationale et provinciale ces initiatives resteront isolées et ne pourront se développer que lentement. Les instances gouvernementales souhaitent se démarquer en se positionnant comme pays modèle en matière d'écotourisme communautaire. Néanmoins, pour construire une image de marque, il apparaît nécessaire de dépasser les frontières du modèle actuel caractérisé par une activité écotouristique atomisée et représentée majoritairement par des initiatives locales et par zones. La création d'une renommée de pays précurseur en matière d'écotourisme doit passer par une fédération des acteurs, un renforcement en formation et une structuration de l'activité.

Conclusion Partie III

Cette dernière partie apporte une vue d'ensemble sur les difficultés auxquelles est confronté l'activité écotouristique dans la Province de Luang Prabang. Grâce à une observation conduite sur trois zones distinctes, il a été possible de relever des impacts qui varient en fonction des différents modèles écotouristiques développés. Toutefois l'on remarque de nombreuses similitudes entre les impacts observés sur le terrain et ceux relevés dans les recherches exploratoires sur le champ d'étude. De manière générale, l'activité touristique de Luang Prabang est soumise à une forte saisonnalité, de plus l'écotourisme y représente un marché de niche limitant les retombées au niveau local, ce qui restreint la rentabilité et la pérennité des projets. L'intégration de cette nouvelle économie au sein des communautés pourrait aussi être la source de diverses inégalités et l'on remarque particulièrement dans la zone proche de Luang Prabang une infiltration d'agents extérieurs tels que des TO qui peuvent s'emparer de cette économie en y conservant le monopole de ses bénéfices. Par ailleurs, le modèle d'écotourisme par la visite de village peut aussi entraîner un certain processus de marchandisation de la culture locale et un risque de transformer les villages en divertissement touristique. En outre l'observation sur le terrain nous a permis de constater un réel manque de gouvernance de l'activité aux niveaux national et régional, n'ayant que peu de moyens les instances gouvernementales ont du mal à apporter un soutien technique, politique ou financier à l'ensemble des projets d'écotourisme. Le DDT faisant lui-même appel aux aides extérieures, lui apportant un support financier et professionnel, ne peut que difficilement se positionner en tant que structure fédérante permettant de réguler l'activité et de coordonner les actions des différentes parties prenantes. En conséquence, l'activité est fortement déstructurée, ceci encourageant les dérives et parfois une répartition spatiale inéquitable des bénéfices. Il apparaît nécessaire que le MICT se mobilise pour mettre en place des schémas de développement déterminant à la fois des plans d'actions aux échelles nationales, provinciales et aussi locales afin de mieux structurer l'activité. La priorité numéro un sera de trouver des moyens garantissant une rentabilité de l'activité afin de progressivement réduire la dépendance à l'aide étrangère et assurer une durabilité des projets quand celle-ci se retire. La priorité numéro deux sera d'apporter des solutions viables pour réduire les différents effets négatifs et multiplier les opportunités de bénéfices pour les communautés. L'ensemble des recommandations précédentes pourront servir de pistes aux futurs plans d'actions du MICT.

Conclusion

Le développement de l'écotourisme au Laos s'inscrit dans un contexte particulier de reconnaissance par l'état d'une diversité ethnique, d'une modernisation des espaces ruraux et d'une transition économique. Il se présenterait comme un modèle vertueux permettant à la fois de répondre aux diverses problématiques actuelles. Premièrement il contribuerait à la préservation de l'environnement en offrant une économie à faible impact, contrairement aux industries minières et hydroélectriques. Grâce à l'éducation environnementale qu'il encourage, il peut également influencer la mise en place de zones protégées et sensibiliser les instances gouvernementales à préserver le territoire en leur faisant prendre conscience de sa valeur économique mais aussi morale et patrimoniale. Deuxièmement, il offre la possibilité de justifier la viabilité financière des aires protégées, souvent dépendantes de financements nationaux ou de l'aide étrangère. Il se présenterait comme un mécanisme de financement leur permettant d'être progressivement autonomes.

Enfin, il offrirait aux populations locales de nombreuses opportunités en apportant d'abord une solution viable aux conflits entre autorités et communautés suite à la mise en place de mesures protectionnistes territoriales. Il permettrait de répondre au problème de déterritorialisation des cultures minoritaires, relocalisées de force ou obligées de quitter leurs terres pour diverses raisons : restrictions gouvernementales, pénuries des ressources environnementales etc. Leur vie étant également rendue de plus en plus difficile par les pressions que ces communautés subissent dans un contexte d'exploitation des espaces ruraux. La construction de barrages a entraîné par exemple la relocalisation de nombreux villages. De même, l'exploitation des sols entraîne pollution et érosion qui impactent fortement leurs modes de vie d'autosubsistance. Contrairement aux autres alternatives, plus ou moins efficaces, qui sont proposées aux communautés, l'écotourisme maximiserait leurs bénéfices en apportant une nouvelle source de revenus d'une part et en leur apportant des nouvelles compétences d'autre part grâce à un apprentissage au fur et à mesure de l'expérience ou grâce à des programmes de formation. Plus encore, l'écotourisme serait valorisé pour ses effets positifs en faveur de la préservation et de la revitalisation de la culture locale. Par la mise en valeur des patrimoines naturels, artisanaux ou immatériels, il encouragerait progressivement une fierté locale. Cette fierté entraînerait par la suite les communautés à entreprendre des comportements plus respectueux et à se soucier de la

préservation de leur territoire. L'écotourisme serait alors perçu comme un concept innovant et idéal apportant une réelle réponse aux tensions actuelles et serait promu par l'ensemble des organisations internationales de développement comme méthode à base communautaire efficace. En tant que ressource économique peu perturbatrice et nécessitant un faible investissement en infrastructures, l'écotourisme serait favorisé dans les PED, comme au Laos qui mise sur ses atouts environnementaux pour développer l'activité. Avec un relief montagneux, des paysages exceptionnels et des forêts qui recouvrent la majorité du territoire, le Laos dispose d'avantages concurrentiels et l'on observe un investissement de la part du gouvernement pour promouvoir un tourisme durable profitant aux populations pauvres et rurales. Le Plan d'action nationale pour l'écotourisme en est la preuve, par ailleurs l'Etat exploite cette filière depuis bientôt plus de 20 ans car le premier projet d'écotourisme au Laos, le PENH a démarré en 1999 dans l'aire protégée de Nam Ha. En effet le large réseau d'ANP déployé sur tout le territoire facilite la mise en place de projets d'écotourisme et les initiatives venant d'organisations gouvernementales étrangères ou ONG ce sont multipliés. Enfin l'investissement de la BAD dans le secteur par l'intermédiaire du « *Mekong Tourism Development Project* » prouve une tendance amorcée au niveau transrégional pour développer cette économie touristique.

Seulement, toute activité génère des avantages et des inconvénients, et les éloges faits à l'écotourisme tendraient à dissimuler ses possibles effets négatifs. Malgré cet engouement, il convient de se questionner sur la véritable capacité de cette forme de tourisme à répondre à ses objectifs d'outil de développement et de conservation dans le contexte lao, puisque certains doutent grandement de la capacité de l'écotourisme à résoudre les problèmes environnementaux auxquels il est confronté. Plusieurs années après la mise en place des premiers projets d'écotourisme, le modèle ne semble pas toujours apporter les résultats correspondants aux objectifs de départ, l'activité serait rapidement confrontée à des limites de rentabilité financière et de manque de compétitivité. En préconisant une fréquentation limitée, le modèle s'inscrirait rarement de façon directe dans une logique de marché à court terme. Ainsi, après l'arrêt de l'aide financière, des nombreux projets seraient laissés à l'abandon, au profit d'économies plus rémunératrices, c'est le cas notamment pour plusieurs projets d'écotourisme au Laos. Ajouté à ce problème de durabilité, l'activité pourrait également engendrer de nouveaux enjeux socioéconomiques pour les communautés.

L'étude de terrain menée dans la Province de Luang Prabang au Laos a permis de mettre en lumière ces enjeux à l'échelle locale. Trois zones touristiques ont été stratégiquement choisies pour exposer différents modèles de gestion écotouristique et les confronter. Une observation focalisée sur ces trois zones a été entreprise afin d'identifier les différents axes d'amélioration de ces modèles. Elle a constitué la majeure partie du travail, à cette observation ont été associés des entretiens exploratoires avec différents experts renseignés sur le sujet et sur le terrain et des entretiens semi-directifs avec des acteurs locaux, avec des chefs de villages, des villageois et des touristes. En raison de plusieurs difficultés évoquées dans le mémoire à effectuer des entretiens, la majeure partie des données récoltées s'est faite grâce à une observation participante, toutefois les entretiens, même si ils ont peu été approfondis, ce sont quand même présentés comme un support pertinent et les extraits d'entretiens permettent d'appuyer l'observation.

Plusieurs éléments ont été identifiés, premièrement, dans la zone proche de Luang Prabang on observe une infiltration d'agents économiques dans l'activité qui ont tendance à conserver ses bénéfices. Ces opérateurs touristiques mettent en avant leurs actions en faveur de la participation locale, toutefois l'on s'aperçoit que l'implication des communautés en question se limite fortement à des tâches simples, d'exécutantes n'engageant que très peu leur développement socioculturel. La zone de Muang Ngoi a alors été stratégiquement choisie pour y confronter son modèle de gestion écotouristique à celui de Luang Prabang. L'autonomie des communautés impliquant plus de responsabilités a en conséquence fortement favorisé l'amélioration de leurs compétences. Enfin dans le parc de Nam-Et Phou Louey, la collaboration rigoureuse de la WCS et de l'unité de gestion du parc permet de profiter aux communautés par la création de nouveaux outils incitatifs et de transfert des compétences.

Cette étude fait ressortir un élément clé qui conditionne le potentiel de développement des projets d'écotourisme. Selon la logique théorique, sa création de revenus aurait pour conséquences une conservation et un développement socioéconomique. Néanmoins on s'aperçoit sur le terrain que cette logique est un challenge à mettre en pratique, l'activité ne pourrait garantir que des revenus sporadiques d'une part et influencerait des problèmes d'inégalités d'autre part. Le cloisonnement de l'activité à des bénéfices économiques ne se traduirait que par des opportunités limitées pour les communautés. L'activité ne peut répondre à ses objectifs de levier de développement que si des opportunités sociales et

culturelles accompagnent ce profit économique. Ces avantages sociaux peuvent se traduire par un développement des compétences grâce à la formation ou à une valorisation des savoirs locaux.

Pour cela trois conditions sont requises. Premièrement les divers acteurs doivent s'entendre sur les objectifs de l'écotourisme pour engager une plus forte collaboration à tous les niveaux, national, provincial ou local afin de mutualiser la donnée, de remonter les différents problèmes rencontrés et les besoins des communautés. Ce partage permettra de structurer l'activité et d'influencer de nouvelles innovations favorables au marché. Deuxièmement les communautés doivent être impliquées dès le départ dans les processus de planification et de gestion, elles disposent de connaissances locales et plus encore elles sont l'élément central du produit touristique, qui justifie qu'elles soient consultées lors des plans d'actions. Elles doivent être considérées comme des partenaires et non comme des bénéficiaires. En outre, leur implication ne doit pas se restreindre à des missions basiques mais doit s'effectuer dans l'objectif qu'elles atteignent une autonomie complète dans la maîtrise de l'activité afin de garantir une pérennisation des projets suite au retrait de l'aide étrangère. Cette autonomie se traduira par la suite par un développement économique et social et par l'acquisition de nouveaux savoirs, comme la connaissance de l'anglais par exemple. Troisièmement il s'avère nécessaire de capitaliser sur les connaissances et les patrimoines locaux afin de favoriser la création de nouvelles activités et prestations et multiplier les opportunités de bénéfices pour les communautés. La valorisation des savoir-faire, de l'artisanat traditionnel exceptionnel du pays et de la culture locale permettra par la suite d'intégrer un maximum de membres de ces communautés dans l'activité touristique. Leur implication dans la prise de décisions, dans l'élaboration de nouveaux circuits touristiques limitera également les dérives du tourisme communautaire qui a tendance à influencer une certaine muséification et folklorisation des communautés. Toutefois, comme exposé, ces objectifs ne sont pas faciles à atteindre, l'implication des communautés dans la réalisation des produits touristiques s'avère être un réel défi. Les instances gouvernementales n'ayant que peu de moyens devraient être accompagnées par des intervenants extérieurs mobilisés pour créer des outils permettant de répondre à ces 3 objectifs de départ. Les recommandations données en dernière partie pourraient constituer une base d'axe de développement pour les actions futures.

Bibliographie :

Ouvrages, articles de revues académiques et communications lors d'une manifestation académique :

Bafoil François. Capitalisme politique et développement dépendant en Asie du Sud-Est. *Revue de la régulation*, 2013, Vol. 13, p. 2-18 [en ligne] Disponible sur <https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/file/index/docid/1024836/filename/regulation-10103-13-capitalisme-politique-et-developpement-dependant-en-asie-du-sud-est.pdf> (Consulté le 18-07-2019)

Blamey, R.K. *Principles of Ecotourism*. In Weaver D.B., *The Encyclopedia of Ecotourism*, Wallingford: CABI, 2001, p. 5-22

Blangy Sylvie et Mehta Hitesh. Ecotourism and ecological restoration. *Journal for Nature Conservation*, 2006, Vol. 14, p. 233-236 [en ligne] Disponible sur http://www.wildonesniagara.org/images/economicsand_biodiversity.pdf (Consulté le 20-07-2019)

Bouapao Lilao. *Rural Development in Lao PDR: Managing Projects for Integrated Sustainable Livelihoods*. Chiang Mai: Regional Center for Social Science and Sustainable Development (RCSD), 2005, 195 p.

Bourdet Yves. Perestroïka au Laos: Performances et perspectives de l'économie laotienne *Tiers Monde*, 1992, Vol. 33, p. 181-208 [en ligne] Disponible sur https://www.persee.fr/doc/tiers_0040-7356_1992_num_33_129_4679 (Consulté le 03-07-2019)

Bourdet Yves. Laos in 2001 : Political Introversion and Economic Respite. *Asian Survey*, 2002, Vol. 42, p. 107-114

Brunel Sylvie. Quand le tourisme disneylandise la planète... *Sciences Humaines*, 2006, Vol. 174, 7 p.

Capelle Françoise. *Luang Prabang, la cité du Bouddha d'or et du flamboyant*. Paris : Thalia, 2006, 253 p.

Carrier James G. et MacLeod Donald V.L. Bursting the Bubble: The Socio-Cultural Context of Ecotourism. *Royal Anthropological Institute of Great Britain and Ireland*, 2005, Vol. 11, p. 315-334

Ceballos-Lascuráin Hector. *Ecotourism: A Guide for Planners and Managers*. North Bennington: The Ecotourism Society, International Union for Conservation and Nature, 1993, 301 p.

Ceballos-Lascuráin Hector. Preface. *Current Issues in Tourism*, 2002, Vol. 3-4, p. 168-172

Chamberlin James. *Participatory Poverty Assessment – Lao PDR*. Vientiane: BAD, National Statistics Center, 2001.

Cohen Erik. *Thai Tourism, Hill Tribes, Islands and Open-ended Prostitution*. Bangkok: White Lotus, 1996, 396 p.

De Koninck Rodolphe. *L'Asie du Sud-Est*. Paris : Armand Colin, 2nde édition, 2005, 360p.

De Koninck Rodolphe. *L'Asie du Sud-Est*. Paris : Armand Colin, 3ème édition, 2012, 382p.

Delang Claudio, Toro Matthew et Charlet-Phommachanh Marieke. Coffee, mines and dams: conflicts over land in the Bolaven Plateau, southern Lao PDR. *The Geographical Journal*, 2013, Vol. 179, p. 150-164 [en ligne] Disponible sur https://www.academia.edu/3214536/Coffee_mines_and_dams_conflicts_over_land_in_the_Bolaven_Plateau_southern_Lao_PDR (Consulté le 05-05-2019)

Déry Steve. Les aires protégées – nouvel outil du dynamisme des États sud-est asiatiques ? *Annales de géographie*, 2008, Vol. 117, p. 72-92

Diamantis Dimitrio. The Concept of Ecotourism: Evolution and Trends. *Current Issues in Tourism*, 1999, Vol. 2, p. 93-122 [en ligne] Disponible sur https://www.researchgate.net/publication/261641090_The_Concept_of_Ecotourism_Evolution_and_Trends (Consulté le 12-06-2019)

Doré Amphay. *The Three Revolutions in Laos*. In Stuart Fox M., Contemporary Laos, Studies in the Politics and Society of the People's Democratic Republic. Londres : University of Queensland Press, 1982, p. 101-115

Evans Grant. *Agrarian Change in Communist Laos*. Singapore: Institute of Southeast Asian Studies, 1988, 88 p.

Evans Grant. *A Short History of Laos: The Land in Between*. Crows Nest: Allen and Unwin, 2002, 272 p.

Evrard Olivier. L'intégration politique et culturelle des ethnies minoritaires au Nord Laos : l'exemple des Phou Noï. *Péninsule*, 1998, Vol. 37, p. 23-43

Fry Simon. Three Transformations of Industrial Relations in Laos. *Journal of Industrial Relations*, 2008, Vol. 50, p. 779-795

Garrod Brian. Local Participation in the Planning and Management of Ecotourism: A Revised Model Approach. *Journal of Ecotourism*, 2003, Vol. 2, p. 33-53

Goudineau Yves. Ethnicité et déterritorialisation dans la péninsule indochinoise: considérations à partir du Laos, *Autrepart*, 2000, vol. 14, p. 17-31

Goudineau. *Cultures Minoritaires du Laos: valorisation d'un patrimoine*. Paris :UNESCO, 2003, 312 p.

Hall Michael. *Tourism in Cambodia, Laos and Myanmar: from terrorism to tourism?* In Hall C.M and Page S. *Tourism in South and South East Asia: Issues and Cases*. Oxford: Butterworth-Heinemann, 2000, p. 178-194

Halpenny Elizabeth A. *Ecotourism-related Organizations*. In Weaver D. B. *Encyclopedia of Ecotourism*. Wallingford, Oxon: CABI Publishing, 2001, p. 479-496

Harrison David. *Pacific Island Tourism: Cognizant Communication Corporation*. Londres: Routledge, 2003.

He, G., Chen, X., Liu, W., Bearer, S., Zhou, S., Cheng, L., et al. Distribution of Economic Benefits from Ecotourism: A Case Study of Wolong Nature Reserve for Giant Pandas in China. *Environmental Management*, 2008, Vol. 42, p. 1017-1025

Hemingway Sarah. The impact of tourism on the human rights of women in South East Asia. *The International Journal of Human Rights*, 2004, Vol. 8, p. 275-304.

Higham James. *Critical issues in ecotourism understanding a complex tourism phenomenon*. Burlington: Elsevier, 2007, 439 p.

Honey Martha. *Ecotourism and Sustainable Development: Who Owns Paradise?* Washington D.C: Island Press, 1999, 405 p.

Honey Martha. *Ecotourism and Sustainable Development: Who Owns Paradise?* Washington D.C: Island Press, 2nde edition, 2008, 405 p.

Ireson Carol J. et Ireson Randall W. Ethnicity and Development in Laos. *Asian Survey*, 1991, Vol. 31 n°10, p. 920-937

Kennedy Kathleen et Dornan D'arcy. An Overview: Tourism Non-governmental Organizations and Poverty Reduction in Developing Countries. *Asia Pacific Journal of Tourism Research*, 2009, Vol. 14, p. 183-200

Kislenko Arne. *Culture and Customs of Laos*. Londres : Greenwood Press, Culture and Customs of Asia Collection, 2009, 201 p.

Lemoine Jacques. *Un village Hmong Vert du Haut Lao*. Paris: Centre national de la recherche Scientifique, 1972, 219 p.

Levy, Bertrand. Voyage et tourisme. Malentendus et lieux communs. *Le Globe*, 2004, vol. 144, p. 123-136

Maccannel Dean. Staged Authenticity: Arrangements of Social Space in Tourist Settings. *The American Journal of Sociology*, 1973, Vol. 79, p. 589-603

Menon Jayant et Warr Peter. *The Lao Economy: Capitalizing on Natural Resource Exports*. Manila: Asian Development Bank, 2013, 21 p. [en ligne] Disponible sur <https://www.adb.org/sites/default/files/publication/30138/economics-wp330-lao-economy.pdf> (Consulté le 15-08-2019)

Michaud Jean. Anthropologie, tourisme et sociétés locales au fil des textes. *Anthropologie et sociétés*, 2001, Vol. 25, p. 15-33

Michaud Jean. *Historical Dictionary of the Peoples of the Southeast Asian Massif*. Lanham : Scarecrow Press, 2006, 355 p.

Michaud, Jean. Handling mountain minorities in China, Vietnam and Laos : from history to current concerns. *Asian Ethnicity*, 2009, Vol. 10, p. 25-49 [en ligne] Disponible sur <http://citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/download?doi=10.1.1.525.7709&rep=rep1&type=pdf> (Consulté le 12-06-2019)

Moizo Bernard. *Implementation of the land allocation policy in the Lao PDR : origins, problems, adjustments and local alternatives*. In Bouathon B., Glandinning A., Nilson S., Victor M. Poverty reduction and shifting cultivation stabilisation in the uplands of Lao PDR : technologies, approaches and methods for improving upland livelihoods. Luang Prabang : NAFRI, 2004, p. 103-116.

Moizo Bernard. *Khmhu responses to the land allocation policy : a case study from the Lao PDR*. In Goh K.C., Sekson Y. Change and development in Southeast Asia in an era of globalization Singapour : Pearson - Prentice Hall, 2006, p. 28-46

Moizo Bernard. *Land allocation and titling in Laos : origins, problems and local impacts on minority groups*. In Leeprecha P., McCaskill D., Buadaeng K., Challenging the limits : indigenous peoples of the Mekong region, Chiang Mai : Mekong Press, 2008, p. 97-115

Nash Dennison. Tourism as an anthropological subject. *Current Anthropology*, 1981, Vol. 22, p. 461-481 [en ligne] Disponible sur <http://www.urbanlab.org/articles/tourism/Cohen%201981%20-%20tourism%20as%20anthropological%20subject.pdf> (Consulté le 22-05-2019)

Nash Dennison. *Anthropology of Tourism*. Oxford et New York: Pergamon, 1996, 205 p.

Norris, R. Can Ecotourism Save Natural Areas? *National Parks*, 1992, p. 33-34

Ovesen Jan. *All Lao? Minorities in the Lao PDR*. In Duncan C. R., *Civilising the Margins – Southeast Asian Government Policies for the Development of Minorities*. New York: Cornell University Press, 2004, p. 214-240, 278 p.

Ovesen Jan. *The Hmong and Development in the People's Democratic Republic*. In Tapp N. et al. *Hmong/Miao in Asia*. Chiang Mai: Silkworm Book, 2004, p. 457-476

Orams Mark. Towards a More Desirable Form of Tourism. *Tourism Management*, 1995, Vol. 16, p. 3-8

Pacquement Jean. *Lao Express*. Paris : Dauphin, 2015, 221 p.

Petit Pierre. *Les politiques culturelles et la question des minorités en RDP Laos*. Séance de la Classe des Sciences morales et politiques, 4 janv. 2009, p. 477-499

Phimmavong Somvang, Ozarska Barbara, Midgley Stephen et Keenan Rodney. Forest and Plantation Development in Laos: Development and Impact for Rural Communities. *International Forestry Review*, 2009, Vol. 11, p. 501-513

Phraxayavong Viliam. *History of aid to Laos – motivations and impacts*. Chiang Mai: Mekong Press, 2009, 322 p.

Pholsena Vathana et Banomyong Ruth. *Le Laos au XXI^e siècle : Les Défis de l'intégration régionale*. Bangkok : Edition Regards Croisés, Institut de Recherche de l'Asie du Sud-Est, Contemporaine, 2004, 240 p.

Pholsena Vathana. Nommer pour contrôler au Laos, de l'État colonial au régime communiste. *Critique internationale*, 2009, Vol. 45, p. 59-76 [en ligne] Disponible sur <https://www.cairn.info/revue-critique-internationale-2009-4-page-59.htm> (Consulté le 25-08-2019)

Pholsena Vathana. *Laos : Un pays en mutation*. Paris : Belin, 2011, 208 p.

Pholsena Vattana et Bouté Vanina. *Laos Sociétés et pouvoirs*. Paris : Indes Savantes, 2012, 228 p.

Picard Michel. Bali: vingt ans de recherches, *Tourisme et sociétés locales: Anthropologie et Sociétés*, 2001, Vol. 25, p. 109-126

Rigg Jonathan. *Development and Transition in the Lao PDR: Making in the Old and New Economies*. RSG-IBG Conference Panel: Understanding Globalization: economics or development? , 3-5 Sept. 2003, Londres.

Rigg, Jonathan. *Southeast Asia, 2nd Edition – The human landscape of modernization and development*. Londres et New York : Routledge, 2003, 286 p.

Roche Yves, Paille Jean-Yves et Mottet Eric. *Le Laos : un « autre » tourisme ? ou comment combiner patrimoine culturel et naturel?* In Breton J.M. *Tourisme durable et patrimoine. Une dialectique développementale ?* Volume 8 de la collection *Iles et pays d'Outre-Mer*. Edition Karthala, 2011.

Roche Yves, Paille Jean-Yves., Sarrasin Bruno, Stéphane Bernard. *Le Projet écotouristique de Nam Ha au Laos : 15 ans après, succès ou échec ? Université du Québec à Montréal*, 2016, 15 p. [en ligne] Disponible sur https://www.researchgate.net/publication/301838592_Le_projet_ecotouristique_de_Nam_Ha_a_Laos_15_ans_apres_succes_ou_echec_Colloque_Ben_Tre_2015 (Consulté le 15-04-2019).

Ross Sheryl et Wall Geoffrey. *Ecotourism: Towards Congruence Between Theory and Practice*. *Tourism Management*, 1999, Vol. 20, p. 123-132 [en ligne] Disponible sur https://www.academia.edu/36661489/Ecotourism_towards_congruence_between_theory_and_practice (Consulté le 28-04-2019).

Savada Andréa Matles. *Laos: A Country Study*. Washington DC: Library of Congress, 1994, 366 p.

Schéou Bernard. *Du tourisme durable au tourisme équitable*. Bruxelles : De Boeck, 2009, 311 p.

Scheyvens Regina. *Ecotourism and the empowerment of local communities*. *Tourism Management*, 1999, Vol. 20, p. 245-249

Schipani Steven et Marris Guy. *Monitoring Community-based Ecotourism in the Lao PDR: the UNESCO Nam Ha Ecotourism Monitoring Protocol*. Bangkok: UNESCO, 2002.

Schipani, Steven et Marris Guy. *Linking conservation and ecotourism development: Lessons from the UNESCO - National Tourist Authority of Lao PDR Nam Ha Ecotourism Project*. Bangkok: UNESCO, 2002.

Schipani Steven et Harrison David. Lao Tourism and Poverty Alleviation : Community-Based Tourism and the Private Sector. *Current Issues in Tourism*, 2007, Vol. 10, p. 194-230

Schipani, Steven. Ecotourism as an Alternative to Upland Rubber Cultivation in the Nam Ha National Protected Area, Luang Namtha. *Juth Pakai*, 2007, vol. 8.

Schlemmer Grégoire. Questionner la question ethnique Lecture historique et politique des appartenances culturelles au Laos. *Moussons : recherches en sciences humaines sur l'Asie du Sud-Est*, Presses universitaires de Provence, 2015, Vol. 25, p 5-37

Spradley James P. *Participant observation*. Holt: Wadsworth Publishing Co Inc, 1980, 208 p.

Stabler, M.J. et Goodall, B. *Environmental auditing in planning for sustainable island tourism*. In Briguglio L., Archer B., Jafari J., Wall G., Sustainable Tourism in Islands and Small States: Issues and Policies, London: Cassell, 1996, Vol. 1, p. 170-196.

Sturgeon Janet. Cross-border rubber cultivation between China and Laos: Regionalization by Akkha and Tai rubber farmers. *Singapore Journal of Tropical Geography*, Vol. 34, 2013, p. 70-85

Swanson, M.A. *Ecotourism: embracing the new environmental paradigm*. IV World Conference on National Parks and Protected Areas, IUCN, Caracas (Venezuela), 10-21 fév. 1992, p. 10-12

Taillard Christian. *Le Laos – Stratégies d'un État-tampon*. Montpellier : Groupement d'Intérêt Public RECLUS, Collection Territoires, 1989, 200 p.

Taillard Christian et Sisouphanthong Bounthavy. *Atlas de la République démocratique populaire lao : Les structures territoriales du développement économique et social*. Paris : RECLUS, CNRS-GDR Libergéo et La Documentation française, Collection Dynamiques du territoire, 2000, 160 p.

Taillard Christian. *Intégrations régionales en Asie orientale*. Paris : Indes Savantes, 2004, 495 p.

Tarrieux Jean Paul. *Tourisme : Un enjeu majeur pour le Laos*. 2018, 34 p.

Tayanin Damrong. *From the Village to the City: The Changing Life of the Kammu*. In Lewis J. *Minority Cultures of Laos: Kammu, Lua, Lahu, Hmong, and Lu-Mien*. Cordova: Southeast Asia Community Resource Center, 1992, 402 p.

Tertrais Hugues. *Atlas de l'Asie du Sud-Est : Les enjeux de la croissance*. Paris : Autrement, 2014, 96p.

Tosun Cevat. Limits to community participation in the tourism development process in developing countries. *Tourism Management*, 2000, Vol. 21, p. 613-633

Trébuil, Guy et Hossain Mohabub. Les grands types de rizicultures en Asie du Sud-Est : Transformations récentes, enjeux actuels et perspectives d'évolution. *Tiers Monde*, Vol. 41, 2000, p. 277-299 [en ligne] Disponible sur https://www.persee.fr/doc/tiers_1293-8882_2000_num_41_162_1391 (Consulté le 03-07-2019)

Van Den Berghe Peter et Keyes Charles. Tourism and Re-Created Ethnicity, *Annals of Tourism Research*, 1984, Vol. 11, p. 343-352

Vaughan David. Tourism and biodiversity: a convergence of interests? *International Affairs*, 2000, Vol. 76, p. 283-297 [en ligne] Disponible sur file:///C:/Users/asus/Downloads/turismo_conservacion.pdf (Consulté le 23-07-2019)

Wearing Stephen et Neil John. *Ecotourism: Impacts, Potentials and Possibilities*, Woburn: Butterworth-Heinemann, 1999, 163 p.

Wood Robert. International Tourism and Cultural Change in Southeast Asia. *Economic Development and Cultural Change*, 1980, Vol. 23, p. 561-581 [en ligne] Disponible sur https://www.jstor.org/stable/1153688?seq=4#metadata_info_tab_contents (Consulté le 24-05-2019)

Wood Robert. *Tourism, culture and the sociology of tourism*. In Hitchcock M. *Tourism in South-East Asia*. Londres-New York : Routledge, 1993, p. 48-70

Yamada Norihiko. *Re-thinking of "Chintanakan Mai" (New Thinking): New Perspective for Understanding Lao PDR*. Chiba : Institute of Developing Economies JETRO, 2013, 41 p. [en ligne] Disponible sur <https://pdfs.semanticscholar.org/42c8/ecbc3ebb43e16a678d80b3da3c13e1f1df3a.pdf> (Consulté le 30-08-2019)

Yamauchi Sayo et Lee Donald. Tourism Development in the Lao People's Democratic Republic. *DESA Discussion Paper*, 1999, Vol. 9, 7 p. [en ligne] Disponible sur <https://www.un.org/esa/desa/papers/1999/esa99dp9.pdf> (Consulté le 04-09-2019)

Ziffer Karen A. Ecotourism: The Uneasy Alliance, *Conservation International*, 1989, Vol. 1, 36 p.

Zoomers Annelies. Globalisation and the foreignisation of space: seven processes driving the current global land grab. *The Journal of Peasant Studies*, 2010, Vol. 37, p. 429-447

Travaux universitaires thèses et mémoires :

Bourque Sophie. *Les Hmong de Luang Prabang : acteurs du développement de l'écotourisme au Village de la montagne coupée*. Mémoire de Maîtrise en Sciences Sociales, Anthropologie, Montréal : Université de Montréal, Faculté des Arts et des Sciences, Département d'Anthropologie, 2007, 129 p.

Charbonneau Josée. *Guide d'évaluation des projets écotouristiques dans les pays en développement*. Essai de Maîtrise en Environnement, Québec : Université de Sherbrooke, Centre Universitaire de formation en environnement, 2008, 167 p.

Daviau Steeve. *Développement, modernité et relocalisation : Etude de cas de la zone focale de la Namma, district de Long, province de Luang Namtha Laos*. Mémoire de Maîtrise, Montréal : Université de Montréal, Faculté des études supérieures, 2004, 146 p.

Denais Laurent. *Ecotourisme, un outil de gestion des écosystèmes*. Essai de Maîtrise en écologie internationale. Québec : Université de Sherbrooke, Faculté des Science, Département de Biologie, 2007, 70 p.

Lachapelle Marise. *Tourisme et changement social. Le cas des Khmou de Ban Nalan*. Mémoire de Maîtrise en Sciences Sociales, Anthropologie, Montréal : Université de Montréal, Faculté des Arts et des Sciences, Département d'Anthropologie, 2007, 165 p.

Ounmany Kiengkay. *Community-Based Ecotourism in Laos: Benefits and Burdens Sharing among Stakeholders*. Thèse de doctorat en développement durable, Vienna : BOKU University of Natural Resources and Life Sciences, 2015, 227 p.

Proschan Frank. *Khmu Verbal Art in America: The Poetics of Khmu verse*. Thèse de doctorat, Austin: University of Texas, Graduate School, 1989, 624 p.

Rolland Vincent. *L'intégration des minorités ethniques et des régions montagneuses du nord du Laos :Le cas de la province de Luang Namtha, 1995-2015*. Mémoire de Maîtrise en Sciences Géographiques, Québec : Université Laval, 2017, 161 p.

Rapports officiels :

ANTL, *Plan Directeur national du Tourisme 2006-2020*, Vientiane: RDP Lao, 2005, 41 p.

ANTL. *National Ecotourism Strategy and Action Plan 2005-2010*. Vientiane: RDP Lao, 2005, 26 p. [en ligne]. Disponible sur <http://fliphtml5.com/lkxp/gbnc/basic> (Consulté le 10-05-2019)

ANTL. *Statistical report on Tourism in Laos*. Vientiane: Planning and Cooperation Department Statistics Unit, RDP Lao, 2010.

BAD et Programme des Nations Unies pour l'Environnement. *Greater Mekong Subregion Atlas of the Environment*, Resource Centre for Asia and the Pacific, 2004, 216 p.

BAD. *Report and recommendation of the President on proposed loans to Cambodia, Laos and Vietnam for the Greater Mekong Subregion : Mekong Tourism Development Project*. 2002.

Banque Mondiale. *Lao PDR Development Report – Natural Resource Management for Sustainable Development: Hydropower and Mining*. Washington DC : World Bank, 2010, 80 p. [en ligne] Disponible sur <http://documents.worldbank.org/curated/en/235551468090867517/pdf/590050WP0Box3510LDR20101Full1Report.pdf> (Consulté le 10-08-2019)

BTI. *Laos Country Report*. Güterlosh : Bertelsmann Stiftung, 2016, 31 p. [en ligne] Disponible sur [file:///C:/Users/asus/Downloads/BertelsmannStiftung%20Foundation-2016-Laos%20\(2\).pdf](file:///C:/Users/asus/Downloads/BertelsmannStiftung%20Foundation-2016-Laos%20(2).pdf) (Consulté le 05-06-2019)

BTI. *Laos Country Report*. Güterlosh : Bertelsmann Stiftung, 2018, 37 p. [en ligne] Disponible sur https://www.bti-project.org/fileadmin/files/BTI/Downloads/Reports/2018/pdf/BTI_2018_Laos.pdf (Consulté le 05-06-2019)

DDT. *Statistical Report on Tourism in Laos*. Vientiane : Tourism Research Division, MICT, Lao PDR. 2018, 36 p.

Lao Front for National Construction. *The Ethnic Groups of Lao PDR: Department of Ethnic Groups*. Vientiane :RDP Lao, 2005.

OMT, *Le tourisme et la réduction de la pauvreté*, Madrid, 2002, 123 p.

OMT, ONU. *Code mondial d'éthique du tourisme*. 2001, 8. p [en ligne] Disponible sur <https://www.tourismesolidaire.org/ressources/code-mondial-d-ethique-tourisme> (Consulté le 28-08-2019)

OMT, UNESCO, ONU. *Charte du tourisme durable*. 1995, 4. p [en ligne] Disponible sur <http://www.comite21.org/docs/economie/axes-de-travail/tourisme/charte-lanzarote.pdf> (Consulté le 28-08-2019)

RDP Lao. *Macroeconomy in 2013 and The Outlook in 2014*. Vientiane: Department of Planning and Investment, 2013.

RDP Lao. *Plan quinquennal de développement socioéconomique (2011-2015)*. Vientiane: Ministry of Planning and Investment, 2010.

RDP Lao. *Plan quinquennal de développement socioéconomique (2016-2020)*. Vientiane: Ministry of Planning and Investment, 2016.

WCS Laos, NEPL APN. *Ecotourism in Nam Et - Phou Louey National Protected Area, Lao PDR*. 2018, 8 p.

Table des Annexes

Annexe 1 : Guide d'entretien acteurs économiques/institutionnels/de l'aide au développement....	181
Annexe 2 : Guide d'entretien chefs de village.....	184
Annexe 3 : Guide d'entretien touristes.....	186
Annexe 4 : Questionnaire enquête quantitative destinée aux touristes Luang Prabang : Mai - Juillet 2019.....	188
Annexe 5: Guide d'entretien guides employés et guides indépendants.....	190

Annexe 1: Guide d'entretien acteurs économiques / institutionnels / de l'aide au développement

Un premier guide d'entretien général a été effectué, des questions spécifiques à chaque catégorie d'acteur ont ensuite été déterminées, puis en fonctions des recherches faites avant chaque entretien des questions personnalisées à chaque acteur ont été posées.

Organisation :

Date de l'entretien :

Statut :

Zone d'activité :

Projets :

1. Pouvez-vous nous expliquer les fonctions et les objectifs de votre organisation ?	
Axe 1: Présentation de l'organisation et sa visée	Pouvez-vous présenter votre société? Pouvez-vous nous préciser son statut et son rôle ? Quels sont vos collaborateurs ? Et que leur apportez-vous ? Pouvez-vous nous présenter votre parcours? Que représente le concept d'éco-tourisme pour votre entreprise? Pouvez-vous décrire l'implication de votre entreprise dans la planification et le développement de l'écotourisme?
2. Quelles actions menez-vous en faveur des populations locales ?	
Axe 2: Collaboration avec les populations locales	Que représente les populations locales dans et pour votre activité? Comment votre entreprise a-t-elle aidé les populations locales à participer aux processus de planification et de développement? Pouvez-vous décrire dans quelles mesures les populations locales ont été impliqués dans le processus de planification et de développement? Quels avantages votre entreprise a-t-elle tirés de cette collaboration avec les populations locales? Quels avantages votre entreprise a-t-elle tirés de l'écotourisme?
3. Comment garantisiez-vous un partage équitable avec les communautés ?	
Axe 3: Gestion et répartition des coûts et bénéfices	Comment est effectué la répartition des contraintes et des opportunités entre les différents acteurs, notamment pour les communautés locales? Avez-vous mesuré l'impact dans les villages, des avantages et inconvénients de votre collaboration? Ce partage des contraintes et opportunités vous semble-t-il équitable?

4. Quelles sont vos recommandations pour les projets futurs ?	
Axe 4: Réflexions et idées pour de futurs projets	Selon votre opinion quels sont les aspects positifs /négatifs et les défis de la mise en place d'un plan de développement d'éco-tourisme? D'après votre expérience quel est votre perception de l'écotourisme au Laos? Quels sont les prochains objectifs de votre entreprise? Avez-vous d'autres commentaires à propos de l'écotourisme au Laos?
5. De quelles manières impliquez-vous les communautés dans la confection des produits touristiques et quels bénéfices apportez-vous aux communautés ?	
Axe 5: Questions spécifiques aux acteurs économiques	Comment consultez-vous les communautés lors de la création de vos circuits et produits touristiques ? Comment impliquez-vous les communautés dans les circuits ? Quels dispositifs mettez-vous en place pour améliorer la participation locale (formations, rotations des tâches...) ? Comment partagez-vous les bénéfices avec les communautés ? Comment garantisiez-vous la répartition équitable des bénéfices que vous accordez aux communautés au sein des villages ? Comment valorisez-vous le patrimoine culturel de ces communautés ? Participez-vous à l'installation de première nécessité dans les villages et à la création d'infrastructures ? (eau, électricité, école, toilettes, douches...) Après cette brève présentation des enjeux socioéconomiques de l'écotourisme, quelles actions mettez-vous en place pour limiter ces impacts ?
6. De quelle manière aidez-vous les communautés et acteurs impliqués dans l'écotourisme ?	
Axe 6: Questions spécifiques aux acteurs de l'aide au développement	Quels types d'aide apportez-vous aux communautés et aux acteurs locaux ? Aide technique, financière, matérielle... Mettez-vous en place des programmes de formations afin d'améliorer les compétences locales ? Sur quels projets travaillez-vous ? Quels sont les dispositifs que vous mettez en place ? Avec quelles autres agences de développement collaborez-vous ? De quelle manière évaluez-vous les bénéfices de vos actions sur le territoire ? Enquête terrain, Contrôle régulier Faites-vous des diagnostics locaux du territoire, des études des besoins, des études d'opportunités, avant toute mise en place de projets ? A quelle échelle travaillez-vous sur ces projets, nationale, provinciale, locale ? Combien de succursales avez-vous ? Après cette brève présentation des enjeux socioéconomiques de l'écotourisme, quelles actions mettez-vous en place pour limiter ces impacts ?

7. Comment cherchez-vous à améliorer la gouvernance de votre territoire ?	
Axe 7: Questions spécifiques aux acteurs institutionnels	De quelle manière renforcez-vous la participation locale ? Quels dispositifs mettez-vous en place ? Par quelles organisations êtes-vous aidé ? Quel type d'aide vous apportent ces organisations ? Sur quels projets travaillez-vous ? Comment évaluez-vous et contrôlez-vous l'activité touristique et écotouristique de votre territoire ? Avec quels villages travaillez-vous ? Quelles sont vos actions en faveur du développement durable ? Quelles sont vos actions en faveur de la valorisation des patrimoines locaux ? Après cette brève présentation des enjeux socioéconomiques de l'écotourisme, Quelles actions mettez-vous en place pour limiter ces impacts ?

Annexe 2 : Guide d'entretien chefs de village

Informations sur le chef de village:

Date de l'entretien :

Nom:

Âge:

Sexe:

1. Pouvez-vous décrire votre rôle dans le tourisme?	
Thème Participation du village dans l'activité touristique	Quelles sont vos activités ? Que proposez-vous aux touristes ? Combien de personnes y-a-t-il dans votre village et combien de membres participent à l'activité touristique ? Comment le tourisme est organisé dans votre village? Quels sont les fonctions des membres qui y participent ?
2. Comment a démarré l'activité touristique ?	
Thème Lancement de l'activité touristique	Depuis combien de temps êtes-vous impliqué dans le tourisme? Quelles étaient vos motivations à participer au tourisme ? Comment a démarré votre investissement dans le tourisme ? Avez-vous été sollicité par des agents extérieurs ?
3. Quelles sont vos relations avec les acteurs du tourisme ?	
Thème Soutien des acteurs institutionnels et économiques	Vous sentez-vous soutenu par le gouvernement, le département de la province ou les structures privées dans le développement du tourisme ? Quelle structure vous soutient le plus ? Quels sont vos échanges ? De quelle manière vous aident-ils ? Quel soutien vous apportent-ils, technique, financier, sécuritaire ? Vous sentez-vous écoutés et consultés ?
4. Quelles sont les contributions au développement que le tourisme apporte dans votre village ?	
Thème Bénéfices du tourisme pour le village	Comment vous servez-vous des bénéfices apportés par le tourisme ? Quelles infrastructures ont-été construites grâce au tourisme ? Avez-vous bénéficié de l'eau et de l'électricité grâce au tourisme ? Quelles dispositifs les collaborateurs ont-mis en place dans votre village pour garantir l'efficacité du tourisme en matière de développement ? (Programme de formation, infrastructures, fonds financiers ...)
5. Quels sont les revenus qu'apporte le tourisme par rapport aux autres économies ?	
Thème Revenus du tourisme	Comment jugez-vous les revenus du tourisme aujourd'hui ? Faibles/ Moyens/ Elevés Comment évaluez-vous la fréquentation touristique ? De quelles autres activités économiques vivez-vous ? Quels produits agricoles cultivez-vous ?

	Quels types de produits vendez-vous ? (produits artisanaux, alimentaires) Où les vendez-vous et à qui ? (marchés, autre villages, touristes...) Selon vous, quel est l'apport de l'activité touristique ?
--	--

6. Comment répartissez-vous les bénéfices du tourisme ?	
Thème Répartition des bénéfices	Comment l'argent du tourisme est distribué dans votre village? Comment les rôles des membres sont attribués ? Les membres du village sont-ils consultés dans la prise de décision ? Y a-t-il des personnes réfractaires au tourisme qui ne souhaitent pas y participer ? Y a-t-il des personnes qui aimeraient y participer mais n'y participent pas aujourd'hui ?
7. Quels sont les impacts de l'activité touristique ?	
Thème Besoins et limites de l'activité	Quels sont les problèmes auxquels vous faites face dans votre travail? Quelles sont les points qui pourraient être améliorés? Quelles sont vos suggestions pour améliorer le tourisme? De quoi manquez-vous pour accueillir les touristes ? Etes-vous impacté par l'accueil des touristes ? Cela vous cause-t-il des problèmes ?
8. Quelles nouvelles connaissances et compétences vous a apportées le tourisme ?	
Thème Apport de nouvelles compétences grâce à l'expérience et à l'échange interculturel	Quelles nouvelles compétences avez-vous eu l'impression d'acquérir grâce au tourisme ? A quels dispositifs de formation avez-vous participé ? Comment avez-vous appris à gérer l'activité touristique ? Avez-vous été aidé ou formé par des agents extérieurs ? Si oui lesquels ? Comment évaluez-vous les nouvelles connaissances que vous apporte l'échange interculturel avec les touristes ?
9. Comment sont valorisées vos connaissances dans le cadre de l'activité touristique ?	
Thème Valorisation des connaissances locales	Les acteurs du tourisme vous consultent-ils pour en savoir plus sur vos connaissances du territoire ? Vos savoir-faire sont-ils mis en valeur lors des circuits touristiques ? Confectionnez-vous des produits artisanaux ? Quels sont ces produits ? Comment vos connaissances sont mises en valeur lors des circuits ? (guides locaux, partage d'information avec le guide provincial...) Comment le guide transmet les informations sur votre culture et vos traditions ?

Annexe 3: Guide d'entretien touristes

Date de l'entretien :

Nom:

Âge:

Sexe:

1. Comment avez-vous trouvé ce circuit touristique ?	
Thème Appréciation du circuit	Satisfaisant ou non satisfaisant, pouvez-vous exprimer les raisons ? Quelles sont les activités que vous avez le plus aimées ? Que reprenez-vous de cette expérience ? Qu'avez-vous apprécié au cours des activités ? (paysages, informations données par le guide, culture locale...) Comment jugez-vous la qualité des services ? (nourriture, hébergement, guide...) Quels sont les points négatifs que vous aimeriez mentionner ?
2. Comment jugez-vous l'intensité de vos échanges avec les communautés ?	
Thème Echange interculturel	Pouvez-vous revenir sur les moments que vous avez partagés avec les communautés ? Qu'avez-vous partagé avec elles ? Pensez-vous avoir plus échangé avec le guide ou les communautés ? Pouvez-vous préciser ? Etes-vous satisfait de vos échanges avec les communautés ? Oui/ Non, pouvez-vous préciser ? De quelle manière selon vous cet échange pourrait être amélioré ?
3. Qu'avez-vous appris sur les communautés et leur culture ?	
Thème Apprentissage de la culture locale	Pouvez-vous nous évoquer quelles informations vous avez apprises et de quelle manière vous les avez apprises ? Sur quel sujet vous auriez-aimé en savoir plus ? (caractéristiques ethniques, artisanat, histoire, culture, traditions, autres...) Avez-vous eu l'impression que ce circuit a contribué à votre apprentissage de la culture locale ? Pouvez-vous préciser ? Quelles informations sur les communautés le guide vous a-t-il communiquées ? Quels sont les éléments que vous aimeriez clarifier ?
4. Comment jugez-vous vos connaissances des minorités ethniques ?	
Thème Connaissances sur les minorités ethniques	Quelles sont vos connaissances des minorités ethniques ? Pouvez-vous nous évoquer ce que vous savez ? Jugez-vous avoir assez de connaissances ? Comment vous êtes-vous renseigné sur le sujet ? Qu'est-ce que vous aimeriez apprendre de plus ? Est-ce que vous aimeriez en savoir plus sur la culture locale au

	cours de votre voyage et de quelle manière souhaiteriez-vous en savoir plus ?
5. Comment jugeriez-vous votre expérience au Laos et à Luang Prabang?	
Thème Qualité du voyage	Qu'avez-vous aimé ? Quelles sont les expériences désagréables dont vous vous rappelez ? Comment avez-vous trouvé votre expérience au Laos et dans la province de Luang Prabang? Quels sont les points d'amélioration que vous aimeriez mentionner ?
6. En comparaison avec les autres pays visités, pouvez-vous évaluer ce circuit touristique ?	
Thème Comparaison avec les autres pays visités	Avez-vous effectué des circuits au Vietnam ou en Thaïlande, pouvez-vous les comparer ? Quel pays favoriserez-vous pour un prochain circuit touristique ? Pourquoi ? Si vous avez privilégié d'autre pays, pouvez-vous nous expliquer ce qui vous a freiné à choisir le Laos ?
7. De quoi avez-vous manqué pendant votre expérience ?	
Thème Satisfaction de la visite au Laos	Confort/ échange interculturel/ divertissement Quelles sont les critiques que vous pourriez faire concernant votre expérience au Laos ? De quelles informations avez-vous manquées ? Auprès de quelles structures vous êtes-vous informé ? Offices du tourisme, TO... Pouvez-vous juger la qualité de leur aide ?
8. Comment avez-vous vécu la visite des villages ?	
Thème Satisfaction de la visite des villages	Quels sont les points positifs que vous en tirez ? Quels sont les critiques que vous pourriez apporter à cette visite ? Quel est votre ressenti par rapport à cette visite ? Pouvez-vous revenir sur des événements marquants ? De quoi avez-vous manqué ?
9. Qu'attendez-vous d'un circuit touristique communautaire ?	
Thème Attentes d'un circuit de tourisme communautaire au Laos	Selon vous, à quoi correspond le tourisme communautaire ? Dans quelles mesures vous souciez-vous des bénéfices apportés aux communautés ? Pour vous quelles opportunités en retirent ces communautés ? (Revenus, compétences, valorisation des patrimoines...) Avant votre circuit à quoi vous attendiez-vous ? Quelle était l'image que vous vous faisiez des communautés ? Votre expérience correspond-elle à vos attentes ? Oui/ Non Pouvez-vous préciser ?

**Annexe 4 : Questionnaire enquête quantitative destinée aux touristes Luang Prabang
: Mai - Juillet 2019**

Bonjour,

dans le cadre de mes études, je réalise une enquête sur l'écotourisme. J'entends par "écotourisme" toutes les formes de tourisme tournées vers la nature et la rencontre des populations locales, ainsi je recueillerai vos attentes et vos expériences au Laos, notamment concernant la région de Luang Prabang. Auriez-vous 2 minutes à m'accorder ?

1. Age _____ Pays d'origine _____ Sexe : M F
2. Activité, profession ?
3. Durée totale du séjour au Laos _____ jours
4. Dépense moyenne par jour _____ (US\$) (y compris logement, transport, nourriture, etc.)
5. Pourquoi avez-vous choisi comme destination de voyage le Laos?

6. Quelles informations avez-vous eu sur le Laos ?

7. Par quel biais les avez-vous eues ?

Famille/Amis _____ Agences de voyage _____ Internet _____ Guides touristiques _____ Autre
(précisez)

8. Avez-vous eu assez d'informations sur le Laos et Luang Prabang ?

Oui Non , SVP pourquoi ? _____

9. Nombre de jours dans la Province de Luang Prabang _____

10. Prévoyez-vous de revenir à Luang Prabang ?

Oui _____ Non, mais je vais le recommander à mes amis _____ Non _____

11. Voyagez-vous au sein d'un groupe ou dans un circuit organisé? Oui _____ Non _____

12. Par quels types d'activités touristiques êtes-vous intéressé ? (pouvez-vous faire un top 5)

Visite de villages traditionnels _____ Trekking _____ Visite de sites historiques _____ VTT _____
Descente en bateau _____ Visite de grottes _____ Festivités traditionnelles _____ Visite de cascades _____

Rafting/kayaking _____ Escalade _____ Activités locales traditionnelles (tissage, pêche, cuisine)

13. Combien de jours souhaiteriez-vous passer sur un circuit touristique ?

14. Quelle somme dépenseriez-vous dans un circuit touristique (tout compris et par jour) ?

10/20 US\$ _____ 30 US\$ _____ 40 US\$ _____ 60 US\$ _____ 50 US\$ _____ et plus _____

15. Où souhaiteriez-vous dormir ?

Hôtel/Pension___ Camping___Chambre chez

l'habitant___Autre_____(précisez)

16. Etes-vous intéressé par la visite de village ?

17. Souhaiteriez-vous acheter des produits artisanaux dans les villages ? Oui___ Non___

Si oui, lesquels ? Tissus___ Broderie___ Bijoux___ Vanneries___ Couteaux___ Sculptures
sur bois___Autre_____(précisez)

18. Avez-vous déjà participé à un circuit éco-touristique au Laos ? Oui___ Non___

Où et quelles

activités ? _____

Pts positifs :

Pts négatifs :

19. Qu'attendez-vous d'un circuit écotouristique ?

20. Que savez-vous à propos des groupes ethniques au Laos ? (ex. : les noms, le nombre
d'ethnies, leurs conditions de vie, leurs coutumes et traditions, leur architecture, etc.)

21. Est-ce important pour vous de connaître la culture, l'environnement et les conditions
de vie des communautés ? Très important___ Assez important___ pas très important___

22. Voudriez-vous payer votre circuit à un prix plus élevé en sachant que la part
supplémentaire va directement aux communautés visitées ?

Oui___ Non___ Si oui, combien environ ? _____ US\$

Annexe 5: Guide d'entretien guides employés et guides indépendants

Lors de la réalisation des guides d'entretien l'objectif était d'interroger des guides, cette trame d'entretien est donc adaptée aux guides, au cours de la période de terrain d'autres acteurs socioprofessionnels ont été questionnés, dans ce contexte des trames d'entretiens spécifiques à ces acteurs ont été effectuées en fonction de recherches préalables.

Date de l'entretien :

Nom:

Âge:

Sexe:

1. Depuis combien de temps effectuez-vous votre profession ?	
Thème Statut du guide	Quel est votre statut ? Guide salarié / <i>freelance</i> Pour quelles entreprises travaillez-vous ? Exercez-vous cette activité à temps plein ou à temps partiel ? A quelle échelle travaillez-vous ? Pays / Province/ District Quelle licence avez-vous ?
2. Comment êtes-vous devenu guide ?	
Thème Parcours professionnel	Comment avez-vous été embauché ? Connaissances/ Candidature Quelles étaient vos motivations ? Quel est votre parcours ? Quelle formation avez-vous suivie ?
3. Quels sont les sujets les plus évoqués par les touristes ?	
Thème Sujets abordés avec les touristes	Quelles questions vous posent-ils ? Quels sont leurs centres d'intérêt ? Quels sont les sujets qui reviennent régulièrement ? A quoi les touristes sont-ils sensibles et préoccupés ?
4. Concernant l'aspect culturel, sur quels sujets les touristes vous posent-ils des questions ?	
Thème Questions posées par les touristes sur l'aspect culturel	Pouvez-vous nous évoquer les sujets qui reviennent ? Quels sont les éléments les plus recherchés par les touristes ? Comment jugez-vous les connaissances et l'intérêt des touristes envers la culture locale ? Quelles informations donnez-vous ?
5. Comment vous sentez-vous au sein de votre profession ?	
Thème Epanouissement du guide dans son métier	Vous sentez-vous à l'aise dans l'exercice de vos activités ? Quelles sont vos relations avec les différents collaborateurs ? (institutions, entreprise, autres guides...) Vous sentez-vous écouté ? Vos supérieurs vous consultent-ils pour la planification des

	nouveaux projets ? Avez-vous déjà commis des erreurs au cours de votre activité ? Eprouvez-vous des difficultés certaines fois avec des touristes ?
6. Pouvez-vous nous apporter plus d'informations sur la fréquentation touristique ?	
Thème Fréquentation touristique	Comment jugez-vous la fréquentation touristique ? Basse/ Moyenne/ Haute Combien de circuits faites-vous par mois et année en moyenne ? Quelle est la tendance en comparaison avec les années précédentes ? Selon vous y a-t-il des problèmes de capacité de charge ?
7. Selon vous, comment serait-il possible de mieux impliquer les communautés ?	
Thème Implication des communautés	A l'heure actuelle, comment considérez-vous l'implication des communautés ? Quelles sont les principales transformations que vous avez pu constater dans les villages grâce au tourisme ? Que pensez-vous des bénéfices apportés aux communautés ? Comment le patrimoine culturel et artisanal est valorisé grâce au tourisme ?
8. Que pensez-vous de la formation de guides locaux ?	
Thème Formation de guides locaux	Selon vous, en quoi est-ce une bonne idée de former des guides locaux ? Dans quelles mesures seriez-vous prêts à participer aux programmes de formation ? Considérez-vous que cela comporte un risque que vous perdiez votre emploi ? Oui/Non Pourquoi ?
9. Selon vous quel acteur récupère le plus de bénéfices ?	
Thème Répartition des bénéfices	Gouvernement Opérateurs touristiques Guides Communautés

Table des Figures

Figure 1 : Carte du Laos, administration provinciale et hydrographie, Source: ESRI.....	13
Figure 2 : Evaluation du modèle de l'écotourisme, Source : Ross & Wall, 1999.....	20
Figure 3 : Vue sur les montagnes de Luang Prabang depuis le Mont Phousi, Source : l'Express.....	31
Figure 4 : Billet de 1 000 Kip (10 centimes €), représentation des trois sœurs lao, chacune représentant l'une des 3 grandes catégories artificielles promues par le Parti, Source : Phoudthassak Thammathong	45
Figure 5 : Réseau des ANP Laos, Source : Ministère de l'Agriculture et des Forêts.....	57
Figure 6 : Artisanat local destiné à la vente touristique, village Hmong et Khmou, Source Khamchean.....	66
Figure 7 : Danse traditionnelle Hmong, Source : Chang Mai News.....	67
Figure 8 : Carte de la Province de Luang Prabang, identification des trois zones d'études, Source : RDP Lao.....	97
Figure 9 : Carte touristique de la province de Luang Prabang, Source : Lonely Tour.....	98
Figure 10 : Carte touristique de la zone proche de Luang Prabang, Source : Lonely Tour.....	109
Figure 11 : Carte retraçant le trajet Luang Prabang, Nong Khiaw, Muang Ngoi, Source : Phoudthassak Thammathong.....	118
Figure 12 : Village de Muang Ngoi, Source : Mr Linh's Adventures.....	119
Figure 13 : Chambre d'hôtes, village de Huay San, Source : Carine Druot.....	123
Figure 14 : Panneaux indiquant la route pour Ban Na et Huay San, Source : Carine Druot.....	123
Figure 15 : Panneau indiquant le restaurant et la chambre d'hôtes de Huay San, Source Carine Druot	123
Figure 16 : Carte du PN de Nam Et-Phou Louey, Source : NEPL ANP.....	124

Figure 17 : Affiche commerciale du PN de Nam Et-Phou Louey, Source : NEPL ANP.125

Figure 18: Nam Nern Night Safari Tour, Source Carine Druot..... 127

Figure 19: Leopard pris par la caméra-piège, Source : NEPL ANP.....127

Table des Tableaux

Tableau 1 : Classement des organisations de l'aide au développement, Source : adapté de Halpenny, 2001.....80

Tableau 2 : Cartographie des acteurs, Source Carine Druot.....93

Table des Matières

Sommaire.....	6
Introduction	9
<i>Partie I :Ecotourisme et stratégies de modernisation des espaces ruraux</i>	<i>14</i>
Introduction Partie I.....	15
Chapitre 1 : <i>Cadre conceptuel de recherche</i>	<i>17</i>
1.Notions et définitions	17
1.1.Emergence de l'écotourisme.....	17
1.1.1. Un cadre propice à l'avènement d'un tourisme alternatif.....	17
1.1.2. Un secteur en évolution et une opportunité de développement.....	18
1.2.Définition de l'écotourisme.....	18
1.2.1. Un concept qui ne fait toujours pas consensus	18
1.2.2. Trois objectifs identifiés	20
1.3.Autres catégories de tourisme alternatif.....	21
1.3.1. Tourisme durable et responsable	21
1.3.2. Tourisme communautaire, équitable et solidaire.....	21
2. Introduction et contextualisation du sujet.....	22
2.1.Présentation du stage et de la structure encadrante.....	22
2.1.1. L'Institut de Recherche pour le Développement.....	22
2.2.Présentation du sujet d'étude.....	23
2.2.1. Définition du sujet	23
2.2.2. Problématique, objectifs et questions de recherche.....	24
3.Difficultés de recherche.....	25
3.1.Facteurs limitant la recherche.....	25
3.1.1. Adaptation culturelle	25
3.2.Particularités de recherche en contexte laotien.....	26
3.2.1. Cadre réglementaire.....	26
3.2.2. Difficultés du terrain.....	27

Chapitre 2 : <i>Le Laos un pays pluriethnique récemment ouvert aux échanges avec l'extérieur</i>	29
1.Trois aspects intrinsèquement liés : le géographique, l'historique et le démographique .	29
1.1.Caractéristiques géographiques.....	29
1.1.1. Etat tampon et axe de communication.....	29
1.1.2. Un relief contrasté qui offre aux populations plus de défis que d'opportunités.....	30
1.2.Une histoire tourmentée.....	31
1.2.1. Un pays sous l'emprise de grandes puissances	31
1.2.2. Les réformes du parti communiste (1975-1985)	35
1.2.3. D'une économie centralisée à l'ouverture au marché	36
1.3.Caractéristiques démographiques d'un pays pluriethnique.....	39
1.3.1. Un creux démographique dans la péninsule Asiatique.....	39
1.3.2. Un peuple multiculturel ; de la majorité des plaines aux minorités des régions rurales et montagnardes.....	39
1.3.3. La place des minorités à travers l'histoire du Laos	43
2.Contexte national, les nouveaux enjeux de la libéralisation économique	48
2.1.L'insertion nationale dans le système du Sud-Est Asiatique.....	48
2.1.1. L'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est et le Grand Mekong	48
2.1.2. Le Laos, carrefour d'une économie transnationale	48
2.2.Une économie qui repose sur les ressources naturelles.....	49
2.2.1. Agriculture commerciale et exploitation des ressources naturelles.....	49
2.2.2. Les secteurs hydroélectriques, miniers et agricoles.....	49
2.2.3. Les enjeux pour la population rurale	50
3.Aide étrangère et protection de l'environnement	51
3.1.Une économie fortement dépendante de l'aide internationale.....	51
3.1.1. Un pays sous perfusion de l'aide au développement.....	51
3.1.2. Les limites de l'ingérence étrangère	52
3.2.Protection de l'environnement et éradication de l'essartage.....	53
3.2.1. La prise de contrôle sur l'environnement et les incidences pour les minorités ethniques	53
3.2.2. La construction d'un discours justifiant la relocalisation.....	54
3.2.3. Le réseau des Aires Nationales Protégées (ANP)	55

Chapitre 3 : <i>L'écotourisme comme levier de développement des espaces montagnards</i>	59
1.Ecotourisme, un nouvel outil de réduction de la pauvreté	59
1.1.Le développement de l'activité écotouristique au Laos.....	59
1.1.1. L'avènement du tourisme en Asie du Sud-Est	59
1.1.2. L'émergence du tourisme durable au Laos.....	59
1.1.3. L'écotourisme et le développement des communautés rurales et minoritaires.....	62
1.2.Le Laos, fer de lance de l'écotourisme.....	63
1.2.1. Une multiplication des acteurs internationaux	63
1.2.2. La multiplication des projets d'écotourisme dans les aires protégées.....	64
1.2.3. Un développement touristique qui participe à l'intégration transrégionale du pays.....	64
2.Ecotourisme, un nouvel outil de développement économique et social.....	65
2.1.Quels bénéfices socioéconomiques pour les communautés.....	65
2.1.1. Une source de revenu et une intégration à l'économie du pays	65
2.1.2. Préservation d'un patrimoine culturel menacé	66
2.1.3. Education et construction d'infrastructures	68
2.2.Des opportunités limitées.....	68
2.2.1. Une source de revenus fortement instable	68
2.2.2. Des apports non durables.....	69
2.3.Une activité fortement contrôlée.....	69
2.3.1. Le contrôle de l'activité par des structures privées	69
2.3.2. L'écotourisme comme nouvel outil de contrôle du territoire	70
Conclusion Partie I	72
 <i>Partie II :Etude de l'activité de l'écotourisme sur la Province de Luang Prabang</i>	73
Introduction Partie II	74
 Chapitre 1 : <i>Questionner l'écotourisme et sa capacité à améliorer le bien-être des communautés</i>	76
1.Une efficacité qui dépend fortement de la coopération des acteurs	76
1.1.L'écotourisme un outil garantissant à la fois développement et conservation.....	76
1.1.1. Liens entre communautés locales et aires protégées	76
1.1.2. L'écotourisme un outil permettant de relever les défis des aires protégées ..	77

1.1.3. Une activité qui génère des avantages et des inconvénients	77
1.2.Gouvernance et collaboration des parties prenantes.....	78
1.2.1. Des projets qui rassemblent une multitude d'agences de développement.....	78
1.2.2. Un manque de rentabilité.....	81
1.2.3. Des conflits d'usage des terres	82
2.Impacts socioéconomiques pour les communautés	82
2.1.Impacts économiques de l'activité.....	82
2.1.1. Prise de contrôle de l'activité par des agents extérieurs	82
2.1.2. Inégalités du partage des coûts et bénéfices	83
2.2.Impacts sociaux de l'activité.....	83
2.2.1. Marchandisation de la culture locale	83
2.2.2. Sociétés traditionnelles, perception de l'authenticité et théâtralisation.....	84
2.2.3. L'imaginaire touristique et l'exotisme ethnique.....	85
2.3.Des conditions requises à la durabilité des projets d'écotourisme.....	87
2.3.1. Complémentarité et diversification de l'activité	87
2.3.2. L'implication des communautés locales.....	87

Chapitre 2 : <i>La Province de Luang Prabang, une destination qui mise sur son potentiel écotouristique</i>	90
1.Considérations Méthodologiques	90
1.1.Choix du terrain et populations à l'étude.....	90
1.1.1. La zone d'étude : Province de Luang Prabang.....	90
1.1.2. Déroulement du stage	91
1.2.Collecte de données et méthodes d'analyse.....	93
1.2.1. Exploration du sujet et méthodologie utilisée	93
1.2.2. Les entretiens exploratoires et semi-directifs	94
1.2.3. L'observation participante	95
2.La province de Luang Prabang.....	98
2.1.Contexte régional.....	98
2.1.1. Caractéristiques régionales et économiques	98
2.1.2. Préservation du territoire	99
2.1.3. Luang Prabang, centre économique de la région Nord du Laos.....	101
2.2.Caractéristiques démographiques.....	101
2.2.1. Démographie	101

2.2.2. Caractéristiques ethniques	102
2.3. Caractéristiques touristiques.....	104
2.3.1. Un pays confronté à des enjeux touristiques majeurs.....	104
2.3.2. Une province compétitive au niveau national mais peu à l'échelle transrégionale	104
2.3.3. La place de l'écotourisme.....	106
 Chapitre 3 : <i>Etude de l'organisation écotouristique sur les trois zones identifiées dans la province</i>	108
1. La zone proche de Luang Prabang : Un modèle d'écotourisme dominé par les structures privées.....	107
1.1. Présentation des acteurs impliqués dans l'activité.....	110
1.1.1. Le Département Provincial de l'Information de la Culture et du Tourisme	110
1.1.2. Les tours opérateurs et excursionnistes	111
1.1.3. Des difficultés de collaboration entre acteurs.....	114
1.2. L'Implication des communautés et la mise en contact avec les touristes.....	115
1.2.1. Un modèle dominé par les circuits organisés	115
1.2.2. Une implication limitée des communautés.....	116
2. La zone nord de la province, le district de Ngoi et l'activité écotouristique de Muang Ngoi.....	118
2.1. Présentation des acteurs impliqués dans l'activité	120
2.1.1. Une activité amorcée par la Banque Asiatique de Développement.....	120
2.1.2. Une gestion autonome	121
2.2. L'Implication des communautés et la mise en contact avec les touristes.....	122
2.2.1. Une relation directe entre touristes et communautés.....	122
2.2.2. Un développement touristique et professionnel	123
3. Le projet d'écotourisme du PN de Nam Et-Phou Louey	124
3.1. Un modèle vertueux permettant de répondre au double objectif de développement conservation.....	125
3.1.1. Une collaboration forte entre la Wildlife Conservation Society et l'unité de gestion du PN de Nam Et-Phou Louey	125
3.1.2. Les différents produits écotouristiques proposés.....	127
3.1.3. Un modèle basé sur l'implication des communautés et une valorisation de leurs connaissances	128

Conclusion Partie II.....	130
<i>Partie III :Enjeux socioéconomiques du développement de l'écotourisme dans la Province de Luang Prabang</i>	<i>131</i>
Introduction Partie III	132
<i>Chapitre 1 : Ecotourisme et enjeux de développement des populations rurales de la Province de Luang Prabang.....</i>	<i>134</i>
1.Les risques liés à l'intégration d'une nouvelle ressource économique	134
1.1.Le tourisme comme revenus complémentaires un bénéfice pour les communautés ? 134	
1.1.1. Une diversification économique comme première source de motivation au sein des communautés.....	134
1.1.2. Des retombées sporadiques limitant les bénéfices de l'écotourisme.....	135
1.1.3. Une création de revenu qui ne se traduit pas par un développement économique et social	136
1.2.Ecotourisme et renforcement des inégalités.....	136
1.2.1. Une inégalité existante entre acteurs économiques et communautés	136
1.2.2. Une inégalité spatiale.....	137
1.2.3. Une inégalité interne à la communauté	139
2.Une activité perturbatrice qui peut s'expliquer par un manque d'implication des communautés.....	141
2.1.Impact de l'écotourisme sur l'équilibre communautaire.....	141
2.1.1. La visite de villages vécue comme une attraction touristique	141
2.1.2. Ecotourisme et impacts sur l'équilibre communautaire	145
2.2.Participation locale et valorisation des savoir-faire.....	147
2.2.1. L'implication des communautés comme réponse aux difficultés observées	147
2.2.2. L'importance de mettre à profit les connaissances locales.....	150
<i>Chapitre 2 : Recommandations pour le développement de l'écotourisme.....</i>	<i>153</i>
1.Au niveau national.....	153
1.1.Un investissement en formation et recherche.....	153
1.1.1. Développement de programmes de formation à l'écotourisme.....	153
1.1.2. Une promotion de la recherche scientifique	154
1.2.La nécessité d'une normalisation de l'activité à l'échelle nationale	155
1.2.1. Elaboration d'un code du tourisme durable spécifiquement dédié au pays	155
	199

1.2.2. Création d'une certification écotourisme	155
1.2.3. Evaluation de la mise en œuvre de la politique d'écotourisme	156
2.Au niveau provincial	157
2.1.Renforcement des capacités locales et amélioration des produits écotouristiques.....	157
2.1.1. Création de programmes de formation	157
2.1.2. Mise en place de dispositifs encourageants l'innovation	157
2.2.Amélioration de la gestion et du contrôle de l'activité.....	158
2.2.1. Un besoin de renforcement en gouvernance urgent	158
2.2.2. Réglementation des itinéraires, circuits et produits écotouristiques.....	159
2.2.3. Création d'une association de voyagistes locale	160
3.Au niveau local.....	160
3.1.Une optimisation de la participation locale.....	160
3.1.1. Renforcement d'un leadership communautaire	160
3.1.2. Un transfert de compétences	160
3.1.3. Une valorisation des connaissances locales.....	161
3.2.Une structuration de l'offre touristique	162
3.2.1. Plus d'interactions avec les visiteurs	162
3.2.2. Amélioration des infrastructures et des biens publics	162
3.2.3. Diversification des produits touristiques	162
Conclusion Partie III.....	164
Conclusion	165
Bibliographie :	169
Table des Annexes.....	180
Table des Figures.....	192
Table des Tableaux.....	193

Ecotourisme, levier de développement et de préservation des cultures minoritaires, le cas de la Province de Luang Prabang au Laos.

Dans quelles mesures l'écotourisme permet-il aux minorités ethniques d'améliorer leurs conditions de vie et de préserver leur identité culturelle ?

Le Laos, considéré par l'ONU comme l'un des pays les moins avancés au monde, se distingue néanmoins par un patrimoine naturel, une diversité ethnique et une histoire singulière. Dénué d'industries et dans l'urgence d'un développement il mise sur l'exploitation de ses ressources naturelles. Il est donc face à un enjeu majeur de juste équilibre entre développement et préservation des ressources naturelles et culturelles. Avec 21 aires protégées, il dispose d'un potentiel pour promouvoir un tourisme durable qui pourrait bénéficier aux communautés et contribuer à la préservation de l'environnement. L'Etat mise alors sur l'écotourisme pour développer une pratique respectueuse et à impact minimal. Cependant l'écotourisme, auquel encore aucune définition n'a été officialisée, serait un concept dangereusement vague basé sur une théorie idéologique mais qui dans la pratique s'avère être un défi à mettre en place. Sa complexité entrainerait des impacts socioéconomiques plus ou moins négatifs affectant les populations locales et leur environnement. L'observation du développement écotouristique dans la Province de Luang Prabang affirme ce constat, l'activité serait confrontée à des enjeux de rentabilité, d'augmentation des inégalités ou encore de conflits d'usage. Ainsi il s'avère important d'évaluer dans quelles mesures l'activité constitue un potentiel de développement pour les communautés rurales et minoritaires et comment celui-ci pourrait améliorer leurs conditions de vie et protéger leur identité culturelle.

Mots clés : Laos, écotourisme, tourisme communautaire, minorités ethniques, communautés.

Ecotourism, lever of development and minority cultures preservation, the case of Luang Prabang Province in Laos.

To what extent does ecotourism enable ethnic minorities to improve their living conditions and to preserve their cultural identity?

Laos, considered by the United Nations as one of the least developed countries, nevertheless stands out for its natural heritage, its ethnic diversity and its singular history. Without any industries and in an urgent need of development, the country bets on its natural resources exploitation and is therefore facing a major challenge of striking the right balance between development and natural and cultural resources preservation. With a total of 21 protected areas, the country has the potential to promote sustainable tourism that could benefit to communities and contribute to the environment preservation. Then, the state bets on ecotourism to develop a respectful practice with a minimal impact. However ecotourism, to which no definition has yet been formalized, is a dangerously vague concept based on an ideological theory but which in practice proves to be a challenge to set up. Its complexity would lead to negative socio-economic impacts affecting local populations and their environment. The ecotourism development observation in Luang Prabang Province confirm this fact, the activity would be confronted to issues of profitability, increasing inequalities or even use conflicts. Thus, it is important to assess to which extent the activity brings development potential for rural and minority communities and how it could improve their living conditions and protect their cultural identity.

Key words : Laos, ecotourism, community based tourism, ethnic minorities, communities.